

Mort du photographe Brassai

Le photographe Brassai vient de mourir. Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans.

Le Monde

Fondateur : Hubert Beau-Méry

Directeur : André Laurens

« Le Monde des arts et des spectacles »

Pages 13 à 20

Une semaine à Paris

par CLAIRE DEVARREUX

LA RECHERCHE D'UN RÈGLEMENT AU PROCHE-ORIENT

« Truc électoral » en Israël

Dans un pays où l'inflation annuelle atteint 400 %, où une récente opération militaire se solda par un échec coûteux, où la démocratie est vivace et où les citoyens ont le sang chaud, une campagne électorale devrait, en toute logique, être une véritable empoignade, ponctuée d'insultes homériques et d'engagements solennels.

C'est tout le contraire qui se passe en Israël, comme vient de le confirmer mardi le terme « débat » opposant à la télévision le premier ministre, M. Shamir, au candidat travailliste à sa succession, M. Périès. Même si le genre pratiqué — une suite de déclarations adressées au moment de jeu sans qu'un vrai dialogue puisse se nouer — ne se prête guère à l'affrontement spectaculaire, la platitude de ce « temps fort » de la campagne, à deux jours du scrutin, n'est-elle pas le résultat de la situation ?

Depuis trois mois, les travaillistes israéliens, selon tous les sondages, maintiennent imperceptiblement une avance de douze à quinze sièges sur le Likoud au pouvoir, alors que le nombre des sièges est tombé à 10. M. Périès doit donc chercher à rallier d'autres « déçus du Likoud » sans pour autant effrayer ceux qui ont commencé à lui faire confiance. Or, dans le domaine économique, il est un secret de polichinelle. On ne réduit pas une inflation vertigineuse dont le taux a doublé au cours des neuf derniers mois sans de durs sacrifices : majoritairement favorable au Likoud — ferait de toute évidence les frais. L'interdiction d'évoquer cette cure d'austérité explique les contorsions verbales des travaillistes. Leur chef s'est bien gardé mardi de présenter un « plan de redressement », se bornant à condamner la « politique économique de l'équipe en place ».

Échec patent du pouvoir, l'aviation du Likoud, qui a coté, sans avantage patent, six cents morts et trois mille blessés, ne joue qu'un rôle secondaire dans la campagne. Les deux partis sont d'accord sur l'objectif à long terme, qui est de quitter le pays voisin au sein de la sécurité de la Galilée. Or, sur le problème plus général de la sécurité du pays, les travaillistes n'ont pas cessé de se défendre de mourir des intentions « suspectes ».

De son côté, le Likoud, fuyant le sombre bilan de sa gestion économique, s'est constamment appliqué à les amener sur ce terrain périlleux. Contraints de rappeler qu'ils ont naguère conquis le Golan et construit les premières implantations en Cisjordanie, les amis de M. Périès sont d'une extrême discrétion sur leur projet de « gel » et sur le « plan territorial ». Là comme ailleurs, tout ce qu'ils pourraient préconiser est de nature à effrayer les électeurs de droite, dont le Likoud espère bien que, passant outre à leur déception, ils reviendront au bercail.

Dans ces conditions, M. Shamir pouvait se donner les gants de proposer à son adversaire un « cabinet d'union nationale ». Il menait à son terme avec habileté la logique qui contraindait les travaillistes à tenir un langage proche du sien. Après l'émission de mardi, qui s'était conclue sur cet appel vibrant et hautement tactique, M. Périès a déploré avec agacement un « truc électoral ». Il était pourtant bien dans l'esprit d'une campagne que l'impossibilité d'engager des vérités trop amères à quelque peu truquée.

(Lire nos informations page 3.)

M. Mitterrand envisage « une conférence ouverte à tous les protagonistes »

De nos envoyés spéciaux

M. Mitterrand a quitté, ce mercredi matin 11 juillet, Amman pour Paris où il est attendu en fin de soirée. Il fait escale au Caire pour une « réunion de travail » avec le président Mubarak.

Amman. — S'il fallait qualifier le voyage de M. Mitterrand en Jordanie, qui s'est achevé ce mercredi 11 juillet, on pourrait dire qu'il a été, avant tout, un geste d'amitié. Le mot a été prononcé à de multiples reprises, tant par le souverain hachémite que par M. Mitterrand, qui ont passé une grande partie de la journée du mardi 10 juillet à visiter avec leurs épouses les sites archéologiques de Pétra et de Jérash. L'ambiance amicale du voyage était particulièrement évidente dans les ruines de l'antique ville grecque-romaine de Jérash où les deux chefs d'État, en tenue sport, débattaient en dépit de la chaleur accablante, échangeaient leurs impressions.

De côté officiel jordanien, on s'estime globalement satisfait des déclarations de M. Mitterrand. « Le président français a dit ce que l'on attendait de lui. On ne lui attendait rien de plus », nous a déclaré un membre du gouvernement. Un autre regrette cependant que le président n'ait pas été plus précis sur le

rôle que la France et la Communauté européenne peuvent jouer dans le cadre d'un règlement du conflit israélo-jordanien. Ce sentiment est encore plus net dans les milieux non officiels. « Nous ne pouvons nous satisfaire de déclarations. Nous voudrions que M. Mitterrand et son gouvernement fassent un geste plus hardi et plus concret pour faire avancer la cause de la paix au Proche-Orient », nous a dit le rédacteur en chef d'un quotidien d'Amman.

La conférence de presse qu'ont tenue mardi en fin d'après-midi le roi Hussein et M. Mitterrand n'a pas été de nature à modifier sensiblement ce jugement, bien que sur certains points le chef de l'État se soit montré plus précis. Rappelant l'attachement de la France à la résolution 242 des Nations unies, il a évoqué, pour la première fois en Jordanie, le problème des territoires occupés en déclarant que cette résolution implique qu'« Israël se soumette et se range derrière un avis qui, bien entendu, ne lui permet pas d'exercer le pouvoir souverain qu'il exerce sur ce territoire ».

FRANÇOISE CHIPAUX et EMMANUEL JARRY.
(Lire la suite page 3.)

LA SITUATION FINANCIÈRE DES ENTREPRISES

L'industrie automobile gravement atteinte par une forte baisse des ventes

Chaque mois égrène pour les constructeurs automobiles français son lot de déceptions. Les statistiques de ventes de voitures neuves en mai avaient amené leur chambre syndicale à parler de « creux de la vague » et d'espoir de « léger redressement dans les mois à venir ». Or, juin est véritablement catastrophique pour les marques nationales : le nombre d'immatriculations a reculé de 26 % par rapport à juin 1983, mais pour les constructeurs français la chute est de 33,3 %, alors que le déclin des marques étrangères n'est que de 6,5 %. Celles-ci résistent donc mieux.

Aucune marque n'est épargnée : Peugeot, qui, grâce au succès de la 205 réussissait jusqu'à présent à progresser, régresse de 14,9 %. Citroën vend 3 500 voitures de moins qu'en juin 1983 et recule ainsi de 36,4 %. Quant à Talbot, c'est la chute libre : de 8 546 l'an passé, les ventes mensuelles sont tombées à 4 098 (- 52,2 %). Dans l'autre groupe français, chez Renault, le lancement de la R 25 n'a pas non plus réussi à enrayer la régression qui atteint 37,5 % (44 425 immatriculations contre 71 033).

Les résultats semestriels sont, eux aussi, fort mauvais. Sur un marché qui a reculé de 15 % (902 867 ventes de voitures neuves

contre 1 062 679 au cours des six premiers mois de 1983), les immatriculations d'automobiles françaises ont baissé de 19,3 %, tandis que les marques étrangères ne régressaient que de 5,8 %. Seul Peugeot tire son épingle du jeu avec une très légère augmentation (+ 1,4 %), qui porte ses ventes à 156 300. Les deux autres marques du groupe PSA déclinent fortement : de 17,4 % pour Citroën, malgré la BX, et de 54 % pour Talbot. Globalement, PSA décline le tiers du marché national (33,3 %). Le recul de Renault est plus impressionnant encore puisqu'il a vendu 90 000 voitures de moins que durant les six premiers mois de 1983 (contre 52 000 de moins pour PSA) ; soit une chute de 23,5 % et une part de marché qui n'est plus que de 31,4 %, tandis que les marques étrangères profitent de l'aubaine et voient leur part du marché français passer de 31,5 à 34,9 % en un an.

C'est dans ce contexte qu'il faut replacer la demande de licenciement effectuée par Citroën et refusée par M. Bérégovoy, et les mesures qui viennent d'allourdir la fiscalité sur les carburants qui sont jugées par les constructeurs comme un « mauvais coup » porté à l'automobile.

BRUNO DETHOMAS.
(Lire la suite page 24.)

Amélioration d'ensemble selon l'INSEE

Il est des périodes privilégiées au cours desquelles la lecture de la situation économique d'un pays est facile à faire et les risques d'erreur relativement peu importants.

La France vit une période de ce genre que l'INSEE décrit dans sa dernière note de conjoncture publiée ce mercredi 11 juillet : *grasso modo*, la situation financière des entreprises s'améliore au détriment de celle des ménages avec comme conséquence un freinage assez net de l'inflation et le réajustement progressif de notre commerce extérieur, mais aussi une augmentation continue du chômage.

La situation des entreprises d'abord. Elle s'améliore très nettement, sauf en ce qui concerne l'automobile, qui est particulièrement touchée. Les prix de vente à la production augmentent assez fortement : + 3,2 % au premier semestre et encore + 3 % prévus au second semestre dans l'industrie manufacturière. Les effectifs au travail, en revanche, diminuent au rythme de 1,5 % par semestre dans l'industrie (soit 140 000 personnes pour l'année) et de 215 000 pour l'ensemble de l'économie.

ALAIN VERNHOLLES.
(Lire la suite page 24.)

Témoignage

LES RÉSISTANTS KURDES FACE A 150 000 SOLDATS IRANIENS

Le second front de l'imam Khomeiny

Révisé à l'arrière-plan par la guerre du Golfe, la géopolitique qui oppose quelque 150 000 soldats iraniens à 150 000 soldats de l'imam Khomeiny continue depuis la victoire de la révolution islamique en 1979. La lutte pour l'indépendance du Kurdistan irakien est un élément important du conflit qui oppose Téhéran à Bagdad. Le Docteur Bernard Kouchner, président de l'Association Médécine du monde, qui rendra de Kurdistan, témoigne.

par BERNARD KOUCHNER (*)

succéder à l'imam et quel sera alors le régime politique de l'Irak ? Un séjour au Kurdistan, cette région montagneuse à la frontière de l'Irak où se trouvent regroupés, avec la complicité de Bagdad, les diverses résistances armées au régime de Téhéran, éclaire certains éléments de la réponse.

Fort de plus de quinze millions d'individus dispersés dans cinq pays, mais unis par une langue, une religion et des traditions communes, le peuple kurde forme une communauté délaissée par l'histoire. Sa revendication à l'autonomie complique encore l'imbroglio politique de la zone et pèse sur les stratégies d'un affrontement de quarante-six mois particulièrement meurtrier. On ne peut réduire ce conflit à ce que les Occidentaux nomment la guerre du

Golfe et qui les alerte de manière aussi égoïste qu'éphémère.

Cent cinquante mille militaires iraniens sont bloqués au Kurdistan face aux rebelles. Encadrés par des membres de l'armée régulière, des peshdars et des gardiens de la révolution, devenus depuis quatre ans des guerriers décidés, et surtout des bassidjis (volontaires), des paysans et des chômeurs enrôlés autoritairement, affrontent les résistants.

La tactique des généraux iraniens s'en trouve singulièrement facilitée : cet abcs de fixation leur permet de concentrer le gros de leurs efforts sur le sud du pays, là où les satellites d'observation américains ont détecté une concentration de quatre cent mille soldats iraniens. Le nouvel assaut est attendu en quatre points du front, notamment dans le secteur de Basorah et dans la montagne kurde que protègent solidement les peshmegas.

Pourtant, il y a dix mois, les soldats de Téhéran ont repris, malgré de fortes pertes, le contrôle des villes et des routes du Kurdistan. Ils se sont enfoncés profondément dans les vallées et ont installé des forteresses sur les sommets de ce qui fut, depuis la chute du chah, le premier territoire « libéré » irakien. La nuit n'est pas sûre pour les militaires, qui se retirent dans leurs abris, et la montagne redevient le domaine des peshmegas et de leurs alliés du moment. Qui sont ces Iraniens qui se battent contre l'imam Khomeiny ? La visite des trois camps établis dans le sanctuaire de la guérilla, en territoire irakien, montre qu'il s'agit de groupes bien différents.

Une barrière de bois gardée soigneusement se lève, et nous pénétrons dans le « territoire libre » du Kurdistan administré par le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDKI). Une pagaille bon enfant, peu de signes extérieurs de respect, des militaires efficaces mais cordiaux, le goût du débat d'idées, le meilleur boudin de la région et, parfois, un verre de whisky : le PDKI n'a rien d'un parti dogmatique. Majoritaire au Kurdistan d'Irak, c'est un mélange de vieux sages libéraux et de jeunes militants.

(Lire la suite page 4.)

RESTRICTIONS BUDGÉTAIRES ET QUALITÉ DES SOINS

Les hôpitaux et l'austérité

Les préfets viennent de recevoir une circulaire budgétaire dans laquelle le gouvernement arrête l'augmentation moyenne des dépenses hospitalières fixée pour 1985 : 5,7 %. Le taux définitif, qui ne s'en écartera guère, sera connu à l'automne.

Les mesures d'austérité qui, depuis deux ans, frappent vigoureusement les structures sanitaires du pays se traduiront-elles, à terme, par une dégradation des conditions de soins, puis par une baisse du niveau de santé ? Ou bien ce remède de cheval permettra-t-il enfin de gérer de manière rationnelle un système de santé qui s'était embourbé sur la lancée de l'expansion ? Telles sont les questions qui agitent la communauté hospitalière. C'est un débat éminemment politique dont le gouvernement avait sous-estimé l'impact au début du septennat. Aujourd'hui, l'équipe au pouvoir mesure clairement l'étriquetage de la manœuvre dont elle dispose.

Depuis plusieurs années, les dépenses de santé ont semblé incontrôlables. Et singulièrement, les dépenses hospitalières, qui en absorbent, à elles seules, plus de la moitié. Cette évolution était considérée avec fatalisme par les pouvoirs publics et perçue le plus souvent comme l'indéfectible rançon du progrès.

En 1979, le poste hospitalier avait augmenté de près de 20 % en un an, et ce rythme est resté pratiquement identique jusqu'en 1982. Puis, en 1983, le taux d'augmentation est tombé à 9,5 % : la différence d'évolution représente, à elle seule, quelque 10 milliards de francs. En 1983, les dépenses hospitalières ont atteint 157 milliards, ce qui représente une somme supérieure au coût de la construction aéronautique et de l'armement réunis.

Un changement aussi brusque n'est évidemment pas le fruit du hasard. C'est M. Raymond Barre lui-même qui, en 1979, soulignait l'incompatibilité d'une telle expansion avec le maintien des grands équilibres économiques, avait jeté les bases d'un strict dispositif de contrôle. La gauche, après quelque hésitation, l'a repris et accentué. Les hôpitaux, sans grande transition, se sont vu appliquer le régime dit du « budget global », qui leur alloue en début de mois une « enveloppe », à laquelle ils doivent se tenir. Ce système, déjà appliqué dans les plus grands établissements du pays (les

vingt-neuf centres hospitaliers régionaux), sera généralisé en 1985 (1).

Pour verrouiller le dispositif, le gouvernement, qui a délibérément exclu les hôpitaux de la loi de décentralisation, fixe un « taux directeur » — c'est-à-dire une norme d'augmentation — calculé au plus juste ; il supprime la pratique ancienne des « rallonges budgétaires » de fin d'année et annule, pour 1985, qu'aucun emploi supplémentaire ne soit créé dans ce secteur. Pour parachever le tout, la Sécurité sociale se voyait interdire d'avancer aux hôpitaux les sommes dont ils ont besoin pour s'équiper, l'État mettait en place un strict contrôle des investissements et le IX^e Plan prévoyait la suppression de 28 000 lits.

Cette politique, annonce le gouvernement, va se poursuivre : il s'agit, en réalité, d'un gigantesque chantier, qui porte sur les structures elles-mêmes, et ne se bornera pas à quelques retouches conjoncturelles.

CLAIRE BRISET.

(Lire la suite page 9.)

AU JOUR LE JOUR

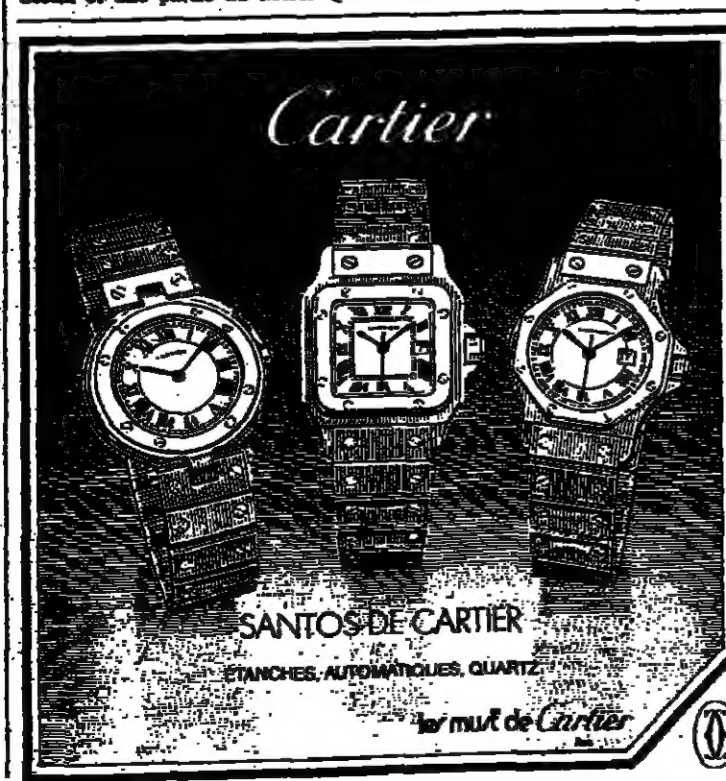
L'âge du hamburger

Il faut vivre avec son temps. C'est ce qu'a fort bien compris le conseil municipal de Perpignan. Plutôt que de voir se dégrader d'année en année la magnifique Loge de mer, construite voici plus de cinq cents ans, il l'a louée à une « entreprise de restauration rapide », appellation pudique des fast-foods de style américain.

Faut-il en pleurer ? En rire ? S'en indigner ou s'en féliciter ?

Qu'en pense la belle Catalane rue de Maillol, de l'autre côté de la place ? Sans doute que l'argent des marchands de hamburgers n'a pas d'odeur et que la remise à neuf (sic) de la Loge de mer, horriblement coûteuse et au demeurant réussie, valait bien cet affront à la cuisine nationale.

JACQUES CELLARD.



(Lire la suite page 4.)

ation
Mort du photographe Brassai
Le photographe Brassai vient de mourir. Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans.
Fondateur : Hubert Beau-Méry
Directeur : André Laurens
« Le Monde des arts et des spectacles »
Pages 13 à 20
Une semaine à Paris
par CLAIRE DEVARREUX
LA RECHERCHE D'UN RÈGLEMENT AU PROCHE-ORIENT
« Truc électoral » en Israël
M. Mitterrand envisage « une conférence ouverte à tous les protagonistes »
De nos envoyés spéciaux
L'industrie automobile gravement atteinte par une forte baisse des ventes
Amélioration d'ensemble selon l'INSEE
Il est des périodes privilégiées au cours desquelles la lecture de la situation économique d'un pays est facile à faire et les risques d'erreur relativement peu importants.
La France vit une période de ce genre que l'INSEE décrit dans sa dernière note de conjoncture publiée ce mercredi 11 juillet : *grasso modo*, la situation financière des entreprises s'améliore au détriment de celle des ménages avec comme conséquence un freinage assez net de l'inflation et le réajustement progressif de notre commerce extérieur, mais aussi une augmentation continue du chômage.
La situation des entreprises d'abord. Elle s'améliore très nettement, sauf en ce qui concerne l'automobile, qui est particulièrement touchée. Les prix de vente à la production augmentent assez fortement : + 3,2 % au premier semestre et encore + 3 % prévus au second semestre dans l'industrie manufacturière. Les effectifs au travail, en revanche, diminuent au rythme de 1,5 % par semestre dans l'industrie (soit 140 000 personnes pour l'année) et de 215 000 pour l'ensemble de l'économie.
ALAIN VERNHOLLES.
(Lire la suite page 24.)
Témoignage
LES RÉSISTANTS KURDES FACE A 150 000 SOLDATS IRANIENS
Le second front de l'imam Khomeiny
par BERNARD KOUCHNER (*)
succéder à l'imam et quel sera alors le régime politique de l'Irak ? Un séjour au Kurdistan, cette région montagneuse à la frontière de l'Irak où se trouvent regroupés, avec la complicité de Bagdad, les diverses résistances armées au régime de Téhéran, éclaire certains éléments de la réponse.
Fort de plus de quinze millions d'individus dispersés dans cinq pays, mais unis par une langue, une religion et des traditions communes, le peuple kurde forme une communauté délaissée par l'histoire. Sa revendication à l'autonomie complique encore l'imbroglio politique de la zone et pèse sur les stratégies d'un affrontement de quarante-six mois particulièrement meurtrier. On ne peut réduire ce conflit à ce que les Occidentaux nomment la guerre du
Golfe et qui les alerte de manière aussi égoïste qu'éphémère.
Cent cinquante mille militaires iraniens sont bloqués au Kurdistan face aux rebelles. Encadrés par des membres de l'armée régulière, des peshdars et des gardiens de la révolution, devenus depuis quatre ans des guerriers décidés, et surtout des bassidjis (volontaires), des paysans et des chômeurs enrôlés autoritairement, affrontent les résistants.
La tactique des généraux iraniens s'en trouve singulièrement facilitée : cet abcs de fixation leur permet de concentrer le gros de leurs efforts sur le sud du pays, là où les satellites d'observation américains ont détecté une concentration de quatre cent mille soldats iraniens. Le nouvel assaut est attendu en quatre points du front, notamment dans le secteur de Basorah et dans la montagne kurde que protègent solidement les peshmegas.
Pourtant, il y a dix mois, les soldats de Téhéran ont repris, malgré de fortes pertes, le contrôle des villes et des routes du Kurdistan. Ils se sont enfoncés profondément dans les vallées et ont installé des forteresses sur les sommets de ce qui fut, depuis la chute du chah, le premier territoire « libéré » irakien. La nuit n'est pas sûre pour les militaires, qui se retirent dans leurs abris, et la montagne redevient le domaine des peshmegas et de leurs alliés du moment. Qui sont ces Iraniens qui se battent contre l'imam Khomeiny ? La visite des trois camps établis dans le sanctuaire de la guérilla, en territoire irakien, montre qu'il s'agit de groupes bien différents.
Une barrière de bois gardée soigneusement se lève, et nous pénétrons dans le « territoire libre » du Kurdistan administré par le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDKI). Une pagaille bon enfant, peu de signes extérieurs de respect, des militaires efficaces mais cordiaux, le goût du débat d'idées, le meilleur boudin de la région et, parfois, un verre de whisky : le PDKI n'a rien d'un parti dogmatique. Majoritaire au Kurdistan d'Irak, c'est un mélange de vieux sages libéraux et de jeunes militants.
(Lire la suite page 4.)
RESTRICTIONS BUDGÉTAIRES ET QUALITÉ DES SOINS
Les hôpitaux et l'austérité
Les préfets viennent de recevoir une circulaire budgétaire dans laquelle le gouvernement arrête l'augmentation moyenne des dépenses hospitalières fixée pour 1985 : 5,7 %. Le taux définitif, qui ne s'en écartera guère, sera connu à l'automne.
Les mesures d'austérité qui, depuis deux ans, frappent vigoureusement les structures sanitaires du pays se traduiront-elles, à terme, par une dégradation des conditions de soins, puis par une baisse du niveau de santé ? Ou bien ce remède de cheval permettra-t-il enfin de gérer de manière rationnelle un système de santé qui s'était embourbé sur la lancée de l'expansion ? Telles sont les questions qui agitent la communauté hospitalière. C'est un débat éminemment politique dont le gouvernement avait sous-estimé l'impact au début du septennat. Aujourd'hui, l'équipe au pouvoir mesure clairement l'étriquetage de la manœuvre dont elle dispose.
Depuis plusieurs années, les dépenses de santé ont semblé incontrôlables. Et singulièrement, les dépenses hospitalières, qui en absorbent, à elles seules, plus de la moitié. Cette évolution était considérée avec fatalisme par les pouvoirs publics et perçue le plus souvent comme l'indéfectible rançon du progrès.
En 1979, le poste hospitalier avait augmenté de près de 20 % en un an, et ce rythme est resté pratiquement identique jusqu'en 1982. Puis, en 1983, le taux d'augmentation est tombé à 9,5 % : la différence d'évolution représente, à elle seule, quelque 10 milliards de francs. En 1983, les dépenses hospitalières ont atteint 157 milliards, ce qui représente une somme supérieure au coût de la construction aéronautique et de l'armement réunis.
Un changement aussi brusque n'est évidemment pas le fruit du hasard. C'est M. Raymond Barre lui-même qui, en 1979, soulignait l'incompatibilité d'une telle expansion avec le maintien des grands équilibres économiques, avait jeté les bases d'un strict dispositif de contrôle. La gauche, après quelque hésitation, l'a repris et accentué. Les hôpitaux, sans grande transition, se sont vu appliquer le régime dit du « budget global », qui leur alloue en début de mois une « enveloppe », à laquelle ils doivent se tenir. Ce système, déjà appliqué dans les plus grands établissements du pays (les
vingt-neuf centres hospitaliers régionaux), sera généralisé en 1985 (1).
Pour verrouiller le dispositif, le gouvernement, qui a délibérément exclu les hôpitaux de la loi de décentralisation, fixe un « taux directeur » — c'est-à-dire une norme d'augmentation — calculé au plus juste ; il supprime la pratique ancienne des « rallonges budgétaires » de fin d'année et annule, pour 1985, qu'aucun emploi supplémentaire ne soit créé dans ce secteur. Pour parachever le tout, la Sécurité sociale se voyait interdire d'avancer aux hôpitaux les sommes dont ils ont besoin pour s'équiper, l'État mettait en place un strict contrôle des investissements et le IX^e Plan prévoyait la suppression de 28 000 lits.
Cette politique, annonce le gouvernement, va se poursuivre : il s'agit, en réalité, d'un gigantesque chantier, qui porte sur les structures elles-mêmes, et ne se bornera pas à quelques retouches conjoncturelles.
CLAIRE BRISET.
(Lire la suite page 9.)
AU JOUR LE JOUR
L'âge du hamburger
Il faut vivre avec son temps. C'est ce qu'a fort bien compris le conseil municipal de Perpignan. Plutôt que de voir se dégrader d'année en année la magnifique Loge de mer, construite voici plus de cinq cents ans, il l'a louée à une « entreprise de restauration rapide », appellation pudique des fast-foods de style américain.
Faut-il en pleurer ? En rire ? S'en indigner ou s'en féliciter ?
Qu'en pense la belle Catalane rue de Maillol, de l'autre côté de la place ? Sans doute que l'argent des marchands de hamburgers n'a pas d'odeur et que la remise à neuf (sic) de la Loge de mer, horriblement coûteuse et au demeurant réussie, valait bien cet affront à la cuisine nationale.
JACQUES CELLARD.

Le Monde

idées

Le mot qui convient

Retour du fascisme ?

Dans un livre dont nous reproduisons un extrait, M. Le Pen se défend d'être un fasciste. C'est bien pour un fasciste cependant que le prend Louis Sala-Molins, qui demande qu'on appelle cette « lépre » par son nom. Jean-Pierre Marqué voit plutôt dans l'idéologie du Front national un courant traditionaliste et réactionnaire issu du dix-neuvième siècle, combiné de façon pas nécessairement plus rassurante avec une apologie du libéralisme économique.

C'est pas Le Pen qui me fait peur. C'est la peur universelle d'appeler les choses par leur nom qui m'effraie. Les hommes politiques et les hommes de presse se sont donné le mot avec une étonnante vitesse : Le Pen est pointilleux sur l'épithète. Et si on l'a entendu l'autre dimanche traiter Jospin de fasciste, on n'a entendu personne se soulever, rappeler au tribunal de la guillotine et de la xénophobie, au chœur de la haine civile et de l'autosuffisance nationale, au grand masturbateur de l'autarcie et de la blanchitude, qu'il est, tout simplement, un fasciste.

Certes, on a joué à son égard de la parapsychologie et de l'allusion transparente. Poperen et Lajoinie ont même, par déontologie et par élégance, refusé le contact verbal. Très bien. Mais personne ne l'a appelé par le nom qui lui convient le mieux, parce que Le Pen n'aime pas ça et qu'il s'est débrouillé depuis longtemps pour le bien faire savoir.

Traitez-le de fasciste. Il vous répond : « At-je la tête de Mussolini ? » Entre nous soit dit, je le trouve comme une parodie du monstre, mais là n'est pas le problème. Il ajoute que Mussolini voulait l'Etat partout, alors que lui, Le Pen, ne le veut tout-puissant qu'aux douaniers pour le dedans. Non, franchement, termine-t-il, je ne suis pas mussolinien, donc pas fasciste pour deux sous. A ce compte-là, le fascisme commence avec Mussolini et termine avec lui, l'Allemagne ne fut que national-socialiste, Franco n'était que franquiste et Le Pen est innocemment lepeniste, pas de quoi craindre la moindre nuit d'insomnie. Au-delà de ces constats d'une hauteur politique microbolante, la déduction logique ou historique que l'on se fait en droit et en devoir d'oser vaut insulte, et le fasciste Le Pen vous envoie ses témoins et ses témoins.

par LOUIS SALA-MOLINS (*)

Le décompte a été fait trente-trois fois des options de Le Pen, des comportements de Le Pen, des projets de Le Pen et des convergences criantes entre les intentions politiques des candidats qui ont écrit les pages brunes de l'histoire de l'Europe contemporaine et les intentions politiques de Le Pen est l'inspiration ou le dépositaire. N'empêche. Le Pen ne veut pas qu'un chat soit un chat : ce serait prématuré de l'apprendre. Le Pen et son Front ne sont que nationalistes et français, pour le moment.

Le cauchemar du 17 juin

On aura le temps d'aviser lorsqu'il aura lui-même déterminé, lui et lui seul, que l'heure est venue de passer de la matérialité du texte à ce qu'il évoque, du coup de gencive au coup de poing, de la musique des syllabes aux sons allégoriques. C'est pour quand, cela ? Pour le lendemain d'un scrutin où il aura fait du 15 % ou du 20 % ? En attendant, la haine stilette de l'étranger, le mépris de l'immigré, l'exaltation obscène du conservatisme le plus obtus, et de celui-là seul, et de la réaction la plus nauséabonde, tout cela et ce que j'oublie ne peut plus, en France, être qualifié de fascisme, parce que ça grouille et pourrit dans l'égout collectif que lui aménage la « pensée » lepeniste, et que Le Pen déclare qu'il n'est pas encore fasciste. Il n'y a donc pas de fascisme chez nous. Ni à 11 % ni à 0,11 %.

Soignez-le donc bien, politiciens de gauche, cette première claudication verbale. Nous vous avons bien entendus tout le long de ce cauchemar. (*) Professeur de philosophie politique à l'université Paris-1.

mar de la nuit du 17 juin, nous vous avons bien lus dans les journaux du lendemain. Travaillez-le, la flûte. Pourfendez les « extrémistes de droite » sans nommer le fascisme. Evoquez vos souvenirs de sinistres aventures en allées sans précéder les-quelles. Pensérez donc à ne pas rejoindre les « excités » qui guettent dans les rues et les places des villes la haine du fascisme lorsque Le Pen et sa meute y dressent leurs chapiteaux. Favorisez ainsi, tas de scélérats, la sinistre politique chiraquienne de banalisation du « phénomène Le Pen ». Echangez paroles et arguments avec le fasciste du jour. Faites de la bonne casuistique c'est mignon, c'est fin. Et vous vous apercevrez une autre nuit que, loin d'avoir arrêté le fascisme par une politique cohérente mais aussi par un rejet total, il vous aura filé entre les doigts. Vous risquez de le voir un jour tenir la rue, parce que vous aurez cru inutile, inadéquat, prématuré, défaitiste, superficiel d'en conjurer à temps les premières manifestations.

Que je simplifie ? Que l'affaire est beaucoup plus complexe que cela ? Démêlez-la : vous avez pour ce faire le pouvoir et les experts. Et appliquez au moins sur la gangrène le cauchemar des mots qui portent : vous ne manquez pas de tribunes ni de tribuns. Soyez crédibles, non de Zeus, au moins sur votre volonté de nommer Le Pen et son Front par le seul mot qui leur convient. Pas l'« extrémisme de droite », pas la « droite autoritaire », pas tous ces mots à trois, tous ces mots cache-sexe qui veulent tout dire et ne rien dire. Mais le mot que l'histoire a retenu, celui qui convient le mieux, le seul qui convient de tout son poids historique à ce genre de lépre : fascisme. Au sens fort du mot. Même si nous avons le droit d'espérer que le fascisme lepeniste est celui de la saison des soldes ou de la Foire à la ferraille et aux jambons.

« Mon modèle, c'est Reagan »

par JEAN-PIERRE MARQUÉ (*)

D'ÉIA piégée sur le thème des libertés, la gauche s'obstine à accumuler les paffes : en quittant le plateau de TF 1 à l'arrivée de J.-M. Le Pen, au soir des élections européennes du 17 juin dernier, MM. Poperen et Lajoinie ont maladroitemment donné à celui qu'ils considéraient comme le fossoyeur de la démocratie l'occasion rêvée d'observer que, en l'espèce, ils ne faisaient ainsi que valoriser le leader du Front national, sans comprendre que dénoncer M. Le Pen un fasciste et un pestiféré est une tactique dépourvue d'efficacité. Plutôt que jeter l'anathème sur le Front national, il faut avant de risquer tout jugement accepter d'analyser les propos et les actions de M. Le Pen, tenter de percer leur véritable nature, y débusquer le bête immonde si d'aventure elle s'y terre, mais aussi se résoudre à vérifier une éventuelle filiation avec des courants d'idées classiques et sans véritable danger pour les institutions républicaines.

Le courant traditionaliste

L'essentiel des idées de M. Le Pen est contenu dans son récent ouvrage, *Les Français d'abord* (1) : plutôt que sous-tendre une idéologie assimilable au fascisme, on peut se demander si les principes qui s'y trouvent développés ne s'apparentent pas à un courant traditionaliste et réactionnaire issu du dix-neuvième siècle, combiné, non sans quelque ambiguïté, avec une option favorable au libéralisme économique.

Le premier élément de cette combinaison — le courant traditionaliste — est assez aisément identifiable. En épigraphe des *Francis d'abord*, figure cette phrase de Chateaubriand : « C'est le droit qui crée le droit, et non le droit qui crée le droit ». Comme Lamennais, M. Le Pen semble vouloir mater les excès du subjectivisme et de l'individualisme juridiques induits par la Déclaration des droits de 1789, notamment par le respect de la morale et de la religion chrétiennes : « L'homme est créature de Dieu... La civilisation occidentale doit être tempérée de charité chrétienne », écrit M. Le Pen, qui affirme non sans fierté : « Je suis croyant », se démarquant par là même du fascisme païen.

L'exaltation de la famille « C'est la cellule de base de la nation. Quand la famille est ébranlée, la patrie est menacée », a chez lui des accents pétainistes, de même que l'exaltation du travail (« un droit mais aussi un devoir ») et de la patrie (« la droite nationale attachée à la patrie, à son sol, à ses traditions, respectueuse des sacrifices de ses pionniers et de ses martyrs, de ses saints et de ses soldats »). On sait toutefois que le pétainisme est lui-même un syncrétisme de divers courants conservateurs, passésistes et réactionnaires, issus notamment de l'Ancien Régime.

Sur le plan des institutions politiques, M. Le Pen est assez laconique, mais ne semble pas tourner le dos à la démocratie lorsqu'il prône l'élection de l'Assemblée nationale à la proportionnelle, ainsi que l'adoption d'un régime présidentiel, certes dénué de tout caractère d'originalité individuelle et de circonstances spécifiques.

Mais que pense-t-il de l'Etat ? Quand on sait que le fascisme érige celui-ci en valeur suprême, la position du leader du Front national semble s'écarter radicalement d'une telle conception. Il convient, en effet, selon lui, de « ramener l'Etat à ses fonctions utiles, à ses fonctions régaliennes, à tout ce que personne d'autre que lui ne peut faire, c'est-à-dire la défense nationale, la police, la justice, la diplomatie et un minimum d'administration générale ».

Quant à l'organisation économique, M. Le Pen se prononce en faveur de la libre entreprise et de l'initiative privée dépourvue de tout contrôle étatique : « Tout doit être remis dans le secteur privé, soumis aux règles générales de l'économie moderne, de la compétition, de la concurrence, de l'abaissement des coûts, de la productivité ».

Contradictions

Ses options sont identiques en matière sociale : « L'Etat providence est un piège mortel », affirme J.-M. Le Pen, en prônant la liberté de choix en matière de protection sociale et la suppression des lois Auroux, qui selon lui, paralysent l'emploi.

On doit toutefois se demander si J.-M. Le Pen n'écoute pas les vœux de l'Etat libéral par souci d'insérer dans un « cran » à la mode. Ses écrits semblent traduire certaines contradictions lorsqu'il affirme qu'il convient d'« encadrer la réaction populiste contre le communisme et le libéralisme », après avoir indiqué que c'est à tort que « les libéraux croient trouver la liberté dans l'absence de toute contrainte ». Un tel discours n'est-il pas celui du fascisme, qui estime que le capitalisme libéral a engendré la lutte des classes et la mort des idées socialistes, et prétend résoudre les antagonismes sociaux par une organisation corporatiste de l'économie ? Comment M. Le Pen peut-il alors affirmer : « Aujourd'hui, personne ne défend plus le capitalisme. Moi, je le fais applaudir par mon public, de l'ouvrier au PDG » (2) ?

Il faudrait bien que le Front national, s'il espère devenir, et de façon durable, un élément important dans la vie politique française, sorte de ces contradictions. En résumé, J.-M. Le Pen et son Front national doivent-ils effrayer ? Non, si l'on considère que le pétainisme, le culte de l'Etat tout-puissant, du parti unique et de l'idéologie corporatiste, de même que la surpopulation des chômeurs dans la clientèle électorale, sont autant d'éléments inhérents au fascisme, et dont la présence n'est pas vérifiée dans l'idéologie ou dans le mouvement de M. Le Pen.

Cependant, le nationalisme, connotant une xénophobie d'ailleurs sélective, est bien chez lui un thème central exprimé sous une phraséologie qui peut inquiéter. De même, la dénonciation de la « décadence », l'appel à « une réaction biologique contre le désordre, la crasse, la paresse, le vandalisme », le culte de la beauté et de la force physiques, autant de thèmes développés dans *Les Français d'abord*, ne sont pas sans rappeler les incantations d'un Breilh ou d'un Drieu La Rochelle.

Mais il semble bien que, pour l'essentiel, J.-M. Le Pen se contente d'incarner la cohabitation possible d'une idéologie traditionaliste et d'ordre moral avec l'apologie de l'Etat libéral. M. Le Pen affirme : « Mon modèle, c'est Reagan ». Avec ou sans bandeau, la réassurante de ce personnage doit-elle rassurer ?

(*) Chargé de cours à la faculté de droit et de science politique de Dijon.
(1) Editions Carrère-Lafont, 1984.
(2) Le Figaro-Magazine du 23 juin 1984.

LU

« TACTICIENS DU POUVOIR », de Jay Haley

Un leader nommé Jésus

On n'est pas bien des questions concernant Jésus-Christ, mais rarement celle de savoir comment, seul et inconnu, dans un pays occupé par les Romains et soumis à une hiérarchie religieuse omnipotente, il a pu créer une organisation qui non seulement a vaincu l'Empire romain, mais a finalement imposé son pouvoir absolu sur les populations occidentales pendant de nombreux siècles. Cette question fait l'objet d'une brillante étude d'un anthropologue américain, Jay Haley, qui fut un élève de Gregory Bateson et qui pourrait bien être le petit-fils spirituel de Bernard Shaw : *Les Tacticiens du pouvoir de Jésus-Christ*. Ce texte ravira tous ceux, à commencer par les révolutionnaires, qui ont compris qu'il n'est pas possible aujourd'hui de prendre le pouvoir par les masses sans utiliser les stratégies de Jésus.

Selon Jay Haley, le divin enfant fut le premier leader qui mit au point un programme de recrutement des fidèles chez les pauvres et les faibles : « Sa tactique de base fut de définir les plus démunis comme méritant le plus de pouvoir, et de les séduire ainsi ». Il les nomma le sel de la terre et la

lumière du monde et affirma qu'ils hériteront de la terre.

Comme vingt siècles plus tard Staline, Hitler ou Mao, il appelle formellement à une rupture des liens familiaux et à l'affrontement des jeunes contre leurs aînés. Plus habile que ses imitateurs, il ne parle pas au nom d'une race ou d'une classe, mais se présente comme l'instrument du Père céleste, ce qui lui permet de rejeter toute opposition.

Pour se faire connaître, la seule identité qu'il pouvait revêtir était celle de prophète religieux. « Dire qu'il n'a pas recherché le pouvoir politique », écrit Jay Haley, c'est sous-estimer la nouvelle stratégie qu'il a introduite dans le monde. Comme si l'on considérait que *Lénine ne voulait pas le pouvoir parce qu'il ne fréquentait pas la cour du tsar*. Depuis Jésus, les leaders ont appris à court-circuiter totalement le pouvoir politique établi en leur temps et à construire un mouvement indépendant.

Prophète religieux, ayant en outre la réputation de faire des miracles, ce qui ne nuisait en rien, bien au contraire, à son prestige. Jésus choisit de s'en prendre violemment au clergé officiel, non seulement en tenant des propos

aussi peu amènes que : « Serpente, race de vipères, comment échapperez-vous au châtiment de la gèlène ? », mais en attaquant les changeurs d'argent du Temple et les marchands de bétail sacré. Quand on sait qu'une part essentielle des ressources du Temple provenait de la vente des animaux et du change, on admire avec Haley son adresse tactique : il ne porte pas la main sur l'autel, il ne pénètre pas dans le Saint des Saints ; s'en prend à l'aspect commercial du Temple, vilipendé ceux qui transforment cette maison de prière en caverne de voleurs. Ce qui lui vaut, outre de déconstruire ses adversaires, une célébrité immédiate.

Face à cet extrémisme, il met en jeu les pouvoirs établis dans l'obligation de réagir. Il fut arrêté, condamné à mort par le Sanhédrin et livré pour l'exécution au gouverneur romain. Ce dernier, jugeant que Jésus n'avait pas enfreint la loi romaine, demanda à la foule de prendre la décision, et la foule le condamna. Voilà qui reste une énigme, dans la mesure où il était si populaire qu'il avait fallu l'arrêter en secret. Albert Schweitzer prétend que la foule a réclamé cette mort quand elle a appris que Jésus s'était proclamé le Messie à son

proche, acte blasphématoire. Une version catholique veut que la foule ait été manipulée par les prêtres du Temple. Une question plus cruciale, note Haley, concerne l'authenticité de cet épisode, dans la mesure où l'on a pu affirmer que cette tradition de la grêle accordée à un prisonnier n'existait pas en réalité.

Toujours est-il que, selon Haley, Jésus aurait commis une erreur tactique en se laissant arrêter. Il n'est pas possible, dans le cadre d'un simple compte rendu, de répertorier ses arguments, mais on ne peut en revanche que l'approuver lorsqu'il affirme que « comprendre le messianisme révolutionnaire contemporain, c'est rendre hommage au legs de Jésus ».

Cet ouvrage comprend d'autres études aussi pertinentes qu'irrévérencieuses sur l'échec en psychothérapie, l'art d'être schizophrène, la psychanalyse ou les hippies. Rasseurant un ouvrage de sciences humaines aura abordé avec une ironie aussi cinglante des sujets aussi cultes et recelés.

ROLAND JACCARD.

* Traduit de l'américain par J.-C. Bessot et D. Roume. Edit. ESF (17, rue Viète, 75017 Paris), 117 pages.

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

	FRANCE	ETRANGER
15 jours	65 F	119 F
3 semaines	95 F	173 F
1 mois	120 F	227 F
1 mois 1/2	175 F	335 F
2 mois	230 F	444 F

(Pour les tarifs d'abonnement à l'étranger par voie aérienne, veuillez nous consulter au 246-72-23 poste 2391.)

Pour recevoir régulièrement le Monde à votre adresse de vacances, retournez ce bulletin, rempli en majuscules, au moins DIX JOURS avant votre départ et adressez-le avec le règlement correspondant à :

LE MONDE - Service des Abonnements
5, rue des Italiens - 75427 PARIS CEDEX 09

Je m'abonne au Monde du au
Nom Prénom
N° Rue
Code postal Ville
Ci-joint mon versement F

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4017-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 69672 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ETRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 280 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 1,80 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 \$; G.-B., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Israël, 95 p. ; Italie, 1 600 L. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,390 DL. ; Luxembourg, 28 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,80 L. ; Yougoslavie, 110 nd.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beauvillier (1944-1959) Jacques Fauvet (1959-1982)

Imprimé à Paris, 11, rue de la Harpe, 75005 PARIS-5E

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	605 F	859 F	1080 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ETRANGER (par mandat postal)				
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1 240 F
II - SUISSE TUNISIE	454 F	838 F	1 197 F	1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trait virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande sous pli séparé en joignant leur carte d'identité.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les sous-progrès en espèces d'impayés.

Une « accusation dérisoire » ?

« Suis-je fasciste ? », demande Jean-Marie Le Pen dans son livre *Les Français d'abord* (Carrère-Lafont, 1984). Voici le texte intégral de sa réponse :

« Cette accusation est dérisoire. Le fascisme est un avatar autoritaire du socialisme. C'est d'ailleurs un député socialiste, Benito Mussolini, et même un socialiste de gauche, qui a fondé le fascisme. Le fascisme est une doctrine italienne d'entre les deux guerres qui postule la soumission de l'économie à l'Etat, à l'Etat totalitaire. Or mes conceptions économiques sont exactement aux antipodes de cette position puisque je ne suis socialiste en aucune manière. Par conséquent, me réputer fasciste, c'est prononcer un mensonge énorme. Je signale au passage que Guy Mollet et les socialistes ont été réputés fascistes. J'aime à rappeler après

l'avoir dit au début de ce livre que, dans l'*Encyclopédie soviétique*, il est inscrit : « de Gaulle Charles, général fasciste ». Il s'agit là de l'image qui a été propagée pendant des années par l'intelligentsia de gauche.

« Je suis un homme de droite, fier de l'être, d'origine populaire. Je crois que l'immense majorité des Français, à 80 % à mon avis, se retrouvent sur un grand nombre de consensus, c'est-à-dire des opinions communes, et cela dans les domaines les plus importants de la vie. En ce sens, naturellement, une appréciation de droite, même si l'intelligentsia de gauche essaye de les persuader du contraire, depuis des décennies, avec la complicité bienveillante des dirigeants du marais centriste et libéral. »

PROCHE-ORIENT

Israël

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Quand M. Shamir propose à M. Pérès un cabinet d'union nationale

De notre correspondant

Jérusalem. — Le premier ministre, M. Itzhak Shamir, et son rival travailliste, M. Shimon Pérès, ont exposé, mardi 10 juillet, les idées-forces de leurs partis lors d'une intervention télévisée.

Dressant le bilan de sept années de règne du Likoud, M. Shamir a souligné que l'équipe sortante « avait fait disparaître les inégalités sociales et éliminé le chômage entre les deux Israéli (sionistes et arabes), apporté la lumière et l'espoir à beaucoup d'Israéliens et favorisé leur sentiment de dignité et d'appartenance à la nation ». Quant à la politique économique du Likoud de « peu brillante », M. Pérès a rétorqué que, en neuf mois de gouvernement Shamir, l'inflation avait doublé, passant d'un rythme annuel de 200 % à 400 %. « Que serait-il arrivé, demande-t-il, dans l'Israël que ? » La première ministre lui a opposé « la quasi inexistence du chômage, performance exceptionnelle dans le monde d'aujourd'hui ».

Au sujet du Liban, M. Pérès a rappelé que, en cas de victoire le 23 juillet, les travaillistes opéreraient un retrait rapide de Tsehal, renforceraient l'armée du Liban du Sud du général libanais Antoine Lahad et maintiendraient en réserve sur la frontière une « force d'intervention immédiate » susceptible de contraindre toute éventuelle tentative d'infiltration. L'objectif de M. Shamir est également d'évacuer le Liban, mais il a contesté l'approche travailliste. « Faut-il un calendrier, a-t-il dit, contribue à aider l'ennemi et revient à céder à ses ultimatum ».

« Si vous vous étiez contentés d'intervenir au Liban sur une profondeur de 40 kilomètres, a déploré M. Pérès, nous aurions eu

La fin de la visite de M. Mitterrand en Jordanie

(Suite de la première page.)

En réponse à une question sur l'attitude de la France vis-à-vis de l'Organisation de libération de la Palestine, le président de la République a précisé : « Je ne demande pas l'OLP de reconnaître l'Etat d'Israël de façon unilatérale. Je demande à l'OLP d'accepter la résolution des Nations unies (242) d'une façon claire pour que la centrale palestinienne puisse s'insérer dans le processus de discussion voulu par l'ONU. Cela n'a pas vraiment été fait jusqu'aujourd'hui. Je ne demande pas de reconnaissance unilatérale. Ce serait injuste. Il n'y a pas de raison que l'OLP, qui est un mouvement en lutte, fasse des concessions à priori sans savoir à quel cela servirait ».

En ne demandant plus à l'OLP cette reconnaissance préalable directe de l'Etat hébreu, le président retrouve une porte à la centrale palestinienne qui pourrait ainsi, procéder par le biais de l'acceptation de la Résolution 242. M. Mitterrand a réaffirmé que M. Arafat peut venir en France « quand il veut », mais que le « type de relations officielles demandées (par celui-ci), serait prématuré ». M. Mitterrand a en outre fait allusion au terrorisme.

L'OLP et le terrorisme

« Au problème de la reconnaissance de la résolution 242 s'ajoute une certaine attitude à l'égard du terrorisme. Il faut que le langage soit plus clair encore », a dit le chef de l'Etat, qui demande donc au dirigeant palestinien de se désolidariser nettement des attentats commis en son nom.

Sur le problème de la convocation d'une conférence internationale évoquée à plusieurs reprises par la presse jordanienne, M. Mitterrand n'a pas fait mention d'un grand enthousiasme. Après avoir constaté l'échec de tous les pays qui s'étaient déjà posés en intermédiaire, et de toutes les formules envisagées, M. Mitterrand a déclaré : « J'ai toujours pensé que la sagesse était de favoriser la relation directe entre les belligérants. Mais je dois constater que cette formule-là nous n'a pas fait avancer les choses. Si donc on n'est décidément pas possible, je souhaite qu'une conférence ouverte à tous les protagonistes puisse se

réaliser. La France peut en effet peser en ce sens ».

En réalité, on continue de penser, à Paris, que la convocation d'une telle conférence est prématurée tant que les Américains et les Israéliens s'y opposent. De toute façon, une telle réunion n'aurait de réelles chances de succès que si s'annonçait une détente soviéto-américaine. Tel n'est pas le cas aujourd'hui. Du côté jordanien, le ministre de l'Information nous a déclaré : « Nous apprécions le soutien de la France à l'idée d'une conférence internationale, mais il y a des petits détails concernant le processus de convocation d'une telle conférence sur lesquels nous avons des réserves ».

En conclusion de la conférence de presse commune, le roi a de nouveau insisté sur la gravité de la situation : « Nous nous approchons rapidement d'un moment de désespoir total en ce qui concerne l'instauration de la paix dans cette région. Le risque est de laisser passer la dernière chance », a-t-il déclaré. En définitive, pour les Jordaniens, l'importance de ce voyage tient surtout au fait même qu'il ait eu lieu. Quelles que soient les appréciations divergentes portées sur les déclarations de M. Mitterrand à Amman, tout le monde se montre satisfait qu'il y soit venu.

Ce mercredi matin, M. Mitterrand quitte Amman pour Le Caire où il déjeunera avec le président Mubarak avant de repartir pour Paris dans la soirée. M. Cheysson, quant à lui, se rend à Jérusalem où il dînera, mercredi soir, avec le premier ministre israélien, M. Shamir. Jeudi 12 juillet, le ministre des Relations extérieures sera à Damas, où il sera reçu par le vice-président Abdelkhalim Khaddam. On apprend d'autre part à Amman, de source autorisée française, qu'une invitation de M. Pierre Mauroy avait été adressée à M. Rifaa El-Assad, frère du président syrien et vice-président de la République, qui réside pour l'instant à Genève. Alors que la presse syrienne a manifesté quelque irritation à l'égard du voyage du président de la République à Amman, rappelant que « la Syrie est la base de toute paix au Proche-Orient », ce déplacement de M. Cheysson n'est pas sans importance. Une question sur l'éventuelle visite en Syrie d'ailleurs était posée à Amman à M. Mitterrand qui a répondu : « Bien entendu, j'irai si je suis invité ».

FRANÇOISE CHIPAUX et EMMANUEL JARRY.

Des Mirage-2000 assemblés en Egypte. — Le ministre égyptien de la Défense, le maréchal Abdelhalim Abou Ghazala, a annoncé mardi 10 juillet, avant l'arrivée de M. Mitterrand au Caire, que des avions français Mirage-2000 vont être assemblés en Egypte dès 1985. La France et l'Egypte étaient convenues, il y a deux ans, que les avions de chasse français seraient assemblés en Egypte, mais aucune date n'avait jusqu'à présent été fixée. Paris a également donné son accord de principe pour l'exportation par l'Egypte d'armes fabriquées en coopération avec la France vers d'autres pays du Proche-Orient et d'Afrique, a précisé le maréchal Abou Ghazala.

Des Mirage-2000 assemblés en Egypte. — Le ministre égyptien de la Défense, le maréchal Abdelhalim Abou Ghazala, a annoncé mardi 10 juillet, avant l'arrivée de M. Mitterrand au Caire, que des avions français Mirage-2000 vont être assemblés en Egypte dès 1985. La France et l'Egypte étaient convenues, il y a deux ans, que les avions de chasse français seraient assemblés en Egypte, mais aucune date n'avait jusqu'à présent été fixée. Paris a également donné son accord de principe pour l'exportation par l'Egypte d'armes fabriquées en coopération avec la France vers d'autres pays du Proche-Orient et d'Afrique, a précisé le maréchal Abou Ghazala.

Des Mirage-2000 assemblés en Egypte. — Le ministre égyptien de la Défense, le maréchal Abdelhalim Abou Ghazala, a annoncé mardi 10 juillet, avant l'arrivée de M. Mitterrand au Caire, que des avions français Mirage-2000 vont être assemblés en Egypte dès 1985. La France et l'Egypte étaient convenues, il y a deux ans, que les avions de chasse français seraient assemblés en Egypte, mais aucune date n'avait jusqu'à présent été fixée. Paris a également donné son accord de principe pour l'exportation par l'Egypte d'armes fabriquées en coopération avec la France vers d'autres pays du Proche-Orient et d'Afrique, a précisé le maréchal Abou Ghazala.

Des Mirage-2000 assemblés en Egypte. — Le ministre égyptien de la Défense, le maréchal Abdelhalim Abou Ghazala, a annoncé mardi 10 juillet, avant l'arrivée de M. Mitterrand au Caire, que des avions français Mirage-2000 vont être assemblés en Egypte dès 1985. La France et l'Egypte étaient convenues, il y a deux ans, que les avions de chasse français seraient assemblés en Egypte, mais aucune date n'avait jusqu'à présent été fixée. Paris a également donné son accord de principe pour l'exportation par l'Egypte d'armes fabriquées en coopération avec la France vers d'autres pays du Proche-Orient et d'Afrique, a précisé le maréchal Abou Ghazala.

Des Mirage-2000 assemblés en Egypte. — Le ministre égyptien de la Défense, le maréchal Abdelhalim Abou Ghazala, a annoncé mardi 10 juillet, avant l'arrivée de M. Mitterrand au Caire, que des avions français Mirage-2000 vont être assemblés en Egypte dès 1985. La France et l'Egypte étaient convenues, il y a deux ans, que les avions de chasse français seraient assemblés en Egypte, mais aucune date n'avait jusqu'à présent été fixée. Paris a également donné son accord de principe pour l'exportation par l'Egypte d'armes fabriquées en coopération avec la France vers d'autres pays du Proche-Orient et d'Afrique, a précisé le maréchal Abou Ghazala.

Des Mirage-2000 assemblés en Egypte. — Le ministre égyptien de la Défense, le maréchal Abdelhalim Abou Ghazala, a annoncé mardi 10 juillet, avant l'arrivée de M. Mitterrand au Caire, que des avions français Mirage-2000 vont être assemblés en Egypte dès 1985. La France et l'Egypte étaient convenues, il y a deux ans, que les avions de chasse français seraient assemblés en Egypte, mais aucune date n'avait jusqu'à présent été fixée. Paris a également donné son accord de principe pour l'exportation par l'Egypte d'armes fabriquées en coopération avec la France vers d'autres pays du Proche-Orient et d'Afrique, a précisé le maréchal Abou Ghazala.

Des Mirage-2000 assemblés en Egypte. — Le ministre égyptien de la Défense, le maréchal Abdelhalim Abou Ghazala, a annoncé mardi 10 juillet, avant l'arrivée de M. Mitterrand au Caire, que des avions français Mirage-2000 vont être assemblés en Egypte dès 1985. La France et l'Egypte étaient convenues, il y a deux ans, que les avions de chasse français seraient assemblés en Egypte, mais aucune date n'avait jusqu'à présent été fixée. Paris a également donné son accord de principe pour l'exportation par l'Egypte d'armes fabriquées en coopération avec la France vers d'autres pays du Proche-Orient et d'Afrique, a précisé le maréchal Abou Ghazala.

Des Mirage-2000 assemblés en Egypte. — Le ministre égyptien de la Défense, le maréchal Abdelhalim Abou Ghazala, a annoncé mardi 10 juillet, avant l'arrivée de M. Mitterrand au Caire, que des avions français Mirage-2000 vont être assemblés en Egypte dès 1985. La France et l'Egypte étaient convenues, il y a deux ans, que les avions de chasse français seraient assemblés en Egypte, mais aucune date n'avait jusqu'à présent été fixée. Paris a également donné son accord de principe pour l'exportation par l'Egypte d'armes fabriquées en coopération avec la France vers d'autres pays du Proche-Orient et d'Afrique, a précisé le maréchal Abou Ghazala.

Des Mirage-2000 assemblés en Egypte. — Le ministre égyptien de la Défense, le maréchal Abdelhalim Abou Ghazala, a annoncé mardi 10 juillet, avant l'arrivée de M. Mitterrand au Caire, que des avions français Mirage-2000 vont être assemblés en Egypte dès 1985. La France et l'Egypte étaient convenues, il y a deux ans, que les avions de chasse français seraient assemblés en Egypte, mais aucune date n'avait jusqu'à présent été fixée. Paris a également donné son accord de principe pour l'exportation par l'Egypte d'armes fabriquées en coopération avec la France vers d'autres pays du Proche-Orient et d'Afrique, a précisé le maréchal Abou Ghazala.

Des Mirage-2000 assemblés en Egypte. — Le ministre égyptien de la Défense, le maréchal Abdelhalim Abou Ghazala, a annoncé mardi 10 juillet, avant l'arrivée de M. Mitterrand au Caire, que des avions français Mirage-2000 vont être assemblés en Egypte dès 1985. La France et l'Egypte étaient convenues, il y a deux ans, que les avions de chasse français seraient assemblés en Egypte, mais aucune date n'avait jusqu'à présent été fixée. Paris a également donné son accord de principe pour l'exportation par l'Egypte d'armes fabriquées en coopération avec la France vers d'autres pays du Proche-Orient et d'Afrique, a précisé le maréchal Abou Ghazala.

Des Mirage-2000 assemblés en Egypte. — Le ministre égyptien de la Défense, le maréchal Abdelhalim Abou Ghazala, a annoncé mardi 10 juillet, avant l'arrivée de M. Mitterrand au Caire, que des avions français Mirage-2000 vont être assemblés en Egypte dès 1985. La France et l'Egypte étaient convenues, il y a deux ans, que les avions de chasse français seraient assemblés en Egypte, mais aucune date n'avait jusqu'à présent été fixée. Paris a également donné son accord de principe pour l'exportation par l'Egypte d'armes fabriquées en coopération avec la France vers d'autres pays du Proche-Orient et d'Afrique, a précisé le maréchal Abou Ghazala.

Des Mirage-2000 assemblés en Egypte. — Le ministre égyptien de la Défense, le maréchal Abdelhalim Abou Ghazala, a annoncé mardi 10 juillet, avant l'arrivée de M. Mitterrand au Caire, que des avions français Mirage-2000 vont être assemblés en Egypte dès 1985. La France et l'Egypte étaient convenues, il y a deux ans, que les avions de chasse français seraient assemblés en Egypte, mais aucune date n'avait jusqu'à présent été fixée. Paris a également donné son accord de principe pour l'exportation par l'Egypte d'armes fabriquées en coopération avec la France vers d'autres pays du Proche-Orient et d'Afrique, a précisé le maréchal Abou Ghazala.

Des Mirage-2000 assemblés en Egypte. — Le ministre égyptien de la Défense, le maréchal Abdelhalim Abou Ghazala, a annoncé mardi 10 juillet, avant l'arrivée de M. Mitterrand au Caire, que des avions français Mirage-2000 vont être assemblés en Egypte dès 1985. La France et l'Egypte étaient convenues, il y a deux ans, que les avions de chasse français seraient assemblés en Egypte, mais aucune date n'avait jusqu'à présent été fixée. Paris a également donné son accord de principe pour l'exportation par l'Egypte d'armes fabriquées en coopération avec la France vers d'autres pays du Proche-Orient et d'Afrique, a précisé le maréchal Abou Ghazala.

Des Mirage-2000 assemblés en Egypte. — Le ministre égyptien de la Défense, le maréchal Abdelhalim Abou Ghazala, a annoncé mardi 10 juillet, avant l'arrivée de M. Mitterrand au Caire, que des avions français Mirage-2000 vont être assemblés en Egypte dès 1985. La France et l'Egypte étaient convenues, il y a deux ans, que les avions de chasse français seraient assemblés en Egypte, mais aucune date n'avait jusqu'à présent été fixée. Paris a également donné son accord de principe pour l'exportation par l'Egypte d'armes fabriquées en coopération avec la France vers d'autres pays du Proche-Orient et d'Afrique, a précisé le maréchal Abou Ghazala.

Des Mirage-2000 assemblés en Egypte. — Le ministre égyptien de la Défense, le maréchal Abdelhalim Abou Ghazala, a annoncé mardi 10 juillet, avant l'arrivée de M. Mitterrand au Caire, que des avions français Mirage-2000 vont être assemblés en Egypte dès 1985. La France et l'Egypte étaient convenues, il y a deux ans, que les avions de chasse français seraient assemblés en Egypte, mais aucune date n'avait jusqu'à présent été fixée. Paris a également donné son accord de principe pour l'exportation par l'Egypte d'armes fabriquées en coopération avec la France vers d'autres pays du Proche-Orient et d'Afrique, a précisé le maréchal Abou Ghazala.

Des Mirage-2000 assemblés en Egypte. — Le ministre égyptien de la Défense, le maréchal Abdelhalim Abou Ghazala, a annoncé mardi 10 juillet, avant l'arrivée de M. Mitterrand au Caire, que des avions français Mirage-2000 vont être assemblés en Egypte dès 1985. La France et l'Egypte étaient convenues, il y a deux ans, que les avions de chasse français seraient assemblés en Egypte, mais aucune date n'avait jusqu'à présent été fixée. Paris a également donné son accord de principe pour l'exportation par l'Egypte d'armes fabriquées en coopération avec la France vers d'autres pays du Proche-Orient et d'Afrique, a précisé le maréchal Abou Ghazala.

M. Arafat a eu à Genève de « très utiles discussions » avec M. Perez de Cuellar

De notre correspondant

Genève. — A son arrivée à Genève, où il devait ouvrir la conférence économique et sociale des Nations unies (ECOSOC) ainsi que la conférence internationale d'assistance aux réfugiés africains (CIARA II), M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, avait annoncé à la presse qu'après le voyage qu'il vient d'effectuer en Egypte, en Syrie, au Liban, en Jordanie et en Israël, il comptait rencontrer M. Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine.

Mardi 10 juillet, M. Arafat, accompagné de M. Farouk Kadumi, chef du département politique de l'OLP, a été convié à un déjeuner de travail — qui a duré deux heures — par M. Perez de Cuellar, et d'autres hauts responsables de l'ONU. De part et d'autre on s'est montré discret sur la teneur et les conclusions de ces entretiens. M. Théodore Gastaut, porte-parole des Nations unies, a seulement précisé dans une note à la presse que « les discussions ont été très utiles ».

Au cours d'une conférence de presse donnée au palais des Nations, M. Arafat a manifesté sa satisfaction de cette rencontre et laissé entendre qu'il avait été question de la « conférence internationale sur le

conflit du Proche-Orient » préconisée par M. Perez de Cuellar et à laquelle s'opposent les Etats-Unis et Israël.

Aucune ouverture n'a été faite par M. Arafat vers une éventuelle reconnaissance, fût-elle indirecte, d'Israël. Le chef de l'OLP n'a pas témoigné non plus d'intérêt pour les prochaines élections générales en Israël, car il se refuse apparemment à faire la moindre distinction entre le Likoud et le Parti travailliste. M. Arafat a tout de même adressé un « coup de chapeau » à l'extrême-gauche israélienne, qui recherche un dialogue avec l'OLP.

Il a, d'autre part, minimisé les luttes internes qui ont déchiré l'OLP, et il a tenu des propos conciliants envers la Syrie, passant sous silence sa politique au Liban. M. Arafat n'a d'ailleurs pas exclu une rencontre avec M. Rifaa El-Assad, frère du président syrien, actuellement à Genève avec une centaine de ses amis.

M. Arafat s'est rendu, enfin, au siège du Comité international de la Croix-Rouge afin d'évoquer le sort des prisonniers palestiniens encore entre les mains des Israéliens.

I.V.

Liban

L'ambassade de Libye a été détruite par une organisation secrète chiite

L'ambassade de Libye, à Beyrouth-Ouest, a été dynamitée ce mercredi 11 juillet par sept hommes masqués qui ont fait irruption au siège de la représentation de Tripoli et ont chassé les gardiens libyens et libanais avant de procéder au dynamitage. L'attentat, qui a fait de très importants dégâts matériels mais aucune victime, a été revendiqué par les Brigades de Moussa Sadr — du nom de l'imam chiite libanais disparu en Libye en 1978.

Ces Brigades, organisation clandestine chiite qui a déjà mené plusieurs actions violentes antilibyennes, dont des enlèvements de diplomates (le Monde du 11 juillet) et des détournements d'avions, demandent la « libération » de l'imam Sadr, qui, selon toute vraisemblance, a été assassiné à la suite d'un contentieux financier avec le colonel Kadafi.

Les Brigades Sadr avaient lancé mardi une mise en garde contre toute visite au Liban de M. Ali Abdessalam Triki, chef de la diplomatie libyenne. Dans un appel téléphonique au bureau de l'AFP à Beyrouth, un interlocuteur anonyme se réclamant de cette organisation avait en outre demandé que « tous les Libyens ayant une fonction diplomatique » quittent le Liban et que le Bureau de la fraternité li-

byenne (ambassade de Libye) soit « définitivement fermé ». — (AFP)

Le rétablissement de M. Pierre Gemayel. — Le chef du parti Kataeb (Phalanges) et ministre libanais des FTT, de la santé et des affaires sociales, M. Pierre Gemayel, soixante-dix-huit ans, a quitté l'hôpital mardi 10 juillet après deux semaines d'hospitalisation. M. Gemayel, père du président libanais, s'est rendu à son domicile dans la Montagne, pour une convalescence de deux semaines. — (AFP)

M. Berri attendu à Moscou. — Le ministre d'Etat libanais pour le Liban-Sud, M. Nabih Berri, principal dirigeant chiite, est attendu vendredi 13 juillet à Moscou pour une visite officielle. M. Berri doit se rendre auparavant à Damas. — (AFP)

Assassinat d'un notable libanais pro-israélien. — M. Jaouad Khalife, ancien chef de la municipalité de Sarafand (au Liban-Sud, entre Tyr et Sidon), a été tué mardi 10 juillet dans l'explosion de sa voiture. A Beyrouth, un communiqué du Front de résistance nationale libanaise (FRNL) a revendiqué cet attentat, affirmant que l'ancien chef de municipalité avait « été exécuté pour collaboration avec l'ennemi ». — (Israélien). — (AFP)

DIPLOMATIE

DANS UN ENTRETIEN AVEC « LA CROIX »

M. Cheysson compare la défense spatiale américaine à la ligne Maginot

Dans un entretien publié par la Croix du 11 juillet, M. Claude Cheysson rappelle que la France souhaite « l'interdiction des armes spatiales dans l'espace ou capables de détruire dans l'espace des satellites ou des missiles » car de telles armes « rompraient l'équilibre stratégique ». Le ministre des Relations extérieures ajoute : « Imaginez vous une situation dans laquelle les Etats-Unis s'estimeraient protégés par une ligne Maginot de l'espace alors que leurs alliés seraient menacés par des missiles à plus courte portée ? rappelez-vous la ligne Maginot de la fin des années 30. Les pays qui elle ne protégeait pas, ceux du glacis, ont alors perdu confiance dans les alliances qui les liaient à nous. Des pays européens, alliés des Etats-Unis certes, mais d'Etats-Unis qui se croiraient protégés par un réseau antimissile, pourraient-ils

encore croire en la protection américaine ? » M. Cheysson conclut sur ce point qu'un des objets de la proposition française déposée le 12 juin à la conférence de désarmement de Genève était de « faire prendre conscience aux Américains de l'urgence d'une consultation avec leurs alliés européens. Nous espérons que cela aura lieu bientôt ».

Parlant auparavant des idées de constitution d'une « défense européenne », M. Cheysson note d'abord qu'il n'est réellement possible de parler stratégie que dans des échanges bilatéraux « et que des progrès considérables ont été faits avec les Allemands sur ce plan ». Il ajoute : « Quant à la mise en place d'un appareil commun intégré de défense entre Européens et sans concours extérieur, ce n'est pas une réalité proche. Rien ne serait plus grave actuellement que de « découpler » la défense des Etats-Unis et la défense des pays européens, qui ont besoin de la garantie nucléaire américaine. (...) Je ne pense donc pas qu'il existe actuellement la possibilité de disjoindre les moyens de la défense européenne et de la défense américaine. (...) Le moment n'est pas venu de proclamer que nous pouvons, que nos partenaires européens peuvent assurer seuls leur défense ».

L'argument de la ligne Maginot spatiale a déjà été formulé à l'encontre des Etats-Unis et de leur programme de « guerre des étoiles ». Ce à quoi les partisans de M. Reagan répondent par deux arguments : 1) rien n'empêche que les moyens de défense opposés aux armes intercontinentales soient totalement impuissants contre les missiles soviétiques à plus courte portée visant l'Europe, en particulier ceux des SS-20, qui tire à 5 500 kilomètres et dont le temps de vol dépasse le quart d'heure ; 2) une Amérique dont le territoire serait protégé des attaques atomiques pourrait précisément prendre plus de risque pour la défense de ses alliés européens, et c'est, en conclusion, la vulnérabilité actuelle des Etats-Unis qui remet en question la crédibilité de leur dissuasion dans l'espérance de nouvelles Européennes. Les ministres font référence à

cet égard aux années 50, lorsque les Etats-Unis étaient totalement hors de portée d'une attaque soviétique et que pourtant la crédibilité de leur engagement au profit du Vieux Continent était le mieux assuré.]

POURPARLERS SOVIÉTO-AMÉRICAINS POUR LA MODERNISATION DU « TÉLÉPHONE ROUGE »

Washington (AFP). — La modernisation du « téléphone rouge » — en fait une ligne télé reliant le Kremlin à la Maison Blanche — est au centre de conversations américano-soviétiques qui débutent ce mercredi 11 juillet à Washington, a annoncé mardi un porte-parole du département d'Etat. La délégation soviétique à ces pourparlers est dirigée par M. Varbanek, celle des Etats-Unis par M. Zimmerman.

Des conversations à ce sujet ont déjà eu lieu l'an dernier, dans le cadre d'une initiative américaine visant à rechercher de possibles améliorations des communications entre les deux gouvernements. La ligne de télé actuelle, vieille de vingt ans, ne permet que des communications lentes, de l'ordre de soixante-sept mots à la minute. Les Etats-Unis, selon la presse américaine, souhaitent l'installation d'un système beaucoup plus complet, à l'aide d'un télex, permettant notamment la transmission de photos, cartes et documents divers.

Un responsable du département d'Etat a fait valoir qu'il ne fallait pas attribuer une portée politique générale à ces entretiens techniques et indiqués que les deux parties « avaient le désir de ne pas transformer ces conversations en un événement attirant une large couverture de presse ».

A TRAVERS LE MONDE


Bolivie

UN CORRESPONDANT DE L'AGENCE FRANCE-PRESSE INTERPELLÉ. — M. Jacques Thomet, envoyé de l'Agence France-Presse en Bolivie, a été retenu pendant quelques heures par la police à La Paz sur ordre du dirigeant du Conseil national bolivien de lutte contre le trafic de drogue. Le journaliste était accusé d'avoir déformé des déclarations attribuées aux fonctionnaires du service de lutte anti-droque. Il a été libéré après une protestation de l'Association des journalistes étrangers en Bolivie. — (AFP, Reuters.)

RFA

NOUVELLE INFORMATION JUDICIAIRE CONTRE M. LAMBERTORFF. — Le parquet de Bonn a ouvert une information pour fraude fiscale contre MM. Otto Lambertorff, ancien ministre ouest-allemand de l'économie, et Eberhard von Braunschweig, ancien fondé de pouvoir du groupe Flick. Selon l'hebdomadaire Der Spiegel, qui a révélé l'information, M. von Braunschweig aurait soustrait 40 millions de DM au fisc et M. Lambertorff 3,75 millions de DM.

Milan KUNDERA



L'insoutenable légèreté de l'être

roman

traduit du tchèque par François Kérel

"Dans la grande lessive que l'Europe de la fin du XX^e siècle fait subir à ses croyances en l'homme et en l'histoire, il faudra désormais compter avec le somptueux scepticisme de Kundera, qui n'exclut ni la gaieté ni la tendresse."

Bertrand Poirot-Delpech/Le Monde

GALLIMARD nrf

PROCHE-ORIENT

Le second front de l'imam Khomeiny

(Suite de la première page.)
Les élections lui donnaient régulièrement plus de 60 % des voix.

Son origine remonte à l'éphémère République kurde de Mahabad, en 1946, et son idéologie l'inclina plus vers une social-démocratie que vers un marxisme figé. Bien implanté dans le pays, administrant depuis longtemps avec mesure une large part de la vie quotidienne des villes et des villages — et surtout la justice — le PDKI met en permanence l'accent sur la pratique démocratique : un bureau politique et un comité central qui se renouvellent et ne fonctionnent pas sur des majorités automatiques, des congrès qui se tiennent malgré les combats, une structure fédérale (1), une radio qui émet trois fois par jour, des journaux et des textes théoriques.

Les événements ont contraint les très pacifiques dirigeants du PDKI

bien en ligne, des femmes touchantes et belles qui espèrent en l'égalité marxiste, des slogans entendus dans toutes les révolutions du monde : nous sommes dans les trois camps impossibles du Komsola. Sous les portraits de Marx, Engels et Lénine, les dirigeants reprennent le discours léniniste traditionnel. Gagné par l'évolution du monde socialiste, ils affirment ne plus vouloir se donner de modèle.

Même Cuba ne fait plus recette. Les dirigeants du Komsola et leur secrétaire général Ezidine affirment donc que tout doit être réinventé et s'attachent à construire une cinquième internationale. Le mouvement, qui aligne 2 000 combattants, souhaite élargir son influence à tout le pays à partir de son implantation au Kurdistan. Son fondateur, Ilkhan-Kandeh, né d'une grande famille kurde, est surnommé « Mohadi ».



à se doter d'une force militaire devenue très vite la première de la région avec ses deux mille volontaires. Ces peshmergas du PDKI sont, à notre connaissance, les seuls guerriers du tiers-monde à proposer la démocratie au sens le plus européen du terme. Ils expliquent inlassablement la signification de ce mot, aux dépens même de l'efficacité, et s'attachent sans cesse, dans chaque village, à appliquer ce concept aussi simple que révolutionnaire dans un tel environnement. Et cela malgré les difficultés du terrain et les rémanences du tribalisme.

Abdolkarim Ghassemlou, secrétaire du PDKI, est un économiste formé à Prague. Ce libéral, tolérant les idéologies adverses si elles s'expriment sans opprimer, respectant la religion mais combattant le fanatisme, partisan de l'émancipation des femmes, vit actuellement avec son état-major et le bureau politique au Dajlar, à deux heures de marche de la frontière. Une école de guerre, la prison et un hôpital fonctionnent tant bien que mal. La ligne politique du PDKI est limpide : « Démocratie pour l'Iran, autonomie pour le Kurdistan. » Pas de revendications aventuristes d'indépendance.

A cinq heures de marche du Dajlar, l'ambiance change. Un drapeau rouge levé tous les matins à 6 h 30 sur des combattants respectueux et

Les nombreux intellectuels de Téhéran venus se joindre dans les montagnes donnent à ces camps une atmosphère très particulière. Il y a surtout des femmes convaincues que l'idéologie du Komsola est un rempart contre les tendances traditionnelles à l'oppression des hommes en général et des fanatiques chiites en particulier.

Le Komsola entend poursuivre après la victoire sur l'imam Khomeiny la lutte contre la bourgeoisie libérale représentée par le PDKI. Les militants du Komsola reconnaissent néanmoins la nécessité de faire alliance avec les hommes de Ghassemlou et mènent actuellement quelques opérations communes. En revanche, ils considèrent que les Moudjahidines du peuple, qualifiés de « petits bourgeois religieux », qui forment la troisième composante de la résistance armée, suivent et suivront la même voie oppressive que les mollahs de Khomeiny.

Des terroristes en tchador

Ils sont venus nous chercher à l'heure et un seul d'entre eux parle au nom de tous. En plein Ramadan, ils observent scrupuleusement le jeûne : on ne plaisante pas sur le chapitre de la religion dans le camp retranché des Moudjahidines du peuple, à trois heures de voiture du Dajlar. Courtois mais très disciplinés, tels sont les hommes de M. Massoud Radjavi, leur chef réfugié en France après sa fuite en compagnie de M. Bani Sadr, dont le portrait est omniprésent. Ils interdisent aux femmes de participer aux réunions.

Les nombreuses combattantes portent un tchador et figurent en queue des pelotons d'entraînement. Leur attitude soumise laisse présager comment les moudjahidines pourraient conduire l'Iran de demain.

Dans ce camp, on se prépare à la guérilla urbaine en perfectionnant les mines personnelles et les explosifs originaux, comme la grenade logée dans un verre ou une bombe installée dans une seringue. Des femmes encore, muettes sous le voile musulman, se spécialisent dans cette discipline terroriste où excellent les moudjahidines. Après cette démonstration, on comprend mieux la réponse du commissaire politique à no-

tre question sur l'égalité des sexes : « Plus de 50 % de nos martyrs sont des femmes. Mais nous ne voulons pas bouleverser les traditions. Notre pays est profondément religieux. »

Bien implantés en Iran et surtout dans les villes, les moudjahidines ne sont pas très nombreux au Kurdistan : un peu plus de mille guerriers répartis en quatre groupes principaux. L'entraînement, très sérieux, voire excessif, rappelle celui des « marines » américains. L'équipement électronique et les communications sont spécialement étudiés. Ainsi les moudjahidines, ayant recueilli des réfugiés qui suivent les unités de combat, demeurent en relation radio avec eux. Ces praticiens diffusent à distance, pendant toutes les interventions chirurgicales, des casettes ayant servi lors de l'instruction.

Un accord lie les Moudjahidines du peuple au PDKI au sein du Conseil national de la résistance que M. Bani Sadr vient de quitter.

Quinze mille Iraniens, dont douze mille peshmergas, est-ce suffisant pour défaire les troupes de Khomeiny ? Le prolongement de la guerre Iran-Irak, l'enchaînement des deux belligérants, décideront aussi, pour une part, du sort de l'intégrisme musulman et modifieront déjà notablement les rapports de forces dans la région. Le régime khomeiniste a produit un miracle : la lutte commune des deux organisations kurdes, majoritaires de part et d'autre de la frontière, sur un objectif politique clair : l'autonomie pour chacun des Kurdistan.

Pour avoir assisté à la rencontre entre M. Jalal Talebani, président de l'Union patriotique du Kurdistan irakien, hier encore hostile au régime de Bagdad, et M. Ghassemlou, nous pouvons témoigner de la rigueur du projet politique : assurer la protection de plusieurs centaines de kilomètres de frontière contre la recolonisation de la personnalité du peuple kurde. Il s'agit, sans doute, de la chance historique des Kurdes et également d'une opportunité politique pour le gouvernement du président Saddam Hussein, qui joue la compréhension.

Le mariage de raison entre les revendications des Kurdes et les nécessités de la guerre engendrera-t-il, après la fin des combats, les mêmes lendemains sanglants et les trahisons dont l'histoire de la région est coutumière ? La vie des groupes kurdes est un ballet de bravoure, d'obédience et de fidélité, chacun s'appuyant régulièrement sur le pays voisin avant d'être trahi.

MM. Talebani et Ghassemlou ont tout à fait conscience, l'Irak, seul des Etats de la région, a déjà segmenté accordé une autonomie culturelle à ses populations kurdes. Actuellement, une négociation est engagée entre MM. Talebani et Saddam Hussein pour élargir cette autonomie. L'intermédiaire est M. Ghassemlou, l'homme qui, le premier, aura élargi le problème local kurde pour lui donner une dimension régionale et une résonance internationale. Le conflit Iran-Irak, ce n'est pas seulement une guerre de pétrole.

BERNARD KOUCHNER.

(1) Deux organisations françaises, l'Aide médicale internationale et, plus récemment, Médecins du monde, y envoient régulièrement des équipes médicales et du matériel.

AMÉRIQUES

Chili

LES TRIBULATIONS DE DEUX DIRIGEANTS COMMUNISTES

Le général Pinochet impose sa volonté au pouvoir judiciaire

De notre correspondant

sion. MM. Insuza et Ortega étaient libérés.

Le gouvernement décreta finalement qu'il y avait eu conflit de compétence et qu'il appartenait à la justice — qui exerce les fonctions législatives jusqu'à la fin de la période transitoire, c'est-à-dire jusqu'en 1989 — de trancher. L'opposition ne manqua pas de dénoncer l'absurdité de cette situation. Les quatre commandants en chef qui composent la junte sont, en effet, désignés par le général Pinochet. Comme le soulignait le dirigeant démocrate chrétien Patricio Aylwin « la junte ne jouit d'aucune indépendance. Elle est intimement liée au régime militaire ».

L'image de la « légalité »

Tout dépendait désormais du tribunal suprême. Par trois fois contre une, les hauts magistrats révoquèrent purement et simplement le jugement de la cour d'appel. « La mesure d'expulsion », affirme la sentence de la Cour suprême, « émanant d'une autorité disposant des facultés légales pour prendre une telle décision. Les recours d'habeas corpus ne sont donc pas recevables. »

Les défenseurs ont demandé à la Cour suprême d'expliquer sa sen-

tence. Il y a, en effet, selon eux, contradiction entre son premier et son dernier jugement. Il y a peu de chances, toutefois, que celle-ci change d'opinion. Le dernier mot appartiendra sans doute au général Pinochet.

Le gouvernement a donc apparemment gagné cette bataille juridique et préservé tout bien que tout l'image de « légalité » qui lui était tant à cœur. Le jugement de la Cour suprême démontre par ailleurs que, malgré certaines manifestations d'indépendance, sous l'impulsion du président de la Cour suprême, M. Rafael Retamal, le haut tribunal maintient une position conservatrice.

Dans une déclaration, le Mouvement démocratique populaire, dont M. Jaime Insuza est le secrétaire général, affirme que, « en adoptant cette résolution, la Cour suprême assume la responsabilité des mesures arbitraires auxquelles sont exposés les Chiliens pour le seul « délit » d'être des opposants qui luttent pour la démocratie et la liberté ».

A l'évidence, le général Pinochet ne pouvait accepter que des adversaires les pouvoirs exceptionnels dont il dispose pour réduire à néant les libertés publiques, au moment où s'intensifie la répression contre la gauche et l'extrême gauche.

JACQUES DESPRES.

Nicaragua

Le Vatican et les Etats-Unis dénoncent l'expulsion de prêtres étrangers

L'expulsion par les autorités sandinistes de dix prêtres étrangers (le Monde du 11 juillet) a suscité de vives réactions aux Etats-Unis et au Vatican.

« A Washington, le porte-parole du département d'Etat a déclaré, mardi 10 juillet, que cette mesure illustre la politique de harcèlement et d'intimidation poursuivie par le régime sandiniste à l'encontre de l'Eglise catholique de ce pays. Il a aussi rappelé les « insultes » dont le pape a fait l'objet lors de sa visite à Managua, en mars 1983, et « les attaques contre des églises » et de précédentes expulsions de prêtres étrangers. »

« Au Vatican, l'Observateur romain a estimé, mardi, que la décision d'expulsion est « extrêmement grave » et « absolument injusti-

fiée ». Huit de ces prêtres ont été expulsés lundi vers le Costa-Rica et deux autres sont actuellement recherchés par les forces de sécurité sandinistes en vue de leur expulsion. Tous sont accusés par les autorités d'avoir réalisé « un intense travail politique contraire aux intérêts » du Nicaragua.

La décision de Managua n'a « aucune justification et, dans la mesure des hypothèses, est disproportionnée », écrit l'Observateur romain. A Managua, Mgr Obando a accusé, mardi, le régime sandiniste de « miner » l'Eglise nicaraguayenne et de vouloir la « décapiter ». Il a, en outre, estimé que la situation des prêtres au Nicaragua était aujourd'hui pire qu'à l'époque du socialisme.

Argentine

Le gouvernement décrète un vaste remaniement du haut commandement de l'armée de terre

Buenos-Aires (AFP). — Le gouvernement argentin a procédé mardi 10 juillet à de profonds remaniements à la tête de l'armée de terre, et met ainsi fin à la première crise des militaires depuis l'élection de M. Alfonsín.

Les remaniements ont été connus à l'issue d'une réunion du ministre de la défense, M. Raul Borras, avec tous les généraux et tous les colonels commandant de brigade, une semaine après que le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Jorge Argüendey, et le commandant du troisième corps d'armée, le général Pedro Pablo Mansilla, eurent été relevés de leurs fonctions. Le chef d'état-major de l'armée de terre avait été remplacé par le général Ricardo Gustavo Pizota.

Les généraux Victor Pino, Hector Rios Eren et Mario Jaime Sanchez ont été nommés respectivement à la tête des deuxième, troisième et cinquième corps d'armée. Le général Mario Aguado Benítez a été nommé directeur général de l'inspection militaire et le général Raul Federico Schirmer devient sous-chef d'état-major. Seul le commandant du premier corps d'armée, basé à Bu-

nos Aires, le général Guillermo Fonseca, est confirmé à son poste.

En outre, tous les officiers supérieurs qui assistaient l'ancien chef d'état-major de l'armée de terre devront quitter leur poste. Le ministre de la défense a souligné « la nécessité de mettre fin à l'influence qu'exercent certains officiers à la retraite au sein de quelques unités ».

Par ailleurs, le gouvernement a promulgué, mardi, un décret ordonnant aux militaires d'écarter la retraite de répondre aux convocations de la commission nationale sur les disparitions de personnes. En effet, à plusieurs reprises, des officiers ont refusé de donner suite aux demandes d'information de cet organisme, créé par le gouvernement, qui enquête sur les disparitions intervenues sous le régime militaire. Le gouvernement a autorisé les militaires à témoigner devant la justice sans demander chaque fois l'autorisation de leurs supérieurs comme le leur prescrivait en théorie les règlements militaires.

Mexique

• ACCORD KOHL-DE LA MADRID SUR L'AMÉRIQUE CENTRALE. — Le gouvernement ouest-allemand approuve la politique du Mexique à l'égard des problèmes de l'Amérique centrale, et notamment du Nicaragua, a indiqué le porte-parole du gouvernement de Bonn à l'issue des entretiens, lundi 9 juillet à Mexico, entre le président mexicain Miguel de la Madrid et le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl. Celui-ci effectuera une visite de trois jours au Mexique. Son porte-parole a annoncé que la RFA participerait au sommet des ministres des affaires étrangères de cinq pays d'Amérique centrale et de ceux de la Communauté économique européenne, prévu au Costa-Rica en septembre. — (AP.)

Soldes d'été Barnett

QUELQUES PRIX
COSTUMES LEGERS
POLOES Pur Coton 128 F
PANTALONS Ultra-légers
Lavables 398 248 F
VESTES SEERSUCKER
Poids Plume 690 398 F
BLOUSONS SPORTSWEAR
Ultra-légers 398 268 F
Maillots de bain, bermudes, etc.
19 AV. VICTOR HUGO
PARIS 16^e

CEPES

depuis 1967, chaque année plus de 1.000 étudiants...
médecine pharmacie
stage pré-rentrée (septembre) - soutien annuel - classe préparatoire
57, r. Ch. Laffitte, 92 Neuilly, 722.94.94 - 745.09.19

Sulka

CHEMISIER-TAILLEUR

SOLDES

2, rue de Castiglione, Paris 1^{er} (260-38-08)
angle rue de Rivoli - Parking Vendôme

AFRIQUE

LA CONFÉRENCE DE GENÈVE SUR LES RÉFUGIÉS AFRICAINS Cent vingt-huit programmes d'assistance

De notre correspondante

Genève. — La deuxième Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique (CIARA II), organisée par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) avec d'autres organes de l'ONU, s'est ouverte le lundi 9 juillet au Palais des Nations, en présence d'environ un millier de participants et d'observateurs, et a porté à sa présidence, comme il était prévu, M. Leo Lindemann (le Monde du 7 juillet). Le ministre belge des relations extérieures a rappelé le drame de quelque quatre millions de réfugiés africains et le poids qu'ils représentent pour les pays d'accueil en proie à la misère. Il a insisté, comme d'habitude, sur les obstacles, sur le nouveau concept qui consiste à lier « l'aide aux réfugiés » à « l'aide au développement ». Faute d'un changement radical qui les transforme en citoyens à part entière pouvant contribuer à leur développement, les réfugiés africains risquent — selon les intervenants — de subir une sorte de « paupérisation ». M. Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, William Smith, ministre de la justice des États-Unis, et Jim O'Keefe, ministre des affaires étrangères d'Irlande, ce dernier parlant au nom de la CEE, ont mis en relief la nécessité de contribuer aux divers programmes de développement que la CIARA II doit instituer.

Par conséquent, non seulement les cent vingt-huit programmes destinés à venir en aide aux quatorze pays d'accueil (1) sont sérieusement pris en considération, mais la Conférence tiendra compte aussi des demandes d'assistance que deux autres pays, le Cameroun et le Tchad, viennent d'adresser à la communauté internationale.

Le Comité international de la Croix-Rouge estime pour sa part qu'il ne suffit pas d'apporter des secours aux victimes des exodes africains, mais qu'il faut tenter de les empêcher. Il préconise « l'intervention à l'intérieur même des zones de conflit afin de protéger et d'assister les victimes et des personnes déplacées et rendre ainsi leur exil superflu ». Il critique — sans les nommer — certains gouvernements africains en affirmant que, vu la situation actuelle, « c'est à croire que certaines parties combattantes n'ont aucun respect pour leur population civile, qui est pourvue l'unique des hôpitaux et sans laquelle leur pays ne serait qu'une coquille vide ».

Une certaine déception s'est marquée chez une partie des délégués du fait que le président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, M. Mengistu, ne se soit pas rendu à Genève. Le chef de l'État éthiopien a cependant adressé un

message, qui a été lu par son délégué spécial, M. Selassie Wogderos, et dans lequel il insiste sur les avantages que représenterait la solution du rapatriement. Durant cette lecture, la délégation somalienne s'est retirée de la salle, estimant que l'Éthiopie n'était pas qualifiée pour parler des réfugiés. L'absence de la Libye a provoqué quelque étonnement, et les pays de l'Europe de l'Est ont été fidèles à leur politique de non-participation aux activités du HCR. La présence de délégations, comme celles de l'Afghanistan et du Kampuchea démocratique, a été, d'autre part, ressentie comme une cruelle dérision par tous ceux qui ne sont pas encore blasés par les parades de la scène internationale.

L'intervention de M^{me} Georgina Duffox

Mardi, au cours de la deuxième journée de la conférence, M^{me} Georgina Duffox, secrétaire d'État suisse du ministre des affaires sociales et de la solidarité internationale, après avoir souligné que « c'est une simple question de dignité humaine d'aider les réfugiés du continent africain à bâtir eux-mêmes leur avenir », a précisé que la France participerait à CIARA-II moyennant un nouvel effort financier de 7,5 millions de francs pour 1984.

Cet apport, qui peut paraître faible en regard des 362 millions de dollars nécessaires pour aider les quatorze pays d'accueil où sont réfugiés quatre millions d'Africains, est loin d'être dérisoire et l'on songe que la richissime Arabie Saoudite n'a offert que 5 millions de dollars ! La contribution de la France, qui s'ajoute à l'aide bilatérale traditionnelle qu'elle fournit aux pays africains, constitue sa participation à une série de projets. Enfin, les organismes onusiens installés à Genève ont fait un don de 50 000 dollars en signe de solidarité envers les réfugiés. C'est à un geste sans précédent de la part des fonctionnaires internationaux.

D'ores et déjà, cette conférence, qui se termine le 11 juillet, est considérée comme un succès du fait que les États dont les représentants ont pris la parole se sont engagés pour une certaine somme de millions de dollars, alors que l'objectif final de 362 millions (sans compter les 155 millions inscrits au budget du HCR pour 1984) vise des réalisations s'étendant sur une période de trois à cinq ans.

ISABELLE VICHNIAC.

(1) Angola, Botswana, Burundi, Éthiopie, Kenya, Lesotho, Ouganda, Rwanda, Somalie, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Zaïre et Zambie.

ASIE

Inde

Le Livre blanc sur la révolte des sikhs n'accuse pas nommément le Pakistan

New-Delhi. — Cinq semaines après l'assaut du Temple d'or d'Amritsar, le gouvernement indien affirme « détenir des informations concernant » le soutien actif apporté par certaines sources étrangères aux extrémistes sikhs. Mais il ne les livrera pas, car « ce ne serait pas dans l'intérêt public », peut-on lire dans le Livre blanc, publié mardi 10 juillet par les autorités.

Les bontés de ceux qui espèrent trouver dans ce document rédigé par le pouvoir les preuves concrètes d'une complicité pakistanaise tant de fois dénoncée, en haut lieu, en seront pour leur frais. Quarante-huit heures après la signature à Islamabad d'un étrange accord indo-pakistanaï ou les deux ministres de l'information s'engagent à calmer l'ardeur va-t-en-guerre de leur presse respective — et supposée libre — la mise en cause directe du régime musulman voisin est sans doute écartée.

Certes, ceux qui savent lire entre les lignes sauront, bien sûr, reconnaître le Pakistan dans ces passages du Livre blanc dénonçant « les agressions extérieures répétées contre l'unité et l'intégrité de l'Inde » (1) ou « les tentatives étrangères en cours pour provoquer des désordres intérieurs ». Et les accusations lancées contre « certains médias étrangers tendant délibérément à présenter une version déformée de la situation au Pendjab » visent sans doute, entre autres, la presse du pays voisin. Mais, visiblement, l'essentiel pour les auteurs du document était d'accuser une personne nommément.

Les États-Unis reçoivent bien, au passage, un petit coup de griffe pour avoir laissé entrer sur leur territoire « par deux fois, et malgré nos pro-

De notre correspondant

testations officielles », un extrémiste Sikh interdit de séjour en Inde. Mais, du soutien de la CIA aux terroristes, dénonciation surabondante de New-Delhi et qui avait fait les gros titres de la presse gouvernementale, il n'est plus question. L'ambassade américaine à New-Delhi avait vigoureusement protesté contre ces allégations, et, apparemment, elle a été étendue.

Rien de nouveau

Pour le reste, cet épais document de 175 pages tant attendu en Inde et dont la date de publication fut repoussée par deux fois, n'apprend rien de bien nouveau. Trois années d'agitation et de violences y sont soigneusement passées en revue, et un éphémère complot des méfaits commis par les extrémistes couru sur une cinquantaine de pages. Ainsi justifiée, l'action de l'armée au Temple d'or occupe un autre chapitre, avec force, photos des fortifications et armes spéciales, déjà publiées dans la presse. On apprend cependant au passage que, parmi les cinq cent cinquante-quatre personnes tuées lors de l'assaut (2), il y avait bien une femme — trentenaire et cinq enfants. Mais ces derniers seraient tombés sous les balles des terroristes, furieux de les voir se rendre aux forces de l'ordre en compagnie de trois cents autres pèlerins. Aucun témoignage ne survivant ne vient cependant corroborer cette affirmation.

L'ouvrage gouvernemental fait également l'inventaire des différents groupes sécessionnistes qui avaient

EUROPE

SELON UN HEBDOMADAIRE BRITANNIQUE L'explosion à la base de Severomorsk aurait fait plus de deux cents morts

Londres (AFP). — L'explosion qui s'est produite, le 13 mai dernier, dans la base navale soviétique de Severomorsk, sur la mer de Barents, est le « désastre le plus important pour la marine soviétique depuis la seconde guerre mondiale », affirme l'hebdomadaire spécialisé *Jane's Weekly*. L'hebdomadaire, qui fait autorité en matière de défense, affirme que l'explosion, détectée le jour même par les services de renseignement occidentaux mais révélée le 22 juin dernier seulement, a fait « au moins » deux cents morts et « un nombre équivalent » de blessés (le Monde daté 24-25 juin). Par ailleurs, indique le *Jane's*, l'explosion a rendu la flotte soviétique du Nord pratiquement inopérante pendant les six prochains mois, et il faudra, selon l'hebdomadaire, deux ans pour que la base soit de nouveau entièrement opérationnelle.

La flotte du Nord, qui opère depuis la base navale de Severomorsk, près de Mourmansk, à 1 450 kilomètres au nord de Moscou, est la plus importante de la marine soviétique, avec cent quarante-huit bâtiments de surface. Ces bâtiments, affirme le *Jane's*, ne peuvent plus actuellement être réarmés.

L'explosion de Severomorsk et les explosions en chaîne qu'elle a provoquées ont endommagé trois zones importantes de la base navale : la zone où était stockée la plus grande partie des armes sol-air et sol-sol de la flotte du Nord, la zone où étaient stockées les têtes conventionnelles des missiles de la flotte, ainsi que leur carburant. Enfin, le stock de munitions, situé à 1 kilomètre du dépôt des missiles nucléaires pour

sous-marins, a été également endommagé. Trois des six bunkers dans lesquels sont entreposés les missiles nucléaires pour les sous-marins soviétiques de la classe Yankee, indique le *Jane's*, ont subi de légers dégâts extérieurs, mais les missiles eux-mêmes, les SS N-17, n'ont pas été touchés.

L'incendie provoqué par les explosions a fait rage pendant cinq jours sur la base, ajoute le *Jane's*, qui donne le détail des missiles détruits : 580 des 900 missiles SA N-1 et SA N-3 qui y étaient stockés, 320 des 400 SS N-3 et SS N-12, ainsi que le stock complet des 80 missiles sol-sol SS N-22, un nouveau missile opérationnel depuis 1983. Par ailleurs, ont été également détruits un certain nombre de SA N-6 et SA N-7, ainsi que des missiles SS N-19.

L'hebdomadaire affirme qu'au cours des sept derniers mois, six explosions se sont produites sur des installations militaires soviétiques, dont l'une le 25 juin dernier, dans un dépôt de munitions à Schwerin, près de Wismar, en Allemagne de l'Est. Les autres explosions sur lesquelles le *Jane's* donne des détails se seraient produites en décembre 1983, dans le dépôt de munitions de l'aéroport militaire de Dolon, à 150 kilomètres au sud d'Alma-Ata (Kazakhstan), et le 15 mai dernier, sur l'aéroport militaire de Bobruysk, à 138 kilomètres au sud-est de Minsk (Biélorussie), où est stationné un régiment de l'armée de l'air de Smolensk, armé de missiles air-sol. Cette dernière explosion a détruit dix des onze magasins de munitions de la base, ainsi que des bâtiments administratifs.

Italie

« Le régime soviétique m'avait pratiquement réduit au chômage » a déclaré le cinéaste Andreï Tarkovski

Milan (AFP). — Le cinéaste et metteur en scène soviétique Andreï Tarkovski s'est encore chargé le week-end d'une conférence de presse tenue mardi 10 juillet par le Mouvement populaire, organisation italienne proche de la Démocratie chrétienne, il n'a pas encore demandé l'asile politique aux États-Unis. « Nous vivons une situa-

tion très douloureuse, mais nous n'avons encore rien décidé », a déclaré Andreï Tarkovski. « J'ai été déclaré au cours d'une conférence de presse tenue mardi 10 juillet par le Mouvement populaire, organisation italienne proche de la Démocratie chrétienne, il n'a pas encore demandé l'asile politique aux États-Unis. « Nous vivons une situa-

tion très douloureuse, mais nous n'avons encore rien décidé », a déclaré Andreï Tarkovski. « J'ai été déclaré au cours d'une conférence de presse tenue mardi 10 juillet par le Mouvement populaire, organisation italienne proche de la Démocratie chrétienne, il n'a pas encore demandé l'asile politique aux États-Unis. « Nous vivons une situa-

tion très douloureuse, mais nous n'avons encore rien décidé », a déclaré Andreï Tarkovski. « J'ai été déclaré au cours d'une conférence de presse tenue mardi 10 juillet par le Mouvement populaire, organisation italienne proche de la Démocratie chrétienne, il n'a pas encore demandé l'asile politique aux États-Unis. « Nous vivons une situa-

tion très douloureuse, mais nous n'avons encore rien décidé », a déclaré Andreï Tarkovski. « J'ai été déclaré au cours d'une conférence de presse tenue mardi 10 juillet par le Mouvement populaire, organisation italienne proche de la Démocratie chrétienne, il n'a pas encore demandé l'asile politique aux États-Unis. « Nous vivons une situa-

tion très douloureuse, mais nous n'avons encore rien décidé », a déclaré Andreï Tarkovski. « J'ai été déclaré au cours d'une conférence de presse tenue mardi 10 juillet par le Mouvement populaire, organisation italienne proche de la Démocratie chrétienne, il n'a pas encore demandé l'asile politique aux États-Unis. « Nous vivons une situa-

tion très douloureuse, mais nous n'avons encore rien décidé », a déclaré Andreï Tarkovski. « J'ai été déclaré au cours d'une conférence de presse tenue mardi 10 juillet par le Mouvement populaire, organisation italienne proche de la Démocratie chrétienne, il n'a pas encore demandé l'asile politique aux États-Unis. « Nous vivons une situa-

tion très douloureuse, mais nous n'avons encore rien décidé », a déclaré Andreï Tarkovski. « J'ai été déclaré au cours d'une conférence de presse tenue mardi 10 juillet par le Mouvement populaire, organisation italienne proche de la Démocratie chrétienne, il n'a pas encore demandé l'asile politique aux États-Unis. « Nous vivons une situa-

tion très douloureuse, mais nous n'avons encore rien décidé », a déclaré Andreï Tarkovski. « J'ai été déclaré au cours d'une conférence de presse tenue mardi 10 juillet par le Mouvement populaire, organisation italienne proche de la Démocratie chrétienne, il n'a pas encore demandé l'asile politique aux États-Unis. « Nous vivons une situa-

URSS

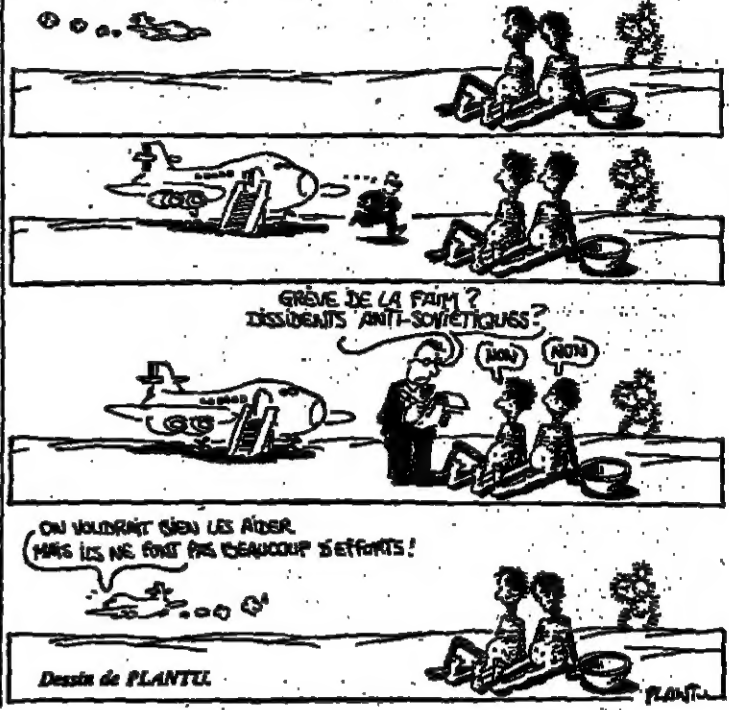
Des psychotropes seraient administrés à M. Andreï Sakharov

La belle-fille de M. Andreï Sakharov, M^{me} Tatiana Yankelovich, a déclaré, le mardi 10 juillet, à New-York, qu'elle détenait des informations « dignes de foi » selon lesquelles l'académicien se trouvait à l'hôpital Semashko de Gorki depuis six semaines et était soumis à un traitement à base de psychotropes (cette appellation désigne des antidépresseurs et autres substances destinées à modifier l'état psychique d'une personne).

Tout en se refusant à identifier ses sources, M^{me} Yankelovich a ajouté qu'un psychiatre moscovite, spécialiste de l'hypnose, se déplaçait régulièrement en avion à Gorki pour

traiter son beau-père. Selon le *Krasnoyarskiy Kolkhoz*, organisation britannique qui suit les activités des dissidents, il s'agit du docteur Vladimir Rojnov, directeur du département de psychiatrie à l'Institut de formation supérieure de l'Académie des sciences.

A Moscou, une source psychiatrique a indiqué à l'agence américaine UPI que les autorités s'efforçaient de faire signer à M. Sakharov une déclaration qui serait publiée dans la presse officielle. Il ne pourrait alors s'agir que d'un renvoi en prison, l'administration à l'aide de drogues.



Turquie

M. Manac'h, envoyé spécial du président Mitterrand, tente d'améliorer les relations de Paris avec Ankara

De notre correspondant

Ankara. — Les relations franco-turques, mises en veilleuse depuis une bonne dizaine d'années, pourraient-elles retrouver leur chaleur d'autrefois ? La visite à Ankara depuis le jeudi 5 juillet de M. Étienne Manac'h, ambassadeur de France, envoyé spécial du président Mitterrand, a été appréciée à cet égard.

M. Manac'h a été reçu mardi par le premier ministre, M. Özal, puis par le ministre turc des affaires étrangères, M. Halefoglu. Ce dernier aurait indiqué qu'Ankara désire l'amélioration de ses relations avec Paris.

Durant son séjour à Ankara, M. Manac'h devait également avoir des conversations avec les chefs de partis, notamment avec M. Ecevit, ancien chef du Parti républicain du peuple (İRP), M. Manac'h, qui a enseigné la philosophie dans les années 40 au lycée Galatasaray, à Istanbul, avant de devenir représentant de la France libre, est considéré

comme un ami de la Turquie. Le choix de M. Mitterrand s'est donc révélé judicieux. Les autorités turques se déclarent favorables à la normalisation des relations avec la France, mais elles souhaitent un « changement de comportement » de Paris. L'axe de la France sur la question arménienne et le problème de Chypre et le comportement des élus français à l'égard de la Turquie au Conseil de l'Europe et au Parlement européen, notamment à propos des droits de l'homme en Turquie, ne sont guère appréciés à Ankara.

Au cours d'une conférence de presse, M. Manac'h a déclaré que la France n'admet pas que la question arménienne soit le prétexte à des attentats inadmissibles contre les diplomates turcs. « La France, s'il est mobilisée tous les moyens dont elle dispose pour empêcher que de tels attentats aient lieu ».

An passage, M. Manac'h a critiqué les déclarations de certains ministres français sans toutefois les nommer « par souci de courtoisie », à l'occasion par exemple de l'inauguration des monuments arméniens : « Ce genre de déclarations nuit aux relations diplomatiques franco-turques. Cela ne relève pas de leur compétence. J'ai le grand espoir que cela ne se répète plus », soulignant qu'« aussi bien M. Mitterrand que M. Chénouard ont bien demandé aux intéressés qu'ils aient un électeur d'origine arménienne de s'abstenir de telles déclarations ».

Dans une interview au quotidien de langue anglaise *Turkish Daily News*, cité par l'AFP, M. Manac'h a été plus précis. Il a qualifié de « erreur » l'inauguration du monument par M. Jacques Foccart, secrétaire d'État à la sécurité publique, d'un monument commémorant le génocide arménien de 1915, dans la ville d'Alatirli dont il est le maire. « J'ai le sentiment que le président français est opposé à la répétition de telles erreurs », a ajouté M. Manac'h.

Le Club Méditerranée et la question arménienne. Le Club Méditerranée a été accusé, mardi 10 juillet, de propagande arménienne par M. Nuhrem Tascioglu, ministre turc du tourisme. Une « phrase mal entendue » insérée dans la brochure du Club qui invitait à la visite des « villages kurdes » et de la « prestigieuse capitale de l'ancienne Arménie » a provoqué de violentes critiques dans la presse turque. Le ministre a menacé de fermer les trois villages du Club installés en Turquie s'il n'obtient, par « respectement des normes », Le Club, de son côté, affirme s'être déjà excusé.

CEPES

depuis 1987, chaque année, plus de 1.000 étudiants

CLASSE PRÉPARATOIRE sciences-po

57, r. Ch.-Lafitte, 92 Haillly, 72200-94 - 746.08.19

PATRICE CLAUDE.

(1) Le Pakistan et l'Inde ont subi trois guerres depuis 1947.
(2) Auxquelles il faut ajouter 92 soldats, dont 3 officiers, et 408 blessés, dont 121 civils.

LE PCF FACE AU POUVOIR

M. MITTERRAND INTERPELLÉ

Comme l'avait décidé la direction du PCF dans la semaine qui avait suivi les élections européennes, la priorité, pour les communistes, dans la période actuelle, doit être de servir de près les socialistes au moment où le gouvernement fait connaître ses choix budgétaires. Les communistes doivent être les porte-parole du mécontentement provoqué, à gauche, par le politique de rigueur et les défenses des engagements de 1981. Toute autre attitude serait un aveu d'échec.

Cette position avait été exprimée et argumentée dans le rapport présenté au comité central, le 28 juin, par le bureau politique du parti. C'est cette position, qu'expriment, depuis lors, les responsables communistes, malgré les débats qui ont eu lieu au comité central. Après avoir obtenu un délai maximum pour la préparation du congrès, qui lui laisse le temps de reprendre les choses en mains la direction fait comme si le débat n'avait pas eu lieu. Conformément à ce que M. Georges Marchais avait fait entendre avant le scrutin du 17 juin - notamment dans une interview au Monde du 15 juin - les communistes contestant la baisse des prélèvements obligatoires, confirmée, la semaine dernière, par le président de la République, dans la mesure où elle entraînera des restrictions de crédits dans des secteurs où les électeurs de gauche attendent des efforts de l'Etat.

L'heure n'est pas au recul sur soi, expliquait M. Guy Hémery, membre du bureau politique, directeur de *Révolution*, la semaine dernière, dans l'édition de l'hebdomadaire communiste. M. Paul Laurent, membre du secrétariat et auteur, avec M. Hémery, de la résolution du comité central qui nuancent les conclusions du bureau politique, va plus loin lorsqu'il met en garde les communistes contre le risque de débâcle sous la pression de l'adversaire, en donnant plus d'importance au recul de leur parti, le 17 juin, qu'à celui du PS et en négligeant les occasions d'offensive que leur donne la situation actuelle de la gauche.

PATRICK JARREAU.

M. Laurent met en garde les communistes contre une « campagne » visant à « diviser et déstabiliser » le PCF

M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central du Parti communiste, met en garde les communistes, dans l'*Humanité* du mercredi 11 juillet, contre les comminatoires selon lesquels « le 17 juin, c'est, avant tout, l'échec du Parti communiste, de ses choix politiques, de sa direction, de son secrétaire général ». M. Laurent dénonce les « attaques déshonorantes contre le secrétaire général du parti, Georges Marchais (...), cette campagne odieuse et perfide, qui vise, dit-il, à nous détourner d'un vrai débat, qui est inspirée par le volonte de diviser et de déstabiliser le parti ».

« On retrouve, évidemment, écrit M. Laurent, dans les comportements de tous ceux qui sont mus par le volonte d'affaiblir durablement le Parti communiste français, une attitude classique : utiliser notre recul électoral pour nous porter des coups redoublés, pour nous atteindre encore plus ».

Ces comportements, selon M. Laurent, président, aussi, d'une « volonte d'éduquer presque tota-

lement ce que, dit-il, nous considérons, sur la base des faits, comme la signification première du scrutin. L'abstention massive de l'électorat de gauche est un message sévère, un avertissement grave au gouvernement. (...) La majorité des électeurs de gauche de 1981 - électeurs communistes, plus la masse des abstentionnistes - a dit : « Cela ne va pas : l'augmentation du chômage, l'insécurité salariale, le déclin industriel, ce n'est pas ce que nous espérons de la victoire de 1981. » Ne pas tenir compte de cet avertissement, et, même, faire comme si l'eclat du parti socialiste, est une attitude très préoccupante pour l'avenir de la gauche au pouvoir ».

Or, estime M. Laurent, c'est cette attitude qui prévaut « face au changement et au sabotage des patrons d'Empain-Schneider » et « dans la décision d'augmentation brutale du prix de l'essence, qui tourne le dos à l'effort de justice fiscale, revendiqué en commun par [le PCF] et le Parti socialiste dans leur rencontre du 1^{er} décembre [1983] ».

M. Lajoinie : le 17 juin, les électeurs ont condamné la rigueur

M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, membre du secrétariat du comité central du PCF, a condamné, ce mercredi 11 juillet, sur Europe 1, l'augmentation de la taxe sur les carburants, « impôt injuste, parce qu'il ne frappe pas les plus riches ». « On ne peut pas dire qu'on abaisse les prélèvements obligatoires et augmenter [les taxes] d'un autre côté », a dit M. Lajoinie. Il s'est félicité, en revanche, de la suppression éventuelle, l'an prochain, de la surtaxe de 1 % pour la Sécurité sociale.

Au sujet du projet de budget pour 1985, le président du groupe communiste de l'Assemblée a déclaré : « Nous attendons d'avoir les lignes générales de ce budget (...) pour nous prononcer. Nous souhaitons un budget (...) dynamique qui puisse contribuer à faire reculer le chômage et à maintenir le pouvoir d'achat (...) ». Nous ne sommes pas hostiles au principe d'une réduction des prélèvements obligatoires, notamment pour les travailleurs (...), mais nous sommes préoccupés par le fait que des crédits puissent être coupés ou réduits pour (...) les entreprises publiques, la santé ou l'école ».

M. Lajoinie a insisté sur l'objectif de justice fiscale réaffirmé en commun par le PS et le PCF le 1^{er} décembre dernier. Il a rappelé les propositions des communistes sur la taxation des patrimoines, sur l'emprunt 1973 (l'emprunt Giscard) et sur les investissements. Selon lui, le 17 juin, « les électeurs

ont dit : la rigueur, c'est du chômage, c'est moins de pouvoir d'achat, et cela ne correspond pas à ce qui avait été promis ».

en jeu
N°14
JUIL.-AOÛT

DOSSIER PRESSE
« LIBERATION » OU...
« PHARISIAN LIBRE » ?
par J.P. Cruse, J.P. Garat, L. Macberty, J.P. Lalade

SUPPLEMENT ESTIVAL
Librairie
DETACHABLE

Et les articles de D. Mochane, J.P. Chèvènement, Claude Julien, P. de St Robert, Lily Marcou, A. Jacquard, R. Aubrac, P. Barrot, M. Storti, J. Ternero, P. Rollet etc.

UN GRAND MENSUEL POUR TOUTE LA GAUCHE

Le n° 25 F. Editions du 10 mai 82, rue de Bourgogne 75007 Paris

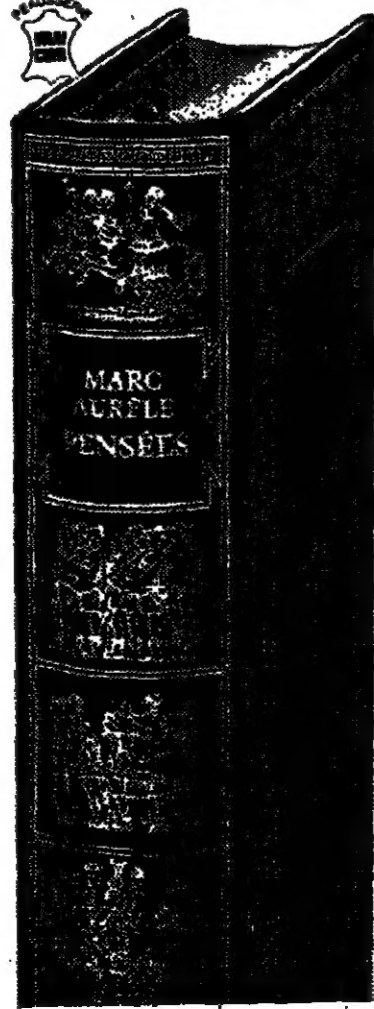
Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE ÉDITION INTERNATIONALE
spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger.
Exemplaire spécimen sur demande

Offre exceptionnelle au prix coûtant*



Cette annonce est réservée aux clients de Jean de Bonnot. Elle remplace tout courrier ou autre message adressé personnellement.

Ouvrage illustré de scènes guerrières et de figures par MOREAU-LE-JEUNE peintre du roi Louis XVI



Le livre de chevet de MONTAIGNE, de NAPOLEON et de FREDERIC LE GRAND

Les Pensées de Marc Aurèle

Un empereur philosophe

Cet texte écrit en grec et à la diable par un empereur romain n'était pas destiné à la publication. Il fut griffonné sous la tente entre deux batailles par un homme qui se souciait plus d'efficacité dans l'action que de belles lettres. Ces pensées forgées dans le combat sont donc, avant tout, des engagements personnels, des règles de conduite pour tirer de soi le meilleur, bref, des réflexions d'homme fort, tout cela nourri d'observations et de remarques glanées sur le terrain dans le feu des expéditions militaires et des luttes politiques.

Un maître à penser

Cet ouvrage rédigé par un "praticien" et non par un philosophe de profession devait séduire les plus grands esprits, de Plutarque à Montaigne, de Frédéric le Grand à Napoléon. C'est qu'il s'agit d'autre chose que d'un manuel enseignant l'art et la manière de conquérir la gloire et les honneurs. Marc Aurèle, en effet, est le contraire d'un ambitieux. Assoiffé de pureté, ennemi de la vulgarité, contempteur de la corruption et de la vanité, il poursuit un idéal qu'on peut qualifier de "chevaleresque", dans le sens que prit ce mot au Moyen Age.

Nous avons là un maître à penser. Et quel maître ! Son influence fut considérable sur les hommes de tous les temps. Elle est toujours aussi forte aujourd'hui. Pour s'en rendre compte il suffit d'interroger quelques uns de nos contemporains célèbres.

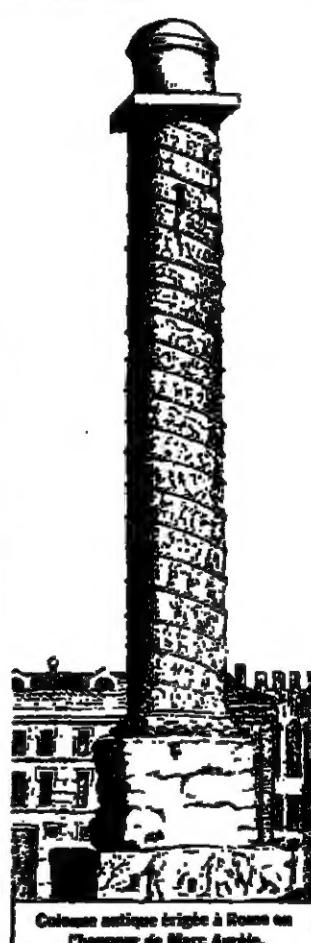
Nous donnons ici le texte intégral des Pensées dans la belle traduction de l'académicien André Dacier qui a aussi écrit la biographie ouvrant le livre.

Somptueuse reliure "antique" créée par Jean de Bonnot pour ses éditions d'auteurs romains

Cette reliure pleine cuir de mouton naturel est ornée au dos de six caissons où viennent s'inscrire des scènes de la Rome antique encadrant le titre. Ces scènes, toutes différentes, sont poussées sur or fin à 22 carats. Frappées à froid, elles meublent aussi l'encadrement des plats délimitant un cartouche où est reproduite, à l'or, la louve légendaire. Format grand in-octavo (14 x 21 cm).

Autres raffinements : papier vergé chiffon filigrané "aux canons", tranche supérieure dorée à l'or véritable, signet et trancheilles tressées, coins remplis mains.

Le prix exceptionnel de cet ouvrage nous oblige à en limiter le tirage. Nous vous prions donc de nous excuser si nous ne pouvons pas honorer les demandes tardives.



GARANTIE A VIE

Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'ameur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, car l'or véritable et le cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

Jean de Bonnot

BON OFFRE EXCEPTIONNELLE (limitée à un seul livre par lecteur)

à envoyer à JEAN de BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant, au prix coûtant, "Les Pensées de Marc Aurèle" en un fort volume in-octavo, relié plein cuir, décoré à l'or fin 22 carats.

J'attendrai néanmoins le temps nécessaire pour qu'il puisse être relié (minimum 1 mois, maximum 4 mois). Néanmoins je le retiens dès maintenant afin d'être assuré de le recevoir étant donné son tirage limité.

Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai, dans son emballage d'origine, sous dix jours sans rien vous devoir.

Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant prix coûtant, soit 93,50 F (+ 12,10 F de frais d'envoi).

Nom Prénoms

Adresse complète

Code postal Commune

Signature 1

Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis.

EN BREF

« Les clubs Perspectives et Réalités se réorganisent. - Le comité directeur de la Fédération nationale des clubs Perspectives et Réalités, réuni mardi 10 juillet, « assureur de M. Giscard d'Estaing », a pris acte de la démission de son président, M. Jean-François Deniau. Il a confirmé l'intention de M. Giscard d'Estaing de « reprendre une part active aux travaux des instances dirigeantes » des clubs au titre de « président-fondateur ».

Une assemblée générale sera convoquée le 29 septembre à Saint-Clément. Elle arrêtera le nouveau schéma d'organisation des clubs, avec la suppression des postes de président et de secrétaire général.

Halte au Vol

1 serrure à 3 points
PICARD
+ 2 autres marques

Matériel GARANTI 5 ANS

1 blindage acier 15/10

4 goujons d'acier anti-dégondage

3 cornières anti-pince

à l'extérieur sur le pourtour de la porte

OFFRE EXCEPTIONNELLE

3.500 F TTC
Frais et dépt. comp. PARIS-BANLIEUE

Sté S.P.P.
11, rue Mirard
92120 Issy-les-Moulineaux
554.58.08
554.41.95

CREDIT GRATUIT 3 MOIS

auxquels serait substitué un poste de délégué général qui devrait être occupé par M. Alain Lamassoure, conseiller référendaire à la Cour des comptes. En attendant cette assemblée, M. Lamassoure a été désigné comme « chargé de mission auprès du comité directeur » (le Monde des 24 et 25 juin).

« M. Barre et l'UDF. - Selon un sondage réalisé par la SOFRES pour un groupe de journaux de province, M. Raymond Barre serait « le meilleur candidat de l'UDF s'il y avait une élection présidentielle dans les deux prochaines années » pour 39 % des Français interrogés et 48 % des sympathisants de l'UDF. L'ancien premier ministre d'avance nettement M. Simone Veil, qui obtient respectivement 23 % et 24 % et M. Giscard d'Estaing avec 20 % et 22 %. Si M. Veil symbolise le mieux l'UDF aux yeux des Français (49 % des personnes interrogées), M. Raymond Barre le symbolise le mieux, à égalité avec M. Veil, pour 58 % des sympathisants de l'UDF interrogés.

« L'image de l'UDF reste toujours aussi bonne par rapport au RPR, qui est la formation « la plus proche des préoccupations des gens » pour 30 % des personnes interrogées (l'UDF obtient 19 %). « la plus puissante » pour 55 % d'entre elles (l'UDF, 10 %), « la plus active », pour 51 % (l'UDF, 9 %) et celle qui a « le plus d'avenir » 47 % (l'UDF, 12 %).

M. BARRE ET M. LE PEN

M. Raymond Barre n'a pas rencontré M. Jean-Marie Le Pen une seconde fois, « peu avant le scrutin européen du 17 juin », comme nous l'avions écrit dans le Monde du 10 juillet, en note d'un article consacré à « La nouvelle tactique de l'opposition ». L'ancien premier ministre n'a reçu le président du Front national qu'une fois, à l'automne de 1983, après une rencontre fortuite à l'occasion de laquelle M. Le Pen avait sollicité cette entrevue.

Libez
Le Monde
PHILATELISTES
« JOURNAL DE LA PHILATÉLIE »

POLITIQUE

LE REJET DE LA MOTION DE CENSURE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La bataille des délais

La censure n'a pas été votée - ce n'est pas une surprise - et ainsi a été adopté en deuxième lecture à l'Assemblée nationale le projet de loi sur la presse.

L'opposition n'attend pas pour autant mettre fin à son combat contre ce texte. Que l'UDF ait confié à M. Alain Madelin - symbole de la gauche - la tâche de l'opposition n'est pas pour autant une victoire. L'opposition n'attend pas pour autant mettre fin à son combat contre ce texte. Que l'UDF ait confié à M. Alain Madelin - symbole de la gauche - la tâche de l'opposition n'est pas pour autant une victoire.

Les sénateurs s'associeront-ils à la volonté de blocage du travail parlementaire des députés de l'opposition ? La question est toujours posée. M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF du Palais-Bourbon, a voulu mardi dramatiser la situation, en affirmant devant les journalistes que les projets sur la presse et sur l'enseignement privé pourraient être définitivement adoptés à la fin du mois de septembre ; mais ce n'est pas la première fois qu'il annonce que les choses vont se calmer, tout en laissant faire ceux qui n'entendent pas qu'il en soit ainsi.

En fait, pour l'opposition, il ne s'agit pas seulement de manifester son refus de ces deux projets gouvernementaux. Plusieurs de ses représentants ne

cachent pas qu'ils espèrent faire coïncider la reprise du débat parlementaire sur l'enseignement privé avec la rentrée scolaire. Quant au texte sur la presse, les députés de l'opposition ont pour sa mise en œuvre rendu difficile son application au groupe Héraut avant les élections de 1986, s'il n'était adopté qu'à l'automne ! Voilà qui peut offrir quelques espérances à ceux qui le refusent.

Une nouvelle épreuve de force s'engagera sur ce thème le jeudi 12 juillet à la conférence des présidents du Sénat, quand le gouvernement tentera d'imposer son ordre du jour : la presse dans la dernière semaine de juillet, l'enseignement privé immédiatement après. La majorité, elle, a besoin que ces deux textes soient votés le plus rapidement possible. Et pas simplement pour une question de prestige.

En attendant, lors de cette discussion de censure, elle a réagi violemment sur le terrain même où l'a entraîné l'opposition : celui des libertés. Le premier ministre lui-même a donné le ton avec vigueur, ne craignant pas de s'attaquer clairement aux méthodes journalistiques du groupe Héraut. La gauche ne veut plus - ne peut plus - se laisser accabler de « hémicycle ». Dans ce procès, elle a appelé au témoignage de l'histoire. D'un côté, on affirme que la liberté ne se divise pas. De l'autre, on réplique qu'elle doit être organisée pour être réelle. Malgré le brouhaha, deux conceptions s'affrontent dans un vrai débat.

THIERRY BRÉHER

L'Assemblée nationale a débattu, le mardi 10 juillet, la motion de censure déposée par l'opposition après que le gouvernement eut engagé sa responsabilité dans la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi sur la presse, en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution (le Monde du 7 juillet).

Premier orateur, M. Alain Madelin (UDF, Ile-et-Vilaine) évoque à la fois ce projet et celui de l'enseignement privé, « deux lois, dit-il, qui touchent à nos libertés publiques fondamentales (...), qui rencontrent l'hostilité profonde du pays (...), qui se heurtent à la résistance déterminée de l'opposition ». S'il reconnaît qu'il peut y avoir « une crise dans le fonctionnement des institutions », il estime que « seule l'attitude du gouvernement l'aura provo-

quée ». Il ajoute que le texte sur la presse n'est qu'un « règlement de compte » avec le groupe de presse de M. Robert Héraut, et que celui sur l'enseignement privé n'est que « la première étape d'un service public unifié et laïque ».

« Un abus du pouvoir législatif »

Le porte-parole de l'UDF explique que la majorité n'a pas « le droit de faire voter ces lois », même si elle en a « encore le pouvoir ». Car, pour lui, dans une « démocratie libérale », le gouvernement « à la fois la volonté exprimée par une majorité au pouvoir et le consensus de la plus large part de la minorité ». Les lois touchant à « nos libertés publiques » devraient obtenir le « consensus des deux Assemblées ».

« Nous ne mettons pas en cause votre légitimité », dit M. Madelin.

« Vous pouvez continuer à gérer, mais vous ne pouvez plus entreprendre des réformes décisives (...), ajoute-t-il toutefois, sans avoir vérifié que tel est bien le mandat que vous donne le pays. » Affirmant que « des députés légitimes peuvent voter des lois illégitimes », et que « la souveraineté de cette Assemblée n'est pas illimitée », le député souligne que, si tel n'était pas le cas, ce serait « reconnaître le droit aux forts d'exploiter les faibles au prétexte qu'ils auraient un jour obtenu la majorité (...), donner à 51 % de Français le droit de réduire la liberté des 49 % restants ».

M. Madelin conclut que ces deux textes « constituent une sorte d'abus de pouvoir législatif ».

M. Paul Mercieca (PC, Val-de-Marne) souligne que « la presse n'est pas une marchandise ordinaire », et que « toutes les libertés qui existent dans notre pays ont été

obtenues contre la droite et la grande bourgeoisie ». Évoquant les « mauvais coups » portés aux libertés quand l'opposition était au pouvoir, il affirme que la gauche a voulu « restaurer les libertés essentielles que la droite avait réduites ». Le député communiste s'élève contre « la concentration de presque tous les titres entre les mains d'un petit nombre de personnes », et déclare à l'adresse de celle-ci : « En défendant les titres pour uniformiser les pensées, vous voulez des journaux qui soient des moules à penser. » Puis il rappelle au premier ministre l'« attachement » de son parti à « une réforme des critères d'attribution » des aides de l'Etat aux journaux, afin de « ne pas traiter de la même façon la presse politique et d'information générale et la presse récréative ».

M. Maurice Couvre de Murville (RPR, Paris) estime que le gouvernement, disposant d'une « majorité de godillots malgré eux », n'avait pas besoin d'engager sa responsabilité sur un projet de loi « de contrôle de la presse ».

L'ancien premier ministre déclare à l'attention de M. Pierre Mauroy : « Voilà trois ans que vous exercez les fonctions de premier ministre, et nous attendons toujours que vous en parliez le langage. » Il lui reproche son « inconscience », ses « anathèmes », sa « vituperation » et ses « préoccupations partisans ». Il juge que le gouvernement « ne tient aucun compte » du vote du 17 juin, bien à l'abri derrière les dispositions d'une Constitution qui [lui] plaît chaque jour un peu plus. Il parle de l'« indifférence » du chef de l'Etat.

Pour M. Raymond Forni (PS, Territoire de Belfort), « c'est une constance de l'histoire que les libertés soient mises à mal ». La droite, depuis des décennies, s'associe étroitement, dit-il, à la défense des droits et des libertés des plus faibles. M. Forni oppose à la création de la Cour de sûreté de l'Etat, à la loi anticasseurs, à la loi dite « sécurité et liberté », les réformes opérées par la majorité actuelle : suppression de la peine de mort, réforme des faillites, décentralisation, fin du monopole de l'Etat sur la radio, création de la Haute Autorité de l'audiovisuel, etc. « Notre conception de l'homme et de la société ne se limite pas à une approche théorique de la liberté », affirme-t-il.

M. Forni accuse l'opposition d'aliéner l'« antiparlementarisme » : « La droite, aujourd'hui, a le visage convenable de l'extrême droite (...) ». Si je devais qualifier le comportement du Sénat, ajoute-t-il, j'aurais beaucoup de peine à faire la part entre le Sénat de M. Forni, Sénat conservateur, certes, mais conservateur de la République, et celui de M. Pasqua, dont on peut dire sans risque qu'il est conservateur au sens le plus déplorable du terme. « A l'opposition, il déclare : « Votre action n'est plus légitime. Votre comportement n'est pas tolérable ; votre démarche est lourde de menaces pour les libertés publiques. »

« La défense des privilèges »

Parlant de la situation de la presse, M. Forni demande : « Comment pourrions-nous nous contenter de proclamer une liberté en imaginant qu'elle suffit à permettre son exercice ? Comment ne pas se souvenir que la liberté conçue seulement comme une absence d'interdictions et un respect des privilèges ouvre une voie à la confiscation de cette liberté même par ceux qui ont les moyens matériels de l'exercer et la négation de cette liberté pour les autres. » Il ajoute : « Il est susceptible d'entendre invoquer sans cesse la défense des libertés par ceux-là mêmes qui, par leur soutien, parfois par leur action, se sont attachés à les détruire et par les autres qui, se dissimulant derrière des prête-noms et des sociétés fantômes, ont mis à mal la pluralité de l'information. » Il conclut : « La loi du mardi ne peut être l'étalon idéal pour garantir la liberté d'expression. »

Répondant aux orateurs, le premier ministre explique que « l'assainissement de l'économie française est en cours », l'opposition ne peut plus mettre en cause la « capacité » de la gauche à gérer l'économie, et

que donc « elle s'essaye depuis plusieurs mois sur un autre terrain, celui des libertés ». Il affirme : « La conception de la liberté, à propos de laquelle il y a eu des illusions qui se dissipent avec le temps devant la réalité des faits. »

Le premier ministre déclare aussi que, derrière le mot liberté, les tenants du libéralisme ont toujours caché le règne de l'individualisme, la loi du plus fort, et qu'ainsi, dans la presse, « l'argent a supplanté les idées ». Évoquant le licenciement d'un journaliste d'un hebdomadaire d'avoir répété des propos critiquant celui-ci (le Monde du 6 juin), évoquant des articles du Figaro Magazine mettant en cause l'action de diplomates français qui défendent les droits de l'homme au Chili et jugeant « inacceptables » les méthodes du même Figaro Magazine, qui consistent à « traquer l'information en déformant des photos de leur sens pour nuire à un gouvernement étranger, en l'occurrence celui du Nicaragua », le premier ministre affirme : « Non, ce n'est pas le combat pour la liberté qui est ainsi mené. C'est le combat de la droite contre le progrès. C'est aussi, à travers ces cas précis, le combat contre la démocratie, contre la dignité des hommes et, donc, contre la liberté. » (1) A ces mots, les députés du RPR et quelques-uns de l'UDF quittent l'hémicycle.

M. Mauroy souligne que « la presse française est une des plus libres du monde », et explique que la contrepartie de cela, est que « la situation des entreprises de presse,

françaises soit claire et que la pluralité soit effectivement préservée ». Il parle d'une « curieuse conception de la liberté », à propos de « lamentable épisode de Crouzet-Laire où un chef d'entreprise a voulu institutionnaliser la privatisation des profits et la nationalisation des pertes ». Il continue que le budget de 1985 comptera « un réajustement des aides à la presse », mais annonce que le gouvernement « n'entend pas pour autant introduire des contre-mesures trop importantes au cours de la prochaine année ». Il précise simplement que l'aide aux quotidiens nationaux à faibles ressources publicitaires sera reconstruite et que « l'action entreprise l'année dernière en faveur de la presse à l'étranger sera développée ». Le premier ministre conclut en affirmant qu'en repoussant la motion de censure, les députés « démontrent leur refus de céder à l'intimidation d'un groupe de pression ».

Mise aux voix, la motion de censure n'est votée que par 139 députés du RPR et de l'UDF sur 491. Elle n'est donc pas approuvée, et ainsi, est automatiquement adopté en deuxième lecture le projet de loi sur la presse. Et le Sénat va devoir à nouveau se prononcer. Ce texte reviendra encore deux fois devant l'Assemblée nationale puisque les députés tranchent en dernier ressort.

Th. B.

(1) Lire page 10 l'article de Bertrand Legendre.

La majorité sénatoriale rejetée le nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie

L'examen du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, visant à modifier le statut de la Nouvelle-Calédonie (le Monde des 30 et 31 mai) a révélé des nuances au sein de la majorité sénatoriale. Le vote de la question préalable, dont l'adoption, par 196 voix contre 106 (socialistes, communistes et radicaux de gauche, à l'exception de M. Louis Brives), équivalait au rejet du texte, a montré, par conséquent, que dix sénateurs de la Gauche démocratique qui votent habituellement avec leurs collègues de la majorité sénatoriale préféraient s'abstenir de l'utiliser ce recours de procédure.

Quant aux motivations avancées pour justifier l'usage de la question préalable, elles sont apparues diverses : il y avait, certes, l'opposition totale au projet, dont M. Dick Ukeivé (RPR, Nouvelle-Calédonie), François Collet (RPR, Paris) et Max Lejeune (Gauche démocratique, Somme) - qui, cependant s'est abstenue au moment du vote, - se sont faits les interprètes ; il y avait celle, moins abrupte, du rapporteur de la commission des lois, M. Pierre Cocard-Pavard (Un. centr., Essonne), qui aurait souhaité contribuer à l'élaboration d'un texte « susceptible de rapprocher les points de vue des différentes parties prenantes ».

Rapportant l'opinion de la majorité, M. Cocard-Pavard a rappelé l'avis négatif, émis à l'unanimité des présents, par l'Assemblée territoriale, sur le projet de loi.

Parmi les reproches faits à M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat chargé des DOM-TOM, figure la référence expresse dans l'exposé des motifs, à la déclaration de Naurville-les-Roches de juillet 1983 qui a reconnu « le droit inné et actif à l'indépendance du peuple Kanak », et donne l'impression de laisser aux seuls Maïtétiens le soin de juger de la légitimité des autres ethnies dans la perspective d'un scrutin d'autodétermination. Il y a aussi, selon le rapporteur un risque de blocage, de surcroît financier, de disposition « trop grande des pouvoirs » découlant de la nouvelle organisation administrative envisagée. Après avoir critiqué les dispositions qui ont « pour conséquence d'instaurer la dépendance de la Nouvelle-Calédonie », il a jugé alors même qu'elle doit demeurer en permanence évolutive et échapper à toute codification ». M. Cocard-Pavard a dénoncé le découpage du territoire en « pays », selon lui « artificiel »,

et censé recouvrir les aires coutumières. Pour M. Jean Beranger (Yvelines), président du groupe du Rassemblement démocratique, un « futur compromis » aurait pu être trouvé à partir de la position « médiane » prise par la FNCS (Fédération - centriste - pour une nouvelle société calédonienne), car, affirme-t-il, « tous les partis locaux approuvent la création d'une chambre coutumière ». M. Beranger insiste sur la nécessité de « rétablir le dialogue entre les communautés qui s'ignorent, sans exclusion à terme l'autonomie locale ».

Sentant « souffler un vent de braderie », M. Max Lejeune réclame une information sur la politique globale du gouvernement, en contremer : « Nous ne voulons pas, déclare-t-il, subir un chapelet de petits débats et un effritement, morcelé par morceaux, de l'ensemble par morceaux. Et de lancer : « Trop de jeunes secrétaires d'Etat ont été touchés par le charme des collines fleuries qui leur ont fait tourner la tête ! ». « Pitoyable ! », réplique M. Lemoine.

Quant à M. Ukeivé, il reprend les arguments contre l'institutionnalisation de la coutume, laquelle résulterait, explique-t-il, de « méconnaissances spirituelles déplorables ». Par ailleurs, il refuse toute éventualité d'indépendance qui ferait « tomber les Maïtétiens français sous la coupe d'Etat étrangers », pour M. Collet, le gouvernement veut contraindre son successeur à supporter la responsabilité de l'indépendance. « Ne comptez pas sur nous », dit-il à M. Lemoine, pour endosser cette responsabilité là - quand en 1989 (date à laquelle est prévu le référendum), « vous aurez été battus et l'ancien président de la République aura pris sa retraite ! ».

Répondant aux orateurs, le secrétaire d'Etat conteste que le fait de donner un rôle à la coutume, conduise à figer celle-ci. Il justifie la création d'un comité Etat-territoire par la nécessité de préparer l'échéance de 1989 afin qu'elle ne se présente pas comme un « choix entre l'être et le néant ». Contestant les accusations selon lesquelles le gouvernement n'aurait pris en compte que la petite ethnies kanak, il affirme que le dépassement vers l'autodétermination a bien été entreprise pour rendre confiance à la population. Le secrétaire d'Etat reconnaît que le choix fait, auquel ne s'est pas rallié le Front indépendant, constitue celui d'une « ligne de crête difficile vers l'avenir du territoire, sans concession », ni aux uns, ni aux autres.

ANNE CHAUSSEBOURG.

CHEVEUX A PROBLÈMES

PLUS DE 20 ANS D'EXPERIENCE dans nos instituts nous permettant d'affronter le sérieux avec lequel nous traitons :

- pellicules, départs grasseurs, cheveux secs, cassants ;
- démangeaisons, chutes involontaires.

Il importe que la cellule ne s'effondre pas.

APPELEZ SANS TARDER :

INSTITUT CAPILLAIRE EURO-BRIDGECAP

75001 PARIS
4, rue Cassini
(1) 280-88-94

Bordeaux (56.48-08-34) - Grenoble (78.48-21-41) - Lille (20.51-24-18) - Limoges (55.34-15-20) - Lyon (7.55-08-78) - Marseille (91.48-25-57) - Mulhouse (88.45-80-58) - Nancy (3.32-91-93) - Nantes (40.46-74-57) - Paris (28.52-05-74) - Rennes (98.50-16-68) - Rouen (56.73-08-22) - Saint-Etienne (77.38-10-78) - Toulouse (94.55-55-30) - Toulouse (61.23-23-94).

Pour les casernes avancées, nous fabriquons nous-mêmes nos incomparables produits en cheveux naturels, non traités chimiquement et mécaniquement. Montage à la main sans aucun point de colle, sur trame ultra-fine de conception inédite. Extrême des marques.

PROTHÈSE BRIDGECAP

Le Monde

HORS SÉRIE

LES DEUXIÈMES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

LA CAMPAGNE ET LES RÉSULTATS

LES INSTITUTIONS ET LE BILAN DE LA CEE

Une longue chronologie (depuis le 9 mai 1950, date de la déclaration de Robert Schuman sur l'idée du pool charbon-acier), une importante bibliographie, des graphiques et des tableaux permettant de mieux situer la CEE dans l'ensemble international donnent aux lecteurs le moyen d'« aller plus loin » dans leur connaissance des affaires européennes.

UNE BROCHURE DE 124 PAGES

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX : 30 F, ET AU « MONDE »

مكتبة

Le Monde

société

L'Algérie reconnaît un droit de visite aux mères des enfants « enlevés »

Mais pour obtenir la garde elles devront résider sur place

« Le corollaire au droit de garde est le droit de visite », mais « le conjoint ayant la garde des enfants doit rester sur le territoire national. S'il s'installe à l'étranger, c'est le magistrat qui doit décider de maintenir le droit de garde ou de l'en déchoir dans l'intérêt des enfants ».

Pour la première fois depuis la publication au Journal officiel du code de la famille (le Monde du 20 juin), le ministre algérien de la justice, M. Boualem Bakli, explique, dans une interview au journal Le Croix du mercredi 11 juillet, comment il faut interpréter les nouveaux textes en ce qui concerne les enfants de couples mixtes.

Premier point important : le droit de visite est reconnu comme contrepartie du droit de garde, ce qui est une innovation. C'est une des principales revendications des femmes qui réclament une convention entre l'Algérie et la France pour préserver les enfants, leur garantir un droit à conserver des liens avec leurs deux parents.

Le ministre précise cependant que ce code ne sera applicable que « pour les contentieux qui pourraient survenir dans l'avenir ». Et ce à dire que les mères qui, depuis des années, luttent pour pouvoir ren-

CHRISTIANE CHOMBEAU.

LA CONSTRUCTION D'UN TUNNEL A ROMANS

Ça passe et ça casse

De notre correspondante

Valence. — Pour M. Georges Durand, conseiller général de l'opposition, il s'agit d'une affaire déplorable ; pour la direction départementale de l'équipement, d'une « erreur humaine » et pour la municipalité socialiste de Romans (Drôme), d'une publicité dont elle se serait bien passée. Ces derniers jours, l'actualité avait la dent croisée et les médias se sont jetés sur l'histoire du PN 19. C'est Clochemerle nouvelle manière. Il souffle sur Romans, depuis une semaine, un vent de polémique à faire perdre le nord au coq de clocher.

On vient d'achever la construction d'un souterrain (le fameux PN 19) pour éviter le passage à niveau qui étranglait la circulation entre le centre et le nord de la capitale de la chambrure. Les Romains attendaient depuis longtemps l'aboutissement de ce projet qu'on ne finissait pas d'élaborer. L'inauguration était prévue pour samedi 7 juillet, en présence de M. Georges Fillard, secrétaire d'Etat aux techniques de la communication et ancien maire de Romans.

Mardi 4 juillet, la bombe éclata : ça ne passe pas. Les casseurs ont passé, deux jours après, ne pouvant pas se croiser, à cause d'un angle de 57° à la sortie de la trémie. Les prévisions sur le papier ne correspondaient pas aux conditions de la circulation. M. Etienne-Jean Lapasset, maire de la ville, annulait l'inauguration et interdisait, pour des raisons de sécurité, le passage du souterrain aux véhicules lourds. « Comment voulez-vous que la circulation se fasse normalement », s'exclamait son adversaire, M. Georges Durand, avec un angle droit et un double sens de circulation ?

Des casseurs vindicatifs

Le responsable est la direction départementale de l'équipement qui est le maître d'œuvre et qui a conçu le projet, affirmait M. Lapasset dans une conférence de presse, jeudi après-midi. La DDE battait sa coulpe sans reculer : « Il s'agit, dit M. Vigouroux, directeur adjoint, d'une responsabilité de technicien.

(Suite de la première page.)

Ainsi, le taux directeur de l'année 1985 est-il déjà connu : 5,7 % (il était de 6,6 % pour 1984). D'autre part se profile dans le dossier hospitalier une politique de l'emploi radicalement nouvelle.

800 000 salariés

Les hôpitaux (secteur public et privé confondus) emploient à l'heure actuelle quelque 800 000 personnes. Compte tenu du nombre total de lits (plus de 600 000), cet effectif ne représente pas un surcroisement des malades par rapport aux pays de développement économique comparable : il situe la France dans une moyenne moyenne.

Mais ces effectifs sont incontestablement mal répartis, au sein des établissements eux-mêmes, des départements, des régions, et dans le pays : certaines disciplines sont particulièrement mal pourvues (la gériatrie, les services d'urgence, par exemple), ainsi que certaines parties de l'année (l'hiver, de la journée (la nuit) et de la semaine.

D'autres secteurs sont, au contraire, pour des raisons mystérieuses, exagérément dotés en personnel. Compte tenu de cette hétérogénéité et des difficultés budgétaires, une forte pression s'est exercée, de la part du ministère de l'économie, en faveur de la suppression pure et simple de postes hospitaliers. Le ministère des affaires sociales s'est opposé à cette mesure — victorieusement, pour le moment.

Aujourd'hui, la doctrine s'affine : aucun poste ne sera supprimé dans les hôpitaux mais aucun poste n'y sera créé non plus. Il va donc falloir « redéployer ».

Or le redéploiement, dans ce secteur, représente lui-même une vaste chantier, juridique et économique. Juridique parce que les personnels hospitaliers ne sont pas des fonctionnaires d'Etat, mais des agents des collectivités locales. Le gouvernement prépare donc une loi qui devrait soumettre au Parlement avant la fin de l'année et qui créera une « fonction publique hospitalière », modification qui, seule, permettra une réelle mobilité.

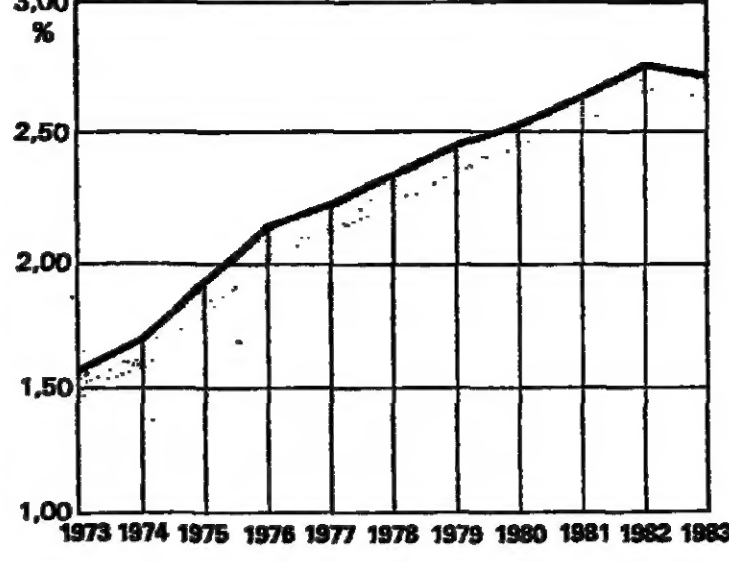
Le gouvernement sait qu'il ne pourra ruser les individus, mais seulement provoquer des mouvements de postes budgétaires, par le jeu des départs à la retraite. Ceux-ci sont nombreux chaque année : sur 800 000 emplois, la masse des départs atteint 24 000 par an, soit aussi 24 000 embauches. C'est par de tels mouvements que l'indispensable mobilité pourra être créée. Ce qui n'a pas sans faire naître quelques problèmes économiques. Bien souvent, dans le passé, les hôpitaux ont fait figure d'« ateliers nationaux », et demeurent, dans certains zones, un pôle d'emplois essentiel.

Les préfets eux-mêmes, récemment réunis par M. Pierre Bérégovoy, ont été saisis par les pouvoirs publics de la nécessité absolue de ces redéploiements. Il n'est pas exclu, d'ailleurs, que des mesures autoritaires et centralisées ajoutent à l'actuel effort de persuasion : des normes pourraient être édictées (tant d'agents par lit de réanimation, de pédiatrie, de psychiatrie, etc.) et appliquées. Nous n'en sommes pas là, mais on souligne, dans les hautes sphères de l'Etat, que le redéploiement « est un

MARYSE VAVASSEUR.

Les hôpitaux et l'austérité

Part des dépenses d'hospitalisation dans le produit intérieur brut (tous régimes)



conseil pressant dans les départements, une contrainte dans les établissements, une incitation dans les régions, et, dans la nation, un rêve.

Un rêve dont le gouvernement a l'intention d'amorcer la réalisation par un autre projet de loi, qu'il prépare pour la fin de 1984 ou le début de 1985 : il s'agit cette fois de mieux planifier les équipements, d'harmoniser les structures publiques et privées, et de développer systématiquement les « alternatives à l'hospitalisation ».

En d'autres termes, l'objectif est de renforcer le rôle technique de l'hôpital au détriment de sa fonction d'hébergement, actuellement trop lourde et trop coûteuse. Pour ce faire, il conviendra non seulement de supprimer des lits, comme le prévoit le Plan, mais aussi de renforcer les possibilités techniques des hôpitaux, c'est-à-dire notamment les appareillages lourds qui permettent des diagnostics sûrs et rapides. Le gouvernement a annoncé son intention d'investir fortement dans ce domaine, ce qui se traduira, par exemple, par le doublement du parc de scanners entre 1983 et 1985 (le Monde du 7 juillet).

Sur la vitesse acquise

Restera à mettre en œuvre la réforme des structures internes des hôpitaux (la « départementalisation »), à développer l'informatisation des établissements, et la transparence de leurs activités. Il existe à l'heure actuelle de très fortes disparités de coûts entre établissements, pour une même activité. Un immense effort de modernisation de la gestion reste à faire.

Cet effort est-il sans risques pour l'avenir du patrimoine hospitalier français et surtout pour la sécurité des malades ? Pour le moment, les responsables hospitaliers n'estiment pas que la sécurité des patients soit mise en péril par les mesures draconiennes qui viennent d'être prises. Mais ils soulignent que cette mise au pas de l'expansion des hôpitaux ne peut, sans restreindre franchement leurs capacités de fonctionnement, se prolonger durablement.

Déjà, disent-ils, il semble que le déficit de 1984 atteindra 0,8 %. Si, d'autre part, le gouvernement accorde des hausses de salaires à

Enfin et surtout, la compression des coûts hospitaliers s'est directement répercutée sur les conditions de vie des personnels : les remplacements se font rares, la charge de travail augmente, et les infirmières se plaignent de voir leur rôle réduit à sa stricte dimension technique, au détriment du contact avec le malade. En sept ans, souligne M. Alain Halbout, directeur du centre hospitalier régional de Rouen, « le nombre des admissions de malades dans les hôpitaux de Rouen a été multiplié par deux : dans le même temps, l'augmentation du personnel a été de 25 % ».

« Les malades, ajoute une infirmière, se rendent compte que nous passons le plus en plus vite dans les chambres. Pourtant, plus leur séjour à l'hôpital est bref, plus ils ont besoin de nous. »

Reste le problème, capital, du maintien du patrimoine. Cette nouvelle situation décourage les investissements. On conteste, chez M. Bérégovoy, que ces derniers aient été réellement bloqués, ajoutant que le souci de la sécurité des malades continuera de primer sur toute autre considération.

Nul ne nie que l'évolution des dépenses hospitalières devait nécessairement être contrôlée et qu'aujourd'hui elle l'est. Personne ne conteste non plus que les investissements énormes consentis dans ce secteur depuis deux décennies ont été un instrument majeur du développement économique. « Ce que coûte le système », souligne l'un des plus hauts fonctionnaires de l'Etat, est évident : ce qu'il rapporte est invisible. »

Le système fonctionne aujourd'hui sur sa vitesse acquise. Mais pour combien de temps au même rythme ?

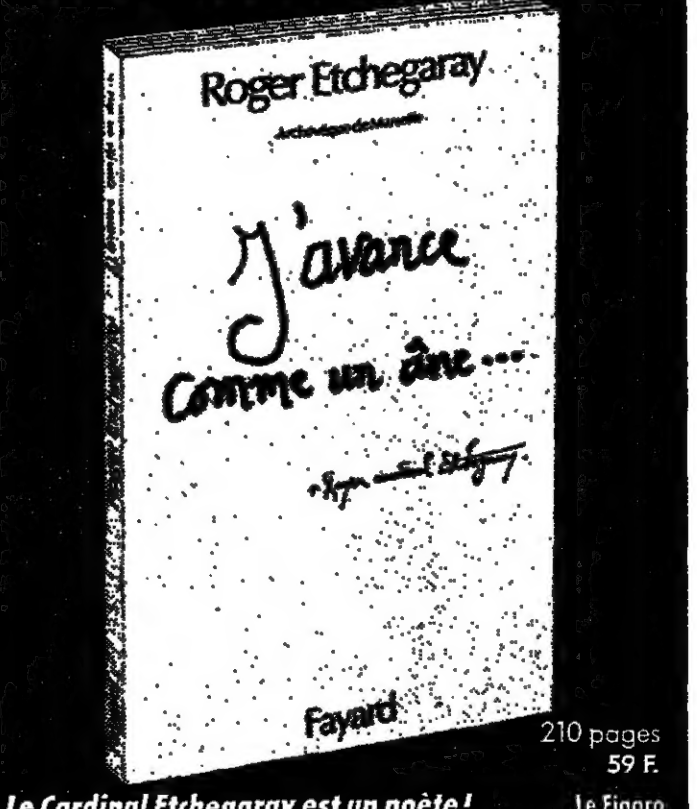
CLAIRE BRISSET.

(2) A l'exception des centres hospitaliers régionaux, dont un rapport de l'inspection générale des affaires sociales, réalisé à la demande du ministère des affaires sociales, montre que la trésorerie s'en est contrainte globalement améliorée depuis la mise en œuvre du « budget global ».

Un événement en littérature religieuse !

40 000 EXEMPLAIRES !

UNE PRESSE UNANIME !



Le Cardinal Etchegaray est un poète !

210 pages
59 F.

Le Figaro
Simples, chaleureuses, colorées d'humour, nourries d'expérience et de la vérité de la vie la plus quotidienne, riches de foi, d'espérance et de charité, ces pages éclaireront notre réflexion et guideront notre prière.

Cahiers du Livre Chrétien

Comme c'est tonique !

Ne passez pas à côté de ce livre. Dégustez chaque page !

La chaleur de l'homme, l'obstination du Basque, le vibrant enthousiasme du prêcheur, la foi du chrétien.

Telarama

Un évêque heureux d'exister.

La Croix

Un recueil de souvenirs et de réflexions qui met du baume au cœur. Que l'on soit croyant... ou impie.

Le Meilleur

Le numéro trois de l'Episcopat français fait très fort.

Libération

FAYARD

LE MONDE
diplomatique

JUILLET 1984

ISRAËLIENS ET PALESTINIENS
COTE A COTE
SUR UN CHEMIN PIÉGÉ
(Un témoignage du général Peled)

AUX ETATS-UNIS :
LES DEMOCRATES
SUR LA CORDE RAIDE
(Thomas Jefferson et Joel Rogien)

EN VENTE : 11 F
CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX
ET AU « MONDE »

DU TONUS POUR VOTRE ARGENT !

75% exonérés d'impôts

NOUVEAU PLAFOND !
LIVRET A : 68.000 F
CODEVI : 10.000 F
78.000 F

Caisse d'Epargne Ecureuil

Centre d'information Ecureuil
522.95.00
13, place du Havre 75008 PARIS

SOCIÉTÉ

La situation au Pays basque

- Nouvel attentat contre des réfugiés
- Menaces d'extradition vers l'Espagne

Trois Basques de nationalité espagnole, qui bénéficient du statut de réfugiés, ont été blessés dans un attentat commis dans la nuit du mardi 10 au mercredi 11 juillet, contre un bar de Saint-Jean-de-Lux (Pyrénées-Atlantiques). L'un des blessés, M. José Luis Oñar, 45 ans, grièvement atteint, a été gravement atteint. Les deux autres, plus légèrement touchés, sont M. Juan Vicente Jauregui et Bonifacio Garcia-Nuno. Cet acte est le dernier d'une longue série d'attentats généralement attribués au GAL, le Groupe antiterroriste de libération.

Bayonne. - Depuis le 5 juillet, cinq Basques espagnols réfugiés en France ont été écroués à la demande des autorités de leur pays qui réclament leur extradition. José Miguel Galdos, Gatzon Castillos, José Carlos Garcia, Luciano Arambari, Francisco Alberti, sont accusés par Madrid de l'assassinat, en 1979 et 1980, de policiers et de militaires espagnols.

C'est la première fois depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir en France que des militants basques sont ainsi sérieusement menacés d'extradition. Après les élections de 1981, le gouvernement de M. Pierre Mauroy avait laissé entendre qu'il refuserait de livrer les réfugiés espagnols réclamés par leur pays. Bien que les chambres d'accusation de Paris, d'Alsace-Moselle et de Pau aient accordé six avis favorables, M. Mauroy n'avait pas signé les décrets d'extradition.

En novembre 1982, cependant, le gouvernement infléchissait sa position. Tout en réaffirmant la volonté de la France de maintenir sa tradition de la France d'asile, un communiqué du conseil des ministres précisait que le gouvernement donnerait désormais son feu vert aux demandes « lorsqu'aurait été connue, dans un Etat respectueux des libertés et droits fondamentaux, des crimes de nature, telle que la fin politique alléguée ne saurait justifier la mise en œuvre de moyens inacceptables ».

Le communiqué officiel ajoutait que l'application de ces nouvelles

De notre correspondant

regles ne serait pas rétroactive, ce qui donne un peu d'espoir aux cinq réfugiés basques écroués ces jours-ci, les faits qui leur sont reprochés étant antérieurs à l'annonce gouver-

nementale. Cependant les liens entre Paris et Madrid se sont resserrés ces temps derniers, comme en témoignent la procédure engagée contre ces cinq réfugiés, une procédure que le parquet bloquait depuis trois ans.

PHILIPPE ETCHÉVERRY.

AU TRIBUNAL DE PARIS

La fausse légende du « Figaro-Magazine »

Le Figaro-Magazine vient d'être condamné pour tromperie. Dans son numéro du 6 février 1982, le supplément de M. Robert Hirsant avait publié un cliché montrant des cadavres en train de brûler. La photographie était accompagnée de cette légende : « Le massacre des Indiens Mosquitos, farouchement anticolonialistes, par les « barbus » socialistes marxistes du Nicaragua ». Le titre de l'article était à l'unisson : « La France attise le feu dans cette sale guerre ».

Hélas ! pour la démonstration du Figaro-Magazine, tout était faux dans cette présentation. La photo n'était pas celle de Mosquitos victimes des sandinistes, mais celle de combattants - des deux bords - de la guerre civile. Durant ce conflit, qui devait aboutir à la chute du dictateur Anastasio Somoza, la Croix-Rouge avait décidé de brûler des cadavres par mesure d'hygiène. Le Figaro-Magazine était d'autant moins excusable d'avoir « détourné » cette photo que l'agence Gamma la lui avait fournie avec cette mention : « Nicaragua 1978 », soit trois ans avant les événements, au demeurant, tendancieusement présentés, que ce cliché était censé illustrer.

Le Canard enchaîné, puis d'autres journaux ayant dévoilé le pot aux roses, le Figaro-Magazine a, un mois plus tard, de publier un erratum rectifiant ce qu'il avait appelé « malencontreuse erreur de légende ». Entre-temps, l'affaire a pris de l'ampleur puisque le général Alexander Haig, alors secrétaire d'Etat américain, avait brandi un exemplaire du journal devant un congrès de syndicalistes en Floride comme « preuve » de l'ignorance du régime sandiniste. Finalement, le Canard enchaîné écrit : « Il y a vraiment eu le général Haig pour faire confiance au Figaro-Magazine ».

L'auteur du cliché, le photographe américain Matthew Mayhew, ayant eu vent de l'affaire, décide de porter plainte. La première chambre du tribunal de Paris, présidée par M. Roger Beauvois, vient de lui donner satisfaction. « A supposer que la fautive commis par le Figaro-Magazine résulte d'une erreur,

déclare le jugement, celle-ci n'en a pas moins porté atteinte au droit moral (...) de l'auteur de la photographie ».

M. Mayhew reçoit 1 F de dommages-intérêts. Le Figaro-Magazine est condamné à lui rembourser une partie des honoraires versés à son avocat, M. Jean-Claude Zylberstein, et à assurer, à sa charge, la publication dans trois journaux d'un résumé du jugement.

B. L.G.

M. GEORGES FILLOUD CONDAMNÉ POUR DIFFAMINATION

« S'il est légitime de dénoncer le racisme, cela ne peut se faire en ternissant la réputation de quatre personnes... » L'une des conclusions du tribunal correctionnel de Lyon, qui a rendu, mardi 10 juillet, son jugement après la plainte en diffamation déposée par quatre adversaires politiques de M. Georges Filloud, est particulièrement sévère pour le secrétaire d'Etat aux techniques de la communication. Les quatre plaignants, MM. Claude Saillard, Claude Guilleminot (RPR), Paul Besson (UDF), et Georges Durand (CNI), ont obtenu 1 franc de dommages-intérêts, la publication intégrale du jugement dans le journal municipal Vivre à Romans, et celle partielle dans trois autres publications.

A la suite de la destruction criminelle, dans la nuit du 2 au 3 mai 1982 de la « mosquée » de Romans (Drôme), M. Filloud, qui occupait les fonctions de maire, avait déclaré : « La culpabilité est lourde de ceux qui ont volontairement contribué à créer un climat, notamment les partis et les candidats qui ont fait campagne en dénigrant la religion de cette maison, utilisant ainsi des sentiments de racisme latent à des fins électorales. Qui sème la haine récolte la violence » (le Monde du 16 juin). M. Filloud a décidé de faire appel. - (Corr. rég.)

EN BREF

Règlements de comptes à Marseille

Deux règlements de comptes ont fait deux morts et un blessé grave à Marseille, dans la nuit de mardi 10 au mercredi 11 juillet. Vers 0 h 30, rue Sainte, dans le centre de la ville, deux personnes ont essuyé des coups de feu. L'une d'elles, Pierre Fodé, quarante et un ans, atteint de plusieurs balles de 11,43, a été tué sur le coup. L'autre, Roger Balliani, trente-neuf ans, grièvement blessé, a été hospitalisé et placé sous la surveillance de la police. Les auteurs ont pu prendre la fuite sans être inquiétés.

Deux heures plus tard, dans le quartier de la Sarrette, un ou plusieurs individus, également armés de 11,43, ont fait feu sur Jacques Gambarelli, quarante et un ans, qui regagnait son domicile. Jacques Gambarelli a été tué sur le coup. Les trois victimes sont connues des services de police.

Baisse de la délinquance à La Courneuve

La délinquance est en baisse de 18 %. La Courneuve, a affirmé, lundi 9 juillet, le maire de la ville, M. James Marson, sénateur (PC) de Seine-Saint-Denis. « C'est incontestablement le résultat d'une plus grande efficacité de la police qui s'est réorganisée, a créé des groupes d'hotiers, a vu ses effectifs renforcés et dont l'action s'est essentiellement redéployée en direction de la prévention et de la dissuasion, déclare un communiqué du maire. C'est aussi le résultat des dispositions mises en place depuis deux ans par le gouvernement et la ville sur le plan social, culturel, de l'école, de la formation professionnelle, de l'insertion sociale, des loisirs et de l'engagement de la rénovation de plusieurs quartiers ».

Les statistiques de M. Marson portent sur les six premiers mois de 1984. Les actes délictueux constatés pendant cette période ont baissé de 25 % à la « cité des 4000 », un grand ensemble où est logé plus du tiers de la population de la ville.

Mise en liberté d'un avocat. - M. Jean-Louis Calmel, inculpé de « complicité de proxénétisme aggravé » et incarcéré à la prison de Valence depuis le 22 juin, vient de bénéficier d'une mesure de libération décidée par M. Jacques Hamy, juge d'instruction à Lyon. M. Calmel fait l'objet de poursuites en raison des liens qu'il entretenait avec une jeune femme, elle-même accusée de proxénétisme (le Monde du 28 juin). L'incarcération de M. Calmel a suscité de vives protestations de ses confrères et de son avocat, M. Gustave Baumann, qui s'est étonné qu'il ait fallu dix-huit jours au juge d'instruction pour établir que les charges pesant sur M. Calmel étaient « des pures minces ». - (Corresp. rég.)

UN AUTOCOLLANT VERT POUR PASSER SANS CONTROLE LA FRONTIÈRE FRANCO-ALLEMANDE

La tenue des contrôles de police et de douane pour les particuliers, au passage de la frontière franco-allemande, devra être effective pour les ressortissants de France et de l'Allemagne à compter du lundi 16 juillet, a-t-on annoncé le lundi 9 juillet à Bonn. Le bénéfice de cette mesure sera étendu à l'ensemble des citoyens de la Communauté européenne le 1^{er} août.

Pour régulariser qu'ils font partie de cette catégorie, et qu'ils n'ont rien à déclarer, les automobilistes devront apposer sur leur pare-brise un autocollant vert. Les données se contrôleront plus que les « véhicules suspects ». Comme il avait également été envisagé un sommet franco-allemand de Rambouillet, ce mai et juin derniers, les postes-frontières seront tenus en commun par des représentants de l'un ou de l'autre pays, afin de pour le compte des deux administrations nationales en un point de contrôle unique.

Cinq meurtres et un suicide en Nouvelle-Calédonie

Cinq personnes d'origine européenne, dont une femme enceinte et deux enfants, ont été assassinées, dans le nord de la Nouvelle-Calédonie, a-t-on appris, mardi 10 juillet à Nouméa de source officielle. Ces meurtres ont été suivis d'un suicide.

Ces événements seraient liés bien qu'ils aient eu lieu dans deux villages distants d'une cinquantaine de kilomètres, Kouaoua et Ouaïa, à environ 400 kilomètres au nord de la capitale du territoire. La gendarmerie a précisé qu'une famille de quatre personnes avait été assassinée à Ouaïa, « probablement avec une arme à feu, dans la nuit du 2 au 3 mai 1982 ». M. Gérard Dubois, chef de la compagnie, Judith Sarasin, une ménagère de vingt-sept ans, et ses deux enfants de deux et quatre ans ont été tués. Les corps ont été découverts, mardi matin, au domicile de M. Dubois, situé au lieu dit Maréage de Balagan, un endroit isolé et difficile d'accès.

Un autre meurtre a été commis à Kouaoua. Il s'agit, selon la gendarmerie, d'un homicide volontaire par arme à feu perpétré sur une femme enceinte et qui a été suivi par le suicide du meurtrier présumé. La victime, Mme Anita Haho, 36 ans, trentenaire, était enceinte de huit mois. Un témoin a assisté au suicide de M. Alain Boré, un Européen de vingt-huit ans. Les enquêteurs attendent les résultats des autopsies pour déterminer le type de l'arme utilisée dans les deux affaires et établir une chronologie des faits. Les autorités estiment en effet que ces deux affaires résulteraient d'un même drame « d'ordre privé ». - (AFP.)

Un policier inculpé. - Un gardien de la paix parisien, M. Christian Holz, a été inculpé de « coups mortels » par M. Yves Cornecourt, premier juge d'instruction, à la suite de la mort, boulevard Suchet à Paris (16^e), d'un jeune Algérien, Zouacou Bendinabrouk, qui avait fait l'objet d'un contrôle de la circulation (le Monde du 11 mai).

La toilette de l'Officiel

Régagé dans un processus de modernisation depuis 1976 (le Monde du 14 janvier 1981), le Journal officiel a changé de mise en page le 1^{er} juillet. Moins austère, mais pas encore séduisant, l'organe officiel de la République française a adopté une présentation plus claire et plus aérée qui permet une lecture plus facile des textes.

Cette nouvelle présentation n'a été adoptée que pour la partie « lois et décrets ». Les numéros consacrés aux débats parlementaires ne bénéficieront de cette cure de rajeunissement que plus tard.

Ce souci de clarté apparaît dès le titre, gris et noir, désormais complété par un logo, représentation graphique sophistiquée du J.O. Le découpage du sommaire maintenant sur deux pages, fait apparaître plus clairement les différentes rubriques.

Mais la principale innovation réside dans le changement de format du journal. Plus réduit, il se conforme ainsi à une circulaire de 1974, invitant les chefs de publications officielles à adopter le format en vigueur dans la Communauté pour tous les textes réglementaires (format 21 x 29,7).

Le délai mis à se conformer à cette disposition s'explique par le fait que la direction a préféré attendre le passage du J.O. à la photocomposition (il faut jusqu'à présent poser en caractères de plomb), explique M. Robert Bonquin, préfet, directeur des journaux officiels. La direction du J.O. a présenté treize maquettes aux services du premier ministre auxquelles elle est rattachée avant d'aboutir au résultat définitif.

Le J.O. qui avait déjà mis en place un système de micro-fiches par abonnement, étudie un autre projet, dans l'optique d'un meilleur accès à l'information : la création d'une banque de données et d'un journal électronique auxquels pourraient avoir accès les professions libérales, les centres de documentation, les universités, le Parlement, les ministères, qui forment l'essentiel des soixante-neuf mille abonnés. Ces projets, rendus indispensables par l'infatigable des textes politiques et juridiques, pourraient voir le jour en 1986.

En dépit de ces innovations, le J.O. sur son traditionnel papier de récupération, n'est pas encore condamné, car si « nul n'est censé ignorer la loi », elle n'est repue obligatoire qu'après sa promulgation, c'est-à-dire, en général, un jour franc après sa publication au Journal officiel.

J.-J.E.

SPORTS

LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

Peine perdue

De notre envoyé spécial

Victoire de la fraîcheur athlétique et de l'esprit de décision. Pascal Poirson, un partenaire de Vincent Barthez et de Laurent Fignon, a remporté, mardi 10 juillet, la 12^e étape, Saint-Girons - Bagnac, après avoir surpris, à proximité de l'arrivée, les routiers-sprinters Vanderhaeghe, Van Vliet et Hoste, ainsi que Bernard Vallet, un exploit. Avant cette échappée décisive déclenchée à 19 kilomètres du but, Bernard Hinault, contre toute attente, avait occupé le commandement de 61^e au 77^e kilomètre.

Bagnac. - Pourquoi Hinault a-t-il attaqué seul à 50 kilomètres de l'arrivée, et qu'espérait-il ? Alain Vigneron qui le connaît bien - c'est l'un de ses meilleurs équipiers - ne comprend pas : « Il a fourni des efforts inutiles et n'avait pas la moindre chance de réussir, dit cet homme pondéré. Gaudard a dû bien s'amuser aujourd'hui ».

L'erreur de Bernard Hinault est de celles que l'on souhaite voir commettre par un adversaire. En l'occurrence, la tactique est simple : il faut garder le coureur de tête en point de mire sans lui permettre de creuser un écart trop important et le laisser se fatiguer le plus longtemps possible pour mieux le contraindre au fin de parcours. Ce qu'il faut Fignon, Poirson, le futur gagnant, aux côtés de Cyrille Gaudard n'est même pas besoin de donner des consignes tant la situation était claire.

L'avance du Breton oscillait autour de la demi-minute ne dépassant jamais 45 s. Il fut rejoint avant le « sprint volant » du 84^e kilomètre, où Poirson et Fignon rallièrent les bonifications.

L'arrivée de l'ancien vainqueur du Tour, distancé la veille sur les pentes de Guzet-Neige, est-elle dictée par l'orgueil ? Ou peut-être la réaction de l'athlète humilié et revanchard. On peut y voir aussi, et ce serait plus triste, celle d'un champion décidant qu'il improvise dans le doute.

Raphaël Géminiani, fort de sa longue expérience, estime que Bernard Hinault, aujourd'hui menacé par la nouvelle vague, doit modifier ses plans de bataille : « Il ne peut plus gagner le Tour car des opérations ponctuelles car il est dominé en montagne et contre la montre. Il lui faut donc imaginer d'autres solutions et essayer... Hier, il a tenté de le faire ».

A la suite de ses accélérations, le peloton s'est fractionné en plusieurs parties. S'il a durci la course pour

lui-même, il l'a également durci pour les autres. Et il pense qu'il n'a pas mal joué.

Quoi qu'il en soit, nous en avons eu la preuve, une fois encore, que les équipes courues sont souvent les plus probantes. Sur les 111 kilomètres de Saint-Girons à Bagnac, des routiers de valeur comme Van der Poel, Boudus et le Colombien Ramirez ont perdu plus de six minutes.

JACQUES AUGENDRE.

RÉSULTATS

Dernière étape

SAINT-GIRONS - BAGNAC
1. Pascal Poirson (Fr.), les 111 kilomètres en 2 h 39 mn 46 s (moyenne 41,675 km/h), avec bonification 2 h 39 mn 16 s ; 2. Erik Vanderhaeghe (Bel.), 2 h 39 mn 46 s, avec bonification 2 h 39 mn 26 s ; 3. Leo Van Vliet (P-B), 2 h 39 mn 46 s, avec bonification 2 h 39 mn 36 s ; 4. Bernard Vallet (Fr.), 2 h 39 mn 46 s ; 5. Frank Hoste (Bel.), 2 h 39 mn 54 s ; 6. Jean-Louis Gaudard (Fr.), 2 h 39 mn 58 s ; 7. Frédéric Bru (Fr.), 2 h 40 mn ; 8. Guy Nulens (Bel.), 2 h 40 mn ; 9. Hans Menden (P-B), 2 h 40 mn 42 s ; 10. Kim Andersen (Dan.), 2 h 40 mn 43 s.

Classement général. - 1. Vincent Barthez (Fr.), 54 h 17 mn 21 s ; 2. Mance Le Gallou (Fr.), 57 h 47 s ; 3. Laurent Fignon (Fr.), 58 h 25 s ; 4. Gérard Veldscholten (P-B), 58 h 25 s ; 5. Bernard Hinault (Fr.), 58 h 38 s ; 6. Phil Anderson (Aus.), 58 h 53 s ; 7. Greg LeMond (E-U), 59 h 23 s ; 8. Sean Kelly (Ir.), 59 h 31 s ; 9. Pedro Delgado (Esp.), 59 h 37 s ; 10. Robert Miller (G-B), 59 h 47 s.

Tour de France féminin. - La Néerlandaise Petra De Bruin a gagné, mardi 10 juillet, la neuvième étape Montescieu-Volvestre - Bagnac (77,8 km) du Tour de France féminin. Se comptant Hélène Hage est toujours à la première place du classement général féminin.

PROPOS D'UN SUIVEUR

Saint-bernard en blouses blanches

De notre envoyé spécial

Bagnac. - On parle beaucoup d'eux. Ils sont peut-être les seuls qui ne cherchent pas à faire parler d'eux. Ils n'ont guère le temps de raconter ce qu'ils font. Etre médecin du Tour, c'est assurer, pendant vingt-cinq jours et vingt-cinq heures sur vingt-quatre, la plus longue garde qui puisse se concevoir. De la veille du départ au lendemain de l'arrivée, ils sont là pour veiller d'abord, évidemment, sur la santé des coureurs, mais en fait, c'est toute la caravane qui, à un moment ou à un autre, a besoin d'eux.

Une fois lancée la course quotidienne, les médecins du Tour auront à jouer les saint-bernard. L'équipe, dirigée par le docteur Gérard Porte, comprend trois généralistes et un cardiologue, trois infirmiers et trois kinésithérapeutes.

Feux isolés

A mi-parcours, Gérard Porte peut faire un bilan de l'état des troupes. Jusqu'aux Pyrénées, les chutes ont été nombreuses. Elles ont déjà entraîné six coureurs, dont quatre en raison de fractures du coude, de l'omoplate et du poignet.

Ces éliminations sont toujours de petits drames. Ce n'est pas une légende, ces coureurs qui supplient pour ne pas être renvoyés à la maison. Pour ceux qui ont joué leur réputation sur le Tour de France, qu'ils soient leaders d'une équipe ou auditeurs de premier rang, l'abandon n'est pas seulement une perte de gain. C'est d'abord une sorte de mort professionnelle qui peut-être grèvera lourdement, sinon définitivement, les suites d'une carrière aléatoire. Gérard Porte a assisté à bien de ces drames d'enfants inconsolables qui voyaient s'envoler le fol espoir de la victoire d'étape ou de l'échappée grâce à laquelle la foule, mais plus encore le milieu profession-

nel, retiendrait leur nom pour les saisons futures.

A côté de cela, si existe une autre catégorie : c'est celle des perdants qui ne savent, dès le jour du prologue, engager dans l'aventure pour y jouer seulement la moitié de la partition. Passés les étapes classiques, celles où ils ont pu montrer leur savoir-faire, et engranger assez d'argent pour leurs équipiers, ils considèrent que le contrat est rempli et que leurs employeurs n'auront plus rien à dire. Chasseurs du plat pays, conscients de leurs limites, ils laissent le poète des qu'il se dressent en montagne. Comme ils n'ont pas le goût de s'y épuiser, ils innovent, pour justifier leur forfait au pied des pentes, des maux aussi mystérieux qu'indolores. Les médecins du Tour sont aussi des psychologues et ils savent que les larmes simples dont ils ont à s'occuper sont finalement bien compliquées.

JEAN-MARC THOLLEYRE.



UNE CARTE
UN TÉLÉPHONE
PLANCHE A VOILE A VOLONTÉ
608.19.19
Tennis Express - Le Sport à la carte

ÉDUCATION

LÉGION D'HONNEUR

UN BADGE SOUS LES LAURIERS

Elle est ravie de son bon tour, Laurence Vianes, dix-sept ans. Cette élève de terminale C au lycée Louis-le-Grand, à Paris, premier prix d'histoire, a été la vedette, mardi 10 juillet, de la cérémonie de remise des prix du concours général, qui rassemble les lauréats sous le porche du salon du Foyer des lycéens de Paris. Grande émotion, petite déception : elle a osé saluer M. Alain Savary en arborant, sur la poitrine, un badge en faveur de l'école libre. Le ministre n'a pas remarqué ou n'en a rien laissé paraître.

Avant les petits tours et le champagne, M. Savary, dans son discours, a eu le temps de féliciter les lauréats et de noter, avec satisfaction, l'augmentation du nombre des candidats - quatre mille deux cents en 1983, cinq mille cette année. Une coupe à la main, la rosette à la boutonnière, les chefs des établissements primés font assaut de congratulations. Très sollicité par les parents triomphants, M. le ministre se pille volontiers la photo-souvenir. « Corinne, mets-toi à côté de M. le ministre. Elle a eu le premier accessit de biochimie, savez-vous ? » Réaction amusée d'Alain Savary : « Mademoiselle, vous faites mentir ceux qui disent que les filles ne font pas de sciences. » Un peu à l'écart, près du buffet, une jeune lauréate pense déjà à l'avenir : « Avec mon chèque-remise, je vais m'offrir des Pléiades. »

● **Création de l'Association française des professeurs de chinois.** - Décidée lors d'une assemblée générale réunie à l'initiative d'enseignants de chinois de l'université Vincennes-Saint-Denis (Paris-VIII), la création d'une Association française des professeurs de chinois, régie par la loi de 1901, se propose de contribuer au développement de l'enseignement de la langue et de la civilisation chinoise dans les établissements secondaires et supérieurs français. Son siège social se trouve au département d'études chinoises de l'université de Provence, 29, avenue Robert-Schuman, 13621 Aix-en-Provence.

Admissions aux grandes écoles

(par ordre de mérite)

● **Ecole normale supérieure de jeunes filles, boulevard Sordani, section des lettres, groupe S.**
M^{lle} Françoise Clottes, Anne-Catherine Wagner, Claudia Senik, Joëlle Pilon, Muriel Jougaux, Evelyn Meslier.

Admissibles à titre étranger :

M^{lle} Helle Kristoffersen, Akiko Sawa, Christine Lang.

Admissions aux agrégations

(par ordre alphabétique)

● **Lettres modernes :**
M^{me} et M^{lle} Jean-Louis André (49 ex.) ; Sylviane Arrivé (35 ex.) ; Guy Barthélémy (22 ex.) ; Sylvie Bazin, née Taubella (42 ex.) ; Christophe Bident (12 ex.) ; Jean-François Boudot (48 ex.) ; Brigitte Bouvier (59 ex.) ; Nicole Brunet (36 ex.) ; Véronique Campin (24 ex.) ; Alain Capdevila (6 ex.) ; Marceline Champagnat (37 ex.) ; Catherine Combe (14 ex.) ; Florence Crépin (23 ex.) ; Laure Curvale (28 ex.) ; Marc Derzmann (52 ex.) ; Alain Dichey (54 ex.) ; Catherine Dorozczuk, née Iche (35 ex.) ; Pierre Drogé (16 ex.) ; Philippe Dufour (38 ex.) ; Nathalie El Basse (15 ex.) ; Anne-Marie Evens, née Gloaguen (25 ex.) ; Christian Fournier (27 ex.) ; Isabelle Franchet (39 ex.) ; Thibaut Germain (15 ex.) ; Florence Goyet, née Bressaud (31 ex.) ; Anne-Marie Guth (9 ex.) ; Ronika Halatchev (11 ex.) ; Marie-Françoise Hamard (13 ex.) ; Sylviane Haudebourg, née Rompère (21 ex.) ; Véronique Houtart (46 ex.) ; Pierre Kacomp (8 ex.) ; Brigitte Klein (53 ex.) ; Raoul Klein (42 ex.) ; Florence Lautredou (5 ex.) ; Philippe Le Guillou (25 ex.) ; Mireille Leclercq, née Barrois (19 ex.) ; Anne-Dorothée Levy (9 ex.) ; Patrick Lob (7 ex.) ; Aline Magnien, née Leclercq (46 ex.) ; Annie Mavralis, née Bismuth (51 ex.) ; Madeleine Mété, née Bonnet (42 ex.) ; Carole Mohr (20 ex.) ; Isabelle Moineau (40 ex.) ; Sylvie Monégis (10 ex.) ; Eric Pellet (18 ex.) ; Philippe Perrot (38 ex.) ; Véronique Perriquet (40 ex.) ; Sylvie Radzanowski (48 ex.) ; Anne Randoin, née Randoin (29 ex.) ; Danièle Rémi (26 ex.) ; Jean-Marc Rodrigues (31 ex.) ; Michel Roumette (33 ex.) ; Florence Terrasse (20 ex.) ; Jean Touray (42 ex.) ; Sylvie Thorel (11 ex.)

● **Philosophie :**
M^{me} et M^{lle} Jean Alcántara (17 ex.) ; Robert Azouby (21 ex.) ; Fanny Bazile (21 ex.) ; Bertrand Binoche (19 ex.) ; Véronique Bonnet, née Brisse (6 ex.) ; Jacques Bonnot de Ruisseau (39 ex.) ; Olivier Boulouis (27 ex.) ; Boris Bucharies (15 ex.) ; Jean Caron (9 ex.) ; Didier Cardier (23 ex.) ; Christophe Cathelineau (27 ex.) ; Olivier Carly (33 ex.) ; Laurence Chouchan (29 ex.) ; Laurent Combarie (31 ex.) ; Jean-Paul Dognes (8 ex.) ; Pascal Demost (13 ex.) ; Pierre Frangne (19 ex.) ; Hervé Gumeret (17 ex.) ; Mariann Harder, née Brochmann (4 ex.) ; Chantal Jaquet, née Jaquet (9 ex.) ; Christine Juliet (13 ex.) ; Jean Keeler (27 ex.) ; Ingrid Laurent-Devid, née Laurent (27 ex.) ; Christine Le Bihan (26 ex.) ; Catherine Malabou (12 ex.) ; Jean-Marie Meyer (11 ex.) ; Elisabeth Pachier (23 ex.) ; Bernard Parizet (2 ex.) ; Dominique Piau (32 ex.) ; Jean-Yves Franchère (7 ex.) ; Yves Rivaud (36 ex.) ; Sylvie Robin, née Robin (11 ex.) ; François Roussel (36 ex.) ; Christian Séguin-Duclet (10 ex.) ; Patrick Vanday (8 ex.) ; Jean Wezenstein (33 ex.)

Admissibles à titre étranger : Mohammed Benmaklout (36 ex.)

Ministère de la défense

Sont nommés chevaliers :

MM. Bernard Abreva, Roland Babin, Emmanuel Barronille, Henri Batare, Alexis Beaud, Paul Bodin, Ahmed Ben Mami, Jean Bergé, François Berroche, Jules Bevilacqua, André Bischoff, Charles Blaise, Laurent Bleanva, Jean-Jacques Bologn, Raymond Boulyer, Joseph Bourget, Pierre Briand, Irène Calber, Joseph Calzavola, André Casouré, André Casadamont, Jean-Pierre Chappelle, Jules Chedorge, Gaston Chisné, Henri Clément, Marcel Colla, Louis Comte, Jean Courthies, Bernard Delaunay, Maurice Demange, Marcel Deligny, Robert Dammis, Edmond Drisy, Marcel Drisch, Pierre Dulhoste, René Duranton, Jean-Baptiste Fior, Laurent Fontana, Gilbert Fraillon, Jacques Frémont, Roger Gauthier, Pierre Gérard, Jean Gierasevic, Louis Gna, Paul Gravelle, Robert Guédy, René Héry, Marcel Hulet, Jean Hanez, Pierre Juillard, René Krantz, François Lacombe, André Lagier, Guy Le Bérige, Noël Lefranc, Ernest Le Lay, André Leroy, Jacques Licari, Joseph Lomet, Paul Lyons, André Maillard, Robert Marie, Robert Mémin, Georges Mm, Gabriel Nalin, Pierre Nipon, Léopold Pastor, Jean Pataschini, Joseph Perria, André Perrin, Jean Pirand, Etienne Povinsec, Henri Pozzante, Lucien Pujol, Jean-François Querre, Henri Raboin, Maurice Radix, Armand Riedweg, Raymond Rigade, Thomas Riva, Victor Rymarski, Jean Schastine, André Seigues, François Tarquiny, Marie Thomas, Robert Thomas, Henri Veron, Jacques Vignand, Jean Yacou, André Yon, Lucien Agostini, Jean Alcan, André Alloumas, Robert Armagnac, Baptiste Arrigues, Raoul Astruc, Azzi Aubourg, René Azzamean, Louis Barbesant, Viatcheslav Barlovic, Jacques Barraud, Henri Barzaglini, Jean Baudy, Maurice Bayle, Paul Benoit, Henri Bentz, Antoine-

François Bernardini, Charles Berthout, Henri Besse, Georges Besso, Marcel Béry, M^{me} Angèle Bianchini, épouse Cihard ; MM. Henri Biehlmann, Raymond Bija, Georges Billot, Adelin Blanc, André Bonavia, Benoît Bonetti, Gilbert Bordes, Marcel Bouquet, Paul Boubier, Francis Bourdon, Georges Bourdon, Henri Bourgeois, Francis Bourges, André Bourlanger, Henri Boussquet, Georges Braquet, Claude Brézillon, Jacques Brings, Roland Broque, Gilbert Brunet, Charles Bugaja, Eugène Busselier, Antoine Candel, Séraphin Cantoni, Gabriel Caparre, Daniel Champagny, Georges Channet, Guy Charpot, Georges Charron, André Chemin, Emile Chevalier, Georges Clavel, Gilbert Clément, Claude Cochet, Jean Colonna D'Istria, Pierre Constant, Henri Coquard, Michel Coquenpot, Jean Corfier, Joseph Coste, Pierre Cotti, Hubert Courvoisier, Marcel Crasac, Gaston Crison, Victor Croquette, Lucien Davaud, Roger David, Charles Deiller, Louis Delage, René Delvaux, Edouard Demizian, Jean Desmaisons, Jacques Despas, Henri Devic, Gabriel Dideron, Jean-Jacques Diébolt, Gastien Diez, Jean Druat, Robert Druex, Jean Dreydew, Jean Drézen, Guy Drouot, Alphons Duhay, Paul Dubrois, Charles Dudois, Léon Ducret, Jean Dupont, Laurent Dupuy, Louis Durand, Georges Ehlinger, Elie Encausse, Jacques d'Etienne, Ernest Eychele, Henri Fattier, Pierre Favreau, Charles Féris, Louis Feraud, Charles Fétet, Robert Feuervosse, Louis Fidaux, Fernand Fom, Daniel Fourmont, Fernand Fournier, Georges Fraisan, Pierre François, Max Frandji, Henri Friconnet, Ludovic Froissart, Georges Galliano, Jean-Antoine Garrido, Marcel Gandino, Georges Gaudry, Joseph Geru, François Gherardi, Léon Gilles, Albert Gin, M^{me} Antoinette Girard, MM. Marcel Girard, Laurent Giubergia, Henri Gloria, Pierre Gonon, Jules Gourlaouen, Emile Gracise, Paul Grasse, François Graziani, Césarino Guarisco, Pierre Guignati, Edmond Guignon, Roger Guillaud, Noël Guillaume, Antoine Guilleumas, André Guillon, Jean Guither, Roger Gusse, André Guyon, Claude Hadey, Cheikh Hadjall, Marcel Hénon, Elie Hontarré, Joseph Hourcouragax, Gaston Huguenet, Pierre Huillet, André Iché, Paul Jares, Marius Javerlin, Marcel Jil, Louis Job, Auguste Joli, Georges Joseph, Benjamin Josses, Bernard Jourquin, Raymond Kati, Jacques Kati, Roger Kohler, Eugène Krucko, François Krylik, André Labeyrie, Jean Lafon, Raymond Lagarde, Hubert Lagardère, Rodolphe Lallement, Georges Lapeyre, Thomas Larrouss-Lacom, Jacques Latouche, Pierre Lavanti, Pierre Lebat, Georges Le Breton, Charles Lees, Marcel Le Gall, Corentin Le Garrec, Jacques Le-

gendre, Justin Legouit, Bernard Legoux, Jean Legros, Paul Leprovost, Victor Leray, Georges Levy, Jean Levchenko, René L'Hermite, René L'Hôte, Gilbert Lissac, Robert Lubet, Amé Luponis, Bruno Luraschi, Maurice Maggia, Charles Martias, Hilaire Martin, André Masper, René Mathieu, Masimila Mazzoni, Mathieu Mazzoni, Armando Meloni, Victor Méraud, Georges Ménéret, Bernard Mercier, Mathias Mergen, Lucien Mialhe, Julien Michiel, Pierre Mieg de Boofzheim, Paul Millicamps, Paul Mingucci, Francis Moisan, Raymond Mollière, Eugène Moriel, Fernin Mounier, Lucien Mousa, Guy Mundobeltz, Jean Mazzerelle, René Nan, Henri Nicaud, Albert Nicolau, Jean Nicolin, Jean-Baptiste Noiry, Jacques Paoli, Paul Papiot, Emile Pasquier, Jean Pelletier, Marcel Peltier, Jean Péria, Jean Peraldi, Jean Perdreau, Enrique Pérez, Jean-Baptiste Perrie, Georges Perret, Guy Petitpas, Roger Petton, André Peynichou, Marcel Pezet, Roger Pichaux, Gérard Pimand, Xavier Pinelli, Sylvain Polino, Pierre Pourmiron, Fernand Pourcel, Roger Poux, Maurice Prins, André Raiguel, Henri Razongles, Edmond Reb, Eugène Regard, Jacques Renaud, Pierre Rey, Paul Reynaud, Jean Richard, Eugène Ringier, René Riott, Jean Robiou du Pout, Roger Rossi, Ulysse Rojjas, François Roussel, Maurice Rousselin, Francis Roy, Bernard Royer, Joseph Saladin, Marcelin Saludas, Henri Sarraute, René Saurel, Jacques Sauvageon, Pierre Sauzeau, Henri Savournin, Jean Schmid, Paul Seibert, André Sella, Roger Sentenac, Paul Servire, André Sign, André Simon, Guiseppe Spacagna, René Sportis, Roland Stocklin, Khélifa Tannen, Yves Tavernier, Pierre Theuli, Robert Tizioli, Irène Tocaven, Henri Torre, Michel Trupiano, Marcel Velay, Antoine Valentin, Albert Valz, Roger Vaccavenerberghe, Georges Vénian, Vincent Vermuso, Jean Versini, André Viguer, Roger Villana, Julien Viton, Henri Vogel, Georges Voillard, Robert Volland, Arène Zigrand, Gabriel Dumas, Marcel Humbert, Jean Lachaud, Robert Lafage, Guy Le Cioi, Pierre Petitier, Jean Strady, José Antolin, Louis Boerio, Robert Boisrux de Bragelongne d'Estiville, René Bousser, Martin Borras, Raymond Cusac, Antoine Cara, Francis Cornaille, Alcide Consoy, Pierre Deyrie, Ramon Domenech Martinez, René Etienne, Célestino Gonzalez, Louis Griffault, Georges Guilhem, Edmond Guillemin, René Huss, Pierre Lambert, Lucien Lenormand, Robert Lepers, Jésus Marenello, Eugène Méha, M^{me} Paulette Migot, épouse Perret ; M^{me} Maurice Praly, Ernest Renaud, Marc Samia, Camille Seguin, Antonio Torres-Breces, Jean Trouche, André Valat, tous anciens combattants 1939-1945.

ECOLE SUPERIEURE DE SECRETARIAT
ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Secrétariat de direction

Secrétariat médical

Traitement de textes



40, rue de Liège. Tél. : 367.58.83. M^{re} Liège - Europe - St Lazare

"33" Extra Light.

On peut en boire jusqu'à plus soif.



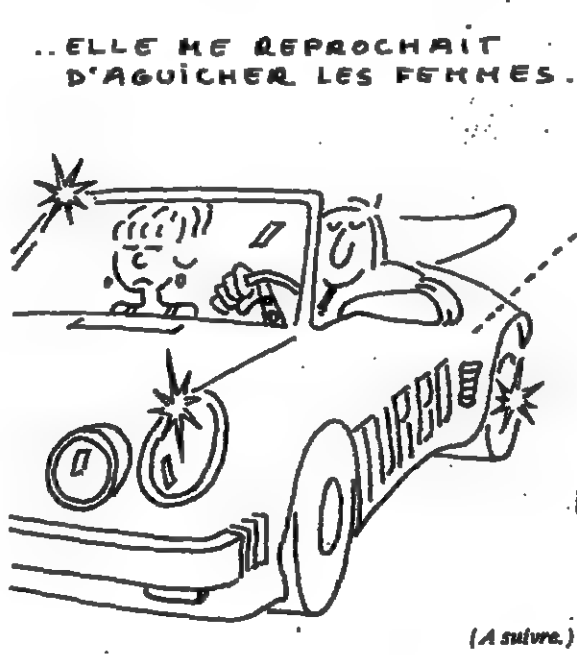
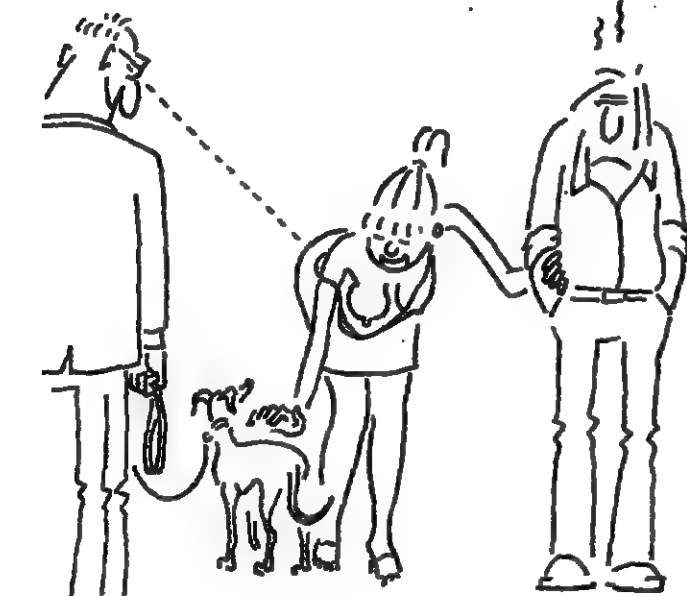
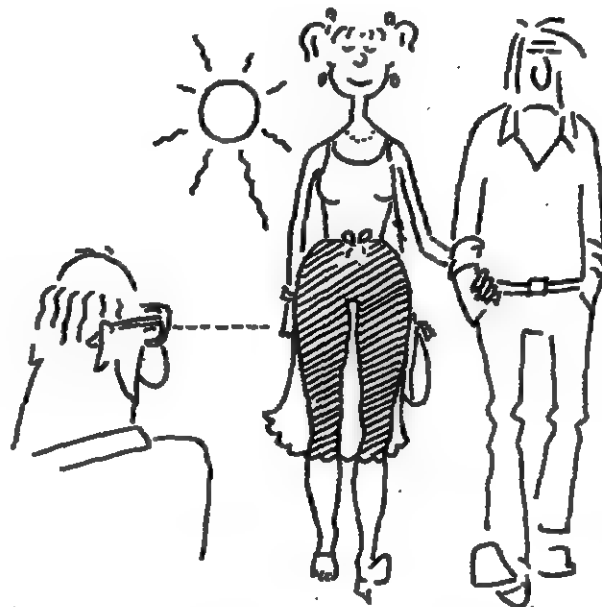
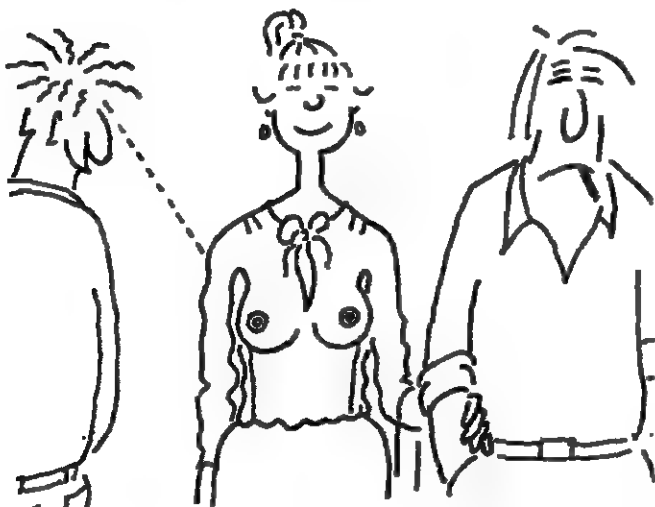
La première bière extra bonne, extra légère.

La "33" Extra Light a une teneur en alcool de 40% inférieure à celle de la moyenne des bières françaises. Elle garde pourtant tout son goût.

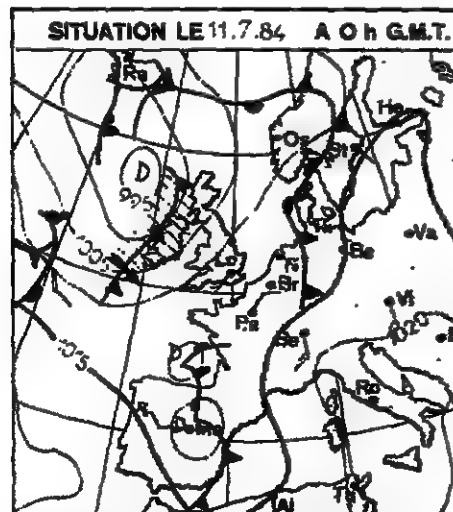
ÉTÉ

Histoire d'Amour par konk

SE LUI REPROCHAIS D'AGUICHER LES HOMMES...



MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 11.7.84 A 0h GMT.

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 11 juillet à 0 heure et le jeudi 12 juillet à 24 heures.

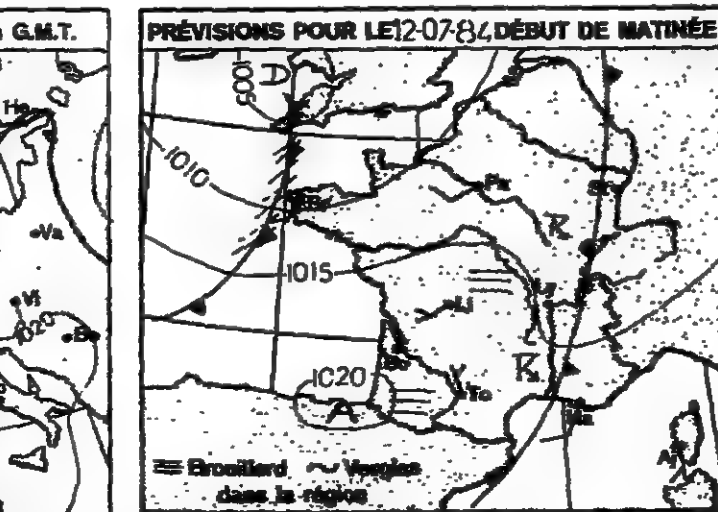
La zone pluvio-orageuse, localement très active, qui traverse la France sera suivie d'une amélioration temporaire avant l'arrivée par l'ouest, jeudi, d'une perturbation atlantique peu active.

Jeudi matin, un temps nuageux et brumeux prédominera sur le pays; quelques ondées orageuses résiduelles seront observées des Alpes au Jura et aux Vosges, et de brèves de brouillard se formeront de l'Aquitaine au Massif Central.

La zone nuageuse et faiblement pluvieuse qui atteindra le matin la Bretagne s'étendra en cours de journée des Pays de Loire au Bassin parisien et au Nord. A l'avant, le ciel sera souvent nuageux, cependant le temps sera chaud, lourd et bien ensoleillé des Pyrénées à la Méditerranée, au sud du Massif Central et des Alpes; un risque de foyers orageux d'évolution diurne persiste sur ces régions. Le temps humide, instable et orageux prédominera toujours de la Lorraine au nord des Alpes.

Les températures en baisse de 4 à 5 degrés sur les régions du tiers nord-ouest seront stationnaires ailleurs, dépassant souvent 30 degrés.

Le vent d'ouest soufflera modérément près des côtes de la Manche.



PRÉVISIONS POUR LE 12-07-84 DÉBUT DE MATINÉE

La pression atmosphérique redouble au niveau de la mer était à Paris, le 11 juillet à 8 heures, de 1010,2 millibars, soit 757 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 10 juillet; le second, le minimum de la nuit du 10 juillet au 11 juillet): Ajaccio, 32 et 18 degrés; Biarritz, 28 et 19; Bordeaux, 30 et 19; Brest, 33 et 16; Brest, 19 et 14; Caen, 23 et 13; Charbourg, 22 et 11; Clermont-Ferrand, 36 et 19; Dijon, 33 et 16; Grenoble-St-M-H., 36 et 20; Grenoble-St-Genès, 31 et 15; Lille, 25 et 15; Lyon, 33 et 22; Marseille, 34 et 23; Nancy, 34 et 17; Nantes, 22 et 14; Nice-Côte d'Azur, 26 et 19; Paris-Montsouris, 31 et 19; Paris-Orly, 30 et 18; Pau, 31 et 18; Perpignan, 23 et 21; Rennes, 23 et 13; Strasbourg, 33 et 16; Toulon, 29 et 15; Toulouse, 30 et 21; Poitiers-PN, 30 et 25.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 43 et 24 degrés; Amsterdam, 22 et 15; Athènes, 28 et 20; Berlin, 33 et 21; Bonn, 33 et 15; Bruxelles, 27 et 15; Le Caire, 32 et 26; Les Canaries, 31 et 21; Copenhague, 25 et 16; Dakar, 29 et 21.

Résumé: Bien que nos héros aient tout pour s'aimer, le doute laisse la place aux soupçons, aux reproches et aux interprétations douloureuses. Ah! Félix qui pouvait rêver d'un amour éternel! (Ce qui peut se traduire par: Heureux celui qui a pu connaître les causes des choses!).

14 JUILLET

Les services ouverts ou fermés

Presse: Les quotidiens paraissent normalement.

Banques: les banques fermées le samedi seront fermées dès le vendredi 13 à 11 h 45 ou 12 heures selon les cas.

Bureaux de poste: fermés. Sauf les guichets ouverts le dimanche, pas de distribution de courrier à domicile.

Grands magasins: fermés toute la journée.

SNCF, RATP, autobus: service des dimanches.

Sécurité sociale: fermé vendredi 13 toute la journée.

Allocations familiales: fermé le samedi. Ouvert le vendredi.

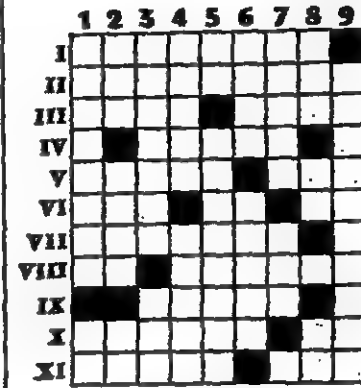
Archives nationales: musée fermé les 14 et 15 juillet. Les salles du public seront en outre fermées du 14 au 31 juillet inclus et tous les samedis de 1^{er} août au 15 septembre.

Musées: à Paris seront ouverts le Grand Palais, le Musée de l'Armée, le Centre Beaubourg, le Musée d'histoire naturelle (Jardin et ménagerie seulement), le Musée de l'Photographie, Marmottan et les Invalides.

Île-de-France: seront ouverts: Chantilly, Compiègne, Malmaison, Rambouillet et Versailles-Vincennes.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3751



HORIZONTALEMENT

1. A force d'ouvrir l'œil, il finit par perdre sa pupille. — H. Corps léger offrant une bonne résistance au feu. — III. Freluche pour fauvet. En cette matière, on ignore de quoi demain sera fait. — IV. Ancien nom d'un Bleu. — V. Vapeur dans les brouillards londoniens. Fertilisateur marocain. — VI. Général qui n'a pas perdu le Nord, mais la guerre. En lice. Note. — VII. Qui a trouvé un abri de fortune. — VIII. Possessif. Agrément ou désagrément, selon le genre de rosier. — IX. Dure à éponger quand elle est sèche. — X. On n'a jamais vu un tel taureau dans l'arène. Cabisme. — XI. Close le bec à des récriminations pueriles. Un seul faux peut en faire faire cent à la maternité.

VERTICALEMENT

1. Peut se vider dans un bar mal famé. Copulative. — 2. Ayant épousé la foi du prophète, il épousa aussi sa famille. Berceau de jumelles réputées. Démonstratif. — 3. Travail de la panne ou de la pousse. Lieu d'élection de la poule du Vert-Galant. — 4. Séparation grammaticale. Vieux blanc d'Espagne. — 5. Cri de joie ou de douleur. Coiffure. — 6. Éléments vitaux des poissons ou source de friture. Attraction ou effet d'attraction. — 7. Les mailles d'un vieux bas de laine. Congé linguistique. — 8. Contre-penser les limites au pays du fair-play. Tout petit Lot. L'agrément d'un Slave. — 9. Unité servant à mesurer le degré de nocivité de certains champignons.

Solutions du problème n° 3750

Horizontalement
1. Tailleuse. — II. Inde. Truc. — III. Mustres. — IV. Irs. Sal. — V. De. Ana. Ob. — VI. Isard. Are. — VII. Tékrent. — VIII. Otavai. — IX. Altes. Th. — X. All. Net. — XI. Se. Père.

VERTICALEMENT

1. Timidité. As. — 2. Amour (synonyme d'amour). Aje. — 3. Idée. Atoll. — 4. Let. Arête. — 5. Tendresse. — 6. Eté. Era. — 7. U.R.S.S. Ana. Ne. — 8. Ru. Aorta. — 9. Scribe. Tuto.

GUY BRAUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 11 juillet:

DSS LOIS
• Sur le développement de l'initiative économique.
• Portant rénovation de l'enseignement agricole public.

DSS DÉCRETS

• Pris pour l'application de l'article 106 de la loi de finances pour 1984 relatif à l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés du fonds de garantie des banques populaires.
• Relatif aux comités régionaux de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi modifiant diverses dispositions du titre II du livre III du code du travail (deuxième partie - décrets en Conseil d'Etat).
• Relatif aux attributions, à la composition et aux modalités de fonctionnement des commissions de l'emploi des comités régionaux de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi et modifiant le décret du 19 septembre 1983.

UN ARRÊTÉ

• Relatif au montant pour 1984 du budget du fonds additionnel d'action sociale concernant les services ménagers pour les personnes âgées.

UNE DÉCISION

• Relative à l'application du régime des prix des produits pétroliers.

PARIS EN VISITES

VENDEREDI 13 JUILLET

• Dans les ateliers d'un tournage d'été, 14 h 30, au guichet du métro Arts-et-Métiers (Maison Ragnouss).
• Quartier Saint-Séverin, 15 heures, 21, rue Saint-Jacques (Bernard Caray).
• La Cour des miracles, 15 heures, métro Bonne-Nouvelle, devant la poste (Pierre-Yves Jais).
• La franc-maçonnerie, 15 heures, 16, rue Cadet (Maurice-Christophe Lasserre).
• Histoire de Paris par la Seine et ses vieux ponts, 15 heures, 15, avenue Victoria (Paris métro).
• Les salons de l'hôtel de Launay, 15 heures, 17, quai d'Anjou.
• Les églises de Lutèce et le quartier Moutonville, 15 heures, sortie du métro Jussieu (Paris et son histoire).

PRIX DE CINÉMA

A VOS PELICULES: Les premières Rencontres cinématographiques de Saint-Laurent-de-Cerdans (Pyrénées-Orientales) seront ouvertes, les 14, 15 et 16 septembre, aux cinéastes qui ont réalisé des films sur le thème « Artisanat et petits métiers vu par le cinéma », dans les formats 35, 16 et Super 8. Elles voudront aux auteurs des prix de 5 000 à 1 000 F offerts par les organisateurs: la chambre des métiers et la ville de Saint-Laurent-de-Cerdans, la direction départementale du temps libre et le syndicat d'initiative.

* Inscriptions avant le 5 septembre à Rencontres-Cinéma, centre technique et culturel l'Espérance, 66260 - Saint-Laurent-de-Cerdans. Tél.: (68) 39-50-66.

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES



LIVRES

Au tour

La tour Eiffel est, pour un étranger, le monument essentiel de Paris. Ainsi le nom d'Eiffel est peut-être le mieux connu dans le monde de tous les noms français et, en tout cas, le plus souvent prononcé, le plus fréquemment lu au dos des cartes postales. Or, jusqu'à l'année dernière, Gustave Eiffel était resté dans les limbes du savoir, inconnu des chercheurs et méprisé, dans une certaine mesure, par les historiens de l'architecture.

Il fallait, pour que fût retrouvé Gustave Eiffel, trois conditions : la reconnaissance de l'architecture et plus généralement des arts du dix-neuvième siècle ; un respect et un intérêt nouveaux pour ce qu'on a appelé d'abord « archéologie industrielle » avant d'accepter le terme plus simple et plus large de « culture technique » ; enfin l'attention du conflit architectes-architectes, les premiers ayant connu l'opprobre que connaissent seuls auparavant les seconds. Il est naturel qu'Eiffel soit le premier rejeton de cette triple évolution, et il est probable que d'autres ingénieurs-construteurs attireront bientôt l'attention et la passion des savants.

La passion, pour Eiffel, on avait commencé d'en mesurer l'effet, voici deux ans à Dijon, puis l'an passé au Musée de la poste de Paris, à travers une remarquable exposition réalisée par Bernard Marrey. L'an dernier aussi, le Musée d'art et d'essai au Palais de Tokyo abritait une exposition du futur musée d'Orsay présentant les archives légendées en 1981 par la famille du constructeur.

Au tour de l'œuvre, et ce sont, simultanément sur le marché, deux livres consacrés à Eiffel, l'un de Bernard Marrey, l'auteur de l'exposition précitée, et l'autre de Bertrand Lemoine. On pourrait se réjouir de pareille affluence et les

deux ouvrages ne faisaient un peu double emploi — l'un portant préface à l'autre, l'autre faisant de l'ombre à l'un — sur le marché encore fragile du livre d'architecture. Car ils doublent non pas médiocrement, bien au contraire ; parce que les auteurs sont parmi les plus érudits qu'on puisse trouver en France. L'écrit venait-on d'écouter sans risque de nuire à l'autre ?

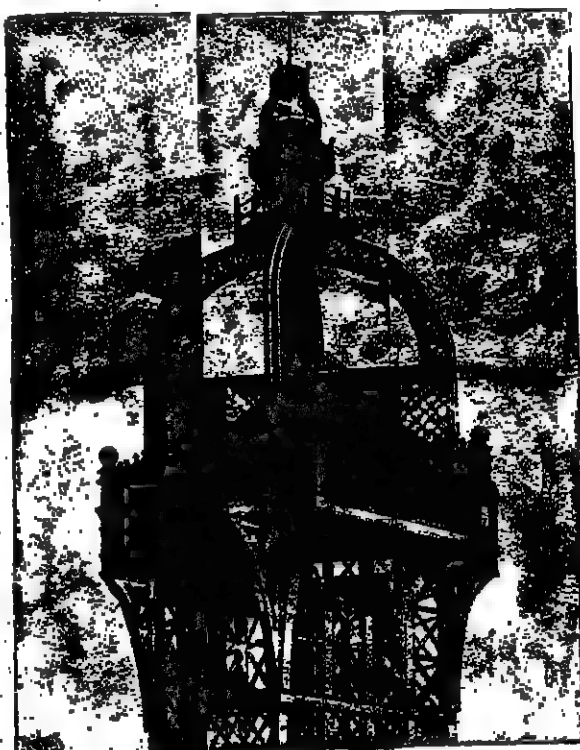
S'il est à y regarder de plus près, assez facile de les départager, il faut alors tenir compte du prix de vente qui se trouve être, pour l'un, exactement double du second.

Le plus cher, ce cher plateau modeste à 128 francs, c'est celui de Bertrand Lemoine, mais c'est aussi et de beaucoup, du double aussi peut-être, le plus soigné (1). Il entre dans une nouvelle collection des éditions Fernand Hazan, « Architecture », qui ouvre ensuite ses pages au Bernin (François Loyer), à Viollet-le-Duc (François Loyer). Une présentation extrêmement claire et lisible, à l'iconographie recherchée, avec le complément indispensable que sont les listes et index en fin de volume. De la même manière, le texte de Bertrand Lemoine est précis, documenté, abonde en détails et en citations, sans jargon et surtout sans jamais verser dans une érudition abusive qui pourrait écarter des lecteurs non spécialistes. Qualité non négligeable,

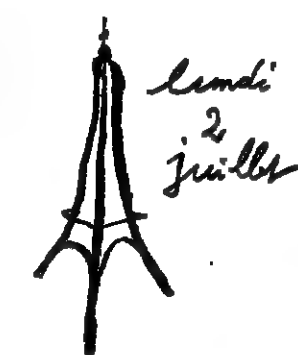
quand on sait que l'auteur, né en 1951, est sorti de Polytechnique, qu'il est architecte et docteur en histoire. On lui doit déjà l'Architecture et les Ingénieurs (Le Moniteur) et surtout une étude très complète sur les Halles de Paris.

L'ouvrage est chronologique. Lui laissant le soin de se résumer lui-même, nous nous arrêtons, au hasard des pages, à quelques détails. L'étude, par exemple, des piles des viaducs de la Sioule et de Neuville, incurvées à la base, et qui ont déjà un goût de tour Eiffel. Le Parisien s'étonne de voir la signature de l'ingénieur sur des bâtiments aussi familiers que le lycée Carnot, le Bon Marché, ou le grand hall du Crédit lyonnais — entre le boulevard des Italiens et la rue du 4-Septembre, — sauvagement altéré il y a quelques années à peine par un décorateur de sous-croquis nouvellement enrichi. A cet égard, il faut rendre hommage à la Société générale, qui a, pour l'essentiel, conservé l'intégrité de sa splendide charpente métallique, quoiqu'elle ne soit pas d'Eiffel. D'Eiffel en revanche, on découvre la règle et le compas dans la structure de la statue de la Liberté, à New-York. La tour, à ce propos, vient d'un être fermée au public et démontée pour être renforcée : nul n'est éternel.

D'Eiffel toujours la coupole de l'observatoire de Nice, l'ensemble du bâtiment étant de Charles Garnier, l'auteur de l'Opéra de Paris. Et le viaduc de Garabit et, bien sûr,



★ Cimetière sur le site de l'ancien. Thiers dit « la colline ».



PARIS vu par... vingt ans après qu'on n'ait pas envie de retrouver la version 1964. Rien de commun entre les deux films. Juste le principe — des courts métrages — et une manière de traiter la ville comme décor narcissique.

Jean Douchet acquiesce un mariage à Saint-Germain-des-Près. Jean Rouch colle à ses personnages Gare du Nord en un seul plan continu. Eric Rohmer enroule une obsession Place de la Concorde. Jean-Daniel Pollet enfonce Michèle Dax et Claude Melki Rue Saint-Denis. Claude Chabrol se joue

d'Eiffel

la tour, dont il repart et rachète l'idée à ses deux ingénieurs Koechlin et Nougier. Le sommet de la tour était occupé par toutes sortes d'instruments scientifiques et de mesure qui légiféraient la survie de cette construction normalement éphémère, et étaient comme des garde-fous symboliques dans la vie de l'ingénieur. Alors même qu'on commençait à monter la tour, en 1884, Eiffel avait vu en effet s'effondrer le tablier du viaduc de la Tardes, lui-même en construction, sous l'effet d'une violente tempête. Il en avait conçu une inquiétude constante, et un intérêt pour l'aérodynamisme qui en ferait un des pères de l'aviation.

Tous ces éléments, on les retrouve évidemment dans l'ouvrage de Bernard Marrey, en plus condensé, les éléments de la vie l'emportant en général sur les questions techniques. Ce petit livre est comme la version poche du précédent. Mais il faut noter que, à peu d'exceptions près, les illustrations des deux ouvrages sont différentes et se complètent ainsi pour qu'il y ait de l'exhaustivité. Bien que l'éditeur de la version Marrey, au titre monumental (2), s'intitule Graphite, les reproductions sont d'un noir aléatoire, peu lisible en regard de l'autre version. C'est un livre qu'on peut donc laisser traîner sur les plages, quand l'autre doit rester propre pour l'édification de la bibliothèque.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

(1) Bertrand Lemoine, *Gustave Eiffel*. Ed. Fernand-Hazan, 136 pages, 128 F.

(2) Bernard Marrey, *La Vie et l'œuvre de Monsieur Gustave Eiffel*, ingénieur qui construisit la statue de la Liberté, le viaduc de Garabit... Ed. Graphite, 112 pages, 64 F.

une farce bourgeoise sardonique *Chaussée de la Muette*. Pour Jean-Luc Godard, Albert Maysles filme un malentendu amoureux, *Montparnasse-Levallois*.

Dialogue, son, audace. Bonheur romanesque, jeu et tournis. Certaines images datent plus que d'autres, et la misogynie est d'époque. On se laisse prendre à chaque histoire.

Montparnasse-Levallois est un prodige technique, et humain puisé c'est Godard. On attrape juste ce qu'il faut de voix dans un vacarme de tête, la caméra est d'une souplesse diabolique.

Le soir, à la télévision, *Le rouge est mis*, de Gilles Grangier (1957), avec Gabin, Girardot et Jolie. Et Ventura, qui joue encore les méchants faire-valoir, avant de régner, force compacte, sur les polars à la française victimes d'ankylose. Gabin endosse son rôle comme son pardessus, mais quand il se fait gifler par sa mère, il n'essaye même pas de sauver la situation : il est trop bon acteur, il sait que ce n'est pas possible. Assistants-réalisateurs : Jacques Dreyer (ça donnera *Le Papillon sur l'épaulé*), et Jacques Rouffio (ce sera *Le Sucre*). Chaque génération se transmet ainsi le cinéma comme artisanat.

Après, sur la chaîne d'en face, une production INA : *Camping*, par Dominique Gros. Des Français en vacances et sans stress, en liberté et pourtant parqués. Et puis elle, cinéaste maniaque de la vie, qui lutte pour qu'on reste détendu en sa présence. Elle enregistre l'abandon, on la réécoute qui contracte légèrement les attitudes, comme une milchoire qui se retient de mordre.

On comprend ce qui manque dans les films en général : toute une complexité de sentiments contenue en un seul geste. Dans les vrais dialogues de *Camping*, il y a ces chevauchements de la parole, ces presque redites, ces mécanismes que le cinéma réaliste ne veut pas entendre et que Godard (et Rivette) avait bien repérés.

La poésie du langage et du son, technique où l'on ne semble pas avoir envie de progresser à l'heure d'aujourd'hui, on la repère chez Chantal Akerman. De tous les auteurs rassemblés par *Paris vu par... vingt ans après*, c'est le plus novateur. Charmant exercice de style au rythme de « J'ai faim, j'ai froid », égrené par deux innocentes à Paris, son film a cependant le défaut du genre : clos, systématique, alors que *Rue Fontaine* par Philippe Garrel est ouvert et respire — essentiellement par la grâce de Jean-Pierre Léo et son long monologue.



Goût de vacances dans Paris. Cocktail exotique au Pupillin. Un ami me raconte qu'au concert Dylan, dimanche, « il y avait tous les lycées des environs, pas beaucoup de vieux comme nous, même pas des babas cool à cheveux longs, ils ne connaissent pas les chansons, confondaient Dylan avec les autres, ne participaient pas. Je me demande encore pourquoi ils sont venus, à la fin tout le monde est reparti, tête baissée, sans se regarder ».

Une semaine à Paris

La tour de Babel dans la Cour des miracles

Il y a Chagall au Centre Georges-Pompidou, il y a Raymond Depardon au Studio des Ursulines. La Cinéma-thèque entame à Chaillot le second volet de sa rétrospective japonaise. Il faut se faire une idée des Noces de Figaro au Festival Mozart. Cette semaine-là, rock et jazz jalonnent aussi le parcours obligé du Parisien modèle. Le Parisien moyen, qui n'a jamais le temps de rien, passe à côté.

Vu les dernières photos de Dominique Auerbacher, sur la Hongrie. Des intellectuels, des artistes, chez eux, des murs de livres et des portraits de famille, différents détails de confort ou de solitude. Sentiment d'être devant un trésor. Rien à voir avec la mode, avec l'intérêt gourmand des gens de l'Ouest pour leurs nouveaux pauvres, les gens de l'Est.

Elle s'est aussi rendue en Allemagne de l'Est. En a rapporté des cours d'immeubles. Les murs sont tavelés, ruinés, misère grise. Debors on aux fenêtres, seuls on saisis en groupe, les habitants s'exposent sereinement à la passion du photographe. Ils sont là chez eux, ils sont parfaitement « quotidiens » et pourtant attachés à l'espace, découverts mais sans trahison.

Ces images forment un ensemble, il se passe de commentaires et sera bientôt exposé dans une galerie. Pour la Hongrie, c'est différent. Dominique Auerbacher a besoin de repartir là-bas continuer son travail, qui est essentiellement la matière d'un livre. Elle a reçu pour cela une bourse du ministère des relations extérieures ; qui, à présent, hérite à la laisser reprendre le chemin de Budapest et essaie de lui faire changer de cap, vers une contrée plus ensoleillée. Comme si vouloir décrire la Hongrie, pays passionnant s'il en fut, c'était perdre son temps et son talent.



Il est des jours fatigués qui vous conduisent vers le sommeil ou le cinéma, c'est pareil. Alors, négligent, on aboutit au *Bounty*. Le bateau est beau, les figurants sont en nombre suffisant. Beaucoup d'argent et beaucoup d'eau, et rien, l'impression que ce genre de film est programmé comme la musique du même nom. Anthony Hopkins (Bligh) a des scènes musclées, mais Mel Gibson est un mutin de salon.

Ce n'est pas désagréable, mais trop lisse. Il y a exactement une semaine, c'était pareil avec *Les Moissons du printemps*. L'été 1983 nous avait offert le premier film de Richard Benjamin, *Mais où est passée mon idole ?* Le voilà vendu. Écrite histoire d'adolescents. En 1942, en Californie. Et ils vont partir pour la guerre, et c'est leurs premières filles, premiers émois, premiers déboires. Quelques trouvailles dans le scénario : le père du héros est fossoyeur, le héros travaille dans un bowling, du côté de la trappe aux quilles, ce qui nous change.

Ce qui nous changerait encore plus : une lame de fond. Qui ferait revivre des polémiques, qui piraterait la programmation des salles, le mercredi après-midi.

Les élèves de l'IDHEC, ceux de deuxième année, ont montré leurs travaux. « Non-fiction » obligatoire, sujet libre. Remarqué au passage *Quartz de siècle*, de Pascale Risteucci, quatre filles, des têtes jamais vues, des déguisements, des mots nouveaux, de l'innocence. Déjà les enfants de *Paris vu par... vingt ans après*, qui ne s'entendraient bien qu'avec leurs grands-parents.

CLAIRE DEVARREUX.

(Lire la suite page 14.)

Une semaine à Paris

(Suite de la page 13.)

Dans un entretien avec Jean Doucet et Barbet Schroeder, à propos de la version 1984, Philippe Vézant (version 1984) conclut : « Nous, on est pris entre vous et les vidéo-clips, on est une espèce en voie de disparition. Vous êtes en plein essor industriel et en lutte. Nous, on essaie de durer, de résister. »

Agacement tombé d'un coup en lisant ça. Espoir que tous les jeunes cinéastes - Français ou non - accablés dans l'impasse, tournent sans l'argent qu'ils ne trouvent pas. Inventent les moyens techniques de cette révolution qui a eu lieu dans les années 50. Outre un remarquable article de Jean Collet (« Une affaire de morale »), le dossier récemment publié par Jean-Luc Douin (« La nouvelle vague vingt-cinq ans après ») est d'une étonnante actualité.



Visite rapide rue Berryer. La Fondation nationale des arts graphiques et plastiques propose Charles Estienne et l'art à Paris 1945-1960. Estienne, né en 1908, mort en 1966, critique à l'art de la guerre, art aujourd'hui, Combat, l'Observateur, les Lettres françaises.

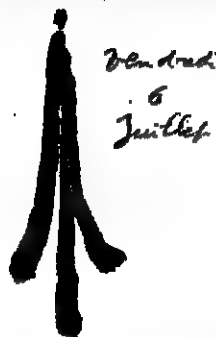
Vingt ans de choix, les parties qu'il a pris, avec humeur, ardeur. Il revendiquait, nous dit le catalogue, le droit d'être « partial, passionné, politique ». Salut à Bendaïre. « Au jugement universel, je répondrai au créateur de mes fesses quand il fera l'appel final : Estienne ? Présent. Profession ? Homme de mer. Comment ? Météorologue, critique d'art, abstraction, tachisme, etc. ? Erreur, erreur. Homme de mer. Homme de mer, de vent, de musique, de poésie. »

Revenir à l'exposition après avoir lu le catalogue.

Fin de la journée, inauguration d'un petit immeuble (HLM, vingt-cinq logements), rue de Domrémy, dans le treizième arrondissement. MM. Quilès et Toubon viennent de passer. En vis-à-vis d'une école maternelle III^e République, une façade qui lui fait des câlins d'œil.

Sur la rue, plein sud, le bâtiment est quadrillé. Rectangles vides ou pleins, quelques balustrades qui renvoient aux fenêtres de l'école, et des croisillons de petit pavé. Un escalier central, et des couloirs qui entourent les appartements. Deuxième entrée des logements côté cour. Là, ils donnent sur un mur dont on gardera l'histoire : trace des immeubles et des habitants passés, vestiges de carreaux de cuisine ou de papiers peints, lambeaux que l'on couvrira de bleu. Effet d'eau, bleu qui se retrouve ici et là dans l'immeuble, œuvre des coauteurs de l'Institut du monde arabe (Architecture Studio). L'un d'eux, Martin Ro-

bain, fait visiter avec une gaieté d'enfant content. Cette même gaieté qui anime la façade mouvementée.



Nadia (cinq ans) écoute une dernière fois son disque de Dorothea, avant de partir avec sa grand-mère pour un tournoi de chevalerie, aux arènes de Lutèce. J'emporte les parents voir Pinot simple filie, vite du bon-office Paris-province, film dont ils n'ont jamais entendu parler. L'idée : rire dans une salle pleine des Boulevards.

Les Boulevards sont pleins. Mais la salle, loin de l'être. La file d'attente est devant A la poursuite du diamant vert.

Pour Pinot, des couples (la trentaine). L'assistance, surtout des femmes, répète après les acteurs les expressions quand elles sont un peu grossières. Pinot est bon enfant, Gérard Jugnot a quelques bonheurs : il s'avele une bière (« toujours pendant le service »), d'arme d'une antenne de télévision (« Pinot, rendez l'antenne »). A retenir : là où il habite, c'est « la tour de Babel dans la Cour des miracles ». Le meilleur gag est sans doute celui de la valise, devant une ambassade, abandonnée précipitamment par un monsieur entraîné par son chien. Deux personnes comprennent tout de suite, la salle rit de les entendre rire, et n'appréhende ce qui se passe que lorsque le plan est explicité. Adrien (dix ans) voulait voir Pinot ou A la poursuite du diamant vert. Le premier, sa mère n'a jamais voulu. Le diamant vert va faire une belle carrière estivale.



Pour la mission photographique de la DATAR, qu'il dirige avec Bernard Lutz, aujourd'hui délégué général à la Cinéma-thèque, François Hers parcourt « les paysages de la ville ». Il sillonne les rues de Paris en jeep. Le pied de l'appareil est posé sur une plateforme, l'objectif passe au-dessus de la mêlée automobile. Les ! Hers est parti pour le Festival d'Arles.

A 15 heures, visite organisée par l'association Paris et son histoire.

Rendez-vous au métro Blanche. « Le conférencier est souffrant », ce qui n'est pas habituel, précise un habitué. C'étaient « Jardins, passages et boutiques insolites de la Butte Montmartre ».

Rien d'autre à faire que de marcher. Les touristes se reconnaissent à leurs pieds intelligemment chaussés. Rue de Rivoli, on a besoin de la fraîcheur d'un musée. Celui des Arts décoratifs abrite la plus séduisante exposition qui soit : « Sur invitation ».

« Pour éviter le piège du marché et des modes qui font et défont les réputations en l'espace d'une génération - et l'on sait qu'une génération ne dure guère plus de dix-huit mois, - j'ai pensé reprendre les noms d'artistes qui ont été reconnus et même choqués et souvent aussi vite oubliés depuis 1960. » Confrontant jeunes et « presque anciens », François Mathy présente ainsi ses invités.

Le critique ? « Une vision de la peinture moins rhétorique, mais essentiellement picturale, sensible, sensuelle, c'est-à-dire qui a du sens. »

Le sentiment - pas trop - comme objet de l'art.

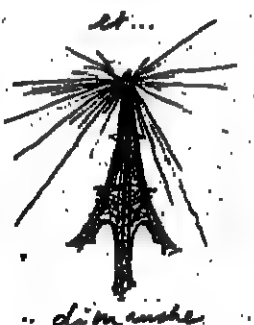
Parcourez les grands et hauts espaces, où la tapisserie se marie aux toiles, où le noir et le blanc cèdent la place aux violents enchevêtrements. Autant d'œuvres, autant de fenêtres, ou de gouffres, de l'air, de la lumière, ou des angoisses tremblantes. Une promenade d'une beauté qui réconforte, comme si, pour une fois, le profane avait droit d'entrée. On ne l'accable pas de son ignorance, il n'a qu'à se servir, et rejeter les horreurs à son goût.

Square Jean XXIII, deux cornues-museaux. Pont de l'Archevêché, un orgue de Barbarie et des chansons de rue pour Amnesty International. Place du Marché Sainte-Catherine, Festival du Marais. De jeunes acrobates sans fillets ni trappes, vivrotaillant en sol, font de la voltige avec une simple corde suspendue au portique.

« Cette nuit, on leur a mis en pièces leur matériel. Ils font la manche pour le rembourser. Ils ne font que des spectacles dans la rue : des baladins, on appelle ça. » Rue Caron, la propriétaire du petit café veille sur eux.

Plus tard, toujours pour le Festival du Marais, Jef Caila et son ensemble ouvrent le bal avec un pasodoble. Quatre clochards se sont mis aux premières loges. Tout le monde arde, pipelettes et trémolos, enfants et amoureux de treize ans, voyons narquois et paisibles voisins.

Il suffit qu'un danseur andalou se lance, et le tour est joué, laissez-les. Le théâtre n'attend pas. En ce jour d'été parisien, Raymond Queneau est chez lui. Danielle Lebrun, Jacques Seiler et Jacques Boudet ont repris leurs Exercices de style. Miracle de cabaret, plaisir pour tous : surprise ! il y a encore des places.



Fermmez les volets sur le soleil. Et récapitulons.

CLAIRE DEVARNEUX.

★ LUNDI : Paris vu par... vingt ans après, présenté à Cannes (le Monde du 15 mai). Paris vu par, 1964 : Olympia, 14^e. - MARDI : Pupilla, rue Notre-Dame-de-Lorette, 9^e, ouvert tout l'été, sept jours sur sept, jusqu'à 2 heures du matin. - MERCREDI : le Bouquet et les Moissons du printemps (voir les exclusivités) ; la Nouvelle Vague vingt-cinq ans après : éditions du Cerf, coll. « Septième art », 88 F. - JEUDI : Charles Estienne, 11, rue Berryer, jusqu'au 2 septembre ; HLM, 14-16, rue de Domrémy, 13^e arrondissement. - VENDREDI : Pinot simple filie (voir les exclusivités). - SAMEDI : DATAR, bulletin réalisé par la revue Photographies : « Sur invitation » : 107, rue de Rivoli, jusqu'au 17 septembre ; Festival du Marais : jusqu'au 13 juillet ; Exercices de style : Théâtre Montparnasse, jusqu'au 28 juillet.

La tour de Babel dans la Cour des miracles

« DESSINS ET SCIENCES » AU PAVILLON DE FLORE

A nous la liberté !

QUAND les hommes se piquent de science, ils se toquent en même temps d'extravagance, ils restent ou redevennent des enfants, ils continuent de jouer. Ils se déguisent en toupies pour creuser sous la terre, et en grenouilles pour aller sous les mers, ils gonflent des ballons un peu plus que de raison et les dirigent vers la lune, ils captivent le feu, ils fabriquent la lumière, ils délient les fleuves, ils suscitent des noyades pour être les plus braves sauveteurs, ils embrasent des landes pour pouvoir mieux les éteindre, sous prétexte d'orthopédie ils inventent de nouvelles tortures, ils rêvent de guerres et de prophètes qui dédommageraient leurs invalides, ils volent des cadavres, ils déplaient des pieuvres, ils crocifient des serpents, ils mesurent le temps et toutes sortes de longueurs invisibles, ils collectionnent les sphinxes, épinglent les rats volants et hypnotisent des éléphants pour dessiner l'intérieur de leurs trompes, ils accouplent des arbres ou des animaux ennemis pour créer des monstres, ils cherchent l'élixir bleu phosphorescent de la queue du homard, ils composent sur papier des bouquets de éléments, ils capturent dans une chambre obscure des portions de paysages et des fragments de lumière, ils voyagent vers les lieux où la terre menace de trembler, ils convoient le foudre et chatouillent les volcans. Les champignons des épreuves usées ajoutent aux cieux des cyclones des mouchetées étoilées, des zébrures de tornades, des éclipses.

Comment résoudre la surdité ? Au dix-septième siècle, le Père Sébastien Truchet propose des oreilles artificielles. Comment avancer sous l'eau ? Un anonyme du dix-huitième siècle propose un gros espadon en acier, avec des hélices, des cornes et des hublots pour laisser passer les mains qui brasseront l'eau en même temps. A la même époque, François-Jacques Delannoy invente des

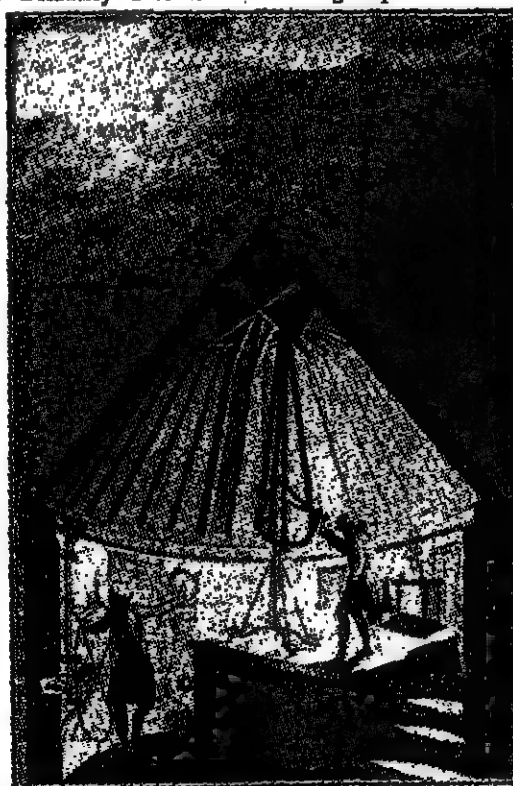
« instruments pour l'éducation des enfants » : leurs membres inférieurs seront enfermés dans un panier-cloche surmonté d'une tige flexible qui suspendra à hauteur de vue, mais non à portée de main, quelques fruits que l'enfant tentera d'attraper, faisant ainsi avancer le panier autour d'une circonférence ; tel autre bannin sera ligoté par un fort ruban rouge dans une petite nacelle grimpée sur une table haute

pour l'empêcher de faire des bêtises. Dans un « hôpital pour les enfants abandonnés », le même chariot qui tournera sur rail autour d'une roue mue par deux canonniers. Dans un autre ordre d'aberration, Charles Le Brun compare l'homme et l'ours, ou le lion, et marie leurs profils.

Documentaliste au cabinet des dessins du Louvre, Madeleine Pinault a pioché dans ses propres réserves, mais elle a aussi trouvé des merveilles - souvent anonymes - dans les différentes archives de l'Ecole des ponts et chaussées, de l'Académie des sciences, des bibliothèques Mazarine et de l' Arsenal, du Musée des arts et traditions populaires, de la bibliothèque de l'Observatoire. L'art perce souvent dans ces documents : dans une branche de crinoides dessinée par Guillaume de Favos au dix-septième siècle, ou dans un dessin de Cocone, charnelles, mouche et papillon météorologiquement détaillés par Herman Henstenburgh. L'affiche de cette belle exposition a été prise, dans un album du dix-huitième siècle, à un anonyme, délicieusement coloré qui montre deux petits marquis aux perçoirs surabondants et poudrés s'adonner aux plaisirs de l'astrologie sous la coupole tourmentée de l'Ecole militaire : une mince échancrure de ciel ouvre dans la charpente un jet d'étoiles filantes.

HERVÉ GUIBERT.

★ Dessins et sciences dix-septième-dix-huitième siècles - Musée du Louvre, Pavillon de Flore, jusqu'au 24 septembre. Catalogue : 65 F.



★ Touk tourment de l'Observatoire de l'Ecole militaire à Paris (Anonyme, XVIIIe siècle).

SELECTION

CINÉMA

Festival de Prades

Vingt-cinquième anniversaire de la manifestation... et de François Truffaut au cinéma : il viendra lui-même présenter une large sélection de ses films, tandis que le public pradois, réputé cinéphile, découvrira de nouveaux films de nombreux pays (du 15 au 23 juillet).

- ET AUSSI : Bush Mama, d'Hailé Gériama (entre l'Ethiopie et l'Amérique noire). A la poursuite du diamant vert, de Bob Zemeckis (les aventuriers n'ont qu'à bien se tenir). Les Années déclin, de Raymond Depardon (vingt ans de photographie, et un portrait de l'auteur par Jean Rouch). La Condition de l'homme, de Masaki Kobayashi (marathon man).

THÉÂTRE

« Dialogue » à l'Atelier

La reprise à l'Atelier, jusqu'à la fin juillet, du Dialogue aux

enfers entre Machiavel et Montresquiou, de Maurice Joly (le Monde du 15 juin 1983), jouée oratoire de haut vol entre François Chamma et Michel Etcheverry.

MUSIQUE

De Tours à Aix

Après une longue période d'hibernation, le mélomane estival possède un don d'ubiquité sans lequel les réjouissances multiples qu'on lui réserve resteraient lettre morte.

A Tours, tout d'abord, où les Dixièmes Semaines musicales réunissent l'élite des artistes envieux : le quatuor Borodine jouera Beethoven le 12, Borodine, Mozart et Schumann le 14 ; le violoniste Boris Goumnikov donnera un récital le 16, puis le pianiste Yevgeni Malinine se fera l'interprète de Chopin le 17 ; les concerts se succéderont ainsi jusqu'au 31 juillet.

Les amateurs d'art lyrique ne manqueront pas d'aller décou-

vrir la Finta Giardiniera du jeune Mozart à Aix-en-Provence (les 16, 23, 26 et 28 juillet). Enfin, les curieux auront trois concerts (les 18, 24 et 28 juillet) à l'Opéra de Nice pour découvrir qu'il existe au Brésil, depuis Nanees Garcia (1767-1834) jusqu'à Villa Lobos et plus avant, une musique classique, romantique et moderne qui mériterait d'être mieux connue.

DANSE

Spectacle Stockhausen à l'Opéra-Comique

Après les soirées de ballets contemporains en décembre dernier, le ballet de l'Opéra présente un programme entièrement réalisé sur des musiques de Stockhausen : Chant des petits gosses, de Rudi Van Dantzig, monté en 1978 par le Het Nationale Ballet, GV-10, où Karole Armitage violente la danse académique, mais subit

Stockhausen, Genus, de Dany Crossman, chorégraphe américain installé à Toronto.

EXPOSITIONS

Du Nigéria à Schiaparelli

On part en Afrique avec l'un des plus surprenants et des plus attachants expositions d'art non occidental que Paris ait depuis longtemps accueillies : « Trésors de l'ancien Nigéria ». C'est une autre clef, et en fait une clef indispensable, pour la connaissance de l'art africain, dont l'esthétique, pendant quel que temps, n'eut rien à envier

aux canons de nos civilisations classiques. (Grand Palais.)

L'Asie, c'est un échange d'art contemporain entre Tokyo et Paris : « 8 plus 8 », c'est-à-dire huit galeries françaises qui exposent des créateurs japonais, tandis que huit galeries japonaises accueillent leurs homologues français.

L'exotisme, ce sont les franges d'Elis Schiaparelli, grande prêtresse d'une des plus célèbres maisons de couture de Paris, morte en 1973, qui savait, avec un art consommé de la surprise, emprunter à tous les espaces et à tous les temps de la création l'inspiration de ses collections. (Pavillon des Arts.)

Le Monde Informations Spectacles 281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservez et prix préférentiels avec la Carte Club

aix
FESTIVAL D'AIX
13 Jul/1^{er} Août
Il Barbieri di Siviglia
Rossini
La Finta Giardiniera
Mozart
17 Concerts/Récitals
Location : (42) 23.37.81
Envoyez programme sur demande

FLORENCE - PARME - ROME - FLORENCE - MILAN

Dessins à suivre

UN journal de la péninsule tirait récemment : « Le plus grand musée d'Italie est celui des œuvres volées ». On compterait plus de cent soixante mille statues, tableaux, pièces d'orfèvrerie, piliers à droite et à gauche. On se demande bien sûr ce que deviennent ces objets. Beaucoup finissent dans des collections privées, mais beaucoup aussi dans des musées. Pour d'autres, il faut admettre qu'ils sont la proie de la fraude internationale. Les collections de la ville de Florence, par exemple, ont subi de graves pertes. Les œuvres de la ville de Florence, par exemple, ont subi de graves pertes. Les collections de la ville de Florence, par exemple, ont subi de graves pertes.

Quelqu'un en tout cas a su tout mettre en œuvre pour retrouver et ramener au pays les œuvres volées par les dirigeants nazis. Rodolfo Siviero, qui vient de mourir. Une exposition située à l'étage du Palais Vecchio de Florence présente cent cinquante œuvres « retrouvées » par le brillant diplomate, dont les méthodes originales, proches du roman policier, ont parfois surpris. Mais le résultat est important, ne serait-ce qu'en raison de grands morceaux : le *Discobolo*, d'une collection romaine; *Pygmalion*, de Braccio; etc. Il s'agit maintenant de savoir si ces œuvres pourront former à leur tour un musée.

Dans le même palais communal de Florence, qui, comme on sait, abrite toujours, à l'enseigne du lynx rouge, les services municipaux, l'histoire semble prise de montrer périodiquement quelques groupes de dessins de Léonard de Vinci, choisis parmi les prestigieuses collections de la couronne d'Angleterre conservées à Windsor.

Il y a cinq ans, d'ailleurs, les dessins d'anatomie. Cent six, cinquante études de chevaux qui appartiennent à toutes les étapes de l'activité de Léonard : cavaliers pour le cortège de l'Épiphanie (vers 1482); des cavaliers galopants en grimaçant pour la *Bataille d'Anghiari* (1504-1505); projets de monuments funéraires pour le Sforza, pour la condottiere Trivulzio. On a dit avec raison que pour Léonard le cheval, l'homme; il l'analyse; il en fait un symbole des « passions ». Dans les salons du premier étage règne l'éclairage tamisé qui convient. Le commentaire savant est assuré dans le livret du catalogue par C. Pedretti

et J. Roberts (jusqu'à la fin de septembre).

Traversant l'Apennin, on dépassera pour une fois Bologne sans s'y arrêter afin de rejoindre Parme, qui offre une exposition de qualité avec cent trente dessins des années 1510-1530 (déjà présentés à la Galerie Nationale de Washington). Les stendards fervents y trouveront de beaux exemples de ce qui en art plaisait par-dessus tout à l'auteur de la *Chartreuse* : Corrége, présent ici



* Le Corrége : Tête de guerrier, original.

avec quelques dessins, la plupart à la sanguine, l'indus, l'argente, et tout à fait différents de la manière toscane soucieuse des contours. Il reste peu d'études du peintre, qui, manifestement, ne préparait pas ses compositions à l'aide de schémas graphiques très poussés : ses notations sont trop souvent des suggestions.

Les feuilles qui lui reviennent n'ont d'ailleurs pas toujours été faciles à identifier; seule la relation précise avec une œuvre connue fait ici, comme pour tel petit motif dessiné à l'encre sur la *Camera di San Paolo* (l'appartement de l'abbaye plénière et savante, dont le décor a fasciné R. Longhi par sa grâce et E. Panofsky par sa herméneutique) : un merveilleux dessin monumental aux figures superposées était donné à Augustin Carrache avant que l'on

n'y reconnût une étude pour le chœur de Saint-Jean l'Évangéliste : un autre encore avec des figures encadrant des médaillons, qui trahit une forte dépendance à l'égard de Michel-Ange, a été fait pour la cathédrale et sa coupole géante, multicolore, peuplée de figures sur les murs.

Après Corrége, qui meurt en 1534, le Parmesan, un autre héros séduisant et inventif au possible, disparu trop tôt à trente ans, en 1540. Les amateurs de pur dessin, de l'équilibre graphique et du raffinement qui permet l'écroulement de la sanguine ou la ligne de lavis, savent que le « chic » et un charme sans pareil régnent dans ces pages vives et enlevées. Tout est résumé ici en vingt pièces : la naissance du décor « inversé », pour l'église voisine de la *Strozzi* — où les figures portées de la voûte deviennent l'essentiel; — les nus longilignes que diffuse la gravure, etc. Vingt dessins de haute qualité, à une ou deux exceptions près, venant de New York, Chatsworth, notamment, le Louvre n'ayant pas prévu.

Ces dessins sont disposés en longues files dans les salles vides et mes du palais robati de la Pilotta (jusqu'au 15 juillet). L'ambition des auteurs, Diane Degrazia et Eugenio Riccomini, était aussi de témoigner par l'adjonction d'autres artistes du succès des deux maîtres. Si l'on aperçoit bien ce que Corrége doit à Parmesan et à Pordenone, par exemple, dans tel dessin décoratif à Corrége, si la relation est claire pour Niccolò dell'Abbate et Primaticcio, qui entrent ici comme dans une fête sonriante du maniérisme, elle est beaucoup moins évidente dans d'autres cas. Mais, en battant le rappel des Émilien du Cinquecento, on a réuni un ensemble éloquent et vigoureux à souhait d'un peintre singulier : Lele Orsi, qui ramasse avec force ses formes tasses en raccourci. Cela dit, il n'est pas possible d'ignorer l'émancipation des deux grands maîtres au milieu du siècle. Leur apport sera accueilli une génération plus tard par Barroche et les Carrache. Mais ils n'occupent plus le premier plan. Ils seront à redécouvrir au XVIII^e siècle, et avant tout le voluptueux Corrége, pour les délices des « âmes sensibles », des amis de Stendhal.

ANDRÉ CHASTEL

La mission thérapeutique

L'ITALIE restaure beaucoup et depuis toujours. En fait, depuis l'antiquité, on n'a jamais cessé de remonter les murs, de rafraîchir les décors. On est souvent intervenu à Rome, à Milan, à Florence, au cours du siècle dernier. Après quelques bonnes polémiques, les méthodes sont devenues plus respectueuses qu'autrefois, moins préoccupées de restaurer l'œuvre « telle qu'elle était », comme si le temps qui venait tout n'avait pas passé sur les couleurs et sur les structures. Aujourd'hui, on est surtout soucieux d'éliminer les repeints et les embellissements abusifs, qui n'ont jamais manqué. Autrement dit, pour les ateliers modernes, comme celui du fameux Restauratore (dirigé maintenant par le professeur U. Baldini), connu des artisans agrés par les surintendances, la restauration consiste plutôt maintenant à éliminer les effets des restaurations antérieures; c'est une antirrestauration en acte. On peut s'en rendre compte en parcourant la péninsule pour apprécier les résultats.

Trois chantiers spectaculaires sont en cours. L'un à la chapelle Sixtine, mais il faudra attendre quelques bonnes années (1986 ou 1987) pour faire le bilan de cette opération exceptionnelle qui restitue un Michel-Ange « inédit », maître d'un couleur claire totalement inventée, et oblige à réviser l'histoire de la peinture en Italie vers 1510-1520. L'autre concerne la chapelle Brancacci, à Santo Spirito de Florence, où il s'agit de « rafraîchir », c'est-à-dire de dépoussiérer, de dégrader le cycle illustre de Masaccio et Masolino complété par le plus tard par Filippo Lippi. Là aussi, il y a lieu d'attendre la fin des opérations qui amèneront des surprises, car on a toujours besoin de mieux déterminer ce qui revient exactement aux trois maîtres. On a donc affaire à de grandes actions hardies sur les chefs-d'œuvre les plus célèbres; au surplus, comme l'a fait le Vatican à Rome, l'État italien admet à Florence le principe de la « sponsorship », c'est-à-dire le financement extérieur ou total par une affaire privée. La firme Olivetti a

permis, en effet, l'opération Masaccio.

Mais il y a plus. A Milan, le Cenacolo de Sainte-Marie-des-Grâces, miraculeusement sauvé des bombes de 1944, est de nouveau sous les échafaudages, les ponts, pour le dire en italien. Toujours grâce à Olivetti, on y tente, sous la direction du surintendant, le professeur C. Bertelli, une opération réputée « impossible » qui dure depuis un an et demi et demandera encore autant. Comme le Cène de Léonard de Vinci est — après *Mona Lisa* — l'ouvrage le plus commenté, le plus admiré, d'un des princes de la culture, toutes sortes de craintes se sont exprimées et ont mis en doute le bien-fondé d'une nouvelle intervention, la vingtième au moins depuis 1517, où il fallut déjà soigner l'épidémie picturale en mauvais état de la noble composition qui fascine Goethe (à partir des gravures).

Nettoyage des œuvres

Après l'effondrement des murs adjacents, pendant la bataille de 1944, il a été possible d'assainir durablement les parois. Les causes d'altération ayant disparu, on a pu nettoyer les trois lunettes, les trois arcs de cercle qui surmontent la large bande scénographique de la salle fictive où se déroule la table sainte, aux plus impeccables. Les couronnes de feuillage retrouvées autour des figures marquent certainement à Léonard.

Quant à la Cène elle-même, cette frise qui s'élève dans une longue ondulation les cent trente doigts incroyablement actifs des trois acteurs, composition serrée tout en jeux de mains, elle offre une horrible surface : rugueuse, grumeleuse, due à l'altération de la texture et à l'accumulation des repeints qui se sont achetés sur les visages et sur les draperies, les morceaux célèbres. Le travail infatigable, lenticulaire, confié à la dottoressa Brambilla, consiste

à enlever au scalpel le peu des croûtes. Des couleurs instantanées sont repolies : un bleu pur sur le saint Matthieu à droite, les liserés bleus en point d'Assise sur la trame verticale de la nappe, des ourlets de lumière sur les « natures mortes » du couvent. Evidemment, on ne retrouve que des fantômes : des taches doucement nuancées, dessinant des silhouettes comme si les figures s'élevaient fondues dans le mur.

Il est permis de penser que ces contours vaporeux relevés çà et là, tous roses, bleus ou noirs, dotés d'un certain pouvoir d'allusion, valent mieux de toute façon que la bouillie obscure que nous connaissions jusqu'ici. D'autant plus que la nettoyage des parties hautes a rendu au mur de la salle fictive son ton clair et aux parois de la chapelle leur fonction — mais non leur valeur exacte, car il apparaît que l'état présent, zébré de rouges, répond à un remaniement du XVIII^e siècle au-delà duquel il n'est pas paru possible de remonter (d'ailleurs, on a discerné une ponctuation de « mille fleurs »).

Quand les travaux s'achèveront, au plus tôt à la fin de 1985, on peut supposer que l'effet de perspective, amplifié par la zone sombre de gauche balançant la clarté des parois à droite, gagnera en intensité. Le rythme des solves ayant été rétabli, il faudra réviser les analyses des spécialistes, même celle, si brillante et si approfondie, du professeur Leo Steinberg (en 1973) sur le subtil organisme scénique composé par Léonard.

Il entre peut-être une sorte d'« achèvement » thérapeutique — pour parler comme les médecins — dans cette entreprise. Elle ne vise cependant pas à la réaction de l'œuvre, seulement sa réduction à l'essentiel qui devrait être, tout compte fait, moins trompeuse et, chemin faisant, riche d'observations importantes. Les spécialistes, comme le public, y sont attirés, s'agissant d'un chef-d'œuvre étrange et unique, impossible à voir dans sa vérité perdue mais non moins impossible à oublier. — A. C.

Mythologies de douze Français d'aujourd'hui

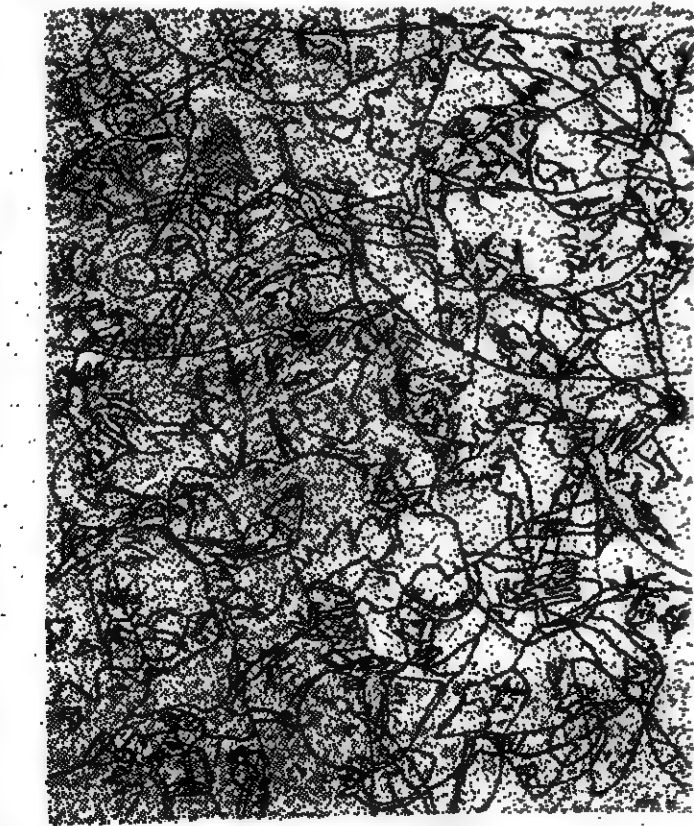
P OUR le touriste amateur d'art, le passage à Rome est un peu décevant : le musée de la Villa Borghese reste fermé pour cause de restauration, et la Galerie d'art moderne, sur laquelle il vaudrait en rabattre, a entassé la majeure partie de ses collections dans trois pavillons sales, les autres étant livrés aux ravages de la rénovation (le Musée du 22 mars). C'est un musée si plein de charme qu'on ne peut qu'être inquiet. Mais au rez-de-chaussée, où l'on célèbre d'ordinaire des peintures italiennes du dix-neuvième siècle, sont rassemblées les œuvres récentes de douze plasticiens français, choisies et présentées par notre collaboratrice Geneviève Breccette. L'exposition s'intitule « Individualités », sous-titre : « Artistes français d'aujourd'hui », on peut la voir jusqu'au 22 juillet. Il faut la voir, plutôt, si on le peut, et éventuellement en retour — ou à l'aller selon le sens vers lequel on va — de Livourne, où la ville fête le centième anniversaire de la naissance de Modigliani. Les peintres nouveaux semblent de filiation presque directe, enjambant et effaçant en même temps les ramasseurs et les refroidissements de l'abstraction pour revenir à un art des figures, composées avec ironie et joie des couleurs dans des scènes puisées dans l'enfance et les mythologies.

MARTIAL RAYSSE aime les figures célestes et géométriques auxquelles, mine de rien, il pile la nature : cercles, globes, pyramides, colonnes, dômes, portiques sonnant une scène dans laquelle un ou plusieurs personnages jonglent avec elles. Parfois ces figures s'assemblent en statuettes pour se jouer des rites champêtres, des surnaturels ou des sacrifices.

JEAN-PIERRE RAYNAUD, sobrement, s'amuse à aligner de quinconces des socles en carrelage d'hôpital, derniers blancs sur lesquels une feuille de lierre délicate-

ment s'est posée : l'artiste emporte dans son absence le chef de mystère et le raison du travail.

JAN VOÛS gribouille et peinture, d'une main redoublée au fond de l'enfance — ou du plus gracieux tremblement de la dévotion —



* Jan Voss, sans titre (1977).

des couleurs gaies déjoulinantes. Exception : on repère difficilement les figures dans le lavis.

JEAN-CHARLES BLAIS aime à laisser sa main et ses songes dans l'enfance pour illustrer sur de fausses pages d'album des histoires

de bottes de 7 lieues, de premiers balais, de blackboards, de genres qui décollent du corps ses membres les plus animés, de souvenirs d'Irvinge ou de beaux vagabonds, de rêves de disproportion où la tête d'un nain pense sur le buste d'un géant, écharpillages de carton-

nicaux dans lesquelles, sur des fonds noirs monumentaux comme des rideaux de théâtre ou des nuifs de chambre noire, des cloches acifées en croissants de lune encadrent un soleil de cirouille, ou de pauvres robots démontés s'échappent sur un archet.

ROBERT COMBAS, en toiles piquées qui refusent l'encadrement, raconte des scènes barbares, des massacres de guignols : les « Compagnons » de la Marjolaine et les « Cracagnas », comme il les appelle, s'étripent en faisant gicler les couleurs.

GEORGES ROUSSE obtient de bien jolis résultats, vraiment, en ajoutant à de très grands formats photographiques monochromes, laqués rouge sang ou bleu profond, des silhouettes de gymnastes, des bagarres ou des étreintes d'hiblites : ils hantent ces lieux vides dans lesquels l'artiste les a visionnés, renforçant la rouille d'un troyen pour le transformer en masses. La figure antique réapparaît, malicieuse, comme une décalcomanie désirable : des focus éléphants flottent ironiquement en arrière-plan.

ANNE ET PATRICK POIRIER aussi partent de l'Antiquité, faisant pleurer l'œil du Cyclope : déroulant de leurs belles imaginations comme du charbon d'un prestigiateur des sarabandes de vestiges, marbres blancs sur toile noire, la rivière des larmes qui s'écoule comme un tapis roulant et dans laquelle se noient des centaures décapités en érection, ruines sur lesquelles se posent des colibris pailletés, vasques de bronze dans lesquels des serpents d'eau, franchissant le barrage de deux ailes échouées, s'échappent à l'envers d'une tête de Gorgone.

BERNARD PACÈS, autre « constructeur », à dessein moins séduisant, bricole des machines tordues, ôte des colonnes de bidons couronnées de ferrailles.

CHRISTIAN BOLTANSKI propose, sous forme de triptyques, des « compositions » diversifiées ou

musicales dans lesquelles, sur des fonds noirs monumentaux comme des rideaux de théâtre ou des nuifs de chambre noire, des cloches acifées en croissants de lune encadrent un soleil de cirouille, ou de pauvres robots démontés s'échappent sur un archet.

ROBERT COMBAS, en toiles piquées qui refusent l'encadrement, raconte des scènes barbares, des massacres de guignols : les « Compagnons » de la Marjolaine et les « Cracagnas », comme il les appelle, s'étripent en faisant gicler les couleurs.

GEORGES ROUSSE obtient de bien jolis résultats, vraiment, en ajoutant à de très grands formats photographiques monochromes, laqués rouge sang ou bleu profond, des silhouettes de gymnastes, des bagarres ou des étreintes d'hiblites : ils hantent ces lieux vides dans lesquels l'artiste les a visionnés, renforçant la rouille d'un troyen pour le transformer en masses. La figure antique réapparaît, malicieuse, comme une décalcomanie désirable : des focus éléphants flottent ironiquement en arrière-plan.

ANNE ET PATRICK POIRIER aussi partent de l'Antiquité, faisant pleurer l'œil du Cyclope : déroulant de leurs belles imaginations comme du charbon d'un prestigiateur des sarabandes de vestiges, marbres blancs sur toile noire, la rivière des larmes qui s'écoule comme un tapis roulant et dans laquelle se noient des centaures décapités en érection, ruines sur lesquelles se posent des colibris pailletés, vasques de bronze dans lesquels des serpents d'eau, franchissant le barrage de deux ailes échouées, s'échappent à l'envers d'une tête de Gorgone.

BERNARD PACÈS, autre « constructeur », à dessein moins séduisant, bricole des machines tordues, ôte des colonnes de bidons couronnées de ferrailles.

ALAIN JACQUET, à plat, semble s'exercer à faire tourner dans des boules de cristal aux vertus amorphiques des visages multiples, fantomatiques et souriants. La première œuvre sur bois, la plus simplement imitée de la science, cadran solaire ou de marée diverti et peut-être embrasé, semble aussi la plus belle : plus pudiquement colorée, c'est elle qui a été choisie pour l'affiche — qui n'a rien de contemporain.

JEAN-MICHEL ALBEROLA a le chic des couleurs — vermillons, bistres et ocres, roses terribles — mis au service de fictions vécues par une héroïne qui s'appelle Suzanne, la Suzanne des Vieillards et du Tintoret. Les toiles de la série se renvoient l'une l'autre, sortent l'une de l'autre se défont, se poursuivent et s'accroissent.

JEAN LE GAC, le plus immédiatement narratif — plutôt que figuratif, — nous conte la biographie d'un peintre français qui aime faire la sieste pour pouvoir réanimer d'antiques scènes enfantines : les contes des lanceurs menaçant

ses héros quand ils ne sont pas carrément enlevés, sous hypnose, par des fakirs enturbannés. Toutes ces images se « bulles » s'élevaient d'un second cadre : elles sont le rêve d'une machine à écrire, d'une bibliothèque apparemment endormie mais dont les livres divulguent des émanations enlaidies, faisant fuir le héros et sa fiancée sous les coups de feu des cosaques; splendide alliage de photographies agrandies, de pastels et de grappes de légendes.

HERVÉ GUIBERT.

* Galerie d'art moderne à Rome. Jardins de la Villa Borghese. Jusqu'au 22 juillet. Catalogue publié par Elettica : 12 000 lire.

du 5 juillet au 30 août 1984
DIDEROT
A LA CONCIERGE
expositions, créations,
projets de l'encyclopédie Vivante
1, rue de l'Horloge - PARIS 1^{er}
Tous les jours de 10 h à 18 h

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE, 55, rue de Richelieu (2^e) 261-82-83
IMAGES DE LA MONTAGNE
de l'artiste cartographe à l'ordinateur
Tous les jours, de 12 h à 18 h - Du 20 juin au 28 juillet

FELIX VERCEL
9 AVENUE MATHIGNON
PARIS 8^e - 255.25.19
présente en exclusivité
sculptures récentes
de
G. CHARPENTIER
14 juin - 28 juillet

aix
FESTIVAL D'ART
13 juillet au 22 août
Il Barbieri di Siviglia
Rossini
La Finta Giardiniera
Mozart
17 Concerts/Roches
Réservation : 421 23 85
pour connaître les dates

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale : rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.
Sauf mardi, de 12 h à 22 h : sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

MNAM

Visites animations régulières, sauf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h : le samedi, à 11 h, entrée du musée (troisième étage) ; lundi et jeudi, 17 h, galerie contemporaine.

WILLEM DE KOONING. Jusqu'au 24 septembre.

MARC CHAGALL. Œuvres sur papier. Jusqu'au 9 octobre.

ALBIS. Artichewer, Colla-Théâtre, Fano, Garante, Krasovski, Langa, etc. Jusqu'au 17 septembre.

ENRICHISSEMENTS DU CABINET D'ART GRAPHIQUE. De Beak à Mattia. Jusqu'au 20 août.

PIERRE DE FENOYL. Jusqu'au 15 juillet.

EVE SONNEMAN. Travaux photographiques 1961-1984. Jusqu'au 9 septembre.

LE SIECLE DE KAFKA. Jusqu'au 1^{er} octobre.

CCI

MOBILIER NATIONAL. Vingt ans de créations. Jusqu'au 24 septembre.

LES CRÉATEURS AU MOBILIER NATIONAL. Salle de documentation. Jusqu'au 24 septembre.

RPI

PLACES D'EUROPE. Histoire et actualité d'un espace public. Jusqu'au 24 septembre.

POLITIQUE/FICTION. Jusqu'au 10 septembre.

DES LIVRES POUR LES VACANCES. Bibliothèque des enfants Plaza. Jusqu'au 1^{er} octobre.

Musées

LA REINE ET LA RAISON. Les collections Mimi (Hessman-New York). Grand Palais. Entrée place Clemenceau, avenue de Général-Eisenhower (261-54-10). Sauf

mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi, jusqu'à 22 h. Entrée : 16 F ; sam. : 12 F. Jusqu'au 30 juillet.

TRESORS DE L'ANCIEN NIGERIA. Grand Palais (voir ci-dessus). Entrée : 12 F ; le samedi : 8 F. Jusqu'au 23 juillet.

JACQUES-HENRI LARTIGUE. Pages d'Albums. Grand Palais, avenue Winston Churchill (256-37-11). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 16 septembre.

TAPISSERIES DES XVI^e ET XVII^e SIÈCLES. Petit Palais, avenue Winston Churchill (265-12-73). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 9 F. Jusqu'au 25 août.

LA DONATION KAUFMANN ET SCHLAGETER. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jaillard (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 13 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 3 septembre.

DESSIN ET SCIENCES. Musée du Louvre (voir ci-dessus). Jusqu'au 24 septembre.

IMAGES DE LA MONTAGNE. De l'artiste cartographe à l'ordinateur. Bibliothèque nationale, 55, rue de Richelieu (261-52-53). T.J., de 12 h à 18 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 28 juillet et du 26 août au 30 septembre.

JEAN LE GAC - GIUSEPPE PENONE. Arc au Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BERNARD LAGNEAU. Architecture négative. Musée des enfants au Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 12, avenue de New-York (voir ci-dessus). Jusqu'au 19 août.

LE PRINCE EN TERRE D'ISLAM CHAPTEAUX ROMAINS. Palais de Tokyo, 13, avenue de la Liberté (723-36-51). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 9 F. Jusqu'au 10 octobre.

LUTICE-PAUL DE CÉSAR A CLOVIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 1^{er} novembre.

CONSTANTIN KOUNETZOFF. 1863-1936. Musée Carnavalet (voir ci-dessus). Jusqu'au 29 juillet.

SUR INVITATION. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 12 h à 18 h ; sam. et dim., de 11 h à 18 h. Jusqu'au 17 septembre.

TIM, QUARANTE ANS DE POLITIQUES. Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'au 17 septembre.

L'AUTOMOBILE ET LA PUBLI-CITÉ. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (266-13-00). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 15 octobre.

UN SIÈCLE D'IMAGES DE PIETÉ. 1814-1914. Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Surcouf (555-91-50). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 15 septembre.

HOMMAGE À PAUL DELAROCHE. Musée Hébert, 85, rue du Cherche-Midi (222-23-82). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F ; Dim. : 4 F. Jusqu'au 17 septembre.

MICHEL DUFFET. Musée Bourdelle, 16, rue A-Bourdelle (549-67-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 10 septembre.

DIDEROT À LA CONCIERGE. Conciergerie, 1, quai de l'Hôtel (354-30-06). T.J., de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 août.

LA FRANCE ET LES FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION 1944-1945. Vers une France nouvelle ? Musée des Deux Guerres mondiales. Hôtel des Invalides, corridor de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h ; Dim. : de 14 h à 17 h. Entrée : 4 F ; Dim. : 2 F. Jusqu'au 31 octobre.

LOUIS XIV ET L'URBANISME ROYAL. Palais National. Archives nationales. Musée de l'Histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois (277-11-30). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 4 F ; Dim. : 2 F. Jusqu'au 31 octobre.

LA FERTÉ-BERNARD. Terre sacrée, terre d'inventaire. Musée du Luxembourg, 19, rue de Vaugirard (234-95-00). T.J., de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 22 juillet.

MONTMARTRE. Des origines à nos jours. Musée de Montmartre, 12, rue Coen (606-61-11). De 14 h 30 à 17 h 30 ; dim. : de 11 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 1^{er} décembre.

L'IMPRIMERIE DANS LA MODE. Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie (720-85-46). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 9 F. Jusqu'au 28 octobre.

HOMMAGE À ELSA SCHIAPARELLI. 1895-1973. Pavillon des arts, 101, rue Rambuteau (233-82-50). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'à fin août.

150 ANS DE RESTAURATION EN LANGUEDOC - ROUSSILLON - L'ARCHITECTURE ET L'EAU. Musée des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (727-35-74). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 9 F. Jusqu'au 27 août.

MUSIQUE DES PEUPLES DU MONDE. Musée en herbe. Jardin d'acclimatation, bois de Boulogne (747-47-66). Tous les jours, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 29 juillet.

MUSÉE DES PEUPLES DU MONDE. Musée en herbe. Jardin d'acclimatation, bois de Boulogne (747-47-66). Tous les jours, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 29 juillet.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES. Les Russes au présent. Centre culturel de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.

BOISY-SUR-SEINE. L'œuvre de Jean Béraud. Musée de la Ville de Paris, 12, rue de Valenciennes (551-93-02). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 23 septembre.



Benjamin BALTIMORE / Bettina RHEIMS

« LE M
ET LE C

A l'occasion du
fin de Cannes 1984
professionnels de la
de la promotion.
Nous avons dem
qui conçoivent la
cinéma de créer e
affiche sur le thé
CINÉMA.

Les participants
desir trois illustra
de préférence.

Le projet rete
Reims et Benja
productions cinématographiques.

Le gagnant. G
sur artistique de
films sans fronti
publiée dans nos c
Benjamin Bal

Après plusieurs c
diverses collaborat
publiée en tant q
se consacre dep
l'affiche de cinéma.

Il a réalisé de
laquelle : Equiva
« Bienvenue » d'A
« Dimanche » de F
« Amours » de M
« Carmen » de Jean
« de Swann » de V
« l'éclosion » d'Anne
« Persuade » de C
« Plage » de E. Rie
« Alexandre » d'Al
« de R.W. Fassbinder
« de Van Amstel
« de Shohar » d'Im
Bertrand Blier.

« Si un artiste
une des « révolutions
superstar ».

Bettina Rheims
Paris en 1980. A
référer de la ph
exécutant des
pendant trois an
« le monde » et s
dans les studio
d'un photographe
travail personnel
« déshonoré la
lumière ».

Depuis trois
commerciale, co
tions, etc. « Cas
calendrier Mits
en collaboration
Yves Prince
Girod, « Un a
Schloendaff.
François Truff
Elle réalise
disques pour
Michel Berge
Jacques G
l'agence Syg
prendre sous d

EXPOSITION

1983 : Centre
Texbraun
1984 : Galerie
York, Gale
Prépare pour
nouveau th
« Je suis
moi, la pho
jours ».

Les onze
Michel Ber
Desmoulin
Bourdage,
Lynch et G
Gilbert Raf
participé à c

مكرام الاحمد

«LE MONDE» ET LE CINÉMA

A l'occasion du Festival international du film de Cannes 1984, le Monde a proposé aux professionnels de la distribution, de la publicité, de la promotion, du cinéma, un concours. Nous avons demandé à douze illustrateurs qui conçoivent la plupart des affiches de cinéma de créer et de réaliser un projet d'affiche sur le thème «LE MONDE» ET LE CINÉMA.

Les participants à ce concours devaient choisir trois illustrations en les classant par ordre de préférence.

Le projet retenu est celui de Bettina Rheims et Benjamin Baltimore, que nous reproduisons ci-contre.

Le gagnant, Galeschka Mesarijoff, directeur artistique de la société de distribution Films sans frontière, a gagné une page de publicité dans nos colonnes.

Benjamin Baltimore, 36 ans, autodidacte. Après plusieurs expositions de peinture et diverses collaborations avec les agences de publicité en tant qu'illustrateur free-lance, il se consacre depuis 1982 entièrement à l'affiche de cinéma.

Il a réalisé de nombreuses affiches parmi lesquelles «Equateur» de Serge Gainsbourg, «Benvenuta» d'André Delvaux, «Vivement dimanche» de François Truffaut, «A nos amours» de Maurice Pialat, «Prénom Carmen» de Jean-Luc Godard, «Un amour de Swann» de Volker Schlöndorff, «Identification d'une femme» d'Antonioni, «Parsifal» de Syberberg, «Pauline à la plage» d'Eric Rohmer, «Fanny et Alexandre» d'Ingmar Bergman, «Querelle» de R.W. Fassbinder, «la Femme flambee» de Van Ackeren, «la Ballade de Narayama» de Shôhei Imamura, «Notre histoire» de Bertrand Blier.

«Si un acteur français avait tourné avec tous ces réalisateurs, ce serait vraiment une superstar...»

Bettina Rheims (photographe), née à Paris en 1952, autodidacte a débuté dans le métier de la photographie à quinze ans en exécutant des tirages dans un laboratoire pendant trois années. Elle a ensuite «regardé le monde» et s'est enfermée depuis sept ans dans les studios, d'abord comme assistante d'un photographe de mode et a entrepris un travail personnel pendant deux ans où elle a «deshabillé les dames en apprenant la lumière».

Depuis trois ans, elle fait de la photo commerciale, campagne de publicité, illustrations, etc. (Castellbajac, le parfum Coriandre, calendrier Mitsubishi) et des affiches de films en collaboration avec Benjamin Baltimore et Yves Prince. «le Bon Plaisir» de Francis Girod, «Un amour de Swann» de Volker Schlöndorff, «Vivement dimanche» de François Truffaut.

Elle réalise également des pochettes de disques pour Julien Clerc, France Gall, Michel Berger, Bernard Lavilliers, Jean-Jacques Goldmann, Johnny Hallyday. L'agence Sygma vient tout récemment de la prendre sous contrat.

EXPOSITION PERSONNELLE
1983: Centre Pompidou (nues), Galerie Texbraun (nues)
1984: Galerie Texbraun (animaux), New York, Galerie Daniel Wolf (animaux).
Prépare pour 1985 une exposition avec un nouveau thème.

«Je suis heureuse de faire ce métier, pour moi, la photo, c'est un plaisir de tous les jours.»

Les onze autres projets ont été réalisés par Michel Berberian, Philippe Berry, Marc Desmoulin, Thierry Flamaud, Jouineau-Bourdage, Léo Kouper, Philippe Lemoine, Lynch et Guillotin, Kiki Picasso, Yves Prince, Gilbert Raffin, que nous remercions d'avoir participé à ce jeu.

CINÉMA

La Cinémathèque

CHARLOTTE (704-24-24)

MERcredi 11 juillet
15 h, Hommage à G. Morley : le Maître de l'Europe, de F. Rivaux ; 19 h, Divers aspects du cinéma japonais - Y. Oz : Méchancetés joyeuses ; 21 h, Hommage à S. Pail : Semi-vérité, de G. Nihalski.

JEUDI 12 juillet

15 h, Hommage à G. Morley : le Scandale, de M. L'Héritier ; 19 h, Divers aspects du cinéma japonais - Y. Oz : la Dame et les Barbares, de Y. Oz ; 21 h, Hommage à S. Pail : le Barattage, de S. Bennequin.

VENdredi 13 juillet

15 h, Hommage à G. Morley : Nous ne sommes plus des enfants, de A. Gaudin ; 19 h, Divers aspects du cinéma japonais - Y. Oz : Où sont les rêves de jeunesse ? ; 21 h, la Chanson du passé, de G. Stevens.

SAMEdi 14 juillet

15 h, Hommage à G. Morley : Jeanne, de G. Morley ; 17 h, le Bouquet, de M. L'Héritier ; 19 h, Divers aspects du cinéma japonais - Y. Oz : le Cœur capricieux ; 21 h, le Maître de l'Europe, de F. Rivaux.

DIMAnche 15 juillet

15 h, Hommage à G. Morley : Samson, de M. Tourneur ; 17 h, Vertiges d'un soir en la nuit, de V. Tourneur ; 19 h, Divers aspects du cinéma japonais - Y. Oz : la Femme de Tokyo ; 21 h, Qu'est-ce que la femme a oublié ?

LUNDi 16 juillet

MARDi 17 juillet

15 h, l'Ataque de Jean Cristobal, de J. Gilling ; 19 h, Divers aspects du cinéma japonais - Y. Oz : les Frères et sœurs ; 21 h, le Maître du signor Travet, de M. Soldati.

JEUDI 18 juillet

15 h, le Signal de l'Amour, de F. Marlow ; Hommage à K. Wolf : 17 h, la Cité païenne ; 19 h, Solo Saut.

VENdredi 19 juillet

15 h, la Croisière noire, de L. Poirier ; 17 h, Hommage Époque, de A. Hlaoui ; 19 h, la Légende du phare, de R. Frenck.

SAMEdi 20 juillet

15 h, le Signal de l'Amour, de F. Marlow ; 17 h, Hommage à S. Pail : le Cœur capricieux, de R. Frenck ; 19 h, le Maître du signor Travet, de M. Soldati.

DIMAnche 21 juillet

15 h, le Signal de l'Amour, de F. Marlow ; 17 h, Hommage à S. Pail : le Cœur capricieux, de R. Frenck ; 19 h, le Maître du signor Travet, de M. Soldati.

LUNDi 22 juillet

15 h, le Signal de l'Amour, de F. Marlow ; 17 h, Hommage à S. Pail : le Cœur capricieux, de R. Frenck ; 19 h, le Maître du signor Travet, de M. Soldati.

MARDi 23 juillet

15 h, le Signal de l'Amour, de F. Marlow ; 17 h, Hommage à S. Pail : le Cœur capricieux, de R. Frenck ; 19 h, le Maître du signor Travet, de M. Soldati.

JEUDI 24 juillet

15 h, le Signal de l'Amour, de F. Marlow ; 17 h, Hommage à S. Pail : le Cœur capricieux, de R. Frenck ; 19 h, le Maître du signor Travet, de M. Soldati.

VENdredi 25 juillet

15 h, le Signal de l'Amour, de F. Marlow ; 17 h, Hommage à S. Pail : le Cœur capricieux, de R. Frenck ; 19 h, le Maître du signor Travet, de M. Soldati.

SAMEdi 26 juillet

15 h, le Signal de l'Amour, de F. Marlow ; 17 h, Hommage à S. Pail : le Cœur capricieux, de R. Frenck ; 19 h, le Maître du signor Travet, de M. Soldati.

DIMAnche 27 juillet

15 h, le Signal de l'Amour, de F. Marlow ; 17 h, Hommage à S. Pail : le Cœur capricieux, de R. Frenck ; 19 h, le Maître du signor Travet, de M. Soldati.

LUNDi 28 juillet

15 h, le Signal de l'Amour, de F. Marlow ; 17 h, Hommage à S. Pail : le Cœur capricieux, de R. Frenck ; 19 h, le Maître du signor Travet, de M. Soldati.

MARDi 29 juillet

15 h, le Signal de l'Amour, de F. Marlow ; 17 h, Hommage à S. Pail : le Cœur capricieux, de R. Frenck ; 19 h, le Maître du signor Travet, de M. Soldati.

JEUDI 30 juillet

15 h, le Signal de l'Amour, de F. Marlow ; 17 h, Hommage à S. Pail : le Cœur capricieux, de R. Frenck ; 19 h, le Maître du signor Travet, de M. Soldati.

VENdredi 31 juillet

15 h, le Signal de l'Amour, de F. Marlow ; 17 h, Hommage à S. Pail : le Cœur capricieux, de R. Frenck ; 19 h, le Maître du signor Travet, de M. Soldati.

SAMEdi 1er août

15 h, le Signal de l'Amour, de F. Marlow ; 17 h, Hommage à S. Pail : le Cœur capricieux, de R. Frenck ; 19 h, le Maître du signor Travet, de M. Soldati.

DIMAnche 2er août

15 h, le Signal de l'Amour, de F. Marlow ; 17 h, Hommage à S. Pail : le Cœur capricieux, de R. Frenck ; 19 h, le Maître du signor Travet, de M. Soldati.

LUNDi 3er août

15 h, le Signal de l'Amour, de F. Marlow ; 17 h, Hommage à S. Pail : le Cœur capricieux, de R. Frenck ; 19 h, le Maître du signor Travet, de M. Soldati.

MARDi 4er août

15 h, le Signal de l'Amour, de F. Marlow ; 17 h, Hommage à S. Pail : le Cœur capricieux, de R. Frenck ; 19 h, le Maître du signor Travet, de M. Soldati.

JEUDI 5er août

15 h, le Signal de l'Amour, de F. Marlow ; 17 h, Hommage à S. Pail : le Cœur capricieux, de R. Frenck ; 19 h, le Maître du signor Travet, de M. Soldati.

VENdredi 6er août

15 h, le Signal de l'Amour, de F. Marlow ; 17 h, Hommage à S. Pail : le Cœur capricieux, de R. Frenck ; 19 h, le Maître du signor Travet, de M. Soldati.

SAMEdi 7er août

15 h, le Signal de l'Amour, de F. Marlow ; 17 h, Hommage à S. Pail : le Cœur capricieux, de R. Frenck ; 19 h, le Maître du signor Travet, de M. Soldati.

DIMAnche 8er août

15 h, le Signal de l'Amour, de F. Marlow ; 17 h, Hommage à S. Pail : le Cœur capricieux, de R. Frenck ; 19 h, le Maître du signor Travet, de M. Soldati.

LES FILMS NOUVEAUX

DEUT NOUR DENT, film américain

de Steve Carver ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; Publicis St-Germain, 2 (222-72-80) ; UGC Montparnasse, 2 (244-64-27) ; UGC Émirats, 2 (261-50-32) ; UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; UGC Boulevard, 2 (246-60-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59).

LA CONDITION DE L'HOMME (imp. v.a.)

de Olympe Huet ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; Publicis St-Germain, 2 (222-72-80) ; UGC Montparnasse, 2 (244-64-27) ; UGC Émirats, 2 (261-50-32) ; UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; UGC Boulevard, 2 (246-60-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59).

CONTEUR TOUTE ATTENTE (A. v.a.)

de George V. ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; Publicis St-Germain, 2 (222-72-80) ; UGC Montparnasse, 2 (244-64-27) ; UGC Émirats, 2 (261-50-32) ; UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; UGC Boulevard, 2 (246-60-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59).

LES COFFRÉS D'ABORD (A. v.a.)

de C. ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; Publicis St-Germain, 2 (222-72-80) ; UGC Montparnasse, 2 (244-64-27) ; UGC Émirats, 2 (261-50-32) ; UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; UGC Boulevard, 2 (246-60-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59).

LA DÉESSE (imp. v.a.)

de Olympe Huet ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; Publicis St-Germain, 2 (222-72-80) ; UGC Montparnasse, 2 (244-64-27) ; UGC Émirats, 2 (261-50-32) ; UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; UGC Boulevard, 2 (246-60-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59).

LA DÉESSE (imp. v.a.)

de Olympe Huet ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; Publicis St-Germain, 2 (222-72-80) ; UGC Montparnasse, 2 (244-64-27) ; UGC Émirats, 2 (261-50-32) ; UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; UGC Boulevard, 2 (246-60-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59).

LA DÉESSE (imp. v.a.)

de Olympe Huet ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; Publicis St-Germain, 2 (222-72-80) ; UGC Montparnasse, 2 (244-64-27) ; UGC Émirats, 2 (261-50-32) ; UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; UGC Boulevard, 2 (246-60-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59).

LA DÉESSE (imp. v.a.)

de Olympe Huet ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; Publicis St-Germain, 2 (222-72-80) ; UGC Montparnasse, 2 (244-64-27) ; UGC Émirats, 2 (261-50-32) ; UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; UGC Boulevard, 2 (246-60-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59).

LA DÉESSE (imp. v.a.)

de Olympe Huet ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; Publicis St-Germain, 2 (222-72-80) ; UGC Montparnasse, 2 (244-64-27) ; UGC Émirats, 2 (261-50-32) ; UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; UGC Boulevard, 2 (246-60-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59).

LA DÉESSE (imp. v.a.)

de Olympe Huet ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; Publicis St-Germain, 2 (222-72-80) ; UGC Montparnasse, 2 (244-64-27) ; UGC Émirats, 2 (261-50-32) ; UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; UGC Boulevard, 2 (246-60-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59).

LA DÉESSE (imp. v.a.)

de Olympe Huet ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; Publicis St-Germain, 2 (222-72-80) ; UGC Montparnasse, 2 (244-64-27) ; UGC Émirats, 2 (261-50-32) ; UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; UGC Boulevard, 2 (246-60-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59).

LA DÉESSE (imp. v.a.)

de Olympe Huet ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; Publicis St-Germain, 2 (222-72-80) ; UGC Montparnasse, 2 (244-64-27) ; UGC Émirats, 2 (261-50-32) ; UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; UGC Boulevard, 2 (246-60-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59).

LA DÉESSE (imp. v.a.)

de Olympe Huet ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; Publicis St-Germain, 2 (222-72-80) ; UGC Montparnasse, 2 (244-64-27) ; UGC Émirats, 2 (261-50-32) ; UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; UGC Boulevard, 2 (246-60-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59).

LA DÉESSE (imp. v.a.)

de Olympe Huet ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; Publicis St-Germain, 2 (222-72-80) ; UGC Montparnasse, 2 (244-64-27) ; UGC Émirats, 2 (261-50-32) ; UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; UGC Boulevard, 2 (246-60-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59).

LA DÉESSE (imp. v.a.)

de Olympe Huet ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; Publicis St-Germain, 2 (222-72-80) ; UGC Montparnasse, 2 (244-64-27) ; UGC Émirats, 2 (261-50-32) ; UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; UGC Boulevard, 2 (246-60-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59).

LA DÉESSE (imp. v.a.)

de Olympe Huet ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; Publicis St-Germain, 2 (222-72-80) ; UGC Montparnasse, 2 (244-64-27) ; UGC Émirats, 2 (261-50-32) ; UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; UGC Boulevard, 2 (246-60-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59).

LA DÉESSE (imp. v.a.)

de Olympe Huet ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; Publicis St-Germain, 2 (222-72-80) ; UGC Montparnasse, 2 (244-64-27) ; UGC Émirats, 2 (261-50-32) ; UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; UGC Boulevard, 2 (246-60-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59).

LA DÉESSE (imp. v.a.)

de Olympe Huet ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; Publicis St-Germain, 2 (222-72-80) ; UGC Montparnasse, 2 (244-64-27) ; UGC Émirats, 2 (261-50-32) ; UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; UGC Boulevard, 2 (246-60-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59).

LA DÉESSE (imp. v.a.)

de Olympe Huet ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; Publicis St-Germain, 2 (222-72-80) ; UGC Montparnasse, 2 (244-64-27) ; UGC Émirats, 2 (261-50-32) ; UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; UGC Boulevard, 2 (246-60-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59).

LA DÉESSE (imp. v.a.)

de Olympe Huet ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; Publicis St-Germain, 2 (222-72-80) ; UGC Montparnasse, 2 (244-64-27) ; UGC Émirats, 2 (261-50-32) ; UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; UGC Boulevard, 2 (246-60-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59).

LA DÉESSE (imp. v.a.)

de Olympe Huet ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; Publicis St-Germain, 2 (222-72-80) ; UGC Montparnasse, 2 (244-64-27) ; UGC Émirats, 2 (261-50-32) ; UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; UGC Boulevard, 2 (246-60-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59).

LA DÉESSE (imp. v.a.)

de Olympe Huet ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; Publicis St-Germain, 2 (222-72-80) ; UGC Montparnasse, 2 (244-64-27) ; UGC Émirats, 2 (261-50-32) ; UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; UGC Boulevard, 2 (246-60-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59).

LA DÉESSE (imp. v.a.)

de Olympe Huet ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; Publicis St-Germain, 2 (222-72-80) ; UGC Montparnasse, 2 (244-64-27) ; UGC Émirats, 2 (261-50-32) ; UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; UGC Boulevard, 2 (246-60-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59).

LA DÉESSE (imp. v.a.)

de Olympe Huet ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; Publicis St-Germain, 2 (222-72-80) ; UGC Montparnasse, 2 (244-64-27) ; UGC Émirats, 2 (261-50-32) ; UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; UGC Boulevard, 2 (246-60-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59).

LA DÉESSE (imp. v.a.)

de Olympe Huet ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; Publicis St-Germain, 2 (222-72-80) ; UGC Montparnasse, 2 (244-64-27) ; UGC Émirats, 2 (261-50-32) ; UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; UGC Boulevard, 2 (246-60-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59).

LA DÉESSE (imp. v.a.)

de Olympe Huet ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; Publicis St-Germain, 2 (222-72-80) ; UGC Montparnasse, 2 (244-64-27) ; UGC Émirats, 2 (261-50-32) ; UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; UGC Boulevard, 2 (246-60-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59).

LA DÉESSE (imp. v.a.)

de Olympe Huet ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; Publicis St-Germain, 2 (222-72-80) ; UGC Montparnasse, 2 (244-64-27) ; UGC Émirats, 2 (261-50-32) ; UGC Opéra, 2 (261-50-32) ; UGC Boulevard, 2 (246-60-44) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59) ; UGC Gare de Lyon, 12 (243-01-59).

LA DÉESSE (imp. v.a.)

de Olympe Huet ; v.f. : Rex, 2 (236-83-93) ; Publicis St-Germain, 2 (222-72-80) ; UGC Montparnasse, 2 (244-64-27) ; UGC Émirats, 2 (

PIEDS-NUITS EXPRESS (A., v.É) () :** Capri, 2 (508-11-69).

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAL (A., v.É) : Champ-Célest, 3 (334-20-12).

MONTY PYTHON, LA VIE DE BERIAN (A., v.É) : Quinzette, 3 (633-79-35).

INNOUVELE OBLIGE (A., v.É) : Action Ecclési, 3 (325-72-07).

LA NUIT DE VARENNES (Fr.) : Tournant, 3 (272-94-55).

GRUFFIN ROUS (Fr.) : Grand-Parcels, 19 (554-66-85).

PEANUTS OF THE PARADISE (A., v.É) : : Châtelain Victoria, 11 (508-34-47).

LA PLAGE DU DÉSIR (Br., v.É) : : Movicin, 1 (502-43-99).

FAIRS VU PAR (1964, Fr.) : Olympia Entreprise, 14 (545-35-35).

POUR-RIQUE A HANGING ROCK (A., v.É) : : Champ-Célest, 3 (334-20-12).

POUR TOI J'AI VIEUX (A., v.É) : : Epi de Bois, 3 (337-57-47).

RAMBO (A., v.É) () :** : Espace Galilé, 10 (337-95-94) - V.L. : Rex, 3 (236-02-33).

RASPOMON (Esp., v.É) : : St-Lambert, 15 (532-91-68).

RUSTY JAMES (A., v.É) : : Cinéclous Saint-Germain, 6 (633-10-22).

SALUT L'AMAL AIEUX LE TRESOR, (A., v.É) : : (232-41-67) - V.L. : Arcades, 2 (233-54-31); Lumière, 3 (246-49-07); Basille, 12 (307-54-00); Fawcett, 19 (331-60-74); Olympia, 19 (529-13-06); Image, 19 (522-47-94).

SA MAJESTÉ DES MOUCHES (A., v.É) : : Boite à Rime, 17 (624-44-31).

LES SEPT SAMOISIAUX (Esp., v.É) : : (232-41-67).

SEX O' CLOCK USA (A., v.É) () :** : Bonaparte, 6 (326-12-12).

SUEURS FROIDES (A., v.É) : : Action Christian, 6 (329-11-30).

TAXI DRIVER (A., v.É) () :** : Boite à Rime, 17 (622-44-21).

THE BLUES BROTHERS (A., v.É) : : Clod Beaubourg, 3 (271-52-36); UGC Danton, 6 (329-42-62); UGC Champ-Elysees, 8 (329-72-15); 14-Juillet Beaubourg, 10 (575-78-79) - V.L. : Rex, 3 (236-02-33); Champ-Célest, 3 (334-20-12).

THE BOGE (A., v.É) : : Châtelain-Victoria, 11 (508-34-47).

THE SEVENTEENTH (A., v.É) : : Champ-Célest, 3 (334-20-12).

TO BE OR NOT TO BE (Ludovico) (A., v.É) : : Saint-André-dun-Artois, 6 (326-20-25).

TRAQUENARD (A., v.É) : : Miso Mabois, 19 (334-20-41).

LES TROIS FRÈRES (A., v.É) : : Clod Beaubourg, 3 (271-52-36); Studio Clod, 3 (354-89-22); George-V, 8 (562-41-46); Paradoxes, 14 (320-30-19).

LES TROIS LANCHES DU BENGALÉ (A., v.É) : : (354-89-22); Action Lafayette, 3 (329-79-89).

LES VIEILLONS (R., v.É) : : Champ-Célest, 3 (334-20-12).

LE VOLEUR DE BICYCLETTE (Il., v.É) : : Espace Galilé, 10 (337-95-94).

WEST SIDE STORY (A., v.É) : : Parcment Odéon, 6 (325-89-83); Publicis

[illegible]

LE PLAN-CABLE POUR METZ

M. Jean-Marie Rausch signe le protocole mais critique les choix du gouvernement

M. Jean-Marie Rausch, sénateur (UDF), maire de Metz, et M. Bernard Schreiner, directeur de la mission TV-câble, ont signé le mardi 10 juillet un protocole d'accord pour une convention « d'études de faisabilité » portant sur la diffusion de programmes de télévision locaux. M. Rausch, directeur général de la société C&S filiale à 100 % de Philips, qui a réalisé et exploite le réseau, a également signé le document.

Metz est la huitième ville-pilote qui signe un tel accord. Elle est la seule à disposer d'un réseau de câbles d'envergure, certifié sur environ 35000 fibres, pour 1000 abonnés. Les pourparlers avaient été engagés le 21 avril 1983. L'objet de cette convention est la mise en place d'un programme d'études de faisabilité afin de définir les modalités de mise en œuvre d'un câble existant. La mission TV-câble participera à cette démarche en apportant à la ville de Metz 50 % des moyens nécessaires à la réalisation de ce plan, soit 397 500 F.

Ce protocole, qui a été « inscrit » dans le contexte du projet de loi voté par l'Assemblée le 15 juin dernier et qui en définit le cadre d'application, n'aurait rien en soi de particulier, puisqu'il participe d'une démarche qui est l'aboutissement d'un travail législatif visant à libérer la communication audiovisuelle, s'il n'y avait la personnalité du maire de Metz, jusque-là farouchement opposé aux choix gouvernementaux en la matière. M. Jean-Marie Rausch, d'ailleurs peu béni, dans un discours d'introduction avant la signature de la convention, à réaffirmer les divergences d'appréciation qui l'amènent à critiquer la politique définie par le gouvernement. « Schreiner : Nous sommes trop pauvres pour nous permettre de refaire le Concorde ou d'inventer la filière graphite-azot », a-t-il notamment indiqué en critiquant le choix de la fibre optique, qui serait guidé par le profit. M. Rausch, directeur général des télécommunications d'imposer un monopole et dont l'expérimentation à Biarritz ne lui semble pas concluante. Pour M. Bernard Schreiner, « l'indépendance passe par les télécommunications locales et déjà certaines études de faisabilité, à Rennes et à Cergy en particulier, dégagent des scénarios permettant un équilibre global sur environ vingt ans ».

Déjà, le Japon et la RFA ont signé des accords de ce type, en France, M. Chirac, pour la Ville de Paris, l'a choisie également ; M. Fourcade a fait de même à Saint-Cloud, l'opposition provenant ainsi en division sur ce point. D'ailleurs, M. Jean-Marie Rausch semble assez sûr de son affaire, d'autant qu'il ne craint pas de se

transférer avant la généralisation de la fibre optique, indispensable pour l'interactivité.

En fait, les divergences entre le maire de Metz et le président de la mission intercommunale sont, au-delà des problèmes techniques, plus fondamentalement exprimées à travers les programmes. A cet égard, M. Schreiner a rappelé que cet enjeu est « le grand pari de la mission gouvernementale. L'étude de faisabilité sera pour l'essentiel une réponse à cette volonté de diversifier des produits et des programmes, qu'elle vienne du public ou du privé ».

Sur ce point, l'incident qui s'est intervenu lors de la rédaction de FR 3 a été évité : la mairie est significativement à la réponse le projet d'une expérience de préfiguration présentée par M. Gilles du Jonchay, sénateur à FR 3. M. Jean-Marie Rausch a répliqué : « Je n'ai pas mêlé ces mots en questionnant d'acceptable qu'une chaîne monopolistique touche à son produit qui ne lui est pas destiné ». Cette décision n'a toutefois pas empêché FR 3 d'obtenir, il est à noter, la signature de la convention. M. Schreiner s'est étonné qu'une telle fin de non-recevoir ait été adressée à FR 3. Il estime, en effet, qu'une chaîne d'envergure nationale doit être à l'écoute de ce qui se passe, et doit apprendre de cette expérience sur le réseau câble et apporter un professionnalisme et ses stocks de documents. Le président de la mission TV-câble en a profité pour rappeler qu'en 1981, il est allé à Metz le 29 juillet 1982, le monopole a été aboli et que ce sera la Haute-Autorité qui instruira les dossiers et, éventuellement, les plaintes émanant des personnes ayant le sentiment d'avoir été injustement écartés.

Quant au contenu des programmes, M. Schreiner a également constaté que le réseau de Metz ne faisait que du dépot de chaînes étrangères, alors que la loi prévoyait un quota de 30 % de chaînes françaises. M. Jean-Marie Rausch a estimé que cette clause ne pouvait s'appliquer pour Metz, étant donnée sa situation géographique. Tout en reconnaissant une certaine souplesse d'application à cette clause, M. Bernard Schreiner insiste sur la nécessité de produire des programmes spécifiquement régionaux.

Malgré ces divergences assez nettes, sinon insurmontables, le protocole d'accord a été signé. Il exprime la volonté d'une part, de poursuivre des études de faisabilité personnalisées pour mettre en place une structure à installer un maximum de « prises » afin de rentabiliser les programmes, d'autre part, pour la ville de Metz, d'assurer la structuration d'un secteur de l'industrie et d'un technopôle prêt pour l'avènement de la civilisation de la communication.

C'est la cinquième fois que l'Université d'été d'Aquitaine rassemble l'ensemble des partenaires régionaux et nationaux de la communica-

pour un bilan annuel. Au fil des années, ce rassemblement a pris de l'ampleur, et l'initiative originale du CREPAC, centre régional de la Ligue pour l'enseignement, fait aujourd'hui figure d'institution. Le double patronage du conseil régional et du ministre des P.T.T., l'inauguration de la manifestation par M. Georges Fillolard, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, ont permis une quarantaine d'intervenants parmi lesquels figurent les principaux responsables de la D.G.T., de la mission «TV câble», de Canal Plus et des divers organismes du service public de la radiodiffusion. Une très belle soirée, très animée, 27 et 31 août, à Carcass-Mauboussin (Gironde), ateliers, «table ronde» et séminaires pratiques.

Au menu, les grands thèmes de l'actualité audiovisuelle : radios libres, cinéma et nouvelles technologies, câble et télévision, entreprises

confrontant deux ans de politique audiovisuelle à l'épreuve des faits. Le Centre d'études des systèmes et technologies avancées (CESTA) a, en effet, réalisé une étude sur un sur dix des sociétés de production de médias audiovisuels en Aquitaine. Cette première synthèse régionale, commanditée par une douzaine d'institutions, servira de base à l'ensemble des travaux de l'université.

Un accueil particulier est réservé aux élus et aux représentants des collectivités locales, avec des sessions spéciales de présentation et de bilan sur chaque journée thématique. Le Monde, commanditaire de l'étude régionale, participera à l'animation du débat et fournira la circonstance de documents et de documentation sur les nouveaux médias.

* Remerciements et inscriptions : CREPAC d'Aquitaine, BP. 36, 33036 Bordeaux CEDEX. Tél. : (56) 81-78-40.

LA NOUVELLE RÉGLEMENTATION DES RADIOS LOCALES PRIVÉES

La modification récente de la loi sur les radios locales privées prévoyant désormais trois types de radios : les sociétés commerciales, les associations caritatives et les associations à but non lucratif nous ramenant à la réalité, mais bénéficiant de fonds d'aide... la Haute-Autouré définit, dans un communiqué, les modalités auxquelles elles doivent se soumettre :

« La Haute-Autouré a été le communiqué audiovisuel informe les radios locales privées qui ont été autorisées à émettre que, aux termes de la loi adoptée le 30 juin 1984 par le Parlement, celles qui ne sont pas des sociétés commerciales, des associations à but non lucratif, ou des associations, doivent de recourir à la collecte de ressources publicitaires et à la diffusion de messages publicitaires diffusés en faveur la détermination.

« Celles qui décident, pour le même objet, de continuer à fonctionner en tant que sociétés à but lucratif, doivent de solliciter une nouvelle autorisation auprès de la Haute-Autouré ».

« Les radios décident de continuer à fonctionner dans une situation de statut juridique à caractère commercial, elles doivent de solliciter une nouvelle autorisation auprès de la Haute-Autouré ».

« Les radios décident de continuer à fonctionner dans une situation de statut juridique à caractère commercial, elles doivent de solliciter une nouvelle autorisation auprès de la Haute-Autouré ».

VOTRE TABLE CE SOIR

© Ambiance musicale © Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J. H. : ouvert jusqu'à heures

DINERS

RIVE DROITE

L'ÉPI D'OR 256-58-12
25, rue J.-J.-Rousseau, 1^{er} F. Din.

Le vrai bistrot parisien qui sert ses plats régionaux jusqu'à 1 h du matin : jambonneau gisant à la lyonnaise, charcuterie toulousaine, lapereaux à l'anglaise. P.M.R. : 110 F.

VISHNOU 297-56-54
Angle rue Volney et rue Daumesnil, 2^e

GASTRONOMIE INDIENNE. Le cuisinier des Maharadjahs à Paris dans un décor authentique. AGRÉÉ par le MINISTRE DU TOURISME INDIEN. P.M.R. 120 F. Salle pour réception, cocktail, mariage. Fermé le dimanche.

CHEZ DOP 256-23-96
22, rue de Ponthieu, 9^e F./sam. midi

Nouvelles spécialités thaïlandaises, dans le quartier des Champs-Élysées. Gastronomie chinoise, vietnamienne. P.M.R. : 90 F.

AUBERGE DES TEMPLES 874-84-41
74, rue de Dunkerque, 9^e M^e Avers

Tous les jours. Restaurant cambodgien unique à Paris. Spécialités chinoises, japonaises, thaïlandaises et vietnamiennes.

AU PETIT RICHE 770-68-68/770-86-50
25, rue Le Peletier, 1^{er} Fermé dimanche

Son étonnant MENU à 100 F service compris. Vins de Loire. Décor contemporain. Salons de 6 à 50 personnes. Déj., diners, soupers de 19 h 30 à 0 h 15. Parking Drouot.

AUB. DE RIQUEWIHR 770-62-99
12, rue de Fg-Montmartre, 5^e Ts les jrs

Déjeuner, dîner, apéros. De 12 h à 2 h du matin. SPÉCIALITÉS ALSACIENNES. Vins d'Alsace. Sa CARTE DES DESSERTS. Salons de 20 à 80 couverts. SOUPE À L'OIGNON.

PALAIS DU TROCADERO 727-05-02
16, avenue d'Eylan, 6^e Tous les jours

Gastronomie chinoise raffinée et traditionnelle, dans un décor féerique. Cuisine faite par le patron. Air conditionné. Service et livraisons à domicile. Plats à emporter.

LE GUILLAUME TEL 622-33-72
111, av. de Villiers, 17^e F. sam., dim.

TERRASSE D'ÉTÉ. Spéc. POISSONS, CRUSTACÉS, BOUILLABAISE et BOURRIDE. Carte crédit. Parking assuré, 210, rue de Courcelles.

EL PICADOR 387-28-87
80, bd des Batignolles, 17^e F. hebdo, mardi

Déjeuner, dîner, j. 23 h 30. SPÉCIALITÉS ESPAGNOLES et FRANÇAISES : marmiton, gambas, tortilla, chateaubriand tiels. P.M.R. : 120 F. Fournie à 75 F s.a.c. avec spéci. Ouv. jeudi-soir.

CHEZ GEORGES 774-31-00
273, bd Pereire, 17^e Porte Maillot

Maison cinquantenaire. Accueil jusqu'à 23 h 30. Ses plats ontinés à l'ancienne, tranchés et servis devant vous. Gigot, train de côtes et ses vins de propriétaires. OUVERT TOUTS LES JOURS, MÊME LE SAMEDI. TERRASSE.

LE SAINT-SIMON 380-88-66
116, bd Pereire, 17^e F. sam. midi-dim.

Ses spécialités de poissons. MENU à 110F. S.A.C. et CARTE. Propriétaire et chef de cuisine B. FERRAGU. Parking, 210, rue de Courcelles. TERRASSE.

RIVE GAUCHE

LA FERME DU PÉRODOR
1, rue des Fossés-Saint-Marcel, 5^e

DEJUNERS D'AFFAIRES. DINERS. Costumiers privés jusqu'à minuit. Tél. 331-69-20. OUVERT TOUTS LES JOURS. Parking garanti.

LE MAHARAJA 325-12-84
15, rue J.-Chaplain, 6^e Ts les jrs

Jusqu'à 23 h 30. CARREFOUR MONTMARTRE-RASPAIL-BRÉE, vous dégustez les spécialités de TANDOUR, nos BIRIANIS ainsi que les CARYS.

TAN DINH F/dimanche
63, rue de Valenciennes, 7^e 544-04-84

Restaurant vietnamien. PRÊT MARCO POLO 1979. 600 Grande Crev. dont 160 Pomerol. Service assuré jusqu'à 23 h 15. Parking : Rue-Montandrieux.

LA BOURGOGNE 705-96-78
6, avenue Boquet, 7^e

Cuisine traditionnelle. Spécialités régionales. Fais gas chand aux rindes et ses vins. Fermé samedi midi et dimanche. Ouvert le samedi soir.

SOUPERS APRES MINUIT

CABANE DE LA BOTTES : 1^{er} ét. 1^{er} ét.
340-40-40
Ménages à la marseillaise - Rio d'argent
BOUILLABAISE - con. Ambiance - PIANO

LE BULLIER 2^e ét. Observatoire
Tél. : 335-48-11
(face à la Closerie des Lilas)
BRASSERIE - CAFÉ - GLACIER - TERR.
de 8 h à 1 h du matin. Tous les jours.

LA CLOSERIE DES LILAS

171, boulevard du Montparnasse
326-70-50 et 354-21-68 - TERRASSE
Au piano : Yvan MEYER.

LA TOUR D'ARGENT

6, place de la Bastille, 344-32-19
Cadre élég. et confort. - Tous les jours
de 12 h à 1 h 15 mat. Grill., poissons.

Les Tables
de la Semaine
La Mitidja

Un nouveau maghrébin dans un très joli cadre. Et une très bonne cuisine : le couscous roulé main accompagne les brochettes diverses, les tajines multiples. La pastilla (pastilla) sur commande est digne des princes des sables. Débutez par les bricks (ou brekkas ou bourekas) feuilletés aériens à l'agneau au thon et œuf, à l'œuf, aux crevettes, au saumon. Notez le couscous Mitidja (agneau, brochette, merguez, boulette) à 85 F. Et si vous hésitez entre les douze ou quinze vins d'outre-Méditerranée, choisissez le thé à la menthe (non sucré surtout !!). Ma note : 16/20.

© 22, passage des Fumettes. Tél. : 506-16-97.

LA REYNÈRE.

Tous les jours,
sauf les samedis et dimanche

Ouvert en juillet et août

RADIO-TÉLÉVISION

Mercredi 11 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 **Série : Dallas.**
Les Ewing se retrouvent à l'hôpital autour de Sue Ellen et de Mickey, victimes d'un accident de la route. Sue Ellen est accusée d'avoir conduit en état d'ivresse.
21 h 30 **L'histoire à la une : Souvenirs de l'été 44.**
Textes et commentaires : R. Godely, réal. C. de Givray et G. Grol.
Juillet 1944, un mois charnière où se sont illustrés des hommes du maquis de Corrèze, de Solennes et du Vercors. En juillet 1944, aussi, on meurt dans tous les coins de France. A Paris, les orchestres allemands jouent Beethoven. Des témoignages, des documents.
22 h 55 **Journal.**

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 **Téléfilm : Mesdames les juries.**
L'Affaire Romy, réal. A. Francis.
Les valeurs de la drogue, ses réseaux de distribution, les drames humains qu'elle provoque, mais aussi l'action de ceux qui essayent de venir en aide aux toxicomanes. Une sorte d'enquête qu'un homme décide de mener.
22 h 40 **Série : C'est une d'automobile française.**
De tout temps, en 1930, la première exportatrice d'Europe. Avec la participation de M. Pierre Dreyfus, ex-PDG de Renault, qui fera le bilan des grandes innovations qui marqueront l'histoire de la firme.
23 h 10 **Journal.**
23 h 30 **Bonheur les clips.**

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 **US Festival 83 : Hard rock.**
Avec les groupes : Quiet Riot, Ozzy Osbourne, Judas Priest, Triumph, Scorpions, Van Halen.

21 h 35 **Journal.**
21 h 55 **Cinéma : Les Yeux fermés.**
Film français de J. Santoni (1971), avec G. Desarthe, L. Rainer, M. Dello, J. Carmet, L. Raimbourg, D. Labouret, J. Lescot.
Transmuté par les suites d'un ami, un jeune comédien décide de porter des lunettes noires, se promène dans les rues de Paris en aveugle et fait d'étranges rencontres. Un film d'auteur un peu malade dans la mise en scène mais original par son sujet (le refus du monde extérieur), son aspect poétique et initiatique, et l'interprétation de Gérard Desarthe.
23 h 50 **Nostalgie.**
Émission littéraire de Jérôme Garcin.
1974-1984 : Dix ans et des souvenirs de livres, de chansons, de voyages. Ce soir l'année 1981.
0 h **Prélude à la nuit.**
Concerto en ré majeur pour flûte et cordes, de Tchaïkovski par le quatuor de flûtes Arcadia.

FRANCE CULTURE

20 h 30 **Musique : les musiques Electro-acoustiques de Bruno Maderna.** avec MC2, Musique contemporaine d'Avignon : musiques vivantes.
22 h 30 **Nuits magiques.** Toutes les femmes sont fatales ; 23 h 10 **Le Roman rose.**

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 **Concert (Festival de Ludwigsburg 1983) :** Musique de la Renaissance à Naples ; Œuvres anonymes, de Ghiselin, Caccini, Corelli, Monteverdi, Couperin, Cabanone, de Nola, Orli, Willert par l'ensemble Harmonia JCC.
23 h **Les soirées de France-Musique : Le piano et Schubert ; 1 h, poèmes d'Or.**

Jeudi 12 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 30 **TF 1 Vision plus.**
12 h **Bonjour, bon appétit.**
13 h **Cocorin maison.**
14 h **Journal.**
15 h 30 **Série : Aux frontières du possible.**
16 h 30 **Objectif santé.**
17 h 40 **Danses : Tout de l'été.**
18 h 15 **Quarté en direct d'Enghien.**
19 h 45 **Opéra : Tour de France cycliste.**
20 h **Danses : Tout de l'été.**
21 h 55 **Danses : La Pique.**
22 h **Votre nuit à pied.**
23 h 15 **Série : Une autre vie.**
Cronique de quelques Indes Weyman.
Dans la forêt équatoriale, sur les rives du fleuve Mouri, André Cognat, naufragé, premier Blanc, va se faire adopter par la tribu indienne du village Antecade-Pala.
19 h 15 **Emissions régionales.**
19 h 40 **Tour de France (résumé).**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Variétés : L'été de l'été.**
21 h 35 **Téléfilm : L'Agenda.**
De G. Huet, M. Gard et P. Volon.
Bleu pour quelques heures, quatre vacanciers se perdent sur les notes mystérieuses d'un agenda trouvé par hasard. Chacun tente de faire vivre le propriétaire du carnet. Et chacun, dans une certaine mesure, se révèle à travers son récit.
23 h **Journal.**
23 h 15 **Vivre en poésie.**

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

12 h 30 **ANTIOPE.**
12 h 45 **Journal.**
13 h 10 **Série : les enquêteurs associés.**
13 h 40 **Cyclisme : Tour de France.**
14 h 45 **Journal.**
15 h 35 **Série : les Enchevêtrements.**
16 h 25 **Aujourd'hui la vie.**
17 h 25 **Sports 42.**
18 h **Révisé A 2.**
18 h 30 **C'est la vie.**
19 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 15 **Emissions régionales.**
19 h 40 **Le théâtre de Boulevard.**
20 h **Journal.**

SOIRÉE CANADA :

20 h 35 **Club des télévisions du monde : le Mercenaire et l'Enfant.**
Téléfilm de la chaîne canadienne CBC.
Quand votre fils persécuté est enlevé par votre ami, quel est le rôle de la police et même des détectives privés se révèlent impuissants, que reste-t-il à faire ? Isabelle se croit pas d'engager un mercenaire sans scrupules pour retrouver son enfant.
21 h 50 **Divertissement : Robins des Bois.**
Réal. L. Evans.
Les Robins des Bois sous les traits de Graciano Marx, Little John sous ceux de John Wayne, Prince John avec l'allure d'Hamphrey Bogart. Les imitations de Rich Little. C'est d'ail comique.
22 h 30 **Document : La route des légendes.**
Réal. P. d'Entremont.
Les tondeuses géantes transportent le glacier des côtes de l'Alaska et du Labrador redécouvrent la rencontre avec 2 millions de kilomètres cubes de glace.

23 h **Journal.**
23 h 20 **Bonheur les clips.**

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 3 **Jeu littéraire : Les mots en tête.**
19 h 15 **Emissions régionales.**
19 h 40 **Variétés : Rythmes sur la ville.**
19 h 55 **Danses : Les clips.**
20 h 5 **Les jeux.**
20 h 35 **Cinéma : Mon premier amour.**
Film français d'E. Chouanqui (1978), avec A. Aizé, R. Berry, G. Forzetti, J. Villard, N. Baye, G. Segal.
Une femme quarante ans, divorcée, vivant avec son fils de vingt ans, apprend à celui-ci qu'elle est atteinte de leucémie. Découvre l'amour profond qu'il porte à sa mère, le garçon va se consacrer entièrement à elle, pour adoucir sa mort. Le premier film, sentimental et romantique, d'un réalisateur de Claude Lelouch. Grâce à Anouk Aimée et Richard Berry, tous deux remarquables, l'histoire est émouvante, sans tomber dans le mélodrame.
22 h 10 **Journal.**
22 h 30 **Cronique d'un pays noyé : Mémoires d'un bon élève.**
De F. Bonelli, prod. INA.
Une caméra qui filme lentement le long des rives de la Loire, pour filmer une vallée appelée à disparaître lors de la mise en service de l'un des plus importants barrages français.
23 h 35 **Nostalgie.**
Émission de Jérôme Garcin.
1974-1984 : Dix ans et des souvenirs de livres, de chansons et de voyages. Ce soir, l'année 1982.
23 h 40 **Prélude à la nuit.**
Scherzando, de Milhaud interprété par G. et A. Plesner.

FRANCE CULTURE

12 h 5 **Agenda.**
12 h 45 **Programme.**
13 h 30 **Peintures et ateliers.**
14 h 10 **Un livre, des voix : « Le Vert Paradis », d'André Breton.**
15 h 3 **Mémoires : adresse aux vivants ; à 16 h 10, Le vie qui change (Marselle story) ; à 16 h 35, Paroles ; à 17 h, Amour des « Fragments d'un discours amoureux » de R. Barthes ; à 17 h 30, Paroles ; à 18 h 22, Intime conversation.**
19 h 30 **Feuilleton : l'Amérique des pionniers (La Pique).**
19 h 25 **Jazz à l'antenne.**
19 h 30 **Les progrès de la biologie et de la médecine : l'infusion en chimie, d'infusion en chimie.**
20 h **Les enjeux internationaux.**
20 h 30 **Kyra Kyralline, de Panos Istrati. Avec S. Joubert, R. Legendre, R. Molliard, R. Crouzet, Y. Cloch, N. Nouriss.**
22 h 30 **Nuits magiques : Toutes les femmes sont fatales ; 23 h 10, Le Roman rose.**

FRANCE-MUSIQUE

12 h 5 **Concert : œuvres de Lopez Moreno, Monteverdi, Frescobaldi, Weelkes, Gassuado par l'ensemble Pro Cantu.**
13 h 32 **Opéra-magazine.**
14 h 2 **Repères contemporains.**
15 h **Musiciens à l'écran : Offenbach ou l'Opéra dans son miroir : œuvres d'Offenbach, Romani, Verdi.**
16 h 5 **L'opéra.**
19 h **Le temps du jazz : feuilleton « cartes postales », Interimède, Le bloc-notes.**
20 h **Concerts internationaux de guitare.**
20 h 30 **Concert : Épisode 4 pour saxophoniste solo, de Joliet ; Trois strophes sur le nom de Sacher, pour violoncelle de Dutilleul ; Pyre pour saxophone de Hagep ; Trois de Dutilleul, Suite (création mondiale) de Lefèvre par l'ensemble 2m 2m, dir. P. Méfano.**
23 h **Les soirées de France-Musique : Le piano et Schubert.**

Naissances

- Marie-Christine, née STERIN et Jérôme CLÉMENT, Sarah, Julien et Elsa sont heureux d'annoncer la naissance de
Judith,
le 8 juillet 1984, à Paris.

- M^{me} Jacqueline DUMONT a la joie d'annoncer la naissance de son troisième petit-enfant,
Christophe,
le 28 avril 1984, à Paris.

- Le docteur et M^{me} Giovanni MILITO-GUIARD, sont heureux de faire part de la naissance de leur fils
François-Georges,
le 25 juin 1984.

Via Reno 22,
Rue Orléans,
3, boulevard Alexandre-Dumas,
Bercy 75010 Paris.

- Pierre-François et Dominique RACINE laissent à Boris la joie d'annoncer la naissance de sa sœur
Camille,
le 16 juin 1984.

28, rue Henri-Robert,
75001 Paris.

Décès

- Nous apprenons le décès de
Philippe ATGER,
journaliste.

Un office sera célébré en sa mémoire, mardi 17 juillet 1984, à 12 heures, en l'église réformée, 19, rue Carambert, à Paris-16^e.

[Né le 28 août 1928 à Anduze (Gard), licencié en droit, diplômé de sciences politiques, Philippe Atger a mené une carrière politique et journalistique. Dès 1952, il appartient aux cabinets ministériels de MM. Bonafant (Intérieur), Maurice Faure (Affaires étrangères), Jean Néron (Général). Sous la IV^e République il est chef de cabinet de MM. Christian Fouchet (député national), François Mitterrand (député), Philippe Decker (journal), Jean-Pierre Soliman (journal). Il fut également journaliste politique à « Le Monde », à « Combat », à « Le Temps de Paris », à « La Vie française », avant d'être, de 1965 à 1967, directeur politique de « Le Monde », organe du mouvement gauchiste où il se situait parmi les gauchistes de gauche. Il avait été en 1978 délégué général du Centre d'information et de documentation jeunesse, et président de la Maison internationale des jeunes.]

- Nantia, De d'Yen.
Maryvonne, Yann, Marine et Jean-Claude BONDUELLE, ont la tristesse de faire part du décès de
Jean-Claude BONDUELLE.

survécu accidentellement le 8 juillet 1984, à l'âge de 50 ans.
La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église Saint-Augustin de Nantes, le mardi 10 juillet.
Cet avis tient lieu de faire-part.

- M^{me} Paul Bouquin, son épouse,
M^{me} et M^{me} Jean-Claude Bouquin, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} et M^{me} Jean-Marie Bouquin et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Donald Bryson-Taylor, M^{me} et M^{me} Jean-Paul Bouquin, M^{me} et M^{me} Jean-Pierre Bouquin, M^{me} et M^{me} Roger Bouquin, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de
M. Paul BOUQUIN, officier des Palmes académiques, docteur ès lettres, professeur honoraire, survenu subitement le 3 juillet 1984, dans sa soixante-dix-neuvième année. La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le 9 juillet, à 9 h 30, en l'église d'Amières-les-Bourges, dans l'intimité familiale.

34, rue Gauchère, Amières 18000 Bourges.

- M. Jean Constantin, son épouse,
M^{me} Françoise Constantin, son fils,
M^{me} Bianca Savarini Toni, sa mère,
M^{me} et M^{me} Giacinto Savarini, ses frères et sœurs, sa nièce, ont la tristesse d'annoncer le décès de
M^{me} Marie CONSTANTIN, née Savarini, lectrice d'Italien à l'université Paris-IV Sorbonne, survenue le 9 juillet 1984.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Pantin, le 12 juillet. On se réunira à 8 h 15, entrée principale, 150, avenue de Wagram, 75017 Paris. Via Gaby, 6, 50100 Flis (Italie).

- On nous annonce le décès accidentel de
M. Francis CROS, professeur d'allemand à l'université de Nancy, à l'âge de quarante-cinq ans.

De la part de
M^{me} Christine Cros, Et des familles Cros et Lalovée.

Le 2 juillet 1984.
Nancy. Béziers. Fraize.

LE CARNET DU Monde

M. Albert PIHA,

survécu le 5 juillet 1984, dans sa soixante-troisième année.
Cet avis tient lieu de faire-part.

1, allée du Magnat,
77210 Avon.

- M^{me} et M^{me} Jacob Proszowski, M. Joseph Proszowski, M. et M^{me} Elie Proszowski, M. et M^{me} Edouard Proszowski et leur fille, ses neveux et nièces, M. et M^{me} Henry Kimsa et leurs enfants, ses cousins et petits-cousins, M. et M^{me} Marcel Adamowicz et leurs enfants, ses cousins et petits-cousins, M. et M^{me} Albert Kirsztner et leurs enfants, ses cousins et petits-cousins, M. Albert Proszowski et leurs enfants, ses cousins et petits-cousins, ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Elty PROSZOWSKA, artiste-peintre, décédée le 9 juillet 1984, dans sa soixante et unième année.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille au cimetière parisien de Bagneux, le vendredi 13 juillet. Réunion porte principale du cimetière parisien de Bagneux, à 10 h 45. Un car sera à disposition, place de la République, hôtel Moderne, à 10 h 15.

Services religieux

- Grande Mosquée, 2, rue Quatre-fages, à Paris-5^e. Une cérémonie commémorative sera célébrée vendredi 13 juillet, à 16 heures, à la mémoire des musulmans morts pour la France, en présence des délégations d'Associations de combattants venues d'Afrique et d'autres pays d'outre-mer. Une gerbe sera déposée, au nom des mille sept cent trente-deux Résistants réfugiés à la mosquée, sur la tombe de S.E. Si Kadour Bengabrit, ancien recteur, par Albert Assouline, président de l'amicale Ibrahima Vic, 32, rue Notre-Dame-des-Victoires, à Paris-2^e.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT
- Université Paris-I, mercredi 11 juillet, à 14 h 30, salle L. Liard, M. Jean Arrouye : « L'invention du paysage provençal ».

TRANSIT INTERNATIONAL
AUTOMOBILES - BAGAGES
U.S.A. - CANADA - ALGERIE
TUNISIE - MAROC - AFRIQUE
DOM-TOM - MOYEN ORIENT etc...

TOUTES DESTINATIONS
CARSHIP S.A. (t) 500-03-04
20, rue Le Sueur - 75116 Paris

ROBLOT S. A.
522-27-22
ORGANISATION D'OSSEQUES

Les obsèques religieuses ont eu lieu le 27 juin à Sainte-Foy-la-Grande (33).

Notre abonné, bénéficiaire d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », nous prie de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

150, avenue de Wagram, 75017 Paris. Via Gaby, 6, 50100 Flis (Italie).

Le public : la star, c'est le rire - Derrière l'écran, une industrie - Trusts et artisans - Le rôle de l'Etat : stimuler plus que gêner - Ciné et télé complices et rivaux - Créateurs et étoiles - Voir et promouvoir : critiques et festivals - Les métiers du cinéma.

DESSINS DE PLANTU ET DE CARLOS BRITTO
JUILLET-AOÛT 1984
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 5,50 F

Aix
FESTIVAL D'AIX
13 Juil/1^{er} Août
Il Barbieri di Siviglia
Rossini
La Finta Giardiniera
Mozart
17 Concerts/Récitals
Location : (42) 23.37.81
Envoi programmes sur demande

CINÉ TÉLÉ GUIDE
Plus de 700 films diffusés annuellement par les trois chaînes de télévision, un marché des vidéo-cassettes en pleine expansion, d'innombrables « reprises » dans les salles de cinéma traditionnelles et, demain, la quatrième chaîne et la TV par câble, qui consommeront les « toiles » par centaines. Devant la multiplication des productions parvenues télévisuelles, l'avenir du petit et du grand écran appartient à l'évidence au cinéma.
Mais comment le cinéphile peut-il se retrouver dans cette abondance ? Le CINÉTELEGUIDE SOLAR le lui permet enfin. Ouvrage unique en son genre en France (ses équivalents américains étant diffusés chaque année à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires), il offre à l'ensemble des cinéastes plus de 10 000 titres présentés sous la forme de fiches signalétiques comportant pour chaque film :
● le titre original
● la date de réalisation
● la durée
● le nom du metteur en scène
● la liste des interprètes
● un résumé succinct
● la catégorie (western, comédie, document, etc.)
Précise, fiable, d'un maniement aisé - les films sont étudiés dans l'ordre alphabétique -, le CINÉTELEGUIDE SOLAR n'est ni une encyclopédie ni un dictionnaire. Plutôt que dans votre bibliothèque, il trouvera sa place non loin de votre poste de télévision, dont il deviendra très vite le compagnon inséparable et indispensable.
70 F TTC
SOLAR

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	88,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
ANNONCES ENCADREES	47,00	55,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,80
DEMANDES D'EMPLOI	36,00	42,70
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressif selon surface ou nombre de perçages.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Un challenge pour un spécialiste... Communication et Publicité



Votre spécialité c'est la communication. Vous êtes intéressé par la complexité d'une communication à plusieurs niveaux (clients - agents généraux - encadrement terrain).
Avoir des idées, concevoir des textes, trouver le mot juste, l'argumentation qui porte, vous passionne.
Vous avez une première expérience (4 à 5 ans) dans la promotion des services financiers orientés vers la clientèle des particuliers qui vous a permis d'acquies une bonne connaissance des techniques publicitaires.
Vous prendrez en charge la conception et la réalisation de toutes les actions publicitaires concernant nos produits.
Vous viendrez étoffer notre équipe marketing et pourrez développer votre esprit d'initiative et votre imagination créatrice.
Si vous vous reconnaissez à travers ce message, écrivez sans plus tarder en joignant CV et photo au Service du Recrutement 21 rue de Chateaudun 75447 Paris Cedex 09.

Responsable d'études

Chargé du domaine de la gestion des documents. Il aura notamment à concevoir et réaliser le nouveau système de gestion des documents techniques à travers l'animation d'une équipe de plusieurs chefs de projet et d'analyses.

Chef de projet

Chargé de la conception, du pilotage de la réalisation et de la mise en place de logiciels de gestion dans le domaine « comptabilité générale et analytique, systèmes pour comptabilité et contrôle de gestion ».
Après avoir pris connaissance des systèmes d'information existants, il développera de nouveaux logiciels.

Ces ingénieurs auront de bonnes connaissances méthodologiques et techniques : ENVIRONNEMENT IBM (MVS/CICS/VS/VS2) ET DEC (VAX/VMS) avec une expérience d'au moins 5 ans dans la conduite de projets ayant nécessité la maîtrise de problèmes liés au télétransmission et aux bases de données.
Une expérience d'informaticien répartis serait appréciée.

Pour plus d'informations, téléphonez 7 jours sur 7 de 7h00 à 22h00 au **722.24.24.**
Nous prendrons rendez-vous ensemble.

INFORMATIS

Pour projets industriels de VIDEOTEX utilisant TRANSPAC INGENIEURS LOGICIEL
SOFT DE BASE, MONITEUR, INGENIEURS SYSTEME
PROCESSEURS INDUSTRIELS
SYSTEMES VAX/VMS, IBM, DEC, etc.
INGENIEURS LOGICIEL
3 a. exp. a/MOTOROLA 68000
ANALYSTE-PROGRAM.
COSOL. BUREAUCHIEF
MEDIUM SYSTEM/CANON
CHEF DE PROJETS
Suppl. DPS 7 projets VIDEOTEX
COSOL. MVS. IBM
36, rue Desbrosses, P. 357-88-22.
Institut d'Enseignement Privé
recherche pour soft ENSEI-
GANTS VACANTES meth.
stat. analyse économique.
Série sur le n° 222 105 M
RÉGION-PRESS
7, rue de Montesson, Paris-7.

claude fitoussi conseil
Spécialiste du recrutement micro-informatique recherche

5 Fonciers

pour développer les ventes
de micro-informatique à Paris et Lille
(Réf. MTR/01)

Postes d'avenir chez un grand distributeur européen
mondialement connu développant fortement
son activité micro-informatique

- Au départ, postes de vendeurs conseillers de micro-ordinateurs dans les boutiques.
- Evolution possible rapidement vers des postes de responsables de magasins micro (à Paris et en province) et de formateurs.
- Formation solide assurée par la Société (2 mois).
- Connaissances informatiques non indispensables. Dynamisme nécessaire.
- Mobilité et disponibilité exigées.
- Rémunération avec fixe important et intéressement d'équipe.

Opportunité fantastique pour candidats intelligents et équilibrés aimant le contact.
Envoyer C.V. + lettre manuscrite + photo (retournée) à Claude FITOUSSI
Conseil - 74, boulevard de Reuilly - PARIS-12^e - Tél. : 307.57.78, en rap-
pelant la référence MTR/01.

Collège, lycée privé
souhaitant recruter 84
PROFESSEUR ANGLAIS bilingue
niveau parfait
ÉCONOMIE / INTERMÉDIAIRE
gestion et demi-pension,
800 convertis, informatique et
anglais approfondis.
Envoyer c.v. et photo à :
M. MO 78.228 Bld 17, rue
Lafayette, 94307 Vincennes Cedex
qui transmettra.

emplois
régionaux
LE DÉPARTEMENT
DES LANDES
recrute
par voie de concours sur titre
UN HYDROGÉOLOGUE

Expérience souhaitée.
Diplôme de l'enseignement
supérieur : diplôme d'ingénieur
en Géologie (spécialité hydro-
géologie) délivré par l'École
Nationale Supérieure de
Géologie de Nancy ou Docteur
en 3^e cycle. Spécialité
hydrogéologie.
Les candidatures accompa-
gnées d'un C.V. complet et
d'une photo récente doivent être
adressées à :
M. le Président du Conseil
Général des Landes - Hôtel
Parlement - 39 266 40025
MONT-DE-MARSAN Cedex.

URGENT CHIEF DU SERVICE
Transformation matières
plastiques, fonction technique
commerciale et de gestion
Société ALIZOL
Pav. du Marais - 24480 ALZAY.

Urgent

POUR ANIMER
DES CENTRES
D'INFORMATION RÉGIONAUX
CIVIS Conseil recrute
des CHARGÉ (E) S de RELATIONS
PUBLIQUES

NOUS SOUHAITONS :

- Minimum 3 ans d'expérience réussie en agence ou chez un annonceur en tant que responsable de communication (relations publiques).
- Intérêt (et si possible connaissance) des problèmes d'information locale (élus, associations administratives, presse locale, population, etc.).
- Capacité à concevoir, préparer et organiser des actions d'information, leurs outils (documents, exposition, etc.) et en assurer le suivi.

NOUS OFFRONS :

- Un poste passionnant en relation avec une équipe de professionnels jeunes, dynamiques et performants.
- Une possibilité d'évolution dans le poste ou sur Paris en fonction du succès de l'intervention et des opportunités de développement de groupe.
- Une rémunération attractive tenant compte de l'expérience, de l'efficacité et de la motivation.

Si vous êtes passionné (e) par la communication et libre très rapidement, écrivez sous réf. CIVIS/REP.
Jean-Pierre PIOTET, CIVIS Conseil,
59, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS.

CIVIS conseil



Ministère de l'Éducation Nationale
AGENCE NATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT
DE L'ÉDUCATION PERMANENTE

Établissement à caractère industriel et commer-
cial intervenant pour le compte de toutes collec-
tivités publiques (administrations, établisse-
ments, collectivités locales) ou privées, en
France et à l'étranger, dans le domaine de l'in-
génierie de la formation.

recherche

CHARGÉS DE MISSION

- Formation ingénieur ou économiste.
- Expérience confirmée de gestion des ressources hu-
maines en entreprise ou dans un organisme public.
- Expérience complémentaire souhaitée en informatique.
- Anglais ou espagnol courant apprécié.

Recommandations à décrire.

Adresser c.v. et prétentions à :
Monsieur le Directeur de l'Agence Nationale pour le
Développement de l'Éducation Permanente
(A.D.E.P.) - Immeuble - le Central - la Courbe-
Mont-d'Est, 93160 NOISY-LE-GRAND.

VENDEURS MICRO INFORMATIQUE ET TECHNICIENS

Paris + province.
Téléphone : (1) 307-57-78.
Rémunération attractive.

propositions diverses

Les possibilités d'emploi à
travers le monde.
Demandez une
documentation sur la revue
spécialisée MIGRATIONS (L.R.)
B.P. 281 - 09 PARIS.

L'Etat offre des emplois
stables, bien rémunérés,
à toutes et à tous
avec ou sans diplôme.
Demandez une documentation
sur notre revue spécialisée
FRANCE CARRIÈRES (C 10)
B.P. 402 - 09 PARIS.

automobiles

ventes

de 8 à 11 CV.

URGENT, cause d'emploi
part. vers HONZON GL 1980
1^{er} an. verdu avec argus.
Tél. : 896-03-32 après 20 h.

DEMANDES D'EMPLOI

41, 44 ans.
ANALYSTE-PROGRAMMEUR
18 ans chez constructeur, ser-
v. ré. cherche emploi adm. ou
tech. commercial, double tou-
risme.

M. Bernard Michel, 28, bd du
Grand-Puy, 95650 PRESLES.
Téléphone : 034-21-24.

HONGROISE, bilingue, ch.
trav. ou intérpr. hongr., angl.,
esp., russe ou trav. électro-
nique. Adresse : 805-24-74 (bur.).
887-03-38 (dom.).

AT 2 ÉLECTRONICIEN

3 P.A. - 31 ANS
10 ANS D'EXPÉRIENCE
DONT 3 ANS ARTISANAT
Vente et maintenance produits
électro-ménagers. M. JOUR-
DAIN, 51, r. Michel, 93170
BAGNOLET. Tél. : 383-44-36.

J.H. 27 ans, maître en droit
privé, dipl. E.L., docteur
en droit en informatique
docteur d'Etat en Sciences Po
rech. emploi bancaire
ou français.
Écrire sous le n° 012.287 M
à :
ALLENDAIR TRILONGUE
31 ans exp. traduction, ensei-
gnement. Disponible 1-10-84
Ch. emploi France ou étranger
Tél. (16-61) 44-74-76.

L'immobilier

appartements ventes

4^e arrdt
CŒUR MARAIS
DANS HOTEL PARTICULIER
MONTMARTRE
à rénover. Tél. 236-83-82.

ILE ST-LOUIS
Imm. XVII^e
studio 12 m.
clair. Pts 210.000 F.
Téléphone : 325-97-18.

5^e arrdt
Splendide 2/3 P., s/ balcon pl.
solé, café, frigo, lav. w.c.
exceptionnel. Prix sacrifié.
Prop. 878-41-65.

6^e arrdt
31, RUE DE SEINE
PARTHÈNE RÉNOVÉE
Bel immeuble 18^e étage
sjour + 2 chbres 66 m²
2.100.000 F.
94 + 2 ou 3 chbres, 128 m²
116 m² à aménager, beau vol.
2.100.000 F.
94 + 4/5 chbres + terrasse
2.750.000 F.
Vie, mar., jardi, 14 h 30 à 18 h.
Téléphone : 522-17-76.

RUE DE SEVRES
130 m² à rénover
3^e ET DERNIER ÉTAGE
dans imm. rénov. 527-22-88.

9^e arrdt
RUE DE BERNE, dans bel
immeuble, 12 ch. sjour + 2
chbrs, 45 m². Pts 340.000 F.
Tél. 528-80-44 - 563-87-88.

10^e arrdt
RUE DE LORETTE, beau
dv. + chbrs, pourrais, m. n.
420.000 - 528-89-04.

RUE LE PELLETIER
Angle Vercors, 5^e arr., 5 P., 11
ch., 134 m² + balc. Coupat
dame 93 ans. 283-03-50.

11^e arrdt
ATELIER + 2 P.
Vitalité, 110 m² - 703-32-31.

EXCEPTIONNEL
M. Faidherbe, imm. 1970, 2 P.
50 m², 8^e ét., terrasse 16 m²
vue sur Paris, balcon 9 m²
+ veranda sans vitr.-v. v.o.
cave, park., bus clair, centre
parc - 528-88-89.

12^e arrdt
PROX. NATION
superbe imm. ancien pierre
revail, dernier ét., ascens.,
DUPLUX, 64, chbrs, 4 chbres,
cave, armoire, T. 12 chbres.
TRÈS BELLE AFFAIRE

DEMICHELI
878-80-22 et 47-71.

14^e arrdt
PORTE D'ORLÈANS
8^e ET 10^e ÉTAGE
3 P. imm. rénov., balcon 9 m²
GARBI 887-22-88.

DEMPET, ancien 2 pièces, état
confort, PLEIN SOLEIL,
438.000 F. - 522-81-35.

16^e arrdt
PTE ST-CLOUD, PRÈS
BEAU 6 PCEs, 2 bns, 2 ch.
bel imm. 1^{er} ét., très clair
1.800.000 F. tél. 257-57-57.

16^e NORD, 8 P.
serv. gar. Métro 647-47-47.

17^e arrdt
PEREIRE
appt de qualité en immeuble
450 m² TERRASSE 450 m²
VUE EXCEPT. Tél. 708-12-21.

PLACE MALESHERBES
SUPERBE pierre de taille
STUDIO + MEZZAUNE
340.000. Exclut. 708-03-18.

BATIGNOLLES
PROGRAMME NP DE QUALITÉ
RESTANT 8 APPTS avec pers.
livraison 11/84 et les 12
14 h 18 h, y compris dm.
Téléphone : 286-28-80.
67, pl. D-Félix-Lahorgne.

BON XVII^e
dans imm. pierre de t. sec.
appt de 200 m², rénov.,
+ 5 chbres. Tél. 798-12-21.

18^e arrdt
18^e ATELIER LOFT
2 niveaux, salle utilitaire,
Mgnt, cuisine, clair. Direct pro-
prieté. Bâtisse neuve, ven-
dant 11 h à 13 h, 6, rue
Cassini, 92 528-88-88.

20^e arrdt
R. BAGNOLET
Imm. rénov., 8^e ét., DUPLEX
+ TERRASSE 90 m², 46,
2 chbres, box fermé s/soi

DEMICHELI
878-80-22 et 47-71.

appartements achats

Recherche 1 à 2 P. PARIS
15^e arr. ou sans travail.
PAIE CPT chez notaire.
873-20-87 même le soir.

MALESHERBES 73
522-05-86
RECH. APPARTEMENTS
7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15
TRES SURFACES
HOTELS PARTIC. ET BUREAUX

locations
non meublées
offres

Paris

LES PARTICULIERS ont des
LOGEMENTS A LOUER.
SÉLECTION GRATUITE
OFFRES DES LOCATAIRES.
Téléphone : 296-88-48.

PROXIMITÉ ST-MARCEL
12, RUE DES BUISS
APARTEMENTS
NEUFS
2-3-4 PIÈCES
STANDING

Région parisienne

CACHAN
CENTRE VILLE
G.F.F. LOUE
Dans imm. N° DE STANDING

APPTS 4 PCEs
A partir de 3.800 F. + ch.
Sur place, meublé, jardi
de 15 h à 18 h. Angle rue de
Métro et rue de la Chapelle

locations
non meublées
demandes

Paris

Pour louer cadres supérieurs et
encadrement IMPORTANTES ET
BÉNÉFICIAIRES rech. divers
appt sans catégorie et gde
surfaces, villas, Paris et envi-
rons. 804-48-21 poste 790.

ASSOCIATION d'étudiants
recherche chambres, studios
2 et 3 pièces. Téléphone
au 280-88-88.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES
villes très touristiques. Loyer gé-
rant, 888-88-88, 283-57-02.

PARTICULIER CHERCHE F.S.
RÉGION SAINT-GERMAIN (P)
EN LOCATION MAXI 3500 F
CC COMPRISE
POUR FIN SEPTEMBRE 1984
Tél. après 18 h. 058-21-23.

locations
meublées
demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL
recherche pour sa direction
beaux appts de standing,
4 p. et plus. Tél. 285-11-08.

EMBASSY-SERVICE
S. J. de Meudon, 75008
PARIS APPARTEMENTS
ETANDANT.
Tél. : 562-78-99.

terrains

LOUVECIENNES
TERRAIN constructible
6.000 m² pour villa 500 m²
hab., mnt., zone protégée
PX EXCEPTIONNEL 1.800.000 F
CJ (1) 742-68-34.

viagers

F. CRUZ 266-19-00
8, RUE LA BÊTE-9
Px très intéressantes
Etude gratuite.

immobilier
information

ANCIENS, NEUFS
DU STUDIO AU 8 PIÈCES
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire :
PHARM de Paris 10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00

Immobilier d'entreprise
et commercial

bureaux bureaux

Locations

CHAMPS-ÉLYSÉES
Bx équipe avec services
ou votre siège social
Tél., télex, secrétaire, salles
de réunion, vidéo, bar, etc.
La courbe ou longue durée
ACTE. 562-66-00.

SIÈGE SOCIAL 8^e
REDACTION D'ACTES
TELEX LES SERVICES BURX
AGECO 294-23-83.
(STATIONNEMENT AGRÉ)

Votre adresse commerciale
ou SIÈGE SOCIAL
Local, bureau, secr., éqps
CONSTITUTION STES
et CRÉATION TTES ENTREPRISES
ASAP S.A. 293-60-50.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de Société
Déclaration et tous services
Fournitures téléphoniques
355-17-50.

locaux
commerciaux

Ventes

18^e ATELIER LOFT
2 niveaux, salle utilitaire,
Mgnt, cuisine, clair. Direct pro-
prieté. Bâtisse neuve, ven-
dant 11 h à 13 h, 6, rue
Cassini, 92 528-88-88.

Ventes

MAIRIE 3^e ARRONDISSEMENT
Murs de boutiques occupés
confection. Très bon rapport
Téléphone : 282-05-50.

Le Monde
AGRICULTURE
La se

information

Vo pa

BTS E

Des

Le Monde

économie

AGRICULTURE

La réduction de la production laitière semble s'opérer sans trop de heurts

Situation paradoxale pour le ministre de l'Agriculture : d'une part, il est en passe de réduire la production de lait, puisque trente mille éleveurs (sur quatre cent cinquante mille environ) se sont « préinscrits » pour bénéficier des aides publiques à la cessation de production ; d'autre part, il se sent obligé d'engager une campagne sur les quotas laitières tant les informations qui circulent manquent de précision et effraient même parfois les producteurs. Un dépliant répondant aux vingt principales questions que ceux-ci se posent sera distribué, à 1 million d'exemplaires, à partir de ce mercredi 11 juillet, par le canal des laitières (celui qui touche le plus de paysans) et par celui des organismes administratifs (directions départementales de l'Agriculture ou paraprofessionnelles : mutualités, chambres d'agriculture).

Pourquoi les quotas ? Le ministre répond que « le budget de la Communauté ne suffit plus pour stocker et couvrir la perte d'accroissement de production laitière. Face à ce constat, deux solutions étaient envisageables : ne plus garantir les prix et les laisser s'ajuster en fonction du marché ou limiter les quantités bénéficiant de la garantie de prix. C'est cette deuxième solution qui a été retenue ».

La France a accepté avec les autres pays d'Europe de réduire la production de lait. Elle doit, pour la campagne qui commence en avril 1984 et se terminera en mars 1985, produire 2 % de moins qu'en 1983. Ce qui correspond, grosso modo, à une réduction de 500 000 tonnes de lait. Mais, comme l'accroissement normal de la production en une année est également d'environ 2 % et qu'il faut laisser à ceux des éleveurs qui en ont besoin cette capacité de croissance, la production globale doit être réduite d'autant. D'où l'objectif d'une réduction de la production laitière de 1 million de tonnes.

D'après les chiffres établis le 4 juillet, 30 000 éleveurs avaient demandé à bénéficier des aides publiques. Ils représentaient, selon les

estimations, un volume de lait « libérable » de 1,2 million de tonnes, dont un million seulement serait « primable », puisque les indemnités versées à chaque producteur sont plafonnées à un certain volume. Ce résultat est remarquable, si l'on sait que les formules n'étaient disponibles que fin mai. Il s'explique par deux raisons : d'une part la tendance naturelle à cesser la production laitière, activités particulièrement contraignantes, chez les agriculteurs âgés ; d'autre part le fait que les aides sont accordées dans l'ordre d'arrivée des dossiers, dans le cadre d'une enveloppe financière (605 millions de francs).

Le contingent fixé semble atteint, mais les guichets restent ouverts jusqu'au 31 août, les candidats retardataires à la cessation d'activité prenant place dans des files d'attente. Les pouvoirs publics ne sont pas favorables à un accroissement du contingent « libérable ». Cela conduirait la France à produire moins de lait que ne l'exige l'accord de Bruxelles et priverait les laitières des matières premières dont elles ont besoin pour leur équilibre financier.

Si la laiterie dispose de plus de quantités libérables qu'elle n'en a besoin, elle les cède à celle qui en manque. Ce point cependant est encore à négocier à Bruxelles. On essaiera au minimum de procéder à des ajustements locaux, en évitant de calculer des quotas par région.

Le ministre estime en effet qu'il ne serait pas sain de voir les régions se bagarrer entre elles et avec l'échelon central, pour obtenir des quotas supplémentaires, qui ne pourraient être distribués qu'au détriment d'une autre région. En effet, le jeu des répartitions est à somme nulle. Par contre, il sera utile d'examiner, région par région, le nombre et l'âge des producteurs, en regard de l'économie locale. La concurrence jouera alors sur les politiques d'installation des nouveaux agriculteurs.

Les installations resteront dans le domaine de la production laitière : en cas de reprise d'une exploitation, la quantité de référence étant transmise au nouvel éleveur, et dans les autres cas en obtention de la laiterie, une quantité de référence, si elle en dispose. Ce système présente l'inconvénient de faire des industries laitières

ÉNERGIE

L'Australie suspend ses exportations d'uranium vers la France

L'Australie va cesser ses exportations d'uranium vers la France. C'est la conséquence d'une décision adoptée le 10 juillet par le congrès national du Parti travailliste australien (ALP), actuellement au pouvoir, par une majorité de 11 voix (le congrès regroupe 99 députés).

Cette interdiction, très controversée en Australie mais dont le premier ministre, M. Hawke, avait dit qu'elle serait respectée, restera en vigueur aussi longtemps que la France continuera ses essais nucléaires dans le Pacifique sud. Une décision d'autant plus difficile commercialement que le congrès a

adopté dans le même temps la mise en production de trois mines d'uranium (Ranger, Nabarlek et Roxby Downs), et que de ce fait l'Australie aura de considérables capacités d'exportation en 1990. Or la France est l'un de ses meilleurs clients potentiels.

A court terme, l'Australie s'était engagée en 1981 à fournir 2 000 tonnes d'uranium à la France, dont 460 tonnes ont déjà été livrées. La prochaine livraison devait être effectuée en octobre 1984. Selon M. Peter Walsh, ministre australien des ressources naturelles, ce changement sera rétroactivement par son gouvernement. M. Hawke n'a toutefois pas caché que ce vote provoquerait un important manque à gagner (les exportations d'uranium ont rapporté 302 millions de dollars américains en 1982) et qu'il ne fallait pas exclure des mesures de représailles de la France, voire de la CEE. A Paris, on s'est refusé, jusqu'à présent, à commenter officiellement cette décision. Mais on sait qu'elle n'est pas de nature à affecter les approvisionnements de la France en uranium sur un marché très déprimé. (En 1984 la consommation d'uranium d'EDF devrait atteindre 67 000 tonnes dont un gros tiers produit sur le territoire national).

TEXACO EST AUTORISÉ A REPRIRE GETTY OIL

Aux Etats-Unis, la commission fédérale du commerce, chargée de l'application des lois antitrust, a donné, le 10 juillet, son accord définitif à la prise de contrôle de Getty Oil par Texaco. Une opération de 10,1 milliards de dollars. Texaco avait accepté de tenir compte des recommandations de la commission, notamment dans les secteurs du raffinage et de la distribution. Plusieurs Etats avaient cependant demandé à la commission du commerce de bloquer la fusion, car ils craignaient de voir certains distributeurs indépendants être obligés de fermer. La décision de la commission a été prise par 4 voix contre 1. — (UPL)

● **Haussé des prix de 0,3 % en juin.** Les prix ouest-allemands à la consommation ont augmenté de 0,3 % en juin (+ 0,1 % en mai), annonce, le 10 juillet, l'Office fédéral des statistiques. Calculé sur douze mois, le taux d'inflation s'est élevé à 2,6 %, comme en mai, mais moins qu'en avril (3 %). — (AFP)

● **Telefunken de nouveaux bénéficiaires.** — La Société ouest-allemande Telefunken FR, spécialisée dans l'électronique grand public et acquise l'an passé par Thomson, a réalisé des bénéfices de 24 millions de francs en 1983. En raison des ventes de téléviseurs devant encore améliorer ce résultat cette année. En 1982, Telefunken avait perdu 100 millions de deutschemarks. — (AFP)

l'agenda du Monde

formation professionnelle - formation professionnelle

I.A.A.I.
INSTITUT AGRO-ALIMENTAIRE INTERNATIONAL
vous propose sa I.A.N.

UNE FORMATION DE CADRES OUVERTE AUX REALITES INTERNATIONALES

Une analyse de l'agro-alimentaire sous tous ses aspects. Une collaboration permanente avec les entreprises du secteur agro-alimentaire. Diplômés des Ecoles Supérieures de Commerce, des Ecoles d'Ingénieurs, Diplômés de l'Enseignement Supérieur, cadres avec quelques années d'expérience.

Recevez à I.A.A.I., Ecole Breizhacq, 2, avenue de Provence, B.P. 214, 29272 BREST CEDEX. Téléphone : (09) 03-25-01. Closes des inscriptions fin juillet.

UNIVERSITÉ PARIS-NORD

Vous avez : — Un DEUG ou un second cycle de droit, sciences économiques, administration économique et sociale.
— Un DUT carrières juridiques, GEA, gestion des personnels.

Vous êtes intéressé(e) par une carrière dans le secteur de la SANTÉ.

L'U.E.R. de BOBIGNY (santé, médecine et biologie humaine) vous offre la possibilité d'effectuer en deux ans :

UNE MAÎTRISE DE SCIENCES ET TECHNIQUES DE GESTION ET DE MANAGEMENT DES INSTITUTIONS DE SANTÉ

Pour tous renseignements, téléphonez ou écrivez : service des enseignements spéciaux U.E.R. de Bobigny, 74, rue Marcel-Cachin, 93012 BOBIGNY Cedex. Tél. : 836-55-79 poste 112.

Votre avenir, parlons-en !..

BTS EN 2 ANS - INFORMATIQUE - COMPTABILITE GESTION ACTION COMMERCIALE - SECRETARIAT DE DIRECTION

Des études pour un diplôme
Aujourd'hui, pour réussir, il faut un diplôme d'état sanctionnant des études solides, un savoir-faire technique et reconnu.

L'I.N.T.S., Institut des Techniciens Supérieurs (établissement d'enseignement technique supérieur privé), assure une préparation efficace en 2 ans, grâce à des moyens pédagogiques adaptés (laboratoires informatiques, bureautique), un cadre de travail favorable, un encadrement, un contrôle régulier des connaissances.

Des études pour un métier
Le diplôme ne suffit pas. Il faut acquies une qualification permanente d'assumer des responsabilités. L'I.N.T.S. pratique une pédagogie active (TP, études de cas, jeux de simulation) animée par une équipe de professeurs praticiens et spécialistes qui fait partager son expérience d'entreprises. De plus, les visites, les stages d'applications, les enquêtes et dossiers permettent d'apprendre progressivement le métier.

Critères d'admission
Pour réussir les études qui préparent le diplôme et le métier choisi, il faut des aptitudes, de la volonté, du travail et de la passion.

Recrutement : dossier, lettre, entretien.

Renseignements : M. LOUBET.

INTS
146 rue de Chabanne - 75011 PARIS
Tél. : 372.30.05

Accessoires auto

PIECES AUTO ACCESSOIRES

- Moteurs, auto-radio,
- Alarme et système anti-vol,
- Filaires d'origine BMW, Fiat, Saab, Volvo, Peugeot, Renault, etc.
- Amortisseurs Koni.

SERVICE EXPORT garanti.

AUTOTEC
50, avenue d'Alsace, 75012 Paris. Tél. : 321-75-52.

Camping-car
PARTICULIER VEND
CAMPING-CAR
Moto-camping-car Diesel
87.000 km.
Parfait état.
Séjour confortable.
+ divers accessoires.
Prix : 45.000 francs.
Téléphone : 430-72-61.

Carrelages

DIRECT USINES
60 CHOUX - TTES MARQUES
BOCAREL - 357-08-46
113, av. de France, 93100 La Courneuve.
Téléphone : 357-08-46.

Jeunesse vacances
GRANDES VACANCES Yonne
à la Laiterie - 5-12 ans, poney, canoë, voile, famille, etc.
Prix : 35-40 francs. 30 % de remise. Tél. (16-80) 66-06-02.

Bijoux

COMPTOIR FRANÇAIS

ACHETE COMPTANT
BIJOUX BIJOUX ANCIENS

DENTS OR, ON DENTAIRES
NORLOGE, LETTRES ET
TIMBRES-POSTE

Tél. : 227-40-54 +
14, de Courcelles, St. Villes.

ACHAT OR

BIJOUX ANCIENS

Orlans - Orlans
PAUL TERRIER 226-47-77
30, rue du Colisée, 75008 Paris. St. Philippe-du-Rouloir.

ACHAT OR

80 F le GR.

Jusqu'au 31 juillet 84
en déduction de tout achat

FRANCIS JAVITT
Centre commercial Maine-Montparnasse, 75015 PARIS.
Téléphone : 538-88-82.

COMPTOIR D'ITALIE
13, avenue de Fontainebleau, 92420 Le Tremblay-Lacour.
Téléphone : 558-81-58.

BIJOUX ANCIENS
BAGUES ROMANTISQUES
en or et en platine
13, r. d'Alsace, 4. 354-00-83.
ACHAT BIJOUX OR-ARGENT.
Nécessaire : 100 g d'or.

Enseignement

ENGLISH IN ENGLAND

Au bord de la mer (100 km de Londres) nous avons 100 chambres de vacances individuelles et toutes les commodités nécessaires pour un séjour agréable.

25% RÉDUCTION

REGENCY SCHOOL OF ENGLISH
Rangely Hall, Angouleme 76, 40350 1212, Trier 1984
au Mans - Angouleme - 4 rue de la Prévoyance, Angouleme 85
Tél. (02) 56 25 31 (Angouleme)
plus de 20 ans d'expérience - plus de 20 ans de renommée internationale

Moquettes

MOQUETTES 1^{re} CHOIX
10000 m²
Tous types et coloris.
Prix : 1000 F/m² (hors taxes).
Téléphone : 787-19-15.
BIJOUX MOQUETTES.

Particuliers

MOQUETTE 100 %
pour lais Walsdorf
78 F le m².
Téléphone : 558-81-12.

Vacances - Tourisme - Loisirs

PRINCIPAUTÉ D'ANDORRE
HOTEL BOI-PARK 4*
SANT JULIA DE L'ORIA
vue panoramique, terrasse, parking, situation tranquille, prix pension complète 140 F.

CAP D'AGDE
maison dans résidence
terrasse, piscine, 9/8 personnes, standing, 2 salles de bains, disponible à compter du 18 juillet. Tél. de 10 h à 17 h à M^{me} DOLLE 228-38-02.

Ville de La Rochelle
grand parc
Dourville 1500 m² et 1000 m²
8.000 F. Tél. 506-11-05.

Cézilly, 30 km sud PARIS.
maison paysanne, 12 ch., grand jardin, 1500 m² et 1000 m².
Téléphone : 438-01-67.

L'AGENDA DU MONDE
cesser sa parution le
vendredi
13 juillet 1984
et
reprendre le
mardi
6 septembre 1984.

Stages

MICRO INFORMATIQUE
organisé du 16 au 27 juillet
15-20 : tables de calcul
23-27 : bases de données
Laboratoire Architecture n° 1
Service formation : 246-76-10.

Troisième âge

RÉSIDENCE LES CÈDRES
10 km porte d'Orléans, Paris.
couronne, repos, retraite, report
toutes personnes, tous âges,
vacances, séjours, loisirs,
capacité. Soins assurés, petite
annexe familiale acceptée.
94800 VILLEJUIF.
(1) 726-83-83, (1) 838-34-14.

SOCIAL

LA SUPPRESSION DU 1 % POUR LA SÉCURITÉ SOCIALE EST « ENVISAGÉE », déclare M. Bérégovoy

La suppression du prélèvement exceptionnel de 1 % sur l'ensemble des revenus est une mesure qui « est envisagée par le ministre de la Sécurité sociale », a affirmé le 10 juillet M. Pierre Bérégovoy sur RTL. Le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale a ajouté : « Nous avons terminé 1983 avec un excédent plus élevé que celui que l'on comptait dans une situation de sécurité sociale normale. Nous aurons un nouvel excédent en 1984. Ce qui nous permet d'aborder 1985 l'esprit tranquille, sans cotisations nouvelles, sans impôts nouveaux, peut-être même avec un allègement - ce qui sera la première fois depuis dix ans. Mais, à-t-il précisé, « rien n'est encore arrêté ».

Dans un éditorial de l'« Hebdo » du 11 juillet, M. André Bergeron, qui a eu récemment un entretien jugé positif avec M. Bérégovoy, se dit néanmoins persuadé que « le problème du financement de la sécurité sociale collective demeure, même si les comptes de 1983 sont meilleurs que les précédents ».

LES FRONTALIERS FRANÇAIS TRAVAILLANT EN SUISSE OBTIENNENT UN ASSOUPLISSEMENT DE LEUR RÉGIME

Les frontaliers français travaillant en Suisse auront désormais le droit de détenir la valeur de 30 000 FF sur un compte suisse, au lieu de 8 000 F, a annoncé, mardi, M. Jean-Pierre Buet, président du groupement des frontaliers.

Cette mesure a été prise à la suite des entretiens du conseiller fédéral helvétique Kurt Furgler avec le ministre français des finances, M. Jacques Delors, le 4 juillet à Paris.

En outre, à propos des poursuites engagées par les autorités françaises contre des personnes dépassant le plafond des avoirs autorisés en Suisse, notamment dans les caisses d'épargne, M. Buet a indiqué que les pénalités ne seront prononcées qu'au-delà de plus de 30 000 F d'avoirs. « Il existe ainsi une tolérance de 20 000 FF de dépassement ».

Quelque 50 000 travailleurs frontaliers français travaillent en Suisse, dont 24 000 dans le canton de Genève. (A.F.P.)

AFFAIRES

SIEMENS VA INVESTIR 3 MILLIARDS DE FRANCS DANS LES CIRCUITS INTÉGRÉS D'ICI 1990

Le groupe allemand Siemens projette d'investir 1 milliard de deutschmarks (environ 3 milliards de francs) dans les circuits intégrés d'ici 1990, a annoncé le 10 juillet M. Kaske, son directeur général, au cours d'une conférence de presse à Stockholm. Il a indiqué par ailleurs que l'activité microélectronique était devenue bénéficiaire après trois années de lourdes pertes.

Siemens qui a pris conscience de l'importance stratégique des composants électroniques, redouble d'efforts aujourd'hui pour essayer de reconquérir un marché dominé largement par les Américains et les Japonais. Le groupe va ainsi consacrer 400 milliards de deutschmarks à la fabrication de mémoires de grande capacité (1 Mégabit) que son usine de Regensburg en Bavière devrait livrer à partir de 1987. Plus avant, Siemens va consacrer la même somme aux mémoires de 4 Mégabits qui feront leur apparition vers 1990.

Cette politique volontariste vient compléter l'accord signé la semaine passée par le groupe allemand avec le néerlandais Philips, premier producteur européen de composants. Cet accord, dont le détail n'a pas été révélé, comprendra au moins l'établissement d'un centre de recherche commun à Eindhoven. Siemens et Philips ont demandé un soutien financier de 2,4 milliards de francs (le Monde daté 24-25 juin) à leurs gouvernements respectifs. Cet accord, de même que les efforts faits en Grande-Bretagne, en France ou en Italie (par la société SGS-Ates), marque un réveil politique de l'Europe - tardif et encore en ordre trop dispersé - dans ce secteur déterminant pour toute l'électronique.

Le versement d'une prime réservée aux hauts fonctionnaires perturbe les relations au ministère des affaires sociales

Versée pour la première fois avec le salaire de mai, une nouvelle prime annuelle réservée aux seuls fonctionnaires de la catégorie A - la plus élevée - perturbe, depuis plusieurs mois, les relations sociales au ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale.

Une pétition protestant contre cette mesure, et soutenue par les sections syndicales CFDT, CGT, FO et CFTC, a recueilli plus de mille signatures parmi le personnel de l'administration centrale. Il n'est pas rare de voir, dans les couloirs des établissements publics qui dépendent du ministère de M. Bérégovoy, des affichettes qui brocardent le ministre, soupçonné « d'accroître les inégalités, en contradiction totale avec ce que dit le gouvernement ».

Un cabinet du ministre, on explique cependant que, depuis toujours, les services du ministère du travail font figure de parents pauvres dans l'attribution de primes exceptionnelles, notamment pour les hauts fonctionnaires. Cela a pour effet soit de dissuader les meilleurs éléments d'y débiter leur carrière, soit d'entraîner le départ des plus chevronnés vers des ministères plus généreux. On imaginait donc devoir lutter contre cette « fuite des cervelles » et, tout naturellement, on pensa qu'une prime y remédierait.

Après le budget 1984, enfin, le ministère obtenait satisfaction puisqu'un supplément de crédits des primes, s'élevant à 8 millions de francs, et s'ajoutant aux 10 millions prévus, était demandé et accordé. M. Bérégovoy décidait alors sans concertation - ce que lui reprochent les syndicats - d'attribuer ce surplus au personnel d'encadrement à raison de 6 millions de francs pour les services extérieurs et de 2 millions pour l'administration centrale, c'est-à-dire en privilégiant les administrateurs civils, les chefs de division et les chefs de bureau titulaires. Par une note - confidentielle d'ailleurs - le 28 février, il était demandé aux responsables de proposer une prime « afin de bien individualiser » son montant qui, selon les cas, varierait entre 6 000 F et 12 000 F.

A l'annonce de ces dispositions, les réactions syndicales devinrent

Précision LES ÉLECTIONS D'ADMINISTRATEURS CHEZ THOMSON

A propos des élections au conseil d'administration du groupe Thomson (le Monde du 22 juin), nous avons indiqué que la CGT avait remporté 28,5 % des voix, la CFDT 27,9 %, la CGC 23,3 %, FO 14,1 % et la CFTC 6,2 %. Ce premier résultat connu était établi par rapport au nombre des votants. Par rapport aux suffrages exprimés, la CGT obtient en fait 30 % des voix, nous fait observer ce syndicat. Les résultats respectifs des autres organisations sont les suivants : CFDT : 28,6 % ; CGC : 20,6 % ; FO : 14,5 % ; CFTC : 6,3 %. Sur les six sièges à pourvoir, deux sont allés à la CGT, deux à la CFDT, un à la CGC et un à FO, comme nous l'avions signalé.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ bid - ask	Rep. - en dév. -	Rep. - en dév. -	Rep. - en dév. -
\$E.U.	8,720 8,720	- 40 - 35	- 100 - 95	- 400 - 330
Sch.	6,585 6,585	- 70 - 25	- 140 - 30	- 525 - 390
Yen (100)	3,600 3,605	+ 150 + 180	+ 300 + 345	+ 720 + 1000
DM	3,660 3,660	+ 140 + 165	+ 285 + 320	+ 560 + 700
Florin	2,7175 2,7200	+ 100 + 130	+ 220 + 250	+ 440 + 720
F.S. (100)	13,100 13,115	+ 30 + 30	+ 60 + 60	+ 120 + 120
F.S.	3,6315 3,6360	+ 100 + 120	+ 200 + 230	+ 400 + 500
L.(1 000)	5,0025 5,0040	- 220 - 165	- 450 - 320	- 1210 - 1000
L. franc	11,3430 11,3530	+ 40 + 35	+ 80 + 30	+ 160 + 100

TAUX DES EUROMONNAIES

	11	11 1/2	11 3/4	12	12 1/2	13
\$E.U.	5	5 1/2	5 3/4	5 1/2	6	6 1/2
DM	6	6 1/2	6 3/4	6 1/2	6 3/4	7
Florin	11 1/4	11 3/4	11 5/8	11 1/2	11 3/4	11 5/8
F.S. (100)	4 1/4	4 1/2	4 3/4	4 1/2	4 3/4	4 1/2
F.S.	14 1/2	15	15 1/2	14 1/2	15	15 1/2
L.(1 000)	11 1/2	11 3/4	11 5/8	11 1/2	11 3/4	11 5/8
L. franc	11 1/2	11 3/4	11 5/8	11 1/2	11 3/4	11 5/8

Ces courbes présentées par le marché interbancaire des devises sont indiquées en fin de matière par une grande banque de la place.

PROMOTEURS

Commercialisateur de haut niveau vous propose de vendre votre programme immobilier de 40 à 60 logements en 4 mois.

En priorité, montage : Savoie, Haute-Savoie ; mer : Var, Alpes-Maritimes.

Résultats garantis par contrat avec responsabilité financière, commission importante demandée. Ecrire n° 10220 le Monde Pte qui transmettra.

CONJONCTURE

LES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES DES ENTREPRISES

Nette amélioration d'ensemble selon l'INSEE

(Suite de la première page.)

Parallèlement, la production industrielle augmente lentement, mais s'aggrave quand même (+1,5 % entre le début et la fin de l'année) alors même que les coûts salariaux se ralentissent comme ils l'ont fait en France : le taux de salaire horaire n'a augmenté que de 3,3 % au premier semestre et l'INSEE prévoit une hausse encore plus faible (+3,1 %) au second semestre. Tout cela permet des gains de productivité importants dans l'industrie, qu'on peut estimer supérieurs à 5 % cette année (1).

La baisse de la pression fiscale supportée par les entreprises est un autre facteur favorable. Tout compte fait, l'excédent brut d'exploitation, qui est un peu la marge brute de la firme (ce qui reste après versement des salaires, charges sociales et impôts liés à la production), retrouvera cette année des niveaux jamais atteints depuis dix ans, c'est-à-dire depuis le premier choc pétrolier (2). Cette amélioration, notons-le au passage, est fortement mise en doute par un certain nombre d'industriels. La contradiction peut s'expliquer par le fait que les calculs de l'INSEE ne tiennent pas compte des amortissements.

Toujours est-il que l'INSEE prévoit également une amélioration de l'épargne brute des firmes : malgré le poids toujours élevé des frais financiers (3). Pour l'ensemble des sociétés - y compris les petites entreprises - le taux d'épargne s'élève à 10 % en 1983 à 13 % en 1984. De même, le taux d'investissement augmentera très fortement en dépit de la reprise des investissements.

Pouvoir d'achat des ménages en baisse

Les particuliers font évidemment les frais de cette amélioration de la santé des entreprises. C'est un peu la revanche, - ou le déchet de la revanche - des années qui avaient suivi le premier choc pétrolier, années au cours desquelles le pouvoir d'achat des Français avait, contre toute raison, continué de progresser, alors

même que les firmes s'appauvrirent en payant avec l'État le surcoût énergétique imposé par l'OPEP.

Le taux de salaire horaire progressait cette année à peu près comme les prix : de 6,5 % en cours d'année, de 7,6 % en moyenne annuelle.

La masse salariale globale distribuée aux ménages n'augmenterait elle, que très lentement : +4,7 % en moyenne annuelle, +2,7 % entre janvier et décembre 1984. Cette prévision de 2,7 % faite par l'INSEE (qui représente une baisse de 3,7 % en termes réels) explique à elle seule le freinage des coûts salariaux : en 1983 la masse salariale distribuée aux ménages avait augmenté de 8,4 %, soit trois fois plus vite... Ce résultat surprenant - même s'il prolonge une tendance qui a pris naissance à l'été 1982 - s'explique évidemment surtout par la forte baisse des effectifs salariés. Mais le très net ralentissement de la masse salariale versée aux fonctionnaires ainsi que la hausse des cotisations sociales supportée par les ménages jouent aussi leur rôle.

Malgré une amélioration du pouvoir d'achat des prestations sociales (+3 % entre le début et la fin de l'année, +2,6 % en moyenne annuelle), le revenu disponible des ménages en termes réels baissera à nouveau en 1984 : de 0,8 % en moyenne annuelle. Ce recul fait suite à la stagnation voire à la baisse enregistrée en 1983 (4). Ainsi sur deux ans, le pouvoir d'achat des ménages baisse plus de 1 %.

Cette évolution - qui sans avoir n'a pas de précédent par sa durée depuis la fin de la guerre - retentit évidemment sur la consommation : elle a baissé au premier semestre et baissera encore au second. Le recul ne serait toutefois que de 0,2 % entre le début et la fin de l'année, grâce notamment à la consommation des « services » qui fait de la consommation - continue de croître contre vents et marées. Mais pour les seuls produits manufacturés, quel recul : -3,6 % en glissement, -2,4 % en moyenne annuelle ! L'automobile est particulièrement touchée, nous l'avons dit.

L'industrie automobile gravement menacée

(Suite de la première page.)

Après le nouveau refus des 2 937 licenciements (le Monde du 11 juillet) - fondé selon le ministre des affaires sociales sur des motifs juridiques - M. Calvet, président de Citroën, a annoncé le 10 juillet un « échange de vues exceptionnel » portant sur « les sureffectifs » avec chacune des six organisations syndicales. « Conséquence » de la direction de Citroën, des représentants des fédérations de la métallurgie - dont M. Sainjon de la CGT - pourront être inclus dans les délégations qui seront reçues les 13, 16 et 17 juillet.

M. Bérégovoy, qui dit avoir rencontré M. Calvet récemment et doit le revoir avant la fin de la semaine, a affirmé qu'il attendait « beaucoup de cette confrontation utile ». « Mettez les dossiers sur la table. Je suis convaincu que vous aurez en face de vous des interlocuteurs sérieux », affirme-t-il avoir dit au président d'Automobiles Citroën.

Il semble pourtant que la firme automobile n'ait nullement l'intention de négocier la durée du travail. Les discussions ne pourront donc porter que sur la formation, avec les difficultés que l'on sait dans les établissements de Citroën en Ile-de-France, où la formation des travailleurs immigrés est une affaire de longue haleine et passe souvent d'abord par l'alphabétisation.

Mais, et les pouvoirs publics en ont la certitude, l'on n'évitait pas les licenciements chez Citroën. D'autant que si le marché national demeure à son niveau actuel - aucun spécialiste n'imagine qu'il se redressera au second semestre et pourra dépasser 1,8 million de voitures neuves (contre 2 millions l'an passé) - et si les immobilisations de Citroën restent aussi faibles, ce n'est pas à quelque trois mille licenciements, mais probablement au double qu'il faudra procéder si l'industrie française veut rester compétitive.

Le gouvernement va donc devoir agir rapidement. Il disposera à la fin de l'été du rapport de M. François Dalle qui, si les bruits qui courent des réunions de la commission qu'il

présente sont exacts, devrait être catastrophique : l'industrie automobile française souffrirait de sureffectifs, de sous-productivité, de mauvaise qualité, de sous-capitalisation, d'une commercialisation défectueuse et d'un surendettement.

Un endettement excessif

D'ores et déjà, les cabinets ministériels travaillent sur le moyen d'améliorer la situation financière des deux groupes français dont les frais financiers dépassent 4 % du chiffre d'affaires, contre 2,5 % à la concurrence (c'est le résultat de graves erreurs de gestion des groupes mais aussi de la politique menée en 1982, tant par le blocage des prix que par les mesures sociales, comme les 39 heures payées 40 et la cinquième semaine de congés payés). Améliorer la situation financière de PSA comme de Renault apparaît d'autant plus vital que le lancement de nouveaux modèles - indispensable pour rester dans la compétition - coûte entre 6 et 7 milliards de francs compte tenu des modifications des lignes de production et que la concurrence a amorcé des programmes d'investissements épuisants pour les trois années à venir (150 milliards de francs pour l'industrie allemande, 40 milliards de francs pour Fiat).

Une caisse publique pourrait donc porter partiellement l'endettement des groupes, un peu comme la CAPA (Caisse d'amortissement pour l'acier) - compte spécial du Trésor - avait pris en charge la dette à long terme de la sidérurgie en 1978 (avec, il est vrai pour contrepartie, la quasi-nationalisation des deux principales sociétés Usinor et Sacilor, ce qui paraît difficile pour Peugeot aujourd'hui). Il en va désormais non pas de quelques milliers de licenciements chez Citroën mais de l'avenir d'une industrie qui emploie 400 000 personnes uniquement chez les constructeurs et les sous-traitants.

BRUNO DETHOMAS.

qui a obtenu les deux tiers des voix de la CGT (aux élections à la Sécurité sociale), obtient le même nombre de sièges que cette organisation, dix-sept, tandis que la CFTC, qui a recueilli les deux tiers des voix de la CFDT, ne se voit attribuer que six sièges, soit un tiers des sièges de la CFDT. Une telle répartition est inadmissible.

La CFTC et la CGC protestent contre le projet de réforme du Conseil économique et social. La CFTC et la CGC ont exprimé leur désaccord avec le projet du gouvernement sur la nouvelle répartition des sièges entre les différents groupes - et les différentes organisations syndicales - au Conseil économique et social. La CFTC affirme : « C'est ainsi que la CFDT,

Et cela malgré une baisse continue du taux d'épargne des ménages (5).

Strictement conformes à la stratégie politico-économique mise en place par MM. Mauroy et Delors à partir de l'été 1982, ces évolutions, opposées de la situation des ménages et de celle des entreprises ont comme conséquences prévisibles une amélioration du commerce extérieur. L'INSEE prévoit un déficit de 25 milliards de francs, limité à 15 milliards de francs pour cet année avec un dollar à 8,15 F au second semestre (8,30 F au premier). La balance des paiements courants serait, elle aussi, déficitaire d'environ 25 milliards de francs. Mais dès la fin de cette année, nos échanges commerciaux retrouveraient l'équilibre.

Ces bons résultats se produiraient malgré une dégradation, lente mais certaine, de notre compétitivité : les prix français à l'exportation progressent fortement (+2,5 % en deux ans). Cette évolution n'aura cependant guère d'effet cette année, d'autant que la France va continuer d'encadrer le prix des ventes exceptionnelles d'Aldes et de matériel militaire.

Le ralentissement de la hausse des prix, s'il se poursuit, est un élément très favorable au ralentissement de nos équilibres. L'INSEE prévoit que les prix de détail augmenteront entre janvier et décembre 1984 : 3,7 % au premier semestre, 2,4 % au second. Le freinage le plus net concernera les prix des services privés dont la hausse devrait être limitée à 2,8 % dans la seconde partie de l'année et à 0,8 % entre janvier et décembre. Dans le même temps, l'industrie augmentera assez fortement les prix de détail (+6,9 % entre janvier et décembre), malgré d'importantes gains de productivité. Un transfert d'épargne ainsi entre services et industrie ne profite de cette dernière.

Le réajustement de l'économie française - son réajustement financier - a un coût élevé en matière d'emploi. L'INSEE prévoit environ 2,5 millions de chômeurs à la fin de l'année, soit entre 320 000 et 400 000 de plus qu'à la fin de décembre 1983.

ALAIN VERNHOLE.

(1) L'INSEE estime que les gains de productivité atteindront dans l'industrie 5,3 % entre janvier et décembre 1984, soit 2,6 % en moyenne annuelle (2,4 % en 1983 et 2,6 % en 1984).

(2) Fin 1984, l'excédent brut d'exploitation (EBE) représenterait 40 % de la valeur ajoutée contre 38 % en 1983. L'amélioration est venue de la baisse des coûts salariaux, de 2,6 % en 1983 et de 2,4 % en 1984.

(3) L'épargne brute est ce qui reste aux sociétés après paiement des charges salariales et sociales, des dividendes, des intérêts, des impôts directs. C'est un fait qui, si reste aux entreprises, entre les profits non distribués, pour investir.

(4) +0,2 % en glissement, -0,3 % en moyenne annuelle pour 1984.

(5) 14,6 % de revenus fiscaux disponibles 1983 ; 13,2 % en 1984.

L'OPPOSITION DÉNONCE LA HAUSSE DES PRIX DU CARBURANT

La hausse des prix du carburant continue de susciter de vives réactions en France, dans les milieux politiques et syndicaux. Pour M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, « c'est une contradiction de plus du gouvernement qui augmente le coût du carburant, et alors même que le carburant, à une époque où les Français se déplacent beaucoup et dans une conjoncture où l'automobile subit un essoufflement ».

Pour M. Bernard Pons, secrétaire général du RPR, il s'agit d'« un tour de passe-passe financier, doublé d'une escroquerie morale » : le gouvernement ayant pris cette mesure pour compenser la perte de 5,5 milliards de francs entraînée par la suppression de la vignette fiscale.

Telle n'est pas l'opinion du PSU qui, dans un communiqué, affirme son soutien au gouvernement et estimant que « renchérir le coût de l'essence pour diminuer la consommation et la facture pétrolière est une démarche indispensable ».

Le SNPMI (syndicat national du patronat moderne et indépendant) s'inquiète des réelles conséquences sur les frais de déplacement des entreprises qui va provoquer la hausse brutale du prix du carburant.

● Hausse des loyers des logements (loi de 1948). - Les loyers des logements encore soumis à la loi de 1948 ont été augmentés à compter du 1^{er} juillet (décret paru au Journal officiel du 29 juin). Contrairement à l'an passé, les hausses sont différenciées suivant les catégories : plus 4,4 % pour les III A et III B ; plus 6 % pour les II C ; plus 7 % pour les II B et les II A restant soumis à la loi de 1948. Les logements de la catégorie IV ne pourront comme à l'accoutumée subir aucune majoration annuelle.

SECTEUR PUBLIC

ÉTRANGER

Dénationaliser : pourquoi ?

II. - Un outil inadapté

par ALBIN CHALANDON

Albin Chalandon a estimé dans son premier article (le Monde du 11 juillet) que les entreprises publiques partageaient et amplifiaient toutes les faiblesses traditionnelles des grandes firmes françaises et qu'elles ne pouvaient de ce fait lutter à armes égales avec leurs concurrents étrangers.

Le secteur nationalisé, nous l'avons vu hier, est composé d'entreprises peu performantes. Ne peut-il cependant apporter un surcroît de productivité par son impact sur l'ensemble de l'économie ?

Pour répondre à cette question, il est inutile d'évoquer longuement l'idéologie en faveur de laquelle fut la lecture favorite de la gauche jusqu'à l'épreuve du pouvoir. D'un côté, le grand capital privé, source de tous les maux, exploiteur universel, qui rançonne l'État, les travailleurs, les PME, les consommateurs, etc. De l'autre, l'entreprise publique qui, tel l'ange rédempteur, efface l'inflation, le chômage, rétablit la croissance, assure le progrès et la paix sociale.

Les faits se sont chargés de ridiculiser cette utopie. En s'en tenant à la réalité, les nationalisations peuvent remplir deux fonctions :

1) Assurer les activités devant lesquelles le marché est défaillant, et dont on estime la présence souhaitable ou indispensable : activités à haut risque, à cycle long, exigeant une forte accumulation de capital, comme le sont les industries nucléaires et spatiales ; activités faisant l'objet d'un monopole ou présentant un caractère de service public, où l'offre doit répondre sans défaillance à la demande - cas de la production d'électricité par exemple ; activités ou entreprises en déficit chronique ou passager dont le maintien est considéré comme nécessaire à la vie collective ou à l'intérêt national : chemins de fer, charbon, acier.

2) Fournir au gouvernement une force de frappe économique et sociale, permettant de réguler la conjoncture et d'orienter l'économie. Les objectifs assignés en matière de prix, de salaires, d'emploi, d'exportation, d'investissement, peuvent contribuer au maintien des grands équilibres généraux, comme au développement de l'activité économique. Une politique industrielle, fixant des priorités en faveur de tel ou tel secteur, telle ou telle région, non seulement procède à la restructuration industrielle ou financière des entreprises, comme à leur sauvetage, lorsqu'elles sont en difficulté, mais à l'ambition de reconstruire un tissu industriel cohérent par la création de filières, c'est-à-dire d'activités intégrées.

Ainsi, la nationalisation devrait permettre de gagner en productivité au plan national bien au-delà de ce qu'elle peut faire perdre au plan de l'entreprise elle-même.

Tel n'est malheureusement pas le cas. L'exercice de cette double fonction conduit, en effet, à une économie dans laquelle la loi du marché est assujettie à des impératifs non économiques. Idéologiquement, s'il s'agit d'assurer la justice sociale en éliminant les moyens privés de production (pourquoi, s'agissant de service public lui-même, le système

de la concession privée ne fonctionne-t-il pas souvent dans des conditions moins coûteuses pour l'État et plus favorables pour l'usager ?). Soit, lorsque le gouvernement veut contrôler le niveau des salaires, et surtout maintenir celui de l'emploi dans les entreprises, Politiques, enfin : les nationalisations visent à créer ou à maintenir, malgré leur coût financier, un certain nombre d'activités appartenant à des secteurs en déclin ou condamnés, mais considérés comme indispensables à la nation.

La nationalisation apparaît ainsi comme l'arme d'une politique qui se détourne volontairement de l'objectif économique, sacrifie la rentabilité à des considérations sociales ou politiques : recherche de l'autarcie ou maintien forcé d'emplois. Ce type d'économie, présent dans la plupart des pays sous-développés, implique le protectionnisme, conduit au repliement sur soi, impose un niveau de vie médiocre.

La France s'est historiquement tenue dans cette ligne. Mais, depuis l'extraordinaire développement qu'elle a connu ces trente-cinq dernières années, marquée notamment par la part croissante des échanges extérieurs et l'absence aux techniques de pointe, elle l'a, malgré elle, rejetée et ne peut aujourd'hui la retrouver qu'au prix d'un gigantesque bond en arrière.

Quel gouvernement serait prêt à l'accepter ? Il n'y a pas le choix : la France, vivant en économie de compétition, doit en accepter les règles : évolution extraordinairement rapide du progrès technique, acceptation d'une certaine division internationale du travail, ouverture des frontières, effort acharné de productivité pour être le meilleur.

L'existence d'un secteur public important ne peut qu'affaiblir la compétitivité. En raison des lourdeurs de gestion de l'entreprise publique ; mais surtout, du mauvais usage qu'en fait l'État : privilèges excessifs sur l'épargne en faveur du secteur public, maintien de secteurs sans ou peu rentables, en déclin ou obsolescents, étouffement des activités nouvelles ; intervention autoritaire dans la décision des entreprises, qui les conduit à des choix le plus souvent contraires aux exigences de la compétitivité. Plus la nationalisation s'étend, plus la productivité nationale baisse.

La compétitivité est l'affaire des entreprises et d'elles seules. Imprévisible, elle est impossible à programmer ; on ne sait pour quelle raison, telle entreprise est compétitive ou non.

Dans une économie de compétition, le rôle de l'État est de créer l'environnement le plus favorable au développement des entreprises concurrentielles, mais en aucun cas d'intervenir dans leur initiative ou leur conduite. La nationalisation, dont la raison d'être est de permettre cette intervention, et dont le résultat est de créer un secteur qui s'évolue pas en fonction de sa compétitivité, n'y a pas sa place.

La Suisse offre un modèle quasi parfait de l'économie de compétitivité. Pas d'intervention, pas d'aide de l'État, pas d'entreprise publique, pas de trace de politique

industrielle. Des entreprises pharmaceutiques et alimentaires parmi les plus fortes du monde ; ni acier ni raffinage ; dans les secteurs difficiles (aluminium, industrie électrique et métallurgique) seuls demeurent ceux qui ont su s'adapter et rester compétitifs. Pas de chômage. Une des économies les plus prospères et les plus saines du monde.

Mais, objectera-t-on, la nationalisation n'a-t-elle pas permis, ces dernières années, de sauver certaines entreprises et de les « restructurer ». Certes, mais d'innombrables entreprises privées ont été également « sauvées » par les concours publics. Celles qui ont été nationalisées pouvaient l'être de la même façon. Il a suffi d'un prêt gouvernemental, remboursable (et remboursé en deux ans), pour permettre en 1975 à Citroën de se rétablir (sans même évoquer Chrysler aux États-Unis).

Les restructurations, il est vrai, ont été facilitées par les nationalisations. Mais ces opérations sont-elles aussi bénéfiques qu'on le dit ? L'arbre ne sert-il pas à dissimuler la forêt ? L'important n'est pas tellement de jouer au Monopoly avec les entreprises du secteur public, mais d'assainir chacune d'entre elles, en fermant les activités vaines, en supprimant les emplois en surcroît, en arrêtant les productions démodées. Là est la tâche essentielle et, pour la réaliser, la nationalisation constitue plutôt un obstacle.

Il faut enfin se poser la question : ces restructurations sont-elles toujours justifiées ? Faut-il se féliciter qu'elles conduisent lentement, mais sûrement, à la constitution de monopoles : Téléphone, Informatique, Électronique de France ? Elles reposent sur ce vieux principe de la technocratie française : une entreprise par secteur, un métier par entreprise - et sur cette conviction que plus l'entreprise est importante, mieux elle sera placée pour trouver des partenaires internationaux. Probabilité d'erreur dans les deux cas !

Les entreprises qui ont été nationalisées manquaient dangereusement de fonds propres. Les ont-elles reconstruits ? Oui, dans une certaine mesure, et c'est un aspect positif. Mais partiellement et inégalement. Fidèle à sa logique, l'argent public a été dirigé en priorité vers les entreprises en perte. Les rares qui faisaient des bénéfices ont été négligées, alors qu'elles auraient dû être favorisées ! Toutes ont continué à accroître leur endettement. Qu'y a-t-il eu de fondamentalement changé ?

Un mal à contenir

La nationalisation présente beaucoup d'inconvénients et quelques avantages. Au fur et à mesure qu'elle se développe, les inconvénients augmentent et les avantages diminuent. Elle peut être un mal nécessaire, lorsqu'il faut créer, maintenir, ou reconstruire des activités indispensables à la nation, devant lesquelles le marché se dérobe. Mais un mal qu'il faut s'efforcer de contenir dans les limites les plus étroites.

Le plus grand progrès que l'on puisse faire à cet égard dans la vie politique est de ne plus la considérer ni comme une conquête ni comme un drame, mais comme une action réversible.

Par voie de conséquence, la dénationalisation doit être considérée comme une action banale qui doit se faire de façon progressive, au gré des circonstances, et non sous l'emprise d'un préjugé.

Pour rester dans la course et rattraper leur retard technique, les entreprises françaises doivent disposer de la souplesse et de la mobilité nécessaires pour se mesurer à leur concurrents. Toutes, publiques ou privées, doivent bénéficier d'une même déréglementation aussi vaste que possible. Celles du secteur public doivent être privatisées. Ce terme recouvre plusieurs actions.

D'abord, restaurer une liberté de manœuvre complète entre les deux secteurs. Pourquoi empêcher une entreprise du secteur public d'acquiescer ou de fusionner avec une entreprise privée, et inversement, si cela permet un progrès ? Les lois ou coutumes qui interdisent ces mouvements doivent être abolies.

Ensuite, introduire une gestion de type privé permettant aux dirigeants d'exercer leur responsabilité en étant pleinement maîtres de leur décision, stratégie comme gestion. Pour que leur autonomie tant de fois affirmée ne soit pas un leurre, il faudrait, comme pour l'audiovisuel, créer une haute autorité qui, composée de « sages » (dirigeants d'entreprise et de la fonction publique), aurait la

charge de désigner leurs dirigeants (par promotion interne chaque fois que cela serait possible), et de veiller à ce que le gouvernement et l'administration n'interviennent pas dans leurs affaires.

Enfin, transférer progressivement le capital d'un certain nombre d'entreprises publiques vers le secteur privé. Le secteur public est devenu beaucoup trop vaste ! (quelque 3 000 entreprises représentent 1/3 de l'investissement). Il faut l'alléger progressivement. Cela soulève deux problèmes majeurs : comment créer la nouvelle légitimité de l'entreprise, c'est-à-dire l'actionnaire ou le groupe d'actionnaires privés qui désigne les dirigeants ? Comment fonder la légitimité de la représentation du personnel dans le conseil d'administration ? Quel pouvoir : consultatif ou délibératif ? Quel mode de désignation : majorité syndicale ou non ?

Contrairement à ce que certains pensent, cette « privatisation » du secteur nationalisé n'est pas une utopie, à la condition de la faire sans hâte et sans brutalité. Les conditions techniques nécessaires à sa réalisation sont faciles à réunir. Une seule risque de manquer : la volonté politique ; dès que le pouvoir est conquis, on ne se défait pas aisément de ce qui le renforce.

FIN

En Grande-Bretagne

La grève des dockers accroît les difficultés de Mme Thatcher

De notre correspondant

Londres. - Le gouvernement de Mme Thatcher, qui jusqu'à présent estimait être en position de force pour résister aux exigences des mineurs - parce que leur grève ne semblait guère affecter l'économie nationale, se trouve maintenant dans une situation plus délicate. Le déclenchement assez inattendu de la grève des dockers ajoute à ses difficultés, au moment où les milieux financiers de la City et le patronat s'inquiètent du déclin de la livre sterling et des différentes conséquences que cela peut avoir. D'autant que, depuis son accession au pouvoir, Mme Thatcher n'a cessé de vanter les mérites de sa politique résolument « monétariste ». A ce sujet, le premier ministre a été soumis à de vives attaques de la part de l'opposition, le 10 juillet, à la Chambre des communes.

Les conflits sociaux en cours ne sont pas la cause des ennuis que connaît actuellement la livre ; mais le pessimisme des financiers de la City s'en trouve aggravé. La monnaie britannique a constamment perdu des points par rapport au dollar depuis quatre mois et, depuis quelques jours - fait nouveau - son cours s'est aussi affaibli vis-à-vis d'autres monnaies européennes, notamment l'annonce, le 10 juillet, d'une augmentation en juin, bien plus forte que prévue, de la quantité de monnaie en circulation a encore

renforcé l'inquiétude. On craignait, le 11 juillet, qu'il ne soit inévitable d'augmenter encore une fois le taux d'intérêt, de 1 point ou plus, alors qu'ils ont déjà été relevés la semaine dernière à 10 %. Comme le fait remarquer la principale organisation patronale, la Confédération de l'industrie britannique (CBI) risque de remettre sérieusement en cause l'objectif majeur que s'est fixé le gouvernement, à savoir de réduire le taux d'inflation à 4,5 %.

Cependant, la grève des dockers devait s'étendre, car, le 10 juillet, des pourparlers avec les employeurs ont échoué. Bien plus qu'une manifestation de soutien aux mineurs qui veulent arrêter la production dans les aciéries, cette grève a pour but de maintenir un accord très ancien, datant de 1947, qui assure aux 36 000 dockers britanniques adhérents du syndicat des transports le quasi-monopole de l'emploi dans les principaux ports.

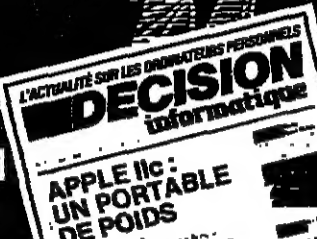
Cet accord est de plus en plus « contourné » par les employeurs avec l'utilisation de nouveaux ports. La décision de la direction de la sidérurgie de faire appel à des entreprises indépendantes du syndicat pour préserver l'approvisionnement des aciéries en minerai de fer n'a été que le prétexte du déclenchement d'un mouvement envisagé à plusieurs reprises dans le passé par les responsables syndicaux.

Pour M. Arthur Scargill, président de l'Union nationale des mineurs (NUM), ce conflit représente un appoint précieux face au gouvernement, au moment où il s'apprête à s'engager dans ce qui pourrait être la dernière phase de négociations avec la direction des charbonnages. Les discussions ont été suspendues le 9 juillet ; mais elles ont cette fois bien avancé et doivent reprendre la semaine prochaine. Des deux côtés on laisse entendre qu'un arrangement est désormais possible. Cette éventualité devait être examinée par les représentants de la NUM au cours d'une réunion des instances dirigeantes du syndicat, ce 11 juillet à Sheffield.

FRANCIS CORNU.

LE JOURNAL DES UTILISATEURS DE MICRO-ORDINATEURS

Chez votre marchand de journaux



MONTE DEI PASCHI DI SIENA
Banque fondée en 1472

Bilan au 31 Decembre 1983

	en millions de lires
Dépôts clientèle	13.761.058
Bons de crédit foncier et obligations	2.239.310
Fonds patrimoniaux et réserves	1.800.459
Ressources totales	28.837.786
Crédits à la clientèle et crédits fonciers	7.626.341
Titres	10.122.014
Bénéfice d'exercice	24.955

Le Groupe "Monte dei Paschi" comprenant
MONTE DEI PASCHI DI SIENA
BANCA TOSCANA
CREDITO COMMERCIALE
CREDITO LOMBARDO
ITALIAN INTERNATIONAL BANK Ltd.,
gérant, au 31/12/1983,
des ressources pour
43.000 milliards de lire
215 milliards de lire
Les fonds propres se montent
à 2.239 milliards de lire
215 milliards de lire



FINANCES

DIRECTEUR DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

M. Jean Godeaux est élu président de la BRI

Après la démission de M. Fritz Leutwiler, qui quittera à la fin de l'année ses fonctions de président de la Banque nationale suisse et de la Banque des règlements internationaux (le Monde du 10-11 juin), cette dernière institution a porté à sa présidence M. Jean Godeaux, gouverneur depuis mars 1982 de la Banque nationale de Belgique. M. Godeaux a été élu par le Comité de direction de la BRI, composé des gouverneurs des banques centrales des pays du groupe des Onze : Belgique, Canada, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Pays-Bas, RFA, Suède et Suisse (laquelle n'est officiellement agréée à l'ancien groupe des Dix il y a quelques mois). M. Godeaux, qui est âgé de soixante-deux ans, prendra donc ses fonctions le 1^{er} janvier 1985, pour une période de trois ans. Traditionnellement, la présidence de la BRI est exercée par le gouverneur de la banque centrale d'un petit pays. M. Leutwiler avait été précédé par le docteur J. Zijlstra, qui était gouverneur de la Banque nationale des Pays-Bas.

Docteur en droit et licencié en sciences économiques de l'université catholique de Louvain, M. Godeaux a commencé sa carrière à la Banque nationale en 1947. Il a ensuite occupé différentes fonctions au Fonds monétaire international. Entré en 1955 à la Banque Lambert, il est nommé dix ans après président de la Commission bancaire (Office de contrôle des banques) belge.

Un autre ressortissant belge, M. Alexandre Lamfalussy, actuellement directeur général adjoint, deviendrait en 1985 directeur général de la BRI, succédant au docteur Guenther Schleiminger, qui sera atteint par l'âge de la retraite. La BRI qui joue un rôle aussi discret qu'important dans la gestion courante des affaires monétaires internationales, au cours des deux dernières années, participée, par des prêts de courte durée (garantis par les banques centrales des pays riches), aux plans de sauvetage de plusieurs pays endettés, dont le Brésil et la Hongrie.

LE GROUPE SCREG
UN DES PREMIERS GROUPES EUROPEENS
DE BATIMENT ET DE TRAVAUX PUBLICS
INTERVENANT DANS PLUS
DE CINQUANTE PAYS DU MONDE
VOUS PRESENTE SON NOUVEAU "LOGO"



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

RICOH COMPANY LTD

Résultats au 31 mars 1984 et perspectives de la société-mère

Dans une économie japonaise qui, dans son ensemble, est demeurée assez stagnante, Ricoh Company Ltd a enregistré grâce à ses efforts une très importante progression du chiffre d'affaires et du bénéfice net, constituant un record historique pour la société. Le chiffre d'affaires a atteint 388,7 milliards de yens, soit une augmentation de 19,2 % par rapport à l'exercice précédent, le résultat d'exploitation 26,5 milliards de yens, soit une augmentation de 44,8 %, et le bénéfice net de 12,1 milliards de yens, soit une progression de 93,9 %.

Le secteur des équipements de bureau s'est maintenu grâce à l'augmentation de la demande des firmes privées qui sont en train d'introduire des systèmes d'automatisation dans leur bureau. Cette situation favorable s'est accompagnée de la venue de nouveaux intervenants sur le marché occasionnant une compétition accrue.

Durant l'exercice écoulé, la société a lancé de nouveaux produits afin de répondre à la demande des marchés domestique et étranger. Dans le même temps, un ensemble de mesures ont été prises pour organiser des unités de ventes plus efficaces tant au Japon qu'à

l'étranger et mieux adaptées à l'ère de la bureautique. Des efforts ont été également poursuivis afin d'atteindre une productivité plus élevée grâce à un certain nombre de nouvelles mesures favorisant l'automatisation de la fabrication.

Pour financer ses programmes d'installations et d'équipements, la société a eu recours à une quatrième émission d'obligations convertibles non garanties d'un montant de 20 milliards de yens, le 31 octobre 1983. Deux autres émissions en devises étrangères ont été lancées, la première en obligations convertibles d'un montant de 100 millions de francs suisses, le 29 mars 1984, et la seconde en obligations avec warrants s'élevant à 30 millions de livres.

Pour l'exercice en cours qui a commencé le 1^{er} avril 1984, Ricoh Company Ltd espère réaliser un chiffre d'affaires de 450 milliards de yens (+ 15,8 %), un résultat d'exploitation de 28 milliards de yens (+ 6,4 %) et un bénéfice net de 13 milliards de yens (+ 7,1 %). Dans cette perspective, la société pense qu'il sera distribué un dividende intermédiaire de 5 yens, par action, puis un dividende final de même montant.

VOLVO

Volvo, pour la première fois, a vendu 1701 voitures au mois de mai, soit 1,05 % du marché toutes marques, 2,84 % des marques importées.

A ses lecteurs
qui vivent
hors de France

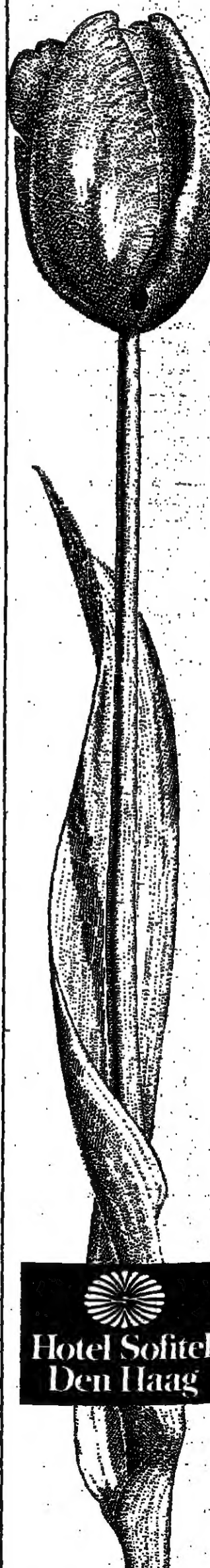
Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE
**UNE ÉDITION
INTERNATIONALE**

Il y trouveront une sélection
des informations,
commentaires et critiques
parus dans leur quotidien

**UN
NOUVEAU
SOFITEL
A LA HAYE:
SOFITEL
DEN HAAG**

Votre nouvelle adresse
en Hollande :
Hôtel Sofitel Den Haag
Koningin Juliasplein 35
2595 AA Den Haag Hollande
Tél. (31) (0) 70 814901
Télex 34001
Réserv. Réserv. (6) 077 27 27



**Hotel Sofitel
Den Haag**

BNP 1983

« Nous vous présentons ici les résultats de l'exercice 1983 de la BANQUE NATIONALE DE PARIS. La BNP sort renforcée de cet exercice. Renforcement nécessaire, compte tenu des difficultés présentes nées de l'inadaptation des structures industrielles et de l'endettement du tiers-monde. Difficultés dont il faudra des années pour venir à bout. La BNP a conscience des tourments à prendre dans un métier et un monde qui changent. Elle s'y prépare efficacement, sachant bien que la rentabilité est la pierre de touche de son avenir et qu'elle peut compter, pour atteindre ces objectifs, sur l'ensemble du personnel, en France et dans les 78 pays où elle est aujourd'hui implantée. »

René THOMAS
Président

**UNE ACTIVITÉ
EN EXPANSION**

Dans un environnement toujours plus difficile, tant en France qu'à l'étranger, la BNP a connu une nouvelle expansion de ses activités commerciales et financières. Les résultats nets ont enregistré une sensible progression: 615 millions de F pour la BNP et 1.548 millions de F pour l'ensemble du groupe.

Pour la BNP le total du bilan a atteint 738 milliards de F contre 660 milliards de F en 1982 (+ 11,9 %). Dans le même temps, le total du bilan consolidé croissait de 740 à 843 milliards de F (+ 13,9 %).

En France

L'accroissement des dépôts (+ 11,7 %) a permis de développer de manière importante les crédits consentis tant aux particuliers qu'aux entreprises. Une gamme accrue de produits et services a été offerte à la clientèle.

Au service des particuliers 600.000 comptes CODEVI ont été ouverts en quelques mois. 80.000 plans d'épargne logement et 120.000 comptes d'épargne en actions ont été souscrits. Des formules spécifiques d'épargne ont été créées pour répondre aux besoins particuliers des associations. Les prêts d'accession à la propriété se sont sensiblement accrus. En fin d'année, 430 guichets automatiques de banque (G.A.B.) étaient à la disposition de nos clients.

Au service des entreprises La priorité a été donnée par la banque et par ses filiales spécialisées (NATIO EQUIPEMENT NATIOSAIL, Groupe du CREDIT UNIVERSEL, NATIO TRÉSORERIE):

- au financement des investissements et du commerce international;
- à l'ingénierie financière, permettant à de nombreuses entreprises de renforcer leurs fonds propres;

- au financement de l'innovation et de la création d'entreprises;
- au développement des services informatiques avec une gamme complète allant de la gestion des risques de change à la compensation multidevises en passant par la gestion de trésorerie.

Dans le monde

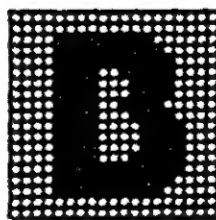
Le réseau international de la BNP, l'un des tout premiers du monde, couvre désormais 78 pays: deux agences ont été ouvertes à MACAO et à MUNICH et des bureaux créés à SHANGHAI et SHENZHEN en Chine, à WELLINGTON en Nouvelle-Zélande. La contrepartie en francs français des prêts accordés à sa clientèle a représenté 98 milliards. La diversification de ses activités, notamment dans le crédit-bail, a été poursuivie. La banque a renforcé sa position sur le marché international des capitaux et se classe désormais au 8^e rang mondial sur celui des euro-emissions.

L'accroissement des frais généraux ayant été strictement contenu, le réseau international, qui représentait 24 % des résultats du groupe en 1982, y contribue aujourd'hui pour 26 %. Cette amélioration est à mettre particulièrement au crédit des sièges d'Australie et du réseau européen.

Indis-Remun et Associés

	BNP		Résultats consolidés	
	millions de F	%	millions de F	%
Produit net bancaire et produits accessoires	20.060	+11,4	24.399	+11,8
Frais généraux et amortissements	14.180	+11,4	16.419	+12,2
Résultat avant provisions, impôts et divers	5.880	+11,2	7.980	+10,9
Provisions pour créances douteuses et risques généraux	4.482	+15,1	5.144	+17,3
Résultat net	615	+11,8	1.548	+ 4,7

LES RESULTATS NETS SONT EN NOUVELLE PROGRESSION. Ils permettent, après distribution et en dépit d'un renforcement important des provisions d'exploitation, une **SENSIBLE AMÉLIORATION DES FONDS PROPRES.** Ceux-ci atteignent désormais pour l'ensemble du groupe 12.862 millions de F.



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. RETOUR DU FASCISME ? : « La mort qui convient », par Louis Sala-Molins ; « Mon modèle, c'est Reagan », par Jean-Pierre Marquet.

(U) : Tacticiens du pouvoir, de Jay Haley.

ÉTRANGER

3. PROCHE-ORIENT
- LIBAN : l'ambassade de Libye a été détruite par une organisation secrète.
 - 3. DIPLOMATIE
 - M. Chirac compare la défense spatiale américaine à la ligne Maginot.
 - 4. AMÉRIQUES
 - CHILI : les tribulations de deux dirigeants communistes.
 - 5-6. AFRIQUE
 - Être jeune au Maghreb (III).
 - 6. EUROPE
 - ASIE

POLITIQUE

7. La PCF face au pouvoir.
8. Le rejet de la motion de censure à l'Assemblée nationale.

SOCIÉTÉ

9. Précisions du ministre algérien sur les enfants « enlevés ».
10. La situation au Pays Basque.
11. JUSTICE.
12. SPORTS.
13. ÉDUCATION.
14. LÉGIION D'HONNEUR.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

13. Une semaine à Paris : la tour de Babel dans la cour des miracles.
- Au tour d'Effet.
 - 14. « Dessins et sciences » au Pavillon de l'Ars.
 - 15. SÉLECTION.
 - 16. Florence, Parme, Rome : expositions en Italie.
 - 17. Programme des expositions.
 - 18. COMMUNICATION : le plan-cible pour Metz.

ÉCONOMIE

23. AGRICULTURE : la réduction de la production laitière.
- ÉNERGIE.
 - 24. CONJONCTURE.
 - SOCIAL.
 - 25. SECTEUR PUBLIC : « Dénationaliser : pourquoi ? » (II), par Alain Chalençon.
 - ÉTRANGER.

RADIO-TÉLÉVISION (21)

ÉTÉ (12) :

Histoire d'amour, par Konk ; Météorologie ; Mots croisés ; « Journal officiel ».

Années classées (22-23) ; Carnet (21) ; Programmes des spectacles (17-19-20) ; Marchés financiers (27).

Le numéro du « Monde » daté 11 juillet 1984 a été tiré à 440 384 exemplaires.

Près de Burgos

CINQ CAMIONS FRANÇAIS SAUTENT SUR DES BOMBES

Burgos (Reuter). - Cinq camions français ont sauté sur des bombes posées sous les véhicules stationnés sur le parking d'un restaurant routier, près de Burgos, mardi 10 juillet. Un des chauffeurs français a été légèrement blessé.

Une sixième bombe a explosé sous un poids lourd espagnol également à l'arrêt devant le restaurant, à La Brujula, au nord de Burgos, sur la route nationale conduisant d'Irun, sur la frontière française, à Madrid.

EN AFGHANISTAN

Deux ministres règlent leurs querelles au pistolet

Que deux membres d'un gouvernement règlent leurs querelles au pistolet est une nouvelle abominable qui n'a pourtant rien d'habituel en Afghanistan. A Kaboul, le ministre de la Défense, le général Abdul Kader, a tiré récemment sur celui des télécommunications, M. Aslam Watanjar, qu'il a blessé. Cette information doit évidemment être accueillie avec une certaine prudence puisque'elle provient de « sources diplomatiques occidentales » - autrement dit, des services de renseignement - qui ont peut-être intérêt à jeter de l'huile sur le feu. Les « diplomates » ne donnent aucun détail sur la date et les circonstances de l'incident, pas plus que sur la gravité des blessures de M. Watanjar.

Il est vrai, cependant, que les règlements de comptes politiques au sein de l'équipe dirigeante afghane ont à plusieurs reprises pris un tour dramatique. En six ans, deux chefs de l'Etat (Taraki et Amin) n'ont pas été assassinés ? Chacun de ses séjours est accompagné de rumeurs sur un éventuel changement à la tête du régime afghan. Au reste, quelle personnalité est en mesure de faire cesser la lutte des clans à Kaboul ? Et le voyage de M. Karmal n'est-il pas plutôt lié à la visite, à compter de ce mercredi 11 juillet, du secrétaire général de l'ONU dans la capitale soviétique, M. de Cuellar doit s'entretenir avec les dirigeants du Kremlin des tentatives de médiation de l'ONU dans le conflit afghan avant la reprise des « conversations indirectes » à ce propos, en août à Genève, entre Pakistanais et Afghans. Les Nations unies cherchent à montrer comme chaque année avant l'assemblée générale de l'automne qu'elles poursuivent leurs efforts.

Le général Abdul Kader est l'un des principaux auteurs du coup d'Etat qui, en avril 1978, permit aux communistes de renverser le régime Daoud et de prendre le pouvoir. Alors commandant de l'aviation, il joua un rôle essentiel dans l'opération. En octobre 1978, il avait été écarté par Taraki et accusé de complot - ainsi que d'autres personnalités dont M. Karmal - et arrêté. Mais il est revenu au pouvoir grâce au coup de force soviétique et à l'élimination de Taraki et d'Amin. Pilote formé en URSS, le général Abdul Kader passe davantage pour un nationaliste fongueux que pour un communiste convaincu. M. Aslam Watanjar serait connu pour ses fermes sentiments pro-soviétiques. Les deux hommes n'appartiennent pas à la même tendance du PC afghan, mais ils apparaissent surtout divisés aujourd'hui sur l'intervention soviétique et sur la façon de mener la guerre contre les « rebelles ».

POURSUITE DES NÉGOCIATIONS AVEC LES POUVOIRS PUBLICS

Les marinières assouplissent leur blocus

Les marinières continuent à assouplir la grève de la circulation fluviale qu'elles ont entreprise depuis deux semaines pour faire aboutir leurs revendications. Les barrages de péniches restent en place dans le bassin de la Seine et sur la Marne. Un nouveau blocus a été établi sur la Seine, à la hauteur de Rouen. Cependant, les bateliers acceptent une fois par jour ou tous les deux jours de laisser passer les plaisanciers, qu'ils retiennent jusqu'à.

REMONTEE DU DOLLAR : 8,73 F

Après son repli technique du mardi 10 juillet dû à des ventes bénéficiaires et aux interventions des banques centrales, le dollar a effectué une vigoureuse remontée, retrouvant le cours record de 8,73 F du lundi 9 juillet à Paris et à Francfort. Il a même atteint son plus haut cours historique à Zurich à 2,40 FS.

Les auteurs financiers internationaux croient toujours à une hausse des taux et continuent donc à diriger leurs capitaux vers les Etats-Unis. Le gouvernement américain a réaffirmé sa volonté de ne pas intervenir sur le marché des changes, le secrétaire au Trésor, M. Donald Regan, estimant que le dollar est fort en raison de la bonne santé de l'économie outre-Atlantique.

La livre sterling a établi un nouveau record de baisse par rapport à la monnaie américaine, touchant un voisinage de 1,30 dollar. Elle est dépréciée par la grève des dockers et par le marasme du marché du pétrole.

A Paris, la Banque de France achète du mark au cours-plancheur de 3,665 F.

La guerre du Golfe

UN PÉTROLIER BRITANNIQUE TOUCHÉ PAR DEUX MISSILES

Un pétrolier britannique, le *British Remora*, a été touché mardi 10 juillet par deux missiles tirés par un avion non identifié alors qu'il se trouvait à environ 150 kilomètres au nord-est de Bahrein et à 90 kilomètres des côtes iraniennes. L'équipage est sain et sauf et les dégâts peu importants. Un porte-parole de la firme britannique de renflouage Smit Tac International a précisé que le bâtiment, qui jauge 133 000 tonnes, naviguait à vide et devait récupérer le contenu du pétrolier *Thiburon* lui-même atteint par des missiles irakiens le 27 juin après avoir chargé 250 000 tonnes de brut au terminal iranien de Kharg.

A Vienne, le ministre irakien du pétrole, M. Qassem Ahmed Taki, a déclaré que son pays n'était pas responsable de l'attaque. Téhéran a annoncé l'incident mais sans commentaires. Selon des sources diplomatiques, un avion de reconnaissance à hélice portait des « marques bleues » a survolé le pétrolier avant qu'un chasseur lance les missiles. Cet avion pourrait bien être un Orion, bimoteur américain comme en possède l'Iran et qui est peint en bleu.

Par ailleurs, l'Agence de presse koweïtienne a annoncé que le directeur du département politique du ministère des affaires étrangères a adressé une mise en garde à l'ambassadeur du Japon et souligné que « la poursuite de l'aide japonaise à l'Iran, notamment l'achat de pétrole, pourrait menacer les intérêts de Tokyo dans le monde arabe et plus particulièrement dans le Golfe » (AFP, Reuter).

Deux disparitions

LE PHYSICIEN SOVIÉTIQUE VLADIMIR LINNIK

Vladimir Linnik, physicien soviétique spécialiste de l'optique, est décédé, lundi 9 juillet, à Moscou à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Membre de l'Académie des sciences de l'URSS, Vladimir Linnik était né le 6 juillet 1899. Il a développé l'optique des ondes et les applications dans les domaines de l'interférométrie et de la microscopie. Ses travaux ont eu des répercussions dans les secteurs militaires et spatiaux. Professeur à l'université de Leningrad, Vladimir Linnik a été à cinq reprises décoré de l'Ordre de Lénine.

ET L'ÉCRIVAIN

MITSOU RONAT

L'écrivain et universitaire Mitso Ronat est mort, dimanche 8 juillet, dans un accident de la route. (Né le 13 juin 1946, Mitso Ronat a passé son doctorat à Vincennes, en 1973. Elle préparait, avec Jean-Claude Milner, une thèse d'Etat sur une « grammaire de l'intonation ».

Ses trois maîtres étaient Jakobson, Chomsky et Jacques Ronbaud. Elle travaillait à renouveler les études sur la poésie, avec des méthodes plus raffinées et sophistiquées.

Membre du « collectif Change », elle a animé le numéro spécial de cette revue consacré, en 1978, au « Soutien de la langue ». Elle appartenait au Conseil du Collège international de philosophie, qu'elle avait contribué à fonder.

Auteur d'un *Dialogue avec Chomsky* très remarqué, elle laisse un essai sur Mallarmé - *Mallarmé le lumière* - qui devrait être publié bientôt.

« Espionnage au profit de la RDA en Allemagne de l'Ouest. - Un fonctionnaire ouest-allemand de trente-quatre ans, chef du service des transmissions à la direction de la police des frontières, et auparavant employé d'un service chargé d'examiner les demandes d'asile, a été arrêté et accusé d'espionnage au profit de la RDA, a annoncé lundi 9 juillet le parquet fédéral de Karlsruhe. Il aurait fourni des documents et des photos à l'Allemagne de l'Est depuis 1979.

Sur le vif

Le centre de l'univers

Je le salue bien, moi, que j'étais le centre de l'univers. Je l'ai toujours su. Toute petite déjà, à la maternité, il n'y en avait que pour moi. Les autres pouvaient bien crever, si je n'avais pas ma tête, je gueulais comme un pucier. Ce que j'ignorais - je m'en serais doutée, - c'est qu'il n'y a pas d'autre raison d'être, l'univers. Il n'existe que pour que je puisse exister, moi, Sarrault Claude. 1,63 mètre. 52 kilos. Yeux : marrons.

C'est deux astrophysiciens, un Anglais et un Américain, tout ce qu'il y a de plus calés, de plus sérieux, qui ont découvert ça. Quand j'ai lu dans la presse, j'ai été un peu vexée, je dois le reconnaître. Ils auraient pu me le dire personnellement, me donner un coup de fil ou m'écrire un bout de lettre. Enfin, bon, tant pis...

Dés le départ, dès le Big Bang, la fulgurante explosion qui a précédé, il y a dix milliards d'années, à sa création, il savait que j'allais m'enlever, l'univers. Il s'y est très longtemps, très soigneusement préparé. C'est qu'il y avait beaucoup à faire : je suis une petite personne très compliquée, très sophistiquée. Il a fallu installer des usines dans les étoiles pour fabriquer mon carbone et mon oxygène. Il a fallu inventer tout un système pour que mes atomes tournent rond...

Enfin, il s'est donné un mal de chien et le résultat est là. Vous me direz : pourquoi toi ? Et rien que toi ? Tu es complètement

mégalo. On ne voit vraiment pas pourquoi l'univers aurait fait un tel effort et pendant si longtemps pour moi. Même sans passer au stade industriel, on peut très bien imaginer que, des comètes, il en a sorti d'autres, cachées, ailleurs quelque part dans la Galaxie.

Eh bien non, justement ! Les tenants du principe anthropique - ils s'appellent Barrow et Tipler - n'y croient pas. Il n'y a que moi. Je suis unique. Comment ils le savent ? Si les petits hommes verts existaient pour de vrai, ça se saurait, ils se seraient manifestés à d'autres qu'à Jean-Claude Bourret. Forcément, réchiessez ! Ils seraient astronomiquement sortis de la même ligne de production, avec les mêmes facultés, les mêmes curiosités, et ils seraient très normalement venus me faire un petit bonjour de visite.

Il y a quand même un truc que je voudrais bien savoir. Comment il a su, l'univers, que j'allais naître dans dix milliards d'années ? C'est quelqu'un qui le lui a dit, c'est pas possible. Qui ? Dieu ? Non. Dieu ça n'existe pas. Plus personne n'y croit. Alors quoi ? Un principe universel, un projet, un projet vraiment génial. Mais quand je me regarde dans la glace, je me dis qu'il est encore à l'état d'esquisse au projet, de brouillon.

CLAUDE SARRAULT.

La BNP renforce massivement ses fonds propres

La Banque nationale de Paris (BNP), première banque de dépôts de France et d'Europe, troisième du monde, a entrepris de renforcer massivement ses fonds propres en lançant dans le public une tranche de 1,5 milliard de francs de titres participatifs perpétuels, assortie de bons pour la souscription d'une deuxième tranche de 1,5 milliard de francs entre 1985 et 1988. Cet appel de 3 milliards de francs au marché financier, augmentant d'un peu moins de 25 % les fonds propres de la banque, qui ont déjà progressé de 21 % en 1983 à 12,86 milliards de francs. Il est destiné à financer la modernisation du groupe par accroissement de l'information et développement des télé-services.

M. René Thomas, président de la BNP, a précisé, par ailleurs, qu'une augmentation régulière des fonds propres devrait contrebalancer celle des risques assurés. En ce qui concerne ces risques, la BNP, dont les engagements internationaux de toute nature représentent 47,4 % des engagements totaux, a constitué, en 1983, 5 milliards de francs de provision pour créances douteuses (+ 25 %), dont 1 milliard environ sur la clientèle métropolitaine, 1 milliard pour la clientèle à partir de filiales et de succursales à l'étranger et 3 milliards pour les risques dans les pays dits « souverains », Amérique latine notamment. En 1982, les provisions sur ces pays souverains avaient déjà doublé à 2,83 milliards de francs, et, à l'heure actuelle, elles atteignent 20 % du total des engagements sur les dits pays. Globalement, la BNP avait constitué, au 31 décembre 1983, 19,67 milliards de francs de provision pour créances douteuses.

Malgré cet accroissement des charges, les bénéfices du groupe ont augmenté de 8 % en 1983 à 1 522 millions de francs après réintégration des provisions avant payé l'impôt, résultat qualifié de « fort honorable » dans un environnement difficile. La marge d'exploitation consolidée avant provision et impôts a progressé de 11 % en France, elle a été de 9 % et, à l'étranger, de 18 %, après conversion en francs (en devises, cette progression n'est plus

L'EXCÉDENT COMMERCIAL DU JAPON A BATTU TOUS SES RECORDS AU PREMIER SEMESTRE 1984

L'excédent de la balance commerciale du Japon a battu tous ses records au premier semestre 1984, atteignant 13,53 milliards de dollars contre 7,52 milliards de dollars pour le même semestre de 1983. Les exportations ont progressé de 18,9 % et les importations de 11,5 %. Pour les six premiers mois de l'année, les exportations à destination des Etats-Unis ont augmenté de plus de 45 % grâce à la forte demande américaine pour les postes de télévision en couleurs et les magnétoscopes en prévision des Jeux olympiques de Los Angeles.

L'excédent commercial du Japon vis-à-vis des Etats-Unis, qui avait déjà atteint 20,45 milliards de dollars en 1983, pourrait s'élever à 30 milliards de dollars en 1984.

SPECIAL USA Partez étudier en Floride

Devenez HÔTESSE TUNON ou HÔTE TUNON en passant votre prochaine année d'études à Tunon International Hospitality School, Orlando, Floride. Possibilités de stages rémunérés à Epcot Center et Disney World. Crédit spécial étudiant.

Coupon réponse à retourner à :

Ecole Internationale d'Accueil TUNON
Enseignement Fchv. 23 Ecoles TUNON dans le monde.
164, Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS - Tel. (1) 359.45.18
Je désire recevoir la documentation sur les études et le crédit étudiant.

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Tel. _____ Age _____ Niveau d'études _____

L'année américaine après le BAC

Sur le campus d'une grande université de Floride ou de Californie, quel que soit le niveau d'anglais. Préparation totale.

UNIVERSITY - St. Ann, 57, rue Chaligny, 92 NEUILLY - 7220.95.24

TENNIS A PARIS CET ÉTÉ

THOMAS FOREST ACTION

Plus d'Orléans, Ivry Aubervilliers, la Défense Fontenay-aux-Bois, Meudon

STAGES INTENSIFS
2 à 30 par jour durant 1 semaine

734-36-36

BTS INFORMATIQUE

2 années d'études
Stages pratiques
Micros IBM APPLE

Le sérieux d'un diplôme d'état. Le dynamisme d'une grande école.

icd
63, avenue de Villiers
75017 PARIS
01.75.68.22

Plus vite, moins cher !

Vous cherchez
• une 305 !
• une 505 !

Nous vous la proposons, à des conditions spéciales !
Nouveaux centres modifiés disponibles (tous types) :
505 fourgonnettes • SAMBA • TALBOT HORIZON • SOLARA

PEUGEOT-TALBOT NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

227, bd Anatole-France ST-DENIS Métro Mairie de St-Ouen